

**M. Arafat
a reçu à Tunis
trois personnalités
israéliennes
de l'opposition**

Lire page 7
Article d'ERIC ROULEAU

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Belgique, 15 b. ; Espagne, 25 p. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 80 kr. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1.200 l. ; Liban, 350 p. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 27 l. ; Norvège, 800 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 26

5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

L'avenir de la sécurité européenne

Ingérence ?

Les hasards du calendrier politique et diplomatique font parfois bien les choses. Le vingtième anniversaire du traité franco-allemand de 1963 aurait pu coïncider avec une période de calme plat et d'apparente que comme une sorte de grand-messe de l'unité retrouvée. Mais le discours présidentiel de M. Mitterrand aura été prononcé en pleine campagne électorale oost-allemande et quelques jours après la visite à Bonn de M. Gromyko, qui en avait profité pour alterner menaces et contre-propositions en matière de limitation des armements. M. Mitterrand pouvait donc difficilement esquiver le thème de la sécurité de l'Europe et le débat sur les armements, actuellement au cœur de la politique outre-Rhin. Le moins que l'on puisse dire est qu'il n'a pas cherché à le faire — au risque de se voir adresser, en dépit de précautions oratoires, le reproche d'ingérence, à six semaines d'un scrutin décisif, dans les affaires intérieures allemandes.

En réalité, le chef de l'Etat n'a pas, dans son adresse aux parlementaires ouest-allemands (et à travers eux, comme il l'a souligné, à l'ensemble du peuple de la R.F.A.), véritablement durci ses positions dans la controverse sur l'installation de missiles de croisière, et de Pershing II en Europe occidentale. De longue date, il s'est en effet montré favorable à l'alliance atlantique, puis à sa « double action ». C'est-à-dire au renforcement du potentiel militaire de l'Ouest à défaut d'un accord entre les négociateurs américains et soviétiques de Genève.

Il n'en reste pas moins qu'un tel plaidoyer en faveur de la détermination et de la solidarité des membres de l'alliance atlantique, qui « doivent être clairement confinés », prend, en ce jour et en ce lieu, une signification particulière. Et d'abord pour les relations franco-allemandes elles-mêmes.

La signature du traité de l'Élysée avait déjà officialisé la reconnaissance entre les deux pays. Mais qu'est-ce que la célébration de son vingtième anniversaire donnerait l'occasion à un chef d'Etat français, de surcroît socialiste, de lancer un appel au renforcement du potentiel militaire installé en Allemagne et de mettre celle-ci en garde contre toute dérive pacifiste ?

Le discours de M. Mitterrand retracera probablement sur la campagne électorale en cours outre-Rhin. Et d'une façon qui ne devrait pas étonner — c'est même un euphémisme — les alibis théoriques de M. Mitterrand au sein de l'Internationale socialiste, notamment dit l'opposition social-démocrate. Dans la politique ouest-allemande sur les armements, le président français a visiblement choisi son camp, qui n'est pas celui du S.P.D. Si l'Allemagne devait être soumise à la prévalence de cette évidence, on la trouverait dans la désapprobation glacée de M. Brandt au fur et à mesure que M. Mitterrand développait son argumentation sous les applaudissements de la majorité chrétienne-démocrate et libérale. Ce ferme rappel des positions du chef de l'Etat peut-il rester tout à fait sans conséquence sur le cours de la politique intérieure française ? M. Mitterrand avait pris soin de préciser qu'il s'exprimait « au nom de la France ». Son discours devrait donc achever de dissiper les craintes de ceux qui, à Bonn ou à Washington, avaient pu redouter de voir Paris infléchir sa diplomatie dans un sens plus favorable à Moscou en raison de la présence de quatre ministres communistes. La preuve est faite qu'il n'en est rien, bien au contraire, même. C'est justement cet « au contraire » qui pourrait poser problème au P.C.F.

Bonn accueille le discours de M. Mitterrand comme une caution à sa politique de défense

Le chancelier Kohl devait prononcer un discours ce vendredi 21 janvier à l'occasion des cérémonies commémorant la signature du traité franco-allemand de 1963. En République fédérale, le discours prononcé jeudi par M. Mitterrand devant le Bundestag a provoqué la vive satisfaction des milieux chrétiens-démocrates et libéraux. Ceux-ci y voient une sorte de caution à leurs prises de positions personnelles en faveur de la « double décision » de l'OTAN, une mise en garde aux sociaux-démocrates et un désaveu des pacifistes.

A Paris, M. Léotard, secrétaire général du P.R., nous a déclaré notamment vendredi matin : « Le rappel de notre alliance ferme avec les Etats-Unis était nécessaire et opportun après quelques déviations et dérives observées depuis vingt mois. » M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., nous a affirmé de son côté que sa formation « approuve la fermeté des propos du président de la République, la clarté de ses positions quant à la nécessité de la cohésion de l'Europe et de l'alliance avec les Etats-Unis sur les problèmes de sécurité ».

Le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, n'a pas tardé à exprimer sa satisfaction après le discours prononcé jeudi devant le Bundestag par M. François Mitterrand. Dans un communiqué, il a souligné la parfaite identité de vues entre les gouvernements de Paris et de Bonn dans le domaine de la sécurité et de la défense. « Le gouvernement de la R.F.A. », a-t-il notamment déclaré, « partage la conception du président français selon laquelle l'équilibre militaire et l'étroite imbrication de la défense de l'Europe occidentale et des Etats-Unis sont des conditions

indispensables à la paix et à notre liberté ».

L'ensemble de la presse conservatrice ouest-allemande témoignait ce vendredi matin de la même satisfaction, relevant en général le désaveu infligé par le président de la République à ceux qui couraient pacifistes ou neutralistes qui traversent actuellement l'opinion allemande.

Pour nombre d'observateurs d'outre-Rhin — qu'ils s'en félicitent ou qu'ils le regrettent — le discours du président français a été également perçu comme une mise en garde adressée aux sociaux-démocrates du S.P.D. et à leur candidats à la chancellerie, M. Hans-Jochen Vogel. Le S.P.D., on le sait, a en effet opté dans son manifeste électoral pour la prise en compte des forces de frappe française et britannique dans l'évaluation de l'équilibre global des forces atomiques en Europe.

L'exécutif du S.P.D., réuni à Dortmund, où s'ouvrait ce vendredi le congrès préélectoral du parti, a d'ailleurs réaffirmé cette position. Il a fait savoir qu'il partageait les vues du président français selon lesquelles les fusées françaises ne pouvaient faire l'objet de négociations à Genève et s'est félicité des propos de M. Mitterrand exprimant l'espoir que ces pourparlers débouchent sur un équilibre des forces en Europe. Mais, il a ajouté : « On ne peut pas tenir compte d'une force de frappe française qui aura de ce fait un rôle à jouer dans la réalisation de l'équilibre des forces. » (Lire page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Oignons

D'un septennat à l'autre, les relations ne s'améliorent pas entre le sabre et le goupillon.

On se souvient de l'opostrophe lancée naguère à l'Élysée d'Orléans, par Mgr Riobé, par l'archevêque de Joazeiro, chef d'état-major de la marine : « Mélez-vous de vos oignons ! »

Et voici que M. Hermu dénonce, dans une déclaration rapportée par le Washington Post, l'attitude de certains évènements qui « sont peut-être plus démoralisateurs que les mouvements neutralistes en Allemagne de l'Ouest ». Ce qu'on pourrait traduire ainsi : « Ne vous mélez pas de nos oignons ! Mais elles sont pointées vers le ciel, Monsieur Hermu !

BRUNO FRAPPAT.

L'organisation du marché pétrolier

La réunion de Genève risque de mettre en péril l'unité de l'OPEP

Un mois après l'échec à Vienne de la conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), les membres se réunissent de nouveau à Genève, dimanche 23 janvier.

Cette conférence consultative, décidée il y a moins d'une semaine au cours d'une réunion restreinte à Bahreïn, sera sans doute consacrée à la fixation de quotas de production visant à éviter l'effondrement du prix du pétrole.

Un échec serait extrêmement grave pour l'avenir de l'Organisation, menacerait son unité et créerait une situation anarchique sur le marché.

Depuis l'échec, il y a un mois à Vienne de la précédente conférence, le monde du pétrole est anxieux. Dans son communiqué final, l'OPEP assurait que les consultations allaient se poursuivre. Elles n'ont en fait jamais cessé. Visites, négociations, déclarations, tractations, se sont multipliées, avec, en apogée la réunion, à Bahreïn, le week-end passé, d'une sorte de mini-sommet OPEP à huit membres (1), d'où est sortie, à la surprise générale, la décision de convoquer une nouvelle conférence « consultative ». Depuis, les rumeurs vont bon train, toutes contradictoires. Une seule certitude : les pays de l'OPEP ne prendraient probablement pas le risque de convoquer un nouveau sommet s'ils n'estimaient pas avoir de bonnes chances de s'entendre. D'aucuns affirment d'ailleurs que l'accord est déjà acquis. Reste à savoir sur quoi.

(1) Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Émirats arabes unis, Indonésie, Nigéria, Irak et Libye.

(Lire la suite page 30.)

Les développements de l'affaire du Coral

L'affaire du « lien de vie » du Coral continue de susciter des polémiques. Jeudi 20 janvier, alors qu'on apprendrait la mise en liberté de l'un des inculpés, M. Jean-Noël Hardy (le directeur, M. Claude Sigala, reste détenu), huit personnalités du monde intellectuel annonçaient la préparation d'un « Livre blanc » favorable aux inculpés. Ils dénoncent le rôle de la presse dans cette affaire.

Pour éclairer le débat engagé à partir du cas du Coral, nous publions aujourd'hui un dossier comprenant un article sur la sexualité des femmes handicapées et un document, le témoignage de M. Jean-Pierre Lamez qui, accusé d'avoir, il y a cinq ans, tué un enfant du Coral, proteste aujourd'hui de son innocence.

(Lire en page 12, les articles

de CHRISTIAN COLOMBANI et de JEAN-YVES NAU.)

MISE EN SCÈNE D'UN ANNIVERSAIRE

Les cinq siècles de Raphaël

Il est rare de quitter ce monde un vendredi saint après être né également le jour de la mort du Seigneur. C'est ce qui est arrivé à Raphaël : au 28 mars 1483, où il vint au monde à Urbino, répond trente-sept ans plus tard, le 17 avril 1520, à Rome, où il mourut en pleine activité.

Ce n'est pas à un titre essentiel à la notoriété, mais ce fut à coup sûr l'occasion d'un certain salissement chez les contemporains qui avait déjà tendance, en raison de son grand charme, de son rayonnement prodigieux, de ses créations incroyablement rapides et éclatantes, à considérer le bon Raphaël comme un demi-dieu. C'est aussi une bonne raison de ne pas oublier le cinquième centenaire tout proche. La communauté internationale est sur pied de guerre. Des rassemblements sérieux et, on peut l'espérer, mémorables, se préparent un peu partout. Voyons cela.

La dispersion des œuvres — des dessins autant que des peintures — est extrême, ce qui rend pratiquement un rassemblement central, en Europe ou en Amérique, et les longs transbordements impossibles. Trente villes au moins : cela s'explique sans peine par la gloire quasi instantanée du jeune maître, l'adoration dont son art pur et souverain fut l'objet aux siècles les plus ardents du collectionnisme.

Aux points forts à Rome, Florence, Londres, Paris, auront lieu des manifestations usuelles : un et même deux congrès internationaux à Rome, où les *Sinace* — avec les loges (restaurées) — recevront les

foules denses habituelles : une exposition au palais Philé regroupera des œuvres capitales, comme le *Portrait de Léon X*, d'abord nettoyées : à Londres, présentation de dessins. A Paris, une batterie de cinq expositions, où les brillants conservateurs de la maison aligneront les « trésors », soit au Grand Palais, soit au Louvre même, en évoquant en outre les élèves, Raphaël et l'art français.

Tout cela est prévu pour l'automne. Les centres régionaux, Oxford en Grande-Bretagne, Lille en France, ouvriront toutefois le feu en présentant dès le printemps les pièces qu'ils détiennent, avant qu'elles ne rejoignent les grosses manifestations. La Galerie nationale de Washington, qui a hérité (si l'on peut dire) en 1937 de deux tableaux des collections russes, et Urbino, la ville natale du « divin » artiste, ne

seront certainement pas en reste. Et il faudra bien que d'autres suivent : estampes, photographies, « souvenirs », jolies madones, etc. On n'a que l'embarras du choix. Raphaël a le privilège d'une large popularité.

On verra si de toute cette activité et de toutes ces mises en scène, fatiguement un peu répétitives, sortira une idée moins fade, moins conventionnelle, et, pour tout dire, moins fautive de celui qui va partager le plateau illuminé des médias avec Stendhal (né en 1783). Wagner (mort en 1883) et quelques autres, noms sortis des éphémérides. Ce serait souhaitable pour deux raisons. L'une d'ordre technique, l'autre historique.

Le recours aux analyses du laboratoire, genre rayons X, donne souvent lieu à des commentaires trop approximatifs. Ici, elles ont apporté à plusieurs reprises des informations utiles. On a vu pendant l'hiver 1979-1980 pourquoi la *Madone dite de Lorette* (Chantilly) devait être reconnue comme l'original, en raison des variantes du fond, qui la distinguent des innombrables variantes de moindre qualité. La même procédure n'est pas d'autre part tellement favorable au portrait de femme au buste nu, dite la *Formarina* (palais Barberini, Rome), car le fond initial inachevé, noyé dans une nappes sombre, et les traits durs font conclure les critiques de plus en plus nombreux à l'intervention de Jules Romain.

ANDRÉ CHASTEL.

(Lire la suite page 22.)

M. ALAIN SAVARY invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde »

M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury R.T.L. - le Monde », le dimanche 23 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le ministre répondra en direct aux questions de Patrick Jarreau et Charles Vial, du Monde, et de M. Grégoire et Bruno Cortes, de R.T.L. Le débat étant dirigé par Henri Marqué.

PRIX DES AMBASSADEURS 1983

André Fontaine
Un seul lit
pour
deux rêves
Histoire
de la «détente»
1962-1981

Fayard

538 pages 98F

JACQUES RIE
CHANGER
LES IDÉES

LES
JOURS
COLL

4-11-1983

La détente dépend beaucoup de la France

par
ÉDOUARD ARSENIÉV (*)

LES nouvelles initiatives importantes des pays membres du traité de Varsovie touchent les problèmes les plus brûlants ayant trait à la paix et à la sécurité en Europe et dans le monde. Elles continuent à susciter partout de nombreux échos. Même les adversaires de la détente ne sont pas en état de nier le caractère opportun de cette initiative.

Effectivement, elle répond aux désirs des pays qui ont intérêt à la poursuite du processus bénéfique amorcé par la conférence d'Helsinki. Rejeter cette proposition pour la seule raison que l'engagement de ne pas recourir à la force figure déjà dans la charte de l'ONU et l'Acte final d'Helsinki signifie ne pas tenir compte de la situation actuelle, dangereuse, qui impose des mesures urgentes. La course aux armements entre dans une phase nouvelle, plus dangereuse. La menace de guerre, surtout celle de guerre nucléaire, s'accroît. Les efforts déployés en vue de régler les conflits et les questions litigieuses sont bloqués. On dresse des obstacles artificiels au développement des contacts économiques et commerciaux.

Dans ce contexte, la conclusion d'un traité sur le non-recours à la force serait incontestablement une mesure efficace propre à atténuer, dès aujourd'hui, la méfiance entre les États et à contribuer à la création d'un climat plus favorable dans les relations internationales. L'essence du traité serait l'engagement réciproque de ne pas employer les armes nucléaires, ni les armes conventionnelles les uns contre les autres.

Dans le concert européen, le duo soviéto-français a toujours joué un rôle particulier. Le dialogue entre l'Union soviétique et la France a maintes fois frayé la voie à la coopération européenne. Dans la situation actuelle, il peut être de nouveau un élément dynamique de cette coopération.

L'Union soviétique et la France ont bien des points convergents dans l'approche de plusieurs problèmes actuels. Les deux parties préconisent la promotion de la détente et de

la coopération dans l'esprit des décisions adoptées à la conférence d'Helsinki. L'U.R.S.S. et la France sont intéressées à l'aboutissement fructueux de la rencontre de Madrid et à la convocation d'une conférence sur les mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité et sur le désarmement en Europe. Les deux pays rejettent l'idée aventureuse d'une « guerre nucléaire limitée » en Europe, comme celle d'un conflit nucléaire en général. Les deux pays estiment que les limitations des armements nucléaires en Europe ne peuvent être obtenues que sur la base du maintien de l'équilibre militaire entre le traité de Varsovie et l'OTAN. Les positions de nos deux pays coïncident pratiquement sur le problème du Proche-Orient. Tout cela crée une bonne base pour la continuation du dialogue politique entre Moscou et Paris et la coopération mutuellement avantageuse.

Ces derniers temps, le dialogue politique entre l'U.R.S.S. et la France s'est quelque peu ralenti. Les questions de l'équilibre du commerce mutuel sont également en voie de règlement. Les problèmes de désarmement et de la prévention de la menace de guerre nucléaire, ainsi que les problèmes de la sécurité européenne doivent occuper une place particulière dans le dialogue politique.

Dans la solution de ces problèmes, la responsabilité incombe avant tout aux puissances nucléaires. La meilleure solution serait l'élimination en Europe des armes nucléaires aussi bien de moyenne portée que tactiques. Si l'Occident n'est pas encore prêt à une mesure aussi radicale, un rôle réel vers l'aboutissement du niveau du face-à-face militaire pourrait être marqué par l'application de la récente proposition soviétique.

Cette proposition de compromis signifie que l'Union soviétique réduit ses missiles par centaines, y compris des dizaines de missiles SS-20, et ne conserverait en Europe que le même nombre de missiles que l'Angleterre et la France prises ensemble. Cette initiative prend en considération le caractère indépendant des forces nucléaires de la France et son droit légitime d'assurer son indépendance et sa sécurité. La proposition soviétique ne suppose nullement le désarmement de la France au préjudice des intérêts de son indépendance et de sa sécurité, comme l'affirment parfois certaines personnalités de l'Occident. Qui plus est, à l'étape actuelle, l'Union soviétique n'exige pas du tout quel que réduction des armes nucléaires de la France. Il va sans dire que personne n'attende au droit souverain de la France de décider elle-même des questions afférentes à sa politique de sécurité. Les missiles nucléaires dont est dotée l'armée française visent l'Union soviétique ? Aucune personnalité officielle n'a jamais rétorqué ce fait. Il est donc naturel qu'il soit impossible, lors de l'appréciation du rapport, général des forces en Europe, de ne pas tenir compte des forces nucléaires françaises, qui continuent à augmenter.

De nombreuses autres propositions des pays du traité de Varsovie sont également adressées à la France, de même qu'à d'autres pays : sur l'interdiction générale des armes nucléaires, sur l'interdiction des armes à neutrons, sur l'interdiction de placer des armes de tous types dans l'espace cosmique, sur l'interdiction des armes radiologiques, sur la création de zones d'armement, etc.

Paris fera-t-il entendre sa voix en faveur de la détente, de la sécurité et du désarmement ? C'est de cela que dépend, pour beaucoup, le destin de la détente et de la coopération sur le continent européen, ainsi que celui du prestige international de la France.

(Copyright A.P.N.)

Réplique à... Gabriel Robin

par PIERRE LELLOUCHE (*)

M. ROBIN a bien raison de dire que « la France est décidément un pays bien singulier » (1).

Seule la France pouvait en effet offrir le spectacle d'une alliance objective Robin-Marchais contre les Pershing ! Paradoxe encore plus piquant si l'on se souvient que M. Robin a fidèlement servi — en tant que conseiller diplomatique — le président battu le 10 mai 1981 et que le parti de M. Marchais est aujourd'hui officiellement associé à un gouvernement issu de ces mêmes élections.

Cette « singularité » rencontre l'impensable sur des questions de politique intérieure — est pourtant une constante de la politique étrangère de la France, s'agissant du dossier des relations Est-Ouest.

Là où M. Robin — et avec lui une certaine droite, d'inspiration maurassienne — rejoint les thèmes du P.C.F., c'est dans la conviction que le « danger » principal contre la France ne se situe pas à Moscou, mais bien et toujours de l'autre côté du Rhin. Yalta, la division de l'Allemagne et de l'Europe, ainsi que le fait nucléaire n'ont rien changé à cette obsession anti-allemande : la France et la Russie « gardent » toujours en commun un intérêt fondamental qui consiste à contrôler le « danger allemand ».

Cette vision-là de l'Europe — enrichie, bien entendu, d'une bonne dose d'anti-américanisme — n'a évidemment rien de nouveau. Elle est l'équivalent des forces entre l'Est et l'Ouest, que M. Robin juge « creux » et « boiteux ». Pour lui, la France n'est « point du tout concernée » par l'affaire des euro-missiles, puisque, comme chacun sait, la sécurité du pays s'arrête, comme au bon vieux temps, sur les rives du Rhin. Le fait que ces rives soient éloignées de 250 km des vingt divisions soviétiques d'élite massées en Allemagne de l'Est n'a évidemment aucune importance. Que de sarrasin la France ait pris position dans cette affaire aux côtés de l'Allemagne pour le rééquilibrage des forces en Europe (par le déplacement des Pershing et/ou par la négociation) le chagrine davantage encore, puisque aussi bien le président Mitterrand travaille pour « le roi de Prusse ».

Chevauchant en effet, que M. Vogel, dans le journal de M. Kohl, déclare que les Pershing sont destinés à « frapper » sur le bœuf, n'est-ce pas le retour à la IV^e Reich ?

Ce qu'il y a de tragique dans cette vision-là de l'Europe, c'est que M. Robin se trompe à la fois d'époque et d'adversaire. Le fait nouveau et fondamental en Allemagne, c'est que le nationalisme jadis de droite est aujourd'hui, passé à gauche et qu'il s'exprime par l'extrême-droite, le néo-fascisme et la tentation nationaliste. Le danger pour la France n'est donc pas celui d'une Allemagne revancharde et nucléaire, mais bien celui d'une Allemagne insoumise, neutraliste et dénucléarisée sous la double pression du chantage militaire et politique de l'U.R.S.S. et du rêve nationaliste de certains écologistes allemands.

C'est bien là l'enjeu des euro-missiles. Au-delà du rapport des forces militaires, la question-clé en Europe est celle de l'Allemagne divisée que Moscou tente par tous les moyens de « désaccabler » de l'Occident, en obtenant du même coup la rupture finale, tant désirée, de l'OTAN.

N'en déplaise à M. Robin, cette évolution-là concerne la France au premier chef. Que deviendrait en effet notre concept de défense « du faible au fort », si confortablement appuyé sur le glacis allemand, protégé par la garantie nucléaire améri-

caine, si ce glacis devait s'effondrer dans l'accablement de Moscou ? Ou est-ce dans la contradiction, que reproche M. Robin à l'actuel président de la République, entre le maintien d'une politique de défense indépendante et le souci d'un équilibre militaire, donc politique, dans l'Europe ?

Quant aux autres arguments prétendument « techniques » avancés par M. Robin, ceux-ci sont aussi « creux » et « boiteux » que ceux qu'il entendait critiquer.

L'idée par exemple que les SS-20 n'ajoutent rien à la menace des SS-4 et SS-5 est un thème écoulé de la propagande soviétique que Moscou ne met même plus en avant aujourd'hui. Par ses caractéristiques techniques (précision, charges multiples, mobilité, rapidité de tir), le SS-20 donne pour la première fois à l'U.R.S.S. la capacité de frapper toutes les cibles militaires importantes des pays de l'Alliance. Ajoutée à la portée stratégique atteinte par l'U.R.S.S., cette capacité remet fondamentalement en question la crédibilité du premier emploi de l'arme nucléaire par les États-Unis pour la défense de l'Europe.

C'est cette nouvelle réalité stratégique qui a conduit nos voisins non nucléaires à s'inquiéter pour leur sécurité et à réclamer, il y a six ans, le déploiement d'armes équivalentes du côté américain. C'est cette même réalité qui a provoqué aux États-Unis le fameux débat sur le non-emploi en premier de l'arme atomique et sur une défense purement conventionnelle de l'Europe. M. Robin connaît trop bien l'histoire des relations transatlantiques pour feindre l'étonnement devant l'inquiétude de nos voisins européens non nucléaires et les tentatives maladroites de Washington pour les rassurer.

De là à avancer la propagande soviétique sur le thème de la « guerre nucléaire limitée », que les Américains cherchent à imposer à l'Europe ou sur le précédent que représenterait la crise des fusées de Cuba, il y a un pas qu'heureusement même le gouvernement de M. Valéry Giscard d'Estaing s'était refusé à franchir !

Décidément M. Robin aurait mieux fait de réserver ses critiques à d'autres aspects de la politique du président Mitterrand. Mais, qu'il s'agisse aujourd'hui d'un bon ou d'un mauvais diplomate, ce qui est certain, c'est qu'il n'a rien de nouveau à apporter à la discussion, surtout venant du conseiller qui joua un rôle-clé dans le voyage soviétique — et quelque peu ridicule — qu'entreprit M. Giscard d'Estaing à Varsovie, au lendemain de l'invasion soviétique de l'Albanie.

Si l'ancien président avait eu le courage de prendre position au tout début de l'affaire des euro-missiles, voilà cinq ans, au lieu de feindre une indifférence frileuse, sans doute aurions-nous pu enchaîner s'il le fallait — la dette nucléaire, chez nos voisins. En l'absence de la France, ceux-ci, et notamment la R.F.A., n'ont eu d'autre choix que de se remettre totalement au leadership de plus en plus incohérent des États-Unis. On ne peut donc que se féliciter que M. Mitterrand — autant par sa prise de position sur les euro-missiles que par la relance du dialogue stratégique avec l'Allemagne — ait mis fin au nationalisme neutraliste prôné par la France de M. Giscard d'Estaing en la matière — en partie, sur les conseils « éclairés » de M. Robin.

(1) Le Monde du 18 janvier.

(*) Directeur d'études à l'Institut français des relations internationales.

Missiles

Les visites de MM. Gromyko et Mitterrand à Bonn, les propos qu'ils ont tenus l'un et l'autre, mettent au premier plan la bataille des missiles. Pour Edouard Arseniev, la France a les moyens de contribuer à la détente et l'U.R.S.S. ne lui demande pas de réduire ses forces. Pierre Lellouche réplique à Gabriel Robin en se félicitant que l'élection de M. Mitterrand ait mis fin au « national neutralisme », prôné, selon lui, par M. Giscard d'Estaing. Et Armand Schaller met en lumière une certaine légèreté américaine dans la conception des retards (Gaps) à rattraper.

L'effet « gap »

par ARMAND SCHALLER (*)

Le vingt-cinq ans, le bip-bip du Spoutnik soviétique infligeait aux États-Unis une cuisante blessure d'amour propre. Pour tenter d'expliquer les causes du retard américain dans la course à l'espace, J.-F. Kennedy dénonça le « missile gap » dont souffrait son pays par rapport à l'U.R.S.S. Devenu président en 1960, il proposa à la nation américaine de devancer les Russes sur la Lune. Par gagné en 1969 avec la mission Apollo III.

Mais pourquoi Kennedy, président, avoua-t-il publiquement qu'il n'avait pas su faire la preuve du « missile gap » dénoncé par Kennedy candidat ?

Le « missile gap » ne fut pas le seul retard, le seule lacune ou faiblesse qui furent mis en avant, tant par les hommes politiques que par les experts, auprès des Américains. En 1954, le C.I.A. découvre, avec le « Bison » soviétique, un « bomber gap » qui suscite dans l'industrie aéronautique américaine le B-70, monstre avorté. En 1975, deuxième « bomber gap » avec la découverte du Backfire, qui fut à l'origine du B-1, mort-né sous Carter, ressuscité sous Reagan pour devenir le B-1B.

Une variante de « gap » est la « fenêtre de vulnérabilité » que devrait traverser la force des missiles intercontinentaux américains au cours des années 1980. Les stratégies, l'évolution et la firme Martin Marietta ont conçu le projet MX destiné à parer à ce risque. Le déploiement du MX dans l'Utah et dans la Nevada fut fermement combattu par

les populations de ces deux États et fut qualifié de « fantastique » par le président Reagan, lequel écarta le projet et demanda qu'un nouveau déploiement fût étudié alors que la vulnérabilité des 1 054 fusées intercontinentales « Titan » et Minuteman continuait d'être mise en doute par les experts les plus éminents.

Citons encore l'« intelligence gap » selon lequel les services secrets américains n'auraient pas su empêcher leurs homologues soviétiques d'infiltrer des « taupes » dans la haute administration des États-Unis ; la « défense spending gap », dont le rôle à l'égard du Congrès est évident ; la « credibility gap » destiné à fouetter l'opinion du citoyen contribuable ; le « global gap » censé peser de l'extérieur sur les négociations de Genève relatives à la maîtrise des armements en suggérant aux Soviétiques que les Américains allaient réagir, relancer la course aux armements et mettre à mal l'économie de l'U.R.S.S. en tentant de maintenir la parité.

Qu'est-ce qu'un « gap » ? Procède-t-il de l'idée du docteur Knock selon laquelle un homme en bonne santé est un malade qui ignore et qu'en matière de défense il vaut mieux prévenir que guérir ? Ou bien naît-il dans l'imagination de certains docteurs Folamour machiavéliques ? Susciter et entretenir la peur des peuples, en-ça légitime ? Est-ce prudent à l'ère atomique ?

« Gap » signifie lacune, manque, écart. Dans le contexte de la compétition militaire Est-Ouest, ce mot est un signal à connotation alarmiste. Il peut désigner une réalité ou une fiction. Il n'est le plus souvent de la composition numérique des potentiels de défense, alors que tous les experts sont d'accord pour douter de la valeur de telles comparaisons. Le général Galtsois, il y a plus de vingt ans, posait déjà le principe du pouvoir égalisateur de l'atome. Dans le domaine de la dissuasion, où la perception qu'a chacun des antagonistes de la puissance et de la détermination de l'autre est essentielle, la notion de faiblesse est floue. Il n'en reste pas moins que, réel ou fictif, un « gap » peut paraître utile par les effets qu'il engendre.

Des effets utiles

Les effets attendus de la dénonciation d'une faiblesse dans un système de défense nationale peuvent être à usage interne comme à l'extérieur. Le cas de l'exemple du « missile gap ».

Pour obliger un pays à supporter le poids des armements, disait J.-F. Dulles, il faut « créer une ambiance émotionnelle suscitant un sentiment d'incertitude et de crainte devant l'avenir : les gens doivent croire que leur pays est en danger ».

Mais les effets recherchés peuvent être aussi à usage externe. Au printemps 1982, le New York Times publiait un document prétendu secret — le NSDD 32 — qui, selon M. Weinberger, responsable de la défense, aurait été « volé » au Pentagone. Ce document très officiel déplorait que dans la plupart des domaines nucléaires les États-Unis « traînent derrière l'U.R.S.S. » et proposait en conséquence un gigantesque programme de rattrapage. Cette « fuite » fut considérée avec scepticisme, même aux États-Unis. Les Soviétiques se contentèrent de constater qu'elle avait eu lieu quelques jours avant l'ouverture des START à Genève et qu'elle avait pour objet de faire pression sur l'U.R.S.S. en l'impressionnant par un programme d'armement qu'elle aurait les plus grandes peines à égaler.

Des voix nombreuses et autorisées se sont élevées contre la manipulation par effet « gap ». Le chancelier Schmidt, en novembre 1981, à la veille de l'ouverture à Genève des négociations américano-russes sur les armements nucléaires de portée intermédiaire, déclarait : « Tous ces chiffres sont de la désinformation, de la propagande ; les Américains tendent publiquement à dévaluer leurs propres capacités de défense tandis que les Soviétiques surestiment les capacités américaines tout en pré-

sentent les leurs comme plus faibles qu'elles ne sont ».

McGeorge Bundy estime que l'idée de « fenêtre de vulnérabilité » est inopérante. Averell Harriman, soviétologue éminent, s'écrit contre ceux qui « émettent le mythe de l'Amérique vulnérable » et démontrent ses allées. Les Soviétiques pourraient être tentés, ajoute-t-il, de tester la puissance réelle de l'Amérique, ce qui pourrait comporter des conséquences graves. Citons G.F. Kennan qui, en avril 1980, lors de la remise du Prix Ginsten de la Paix, déclara : « Nous devons nous méfier de la dénonciation imprudente de faiblesse réelle ou fictive, il faut remarquer que la pression que les foules exercent sur les programmes nationaux de défense tend à être légitime. Les experts stratégiques ont peut-être joué dans cette affaire aux apprentis sorciers en présentant aux hommes politiques responsables et aux foules ignorantes des chiffres erronés et des jugements partiaux. En septembre 1982, l'Institut international d'études stratégiques de Londres a consacré sa conférence annuelle au thème suivant : « Défense et consensus : les aspects doctrinaux de la sécurité occidentale ». Les grandes méfiances pacifistes avaient en fait troublé les clercs réunis à La Haye et leur avaient fait prendre conscience que le consensus était rompu entre eux et la masse des « laïcs ». Cette révélation, selon les observateurs, fut un véritable choc pour les hommes éminents rassemblés par l'I.I.S.S. Prise de conscience peut-être nécessaire afin de réapprendre à distinguer le rationnel du raisonnable et la politique du politique.

Il est certes, dans la défense des pays de l'Ouest et de l'Est, des faiblesses. Il est certes du devoir des conseillers de les dénoncer aux hommes politiques qui doivent entreprendre de les corriger. Mais, à l'ère atomique, ces faiblesses sont périphériques par rapport au fait central de l'équilibre global. Ni l'impartialité ni l'objectivité n'ont plus cours. Les Super-Grands ont tous deux la capacité de s'annuler l'un l'autre. Aucun d'eux ne dispose des moyens lui permettant de croire qu'il pourrait « gagner » la guerre nucléaire. L'incertitude est totale. La situation de dissuasion est stable. La paix des armes nucléaires devrait être assurée.

Cette stabilité sera sans doute d'autant plus grande et la paix d'autant plus solidement établie que Knock et Folamour seront mieux empêchés de faire fleurir les « gaps » et que le débat sera plus clair entre les peuples et ceux qui les conduisent.

(*) Officier en retraite.

UNE OCCASION VOLVO GARANTIE PAR VOLVO

A Volvo Paris quelques véhicules exceptionnels vous seront proposés avec la Garantie PASSEPORT valable dans 22 pays avec Mondial Assistance votre meilleure sécurité.

Téléphonez vite pour vous renseigner sur les disponibilités, les coloris.

345 Automatique - 81 38.000 F
345 DL - 7 CV - 82 39.500 F
244 GL - 10 CV - 82 57.000 F

VOLVO CARDINET

112-114, rue Cardinet
75017 Paris - tél. 766.50.35

VOLVO NEUILLY

16, rue d'Orléans
92200 Neuilly - tél. 747.50.05

Gabriel R...

Le Monde

étranger

LA CÉLÉBRATION DU 20^e ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ FRANCO-ALLEMAND

**« La détermination et la solidarité des membres de l'OTAN doivent être clairement confirmées »
déclare M. Mitterrand devant le Bundestag**

M. Mitterrand a déclaré dans le long discours qu'il a prononcé, jeudi 4 janvier en début d'après-midi devant le Bundestag : « Qui serait pu imaginer, après tant de combats, qu'un jour de ce dernier quart du vingtième siècle l'Allemagne et la France se retrouveraient, non pas pour célébrer l'anniversaire d'une bataille, d'une trêve ou d'un traité de paix, mais celui de la réconciliation ? » « J'ai d'abord demandé le président de la République, avant de rendre hommage à la mémoire de tous ceux à qui nous devons l'Europe et la réconciliation de la France et de l'Allemagne (...) et, parce qu'il s'agit du traité de 1963, chez vous la mémoire du chancelier Adenauer, chez nous celle du général de Gaulle ».

M. Mitterrand a ensuite évoqué les nombreux domaines où la coopération franco-allemande a eu l'occasion de se manifester depuis vingt ans, puis il a abordé « la question de la sécurité et donc celle de la défense ». Le chef de l'Etat a rappelé à ce propos que le traité de 1963 avait prévu de renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine militaire, et il s'est félicité que, lors du dernier sommet franco-allemand de Bonn, l'accord ait été mis sur ces dispositions de l'accord.

Sur l'ensemble des questions de sécurité et de défense, M. Mitterrand a notamment déclaré :

« L'Europe a vu la quantité et le niveau des armements implantés sur son sol ou pointés vers elle s'élever. La supériorité conventionnelle soviétique et l'implantation déjà ancienne de missiles nucléaires à moyenne portée avaient entraîné le perfectionnement d'armes américaines stationnées en Europe, appelées, pour cette raison, systèmes avancés. L'U.R.S.S. en a pris argument pour installer de nouveaux missiles mobiles à trois têtes avec 5 000 kilomètres de portée et une précision accrue ; 5 000 kilomètres de portée, assez pour atteindre l'Europe, pas assez pour atteindre le continent américain.

« Les pays membres du commandement militaire intégré de l'OTAN ont alors répondu par ce que l'on appelle communément la double décision, qui prévoyait d'entamer une négociation sur les armes nucléaires à moyenne portée sur le continent européen, négociation dont dépendra le niveau de déploiement des nouveaux missiles américains à partir de décembre 1983 (...).

« Nos peuples haïssent la guerre. Ils en ont trop souffert, et les autres peuples d'Europe avec eux. Une idée simple gouverne la pensée de la France. Il faut que la guerre demeure impossible et que ceux qui y songeraient en soient dissuadés. Notre analyse et notre conviction, celles de la France, sont que l'arme nucléaire, instrument de cette dissuasion, qu'on le souhaite ou qu'on le déplore, demeure la garantie de la paix dès lors qu'il existe l'équilibre des forces. Seul cet équilibre, au demeurant, peut conduire à de bonnes relations avec les pays de l'Est, nos voisins et partenaires historiques. Il a été la base saine de ce que l'on a appelé la détente et vous a permis de mettre en œuvre votre Océanologie. Il a rendu possible les accords d'Helsinki, mais le maintien de cet équilibre implique à mes yeux que des régions entières d'Europe occidentale ne soient pas dépourvues de parade, face à des armes nucléaires spécifiquement dirigées contre elle. Quiconque ferait le pari sur le découplage entre le continent européen et le continent américain mettrait, selon nous, en cause l'équilibre des forces et donc le maintien de la paix. Je pense et je le dis que ce découplage est en soi dangereux et je souhaite ardemment que les négociations de Genève permettent d'éviter un danger qui pèse singulièrement sur les partenaires européens non détenteurs de l'arme nucléaire. C'est pourquoi la détermination commune des membres de l'alliance atlantique et leur solidarité doivent être clairement confirmées pour que la négociation aboutisse, condition nécessaire à la non-installation des armes prévues par la double décision de décembre 1979.

« Ce que nous voulons d'abord, et vous aussi, c'est la paix. La paix n'est possible que par la négociation. Il dépend de ceux qui négocient de préparer les chemins de l'harmonie indispensable. Il suffit

de l'un des deux partenaires, quand ils ne sont pas deux à s'y refuser, pour que l'accord ne puisse se faire. Il faut donc que demeurent les conditions d'équilibre nécessaires dans l'assurance pour les peuples intéressés qu'ils ne seront pas sous le poids d'une éventuelle domination extérieure.

La France assumera ses responsabilités

« De cette solidarité, la France est, croyez-moi, consciente lorsqu'elle maintient en République fédérale d'Allemagne une part importante de la 1^{re} armée française dont elle étudie précisément l'ac- croissement de la mobilité et de la puissance du feu, et à Berlin en particulier, la France confirme qu'elle assume et assumera toutes ses responsabilités. Ainsi concevons-nous la défense de notre territoire et de nos intérêts vitaux tout en nous affirmant le partenaire loyal de l'alliance atlantique et l'ami fidèle connaissant ses obligations, de la République fédérale d'Allemagne.

« Mais que l'on me comprenne bien, et c'est là l'expression de nos situations différentes qui découlent de l'histoire dont nous ne sommes pas les auteurs, la France, qui ne participe pas et ne participera pas aux discussions de Genève, entend laisser les négociations libres de leur conduite. A chacun de discerner ce qu'il y a de bon ou d'insuffisant dans les dernières propositions émises. Toutefois, comme vous le savez, l'aboutissement des négociations, la France se réserve pour en juger à quelques données simples que je me permets de rappeler ici brièvement.

« 1) On ne peut comparer que ce qui est comparable : types d'armements, puissances de feu, précision, portée.

« 2) Entre deux pays qui ont la possibilité de se détruire, si l'on dit plusieurs fois, ce qui est le cas des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique, des pays comme le mien, dont la possibilité majeure est d'interdire à un agresseur éventuel d'espérer tirer avantage d'une guerre, la marge est immense. Il y a différence de nature. J'exprimerai cela plus concrètement en disant que si l'une des deux plus grandes puissances détruisait tous ses missiles à moyenne portée, il lui resterait encore des milliers de fusées, alors que la France y perdrait un élément déterminant de sa capacité dissuasive et donc la garantie de sa sécurité qui n'existerait plus au-dessous d'un certain seuil ;

« 3) La force nucléaire française est et demeurera indépendante. Cette indépendance, avec tout ce qui en découle, n'est pas seulement un principe essentiel de notre souveraineté. C'est sur le président de la République française et sur lui seul que repose la responsabilité de la décision. Elle accroit également l'indépendance de l'Union européenne, et c'est pour lui, et seulement pour lui, l'indépendance du coup plus effective la dissuasion et, par là même, le respect, assure l'impossibilité de la guerre.

« C'est pour ces raisons précises et sérieuses que j'affirme que les forces françaises ne peuvent être prises en compte dans les négociations de Genève par les deux puissances surarmées. Je veux dire que l'on se retourne vers la France, comme on le fait à l'égard de la Grande-Bretagne, et c'est à elle de se décider pour confirmer ce qui ne peut être confirmé et non pas à être prise en compte par les deux puissances surarmées dès que, selon nous, tout arrangement qui se fonderait sur un calcul de ce type serait résolument écarté par mon pays. J'ajoute qu'il serait finalement préjudiciable pour la paix en Europe, les trente-huit ans de paix que nous avons connus en Europe sont dus, faut-il dire heureusement, malheureusement, à la dissuasion. Oh, certes, il est très regrettable qu'ils ne soient dus qu'à cela, l'équilibre de la terreur. Imaginez le point où en est parvenue l'humanité. Il est regrettable, je le répète, qu'il ne soit dû qu'à cela et non pas à une forme plus rationnelle et plus satisfaisante d'organisation collective de la sécurité, qui demeure, naturellement, désirable. Mais tant qu'il en

sera ainsi, et nous souhaitons qu'il en soit autrement, tant qu'il en sera ainsi, tant que ne prévaut pas l'organisation de la sécurité collective, comment pourrions-nous nous priver de ce moyen de prévenir un conflit ?

« Cela passe par un effort militaire de notre pays que les Français et les Français comprennent, je le crois, et soutiennent, et qui sera poursuivi. Personne ne peut douter sur ce point de la détermination du président de la République française. La loi-programme militaire française pour les années 1984 à 1988, qui sera examinée bientôt par notre Parlement, traduira cette volonté dans des termes opérationnels. Qui ne voit les conséquences positives de cet effort sur la paix en Europe. C'est dans cet esprit que nous avons récemment donné vie à cette partie du traité de l'Elysée qui était restée jusqu'ici lettre morte. En tenant compte, bien sûr, de la différence de nos situations, nous avons la volonté et l'ambition, en ce domaine comme dans les autres, de nous écouter, Allemands, Français, de nous consulter. Rien de ce qui touche à la vie et à la sécurité de l'Allemagne ne peut être traité sans elle, de nous écouter, de nous consulter et de nous comprendre.

Rétablir une plus grande confiance

« Mais d'autre part le rétablissement d'une plus grande confiance au-delà du couple franco-allemand doit être recherché en Europe. La conférence actuelle de Madrid, par exemple, en dépit des déceptions qu'elle a jusqu'ici causées, aboutira, je l'espère, à cette conférence pour le désarmement en Europe qui couvrira l'ensemble de ce continent de l'Atlantique à l'Oural, comme le principe en a déjà été accepté par l'Union soviétique. Dans la troisième partie de son discours, consacrée à la construction européenne,

POUR MM. GROMYKO ET HONECKER

L'installation de fusées en R.F.A. nuirait à la coopération de Bonn avec ses voisins socialistes

Dressant à l'intention des dirigeants de Berlin-Est, où il était arrivé mercredi, le bilan de sa récente visite à Bonn, M. Gromyko a reproché au gouvernement ouest-allemand de soutenir la « ligne irréductible » des Etats-Unis dans le problème des euro-missiles. « L'impression que Bonn aborde ce problème d'une manière partielle n'a pas encore été dissipée », a dit le ministre soviétique des affaires étrangères, jeudi 20 janvier, au cours d'un déjeuner qu'il offrait en son honneur M. Honecker, chef du parti et de l'Etat est-allemand.

Après avoir dénoncé la « rupture drastique de l'équilibre militaire et stratégique », qu'entraînerait selon lui l'installation des fusées américaines « aux frontières de la communauté socialiste », ce qui placerait le pacte de Varsovie devant la « nécessité de prendre des contre-mesures efficaces », M. Gromyko a ajouté : « Nous avons demandé aux dirigeants de la R.F.A. de réfléchir à nouveau soigneusement à leur position, en fonction surtout des intérêts de la sécurité européenne, dans celle de la R.F.A. elle-même, mais aussi sous l'angle de ses relations avec ses voisins socialistes. »

M. Honecker a fait écho à ce dernier avertissement en indiquant dans son discours que tout soutien à l'armement nucléaire de l'Europe occidentale « revient à déstabiliser la paix et à gâcher les possibilités d'une coopération de bon voisinage dans de nombreux secteurs ».

L'agence Tass a d'autre part répondu aux déclarations faites par M. Honecker, ministre français de la défense, pendant son récent voyage à Washington, notamment aux propos qu'il a tenus au Washington Post. Selon l'agence soviétique, « l'U.R.S.S. ne par l'intention de faire de la question des armements nucléaires français et britanniques l'objet des négociations savito-américaines de Genève » ; elle ne propose « ni une limitation ni une réduction » de ces armements, et elle « n'obligera ni la France ni la Grande-Bretagne à prendre de quelconques engagements ». Toutefois, elle « ne peut pas ne pas tenir compte » de l'arsenal nucléaire de

M. Mitterrand a estimé que le Vieux Continent pouvait « s'engager dans une renaissance industrielle » et « retrouver son dynamisme » en oubliant « ses querelles de famille ». Il a énuméré les quatre principes dont l'application devrait selon lui permettre à la Communauté européenne de « reproduire l'offensive » : unité du marché, préférence communautaire, développement des politiques communes et solidarité. Le président de la République a en outre insisté sur la nécessité de lutter plus activement contre le chômage « qui gangrène nos sociétés », mais aussi de prendre conscience qu'il n'y a pas de fatalité, surtout pas de fatalité dans la décadence de l'Europe.

M. Mitterrand a ajouté : « Amis allemands, en cette année fatidique, recherchons ensemble et pour longtemps, comme naguère, les chemins de l'équilibre, du développement et de la paix. La paix, j'y reviens pour conclure. Il ne s'agit pas, hélas, de l'invoquer comme une puissance invisible, il faut la construire, la reconstruire chaque jour, la consolider, la garantir. Il y faut du sang-froid et de la volonté. Ecartons donc les faux-semblants, et là je m'adresse bien au-delà de cette assemblée, qui, contrairement, est l'un des endroits du monde et de l'Europe où l'on sait qu'une volonté existe, une volonté commune. Ecartons donc les faux-semblants, sachons ce que nous voulons, une Allemagne et une France fortes, prospères, libres, assurées, solidaires, maternelles, autant qu'il est et qu'il sera possible, de leur destin dans une Europe qui n'est pas celle seulement des règlements ou des frontières, dont le passé est incomparable et dont l'avenir dépend beaucoup de nous. Le chef de l'Etat a conclu en invitant Français et Allemands à « trouver les voies qui seront profitables à leurs deux peuples ; celles » de l'unité, de la communauté, de l'amitié et de la compréhension. »

ces deux pays, qui ne sont pas des « pays neutres », mais des « alliés atlantiques des Etats-Unis (...) dont les fusées sont capables d'atteindre le territoire soviétique ».

A Washington, M. Reagan a invité jeudi l'opinion publique à ne pas succomber à la « propagande » de Moscou et à se rappeler que « ce que les Soviétiques exigent, c'est de conserver suffisamment d'ogives nucléaires pour pouvoir littéralement détruire tous les centres de population » en Europe occidentale. « Nous allons respecter les délais prévus » pour le déploiement des missiles américains, a ajouté le président américain au cours d'une conférence de presse improvisée, non sans préciser que les Etats-Unis sont prêts à discuter de « toute proposition sérieuse » faite à la table des négociations.

M. Reagan a par ailleurs chargé son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, M. Clark, de présider un groupe ayant pour mission de coordonner les efforts du gouvernement en matière d'information sur le désarmement. Un autre groupe, dirigé par M. Peter Dailey, ambassadeur américain en Irlande et ancien coordonnateur de la campagne électorale du président en 1980, sera chargé de désamorcer l'opposition de l'opinion publique européenne à la décision de l'OTAN de 1979 sur les armements nucléaires.

A La Haye, M. Van den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères, a déclaré jeudi devant le Parlement que les forces françaises et britanniques devraient être comptabilisées « d'une manière ou d'une autre, à un moment ou à un autre » des pourparlers en cours. (A.F.P.)

« M^{me} Marie-France Garaud, ancienne collaboratrice de Georges Pompidou et présidente de l'Institut international de géopolitique, a jugé « inadmissible » que les Soviétiques « décident des armes que les pays occidentaux ont le droit d'avoir ou pas ». « Ce qui est incroyable, c'est que nous le supportions », a-t-elle ajouté devant l'American Club de Paris, jeudi 20 janvier.

Les députés pro-européens ont été réconfortés par les propos du chef de l'Etat

De notre correspondant

Bonn. — Bien que le président de la République ne soit pas venu à Bonn en « donneur de leçons », selon sa propre expression, ce sont ses plaidoyers réitérés pour la « double décision » de l'OTAN qui ont le plus retenu l'attention des observateurs allemands. M. Mitterrand y parlait la langue de M. Kohl et non pas celle de M. Brandt. On a beaucoup remarqué qu'au cours de cette visite le président français n'avait pas trouvé le temps de recevoir en particulier les dirigeants sociaux-démocrates.

M. Mitterrand met en garde contre le découplage de l'Europe et des Etats-Unis, « titre vendredi matin la Süddeutsche Zeitung ». Un discours éminemment politique, fait écho la Frankfurter Rundschau, tandis que pour la Frankfurter Allgemeine Zeitung M. Mitterrand réclame « une Europe en état de se défendre (Wehrhaft) ». Non que les autres passages du discours du chef de l'Etat français n'aient pas impressionné, voire ému, les parlementaires ouest-allemands. Mais au lendemain de la visite de M. Gromyko, ses propos sur la défense de l'Europe, la force de frappe et l'équilibre stratégique entre l'Est et l'Ouest ont plus immédiatement touché la sensibilité des membres du Bundestag.

Le sujet est en effet d'une actualité brûlante en R.F.A. Les paris promettent à l'envi de ne pas centrer leur campagne électorale sur les armes atomiques qui pourraient être installées en République fédérale au cas où les négociations de Genève n'aboutiraient pas, mais il y a assez de divergences entre eux sur cette question pour en faire un des principaux points de friction dans le débat précédant le scrutin du 6 mars.

Les plus européens des députés — et pour l'occasion il ne fallait pas les chercher seulement sur les bancs des bédouins chrétiens-démocrates de Konrad Adenauer — se sont sentis réconfortés par l'engagement personnel pris par le président de la République de faire avancer la construction européenne. Devant le Parlement d'un pays porté facilement au défaitisme, les accents du chef de l'Etat sur la renaissance industrielle de l'Europe sont allés droit au cœur des parlementaires. Enfin, l'apologie de l'entente franco-allemande, l'hommage rendu au chancelier Adenauer comme au général de Gaulle, ont naturellement fait l'unanimité. Seulement qu'a exprimé le président du Bundestag, M. Richard Stücklen, dans sa brève allocution de remerciements.

Après le déjeuner offert par le président de la République, M. Carl Carstens, dans les salons de la Reideute — charmant pavillon du dix-huitième siècle — et le dépôt d'une couronne de fleurs au monument aux morts du cimetière de Bonn, M. Mitterrand a accompli son pèlerinage aux sources. Il s'est rendu à la maison d'Adenauer, belle demeure bourgeoise construite à flanc de coteau sur la rive droite du Rhin, où deux des fils du chancelier défunt l'accueillirent et où il signa le livre d'or de ce haut lieu.

Puis il s'est rendu à quelques centaines de mètres de là, à l'Office franco-allemand pour la jeunesse,

institution dérivée directement du traité de l'Elysée, et qui, en presque vingt ans d'existence, a fait connaître à cinq millions de jeunes des deux pays les charmes de la vie chez le voisin. Les échanges de l'Office ont pris une telle ampleur que le chancelier Kohl a proposé que son secrétaire général vienne en faire rapport au prochain sommet franco-allemand. Pour M. Mitterrand, c'était une gageure que de vouloir organiser les relations entre jeunes, rebelles, par définition, à tout ce qui pouvait ressembler à de l'enrégimentement. Mais le pari a été tenu, même s'il reste encore beaucoup à faire, notamment pour les adultes, bien que plusieurs centaines de jumelages franco-allemands aient de communes passablement rapproché les populations.

Pas de « bain de foule »

A ce propos, on peut regretter que M. Mitterrand n'ait pas eu l'occasion de s'adresser directement au peuple allemand. Il l'a fait, certes, le soir, à la fin d'une excellente émission de la première chaîne de télévision ouest-allemande consacrée à l'« amitié héréditaire », où il fut interrogé de conserve avec le chancelier Kohl. Mais il lui a manqué le contact direct avec la population, qui avait si bien réussi au général de Gaulle. Il est vrai que la visite de M. Mitterrand s'acheva par une gigantesque réception dans la salle des fêtes de Bad-Godesberg, rassemblant l'élite de ceux et de celles qui avaient eu auparavant un rapprochement franco-allemand. Mais justement : l'élite, non la base.

Il y avait bien, tout au long du parcours suivi par le cortège officiel, un policier en uniforme tous les 30 mètres. Même les pompiers étaient de la partie, comme si l'on avait craint que la flamme de l'amitié franco-allemande puisse provoquer un incendie. Autant de mesures de protection techniquement justifiées mais qui ne remplacent pas le « bain de foule ».

ALAIN CLÉMENT.

« M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, vendredi 21 janvier : « Le président de la République française a réaffirmé hier, devant le Bundestag, en matière de défense européenne et d'équilibre militaire entre l'Est et l'Ouest, des positions de bon sens. Ces positions devaient, un jour ou l'autre, poser le problème de la participation au gouvernement de ministres qui plaquent, aujourd'hui, dans l'humanité sur le discours de François Mitterrand sur le « surarmement ». On ne peut pas avoir éternellement un pied dans le gouvernement de la France et une botte dans l'armée soviétique. »

« M. Jacques Chirac évoquera les relations franco-allemandes dans un discours qu'il prononcera, samedi après-midi 22 janvier, à l'Hôtel de Ville de Paris. Le maire de la capitale doit recevoir, en effet, quelque six cents maires de villes allemandes jumelées avec des communes françaises.

Alain MINC

L'après-crise est commencé

essai

«Enfin un économiste qui ne croit pas à l'économie!»

Le Nouvel Observateur

«Si l'on veut comprendre ce que trame peut-être le destin, il faut prendre connaissance du livre d'Alain Minc»

Alain Vernay/Le Figaro

GALLIMARD

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

DIPLOMATIE

Vingt évêques des pays membres de l'OTAN se sont réunis au Vatican pour discuter du désarmement

De notre correspondant

Cité du Vatican. — La réunion des vingt évêques des sept pays membres de l'OTAN et de dix représentants de la Curie sur le thème de la condamnation des armes nucléaires s'est achevée le 19 janvier. Dans le communiqué diffusé à la fin de cette réunion, qualifiée par le Vatican de « consultation informelle », sont réaffirmées « la responsabilité et l'autorité de l'Eglise sur les problèmes de la paix et de la guerre ».

Cette réunion rassemblait les évêques des Etats-Unis, de France, de République fédérale d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, d'Italie et des Pays-Bas. Elle avait été convoquée par la secrétaire d'Etat sur proposition des évêques américains et avait pour but d'examiner le projet de lettre que ces derniers se proposent de publier en mai prochain condamnant non seulement la guerre nucléaire, mais aussi la dissuasion.

M. HERNU : « CERTAINS PRÉLATS SONT PLUS DÉMORALISATEURS QUE LES MOUVEMENTS NEUTRALISTES »

Washington (A.F.P.). — Les dépenses en matière de défense, présentées de manière « claire et ferme aux parlements et à l'opinion publique », sont nécessaires pour combattre la montée du sentiment neutraliste en Europe occidentale et aux Etats-Unis, a déclaré M. Charles Hernu, ministre français de la défense, dans un entretien publié jeudi 20 janvier par le *Washington Post*.

Au cours de cette conversation de trois quarts d'heure, que le quotidien américain a résumée, M. Hernu a cité en particulier l'épiscopat américain qui envoie des lettres aux évêques français. « Il y a, a-t-il dit, des prélats qui sont peut-être plus démoralisateurs que les mouvements neutralistes en Allemagne de l'Ouest ».

M. Hernu, qui a effectué mardi 18 janvier à Washington une visite de quelques heures et s'est entretenu avec le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, et le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a d'autre part exprimé son sentiment d'admiration pour le programme de défense du président Reagan (le *Monde* du 19 janvier).

Le ministre français a mis en garde les détracteurs du budget militaire américain, contre le « sentiment de ponctue » qu'ils contribuaient à créer, selon lui, dans les démocraties occidentales.

« LES TROUPES BRITANNIQUES STATIONNÉES AUX MALOUINES SONT PRÊTES A REPOUSSER TOUTE ATTAQUE », affirme M. Thatcher.

Le premier ministre britannique, M. Thatcher, a averti le jeudi 20 janvier l'Argentine que les forces britanniques stationnées dans les îles Malouines étaient prêtes à repousser toute attaque éventuelle.

M. Thatcher répondait ainsi devant la Chambre des communes aux informations diffusées la veille par la chaîne de télévision américaine C.B.S. (le *Monde* du 21 janvier) selon lesquelles l'Argentine préparait des raids de commando sur les îles. Le premier ministre a rappelé que quatre mille hommes et douze hélicoptères « en état d'alerte permanente » étaient stationnés dans l'archipel.

Le ministre de la défense argentin, M. Julio Martinez Vivori, a, pour sa part, déclaré jeudi que son gouvernement ne signerait pas la cessation des hostilités avec la Grande-Bretagne tant que Londres n'aura pas adopté « une attitude favorable à la négociation ». Interrogé par la presse sur les informations données par C.B.S., un responsable de la marine de guerre argentine a simplement déclaré que la marine était « toujours en conditions opérationnelles optimales » et « prête à exécuter les ordres du pouvoir politique ».

A Washington, enfin, le gouvernement a mis en garde l'Argentine contre « toute aventure militaire ». Les milieux militaires, cependant, ne paraissent pas prendre très au sérieux les informations données par C.B.S. Ils affirment ne disposer d'aucun indice permettant de supposer qu'une attaque argentine se prépare. — (A.F.P., Reuter.)

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie : du Monde, 3, rue des Italiens, PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire : n° 47 437.
ISSN : 0026 - 9360.

EUROPE

République d'Irlande

Un scandale d'écoutes téléphoniques compromet l'avenir politique de M. Charles Haughey

De notre correspondant

Dublin. — L'annonce faite le jeudi 20 janvier par le nouveau gouvernement de M. Garret Fitzgerald que plusieurs membres du précédent cabinet avaient écouté illégalement des conversations téléphoniques de deux journalistes politiques éminents et de deux de leurs collègues membres du gouvernement provoqua un nouveau scandale politique dans le pays. La démission du chef de la police et de son adjoint permit de mesurer la gravité d'une affaire dans laquelle sont impliqués l'ancien premier ministre, M. Charles Haughey, et plusieurs de ses collègues, notamment l'ancien ministre de la justice, M. Sean Doherty.

Ces révélations affaiblissent encore davantage la position de M. Haughey au sein de son parti, le Fianna Fail, où on a tenté à deux reprises l'année dernière de lui faire renoncer à son poste de leader. C'était précisément la crainte de le voir évincé qui avait amené son collaborateur très proche, M. Doherty, à mettre en œuvre des mesures de surveillance particulières, avec l'aide de la police.

Pour sa part, M. Haughey a démenté catégoriquement avoir été au

courant de ces écoutes. Cependant, il est incontestable qu'il était le premier bénéficiaire des efforts de M. Doherty en vue d'identifier ses adversaires au sein du parti et de prendre connaissance des déclarations faites en privé à certains journalistes.

M. Raymond McSharry, l'ancien ministre des finances, a selon les révélations de jeudi, utilisé un appareil spécial fourni par un officier de police afin d'enregistrer un entretien qu'il avait avec un collègue du cabinet, M. Martin O'Donoghue, l'un des principaux adversaires de M. Haughey.

Le gouvernement de M. Garret Fitzgerald élu en novembre compte ouvrir une enquête sur l'administration de la justice et sur les relations entre la police et le ministère de la justice. L'aspect le plus grave de la déclaration de jeudi, dans laquelle l'ancien ministre de la justice fournit les détails les plus précis sur les activités illégales de son prédécesseur, est en effet la collusion évidente entre des membres haut placés de la police et le ministre lui-même.

JOE MULHOLLAND.

BIBLIOGRAPHIE

Crise et répression en Roumanie

La revue *L'Alternative*, qui se consacre à la défense des droits et libertés démocratiques en Europe de l'Est, vient de publier un numéro spécial sur la Roumanie (1). Plus précisément, les crises et la répression qui frappent ce pays depuis que, en janvier 1977, l'écrivain Paul Goma a donné le signal de la contestation ouverte en se déclarant solidaire des signataires de la Charte 77 en Tchécoslovaquie. C'est la même année que trente-cinq mille mineurs de la vallée du Jiu se mirent en grève.

L'Alternative présente une chronologie complète des tensions des six dernières années, des récits des événements, des témoignages, des documents et une analyse des mesures de rigueur prises par le pouvoir face à une situation explosive.

Cette période marque dans l'histoire de la Roumanie contemporaine la fin des espoirs ou des illusions de ceux qui attendaient de M. Ceausescu que, après avoir exécuté le patriotisme et le socialisme, il se consacrerait lui-même à quelque forme de socialisme à visage humain.

Au milieu de cet ensemble plutôt tragique, un chapitre bouffon compare uniquement des citations roumaines et qui décrit la chute de la personnalité de M. (et de M^{me}) Ceausescu. Celui qui, deux mois après avoir réprimé la grève des mineurs, osa se faire décerner le titre de « premier ministre du pays » ne rougit que de plaisir quand les touristes l'appellent « guide multilingue », « phare touristique », « Danube de la pensée », « Carpe du communisme ». Il faut rendre cette justice aux communistes roumains : ils ont manifestement supprimé le poème de mort par ridicule. — B. F.

(1) *L'Alternative*, « Roumanie, crise et répression », numéro spécial 50 F. 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.

Portugal

LE PRÉSIDENT EANES POURRAIT ÊTRE AMENÉ A NOMMER UN PREMIER MINISTRE INTÉRIEURE

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — A une très faible majorité, 8 voix contre 7, le Conseil d'Etat s'est opposé, le jeudi 20 janvier, à une éventuelle dissolution du Parlement. Ce vote du Conseil d'Etat, dont le rôle est existentiellement consultatif, n'empêche en rien le président de la République de dissoudre l'Assemblée et de convoquer des élections anticipées, hypothèse qui reste la plus probable. La décision finale du général Eanes devrait être rendue publique avant dimanche.

Cependant, un nouvel élément vient de compliquer encore davantage la situation. M. Balsemão a annoncé, en effet, qu'il n'acceptera pas de rester en fonctions jusqu'à l'investiture d'un nouveau gouvernement issu des élections. Dans le cas où le leader social-démocrate maintiendrait sa position, le chef de l'Etat serait obligé de nommer un premier ministre pour diriger un cabinet chargé d'assurer la gestion des affaires courantes.

La personnalité choisie par le général Eanes présenterait à l'actuel Parlement un programme de gouvernement restrictif. Ce n'est qu'après le vote de ce programme que le président pourrait officiellement dissoudre la Chambre. Une voie négative — prévisible en raison de l'existence au Parlement d'une majorité absolue constituée par les partis de l'Alliance démocratique — n'interdirait pas au gouvernement ainsi formé de rester en fonctions pendant la période de transition. — J. R.

Italie

484 PERSONNES ARRÊTÉES DANS LE SUD AU COURS D'UNE VASTE OPÉRATION DE POLICE

Naples (A.F.P.). — Un total de quatre cent soixante-quatre personnes ont été arrêtées dans le Sud italien, les 19 et 20 janvier, au terme d'une opération des forces de l'ordre mettant en œuvre une division entière du corps des carabinieri. Ce coup de filet, qui a permis d'engager des poursuites contre deux mille personnes environ inculpées en liberté provisoire, s'est soldé par la saisie de soixante-neuf fusils, de quarante-cinq pistolets et de divers explosifs, ainsi que par la récupération de deux cent quatre-vingt-quatre automobiles volées. Cinq mille hommes ont participé à l'opération de police, aidés par des hélicoptères et des vedettes côtières.

D'entre part, la police a procédé, au cours des derniers jours à Milan, à de nombreuses arrestations dans les rangs de la Colonne Walter. Alasia des Brigades rouges, en voie de reconstitution. Après la grande vague d'arrestation du début 1982, la police antiterroriste italienne pensait avoir porté un coup fatal à la Colonne Walter Alasia, qui avait été, pendant la fin des années 70, la branche la plus radicale et la plus violente du territoire de gauche dans la péninsule.

Pologne

Avant les procès à Varsovie

Une protestation du professeur Kastler...

Le procès de dix personnes doit s'ouvrir lundi 24 janvier devant le tribunal militaire de Varsovie, mais selon une procédure normale. L'un des inculpés est le physicien Zbigniew Romaszewski. D'autres procès sont en préparation. Le professeur Alfred Kastler, membre de l'Académie des sciences de Paris, membre étranger de l'Académie des sciences de Pologne et membre d'honneur de la Société polonaise de physique, nous écrit à ce propos :

« Cherchez à l'institut de physique de l'Académie des sciences polonaise, ancien membre du comité de défense des ouvriers puis du comité d'autodéfense sociale KOR, auteur d'un rapport sur les violations de la légalité en Pologne transmis en 1979 à la C.S.C.E. à Madrid, arrêté en août 1980 avec les autres membres du KOR puis relâché avec eux sous la pression des ouvriers en grève, militant et membre de la commission nationale de Solidarité, Zbigniew Romaszewski comparait devant un tribunal militaire à Varsovie, quelques semaines après la suspension de l'état de guerre. Ayant réussi à éviter l'internement le 13 décembre 1981 au moment du coup de force du général Jaruzelski, Zbigniew Romaszewski et sa femme Zofia ont poursuivi la lutte dans les rangs de Solidarité clandestine, animant entre autres à Varsovie la radio libre du syndicat suspendu. C'est sur

ces faits-là qu'est fondé l'acte d'accusation.

Cependant, arrêtés — Zofia en juin, Zbigniew en août 1982 — les époux Romaszewski ne sont pas les seuls parmi les membres du KOR à être poursuivis. D'autres, dont Jacek Kuron, Adam Michnik, Henryk Wujec, Jan Jozef Lipiński, attendent d'être jugés pour « tentative de renverser le régime par la force ». Or, internés pour la plupart d'entre eux depuis le 13 décembre 1981, ils se trouvent difficilement à un procès nominatif en vertu des décrets militaires. C'est pourquoi les autorités s'en prennent en premier lieu à Zbigniew Romaszewski. Il est manifestement appelé à payer pour lui-même et pour les autres — pour nous ceux qu'il serait malaisé au pouvoir de traiter en ce moment de vant une cour martiale. Ce simulacre de justice relève de l'évidence de la vengeance d'un régime fondé sur le mépris du droit à l'encontre de ceux qui ont consacré leur vie à la défense de la justice, de la vérité, du respect de l'homme.

« Il est essentiel que l'on sache ici et que l'on sache aussi à Varsovie que Zbigniew Romaszewski n'est pas oublié de ceux qui partagent ses idéaux. Son procès est observé avec beaucoup d'attention, car son déroulement constituera un test des véritables intentions du pouvoir polonais à l'heure où celui-ci parle tant de normalisation.

... et d'intellectuels polonais

A Varsovie même, plusieurs intellectuels de renom ont, dès le 26 décembre, publié une déclaration pour défendre les sept dirigeants de Solidarité placés en état d'arrestation nationale d'être libérés avec les autres internés à la veille de Noël. Ce texte a été publié par l'organe de Solidarité clandestine, *Tygodnik Mówców*, dans son édition du 13 janvier. Les signataires, dont le nombre est estimé à cent, sont : Andrzej Wajda, écrivain, *« Pulpation de Grzegorz Pałka, Andrzej Gwiazda ou Andrzej Ropchowski »* après trois cent soixante-quinze jours d'internement, soupçonnés d'avoir voulu renverser le régime par la force, est un délit ou droit et au simple bon sens. Nous estimons qu'il est de notre devoir de le déclarer publiquement. Il y a actuellement dans les pénitenciers polonais quelques milliers de prisonniers politiques. Du point de vue de la morale, du droit et de la dignité humaine, ils nous sont tous également importants : il n'y a aucune différence entre l'éminent historien Karol Modzelewski et un jeune ouvrier inconnu condamné à quelques années de prison pour avoir écrit sur un mur : « Vive Solidarité ».

Toutefois, on ne peut pas se contenter de la condamnation nationale de Solidarité, le pouvoir a accompli un geste symbolique qui ne peut pas rester sans réponse. Pour nous aussi, il s'agit d'un symbole. Nous exigeons leur libération.

La déclaration a été signée par Kleonasz Szaniawski, Andrzej Wajda, Jerzy Szacki, Andrzej Kijowski, Halina Milekowska, Marian Brandy, Julian Strykowski, Be-

dykt Ziembars, Barbara Grochulska, Marian Mikołajewski, Stefan Kieniewicz, Hanna Gryniewicz, Beata Staniszewska, Janusz Słomkowski, Andrzej Wyrobisz, R. Zimada.

Enfin, à Paris, dans une lettre adressée à M. Mitterrand, le mercredi 19 janvier, le secrétaire général de Force ouvrière, M. André Bergeron, demande au président de la République d'intervenir en faveur des sept dirigeants de Solidarité (les quatre nommés dans la protestation des intellectuels polonais ainsi que MM. Siercyński, Jaworski, Marian Jarek et Jan Rolski). Pour M. Bergeron, ces arrestations sont totalement injustifiables compte tenu de la « promesse » du général Jaruzelski de ne poursuivre personne pour des activités syndicales antérieures à la déclaration d'état de guerre et du fait que les intéressés étaient internés depuis le 13 décembre 1981.

De nouvelles augmentations de prix doivent intervenir dans le courant de cette année, qui s'ajoutent à l'importante vague des élévations de l'année dernière, lorsque les prix ont été doublés, voire triplés. Selon le ministre des prix, ces hausses concerneront : les poissons (20 %), la vodka (30 %), les cigarettes importées et de production nationale (respectivement 30 et 25 %) ainsi que les loyers des appartements d'Etat qui doivent être multipliés par 3 voire par 6 selon la qualité. Dès le 1^{er} février, les transports en commun municipaux augmentent de 100 à 200 %. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Mozambique

PROTESTATION DE LISBONNE CONTRE L'EXPULSION D'UN DIPLOMATE PORTUGAIS.

Le ministre portugais des affaires étrangères a prêté, jeudi 20 janvier, contre l'expulsion, annoncée le jour-même, de son consul à Beira, estimant que l'incident pourrait affecter sérieusement les relations entre les deux pays. La radio portugaise avait annoncé auparavant que le Mozambique réclamerait le départ dans les vingt-quatre heures du consul du Portugal à Beira, M. João Versa, des armes ayant été découvertes à son domicile. « Le gouvernement portugais rejette bien sûr les accusations portées contre le consul général et exprime sa grave préoccupation face à ce qui s'est passé », a fait savoir Lisbonne. Précédemment, cinq Portugais et un Britannique avaient été arrêtés pour atteinte à la sûreté d'Etat après le sabotage d'un dépôt de pétrole, à Beira, le 11 décembre. — (Reuter.)

République Dominicaine

• MORT DU VICE-PRÉSIDENT. — M. Manuel Fernández Marmol, vice-président de la République, est décédé jeudi 20 janvier à son domicile à Saint-Domingue, des suites d'une embolie pulmonaire. Agé de soixante-neuf ans, M. Fernandez Marmol avait accédé à la vice-présidence lors des élections du 16 mai 1982, qui avaient porté M. Salvador Jorge Blanco à la présidence.

Sri-Lanka

• LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE. — Le président Jayewardene a mis fin, mercredi 19 janvier, à l'état d'urgence qui avait été proclamé le 20 octobre dernier, peu après l'élection présidentielle. Plusieurs membres de l'opposition, dont le genre de l'ancien premier ministre, M. Bandaranaike (le *Monde* du 4 décembre 1982), ont été libérés et le quotidien *P.C. Prosvetnik*, *Athika* (la *Vérité*), qui était interdit de publication, a été autorisé à reparaître.

U.R.S.S.

Des « centres de rééducation » pour « parasites »

Des « centres de rééducation » pour « parasites » seront créés sur le territoire de la R.S.F.S.R. (République fédérale de Russie), qui occupe la plus grande partie de la Russie européenne et toute la Sibirie.

Elle s'étend de la mer Baltique à l'océan Pacifique et de l'océan Arctique à la mer Caspienne. Sur une superficie de plus de 17 millions de kilomètres carrés vivent près de 130 millions de Soviétiques.

Un décret du gouvernement de la R.S.F.S.R., publié mercredi 19 janvier par le quotidien *Sovetskaya Rossiya*, indique que dorénavant les « parasites » seront placés dans des « centres de rééducation », où ils seront traités et où ils devront travailler. La police devra interdire les alcooliques, les toxicomanes et autres éléments jugés antisociaux pour les diriger vers ces centres.

Cet élargissement de la superficie et de la population du Goulag, qui laisse à la discrétion du K.G.B. la charge de dé-

claire qui est « un élément antisocial », est l'une des mesures prises en U.R.S.S. depuis l'accès au pouvoir de M. Andropov.

Une session plénière du Conseil central des syndicats s'est tenue, aussi, mercredi à Moscou pour examiner les mesures à prendre afin de renforcer la discipline et améliorer les conditions de travail au niveau de la production. M. Valentin Malakov, vice-président du conseil des ministres, a été élu à cette occasion au poste de secrétaire du Conseil central des syndicats, dirigé par M. Stepan Chalov.

Enfin, l'agence Tass a confirmé mercredi que M. Pavlov avait été remplacé à la présidence du Comité pour la culture physique et les sports, qu'il dirigeait depuis 1968, par un responsable des services de propagande, M. Marat Gramon. M. Pavlov va « être appelé à d'autres fonctions » non précises.

كشافة

Chine

La campagne en faveur des intellectuels s'adresse aux scientifiques plutôt qu'aux artistes

De notre correspondant

Pékin. - Quelle doit être la place des intellectuels dans la Chine des quatre modernisations ? Récurrente depuis les origines de la République populaire - qu'on se rappelle la période des Cent Fleurs et ses suites tragiques, - la question du rôle des intellectuels, de leur participation à l'œuvre de « l'édification socialiste » est redevenue d'actualité ces derniers temps. Le parti communiste s'orientait-il durablement, en ce domaine, vers une politique définitivement nouvelle ? Le régime a connu tant de bouleversements, de retournements de situations depuis une trentaine d'années, qu'il serait imprudent de l'affirmer de façon catégorique.

On ne peut que remarquer cependant la véritable campagne de charme qui se déroule depuis plusieurs semaines à l'intention de tous ceux qui, dans ce pays, détiennent savoir et connaissances. De M. Hu Yaobang, le secrétaire général du parti, à M. Zhao Ziyang, le premier ministre, en passant par M. Hu Qiaomu, le grand prêtre de l'idéologie, et le vieux maréchal Nie Rongzhen, plusieurs dirigeants de premier plan ont apporté leur contribution personnelle à ce mouvement destiné à gagner les cœurs et les esprits. A suivre explications et commentaires, à écouter certains, intéressés au premier chef par cette politique, la tâche paraît rude. Dans la plupart des cas, la réhabilitation morale et politique des intellectuels, leur intégration sur un pied d'égalité au développement de la société doivent passer par les cadres du parti. Or ces derniers, bien souvent, conservent encore à leur égard une attitude de méfiance et de mépris.

« Malgré les grands efforts déployés ces dernières années, note ainsi l'écrivain Xia Yan, vétéran du

parti, la discrimination envers les intellectuels subsiste en certains endroits, les influences et préjugés gauchistes y étant profondément enracinés. » Et le maréchal Nie Rongzhen engage à la « lutte » contre l'attitude consistant à « discriminer et à regarder de haut les intellectuels, manifestation d'ignorance et d'arriération ». Mais, comme s'il était sans illusions, il ajoute : « De tels préjugés ont une longue histoire tant dans la société chinoise que dans notre parti. »

Pour arriver à ses fins, la politique du P.C. se déroule sur deux plans. Il s'agit d'une part de mieux définir le statut politique des intellectuels, d'autre part d'améliorer leur situation matérielle et leurs conditions de travail, afin d'optimiser leur apport à la « construction » de la société communiste de demain.

Non seulement faut-il cesser de considérer les intellectuels comme des adversaires réels ou potentiels, mais encore convient-il de reconnaître les mérites qu'ils se sont acquis dans les luttes populaires du passé.

« La révolution chinoise n'aurait pas pu réussir sans les intellectuels », note l'écrivain Xia Yan. Il s'agit, ensuite, d'affirmer leur fidélité au régime. « Les intellectuels sont loyaux envers le peuple, la patrie et la cause du socialisme », écrit, dans un éditorial, le *Quotidien du peuple*. Dans ces conditions, ils ne doivent plus être regardés comme une pièce rapportée, mais comme une partie intégrante du prolétariat. Faisant l'éloge de deux savants, morts prématurément et donnés en exemple pour leur abnégation, le premier ministre, M. Zhao Ziyang, déclare qu'ils étaient « des représentants non seulement des intellectuels chinois, mais de la classe ouvrière chinoise ».

Cette révision du rôle historique et de la place des intellectuels dans la société s'est traduite dans les textes par certaines modifications significatives. Ainsi, les nouveaux statuts du parti adoptés lors du douzième congrès, en septembre dernier, mentionnent expressément les intellectuels, aux côtés des ouvriers, des paysans et des militaires, parmi les catégories sociales admises à entrer dans le parti. De fait, des recommandations sont désormais données aux organisations de base pour accélérer leur adhésion. Par ailleurs, la Consultation votée en décembre par l'Assemblée nationale populaire indique clairement que les intellectuels sont « l'une des trois forces fondamentales » qui participent à la construction du socialisme. Cette formule ne figurant pas dans le projet qui avait été soumis à la discussion en avril 1982, on peut en conclure qu'il y a eu débat sur ce point, et qu'il a finalement été tranché en faveur des partisans d'une certaine ouverture.

« Verdicts injustes »

Une telle évolution est compréhensible si l'on considère la ligne générale de modernisation économique du pays confirmée par le douzième congrès du parti. Jugés aujourd'hui « indispensables » à la réalisation de cette tâche immense, les intellectuels doivent bénéficier, pour y contribuer au mieux, des conditions de vie, d'étude et de travail les plus favorables. Dans de nombreuses provinces, des instructions précises ont été diffusées à ce sujet. Les plus détaillées dont on dispose pour le moment sont celles

publiées, en novembre dernier, par le comité provincial du parti du Hebei. De la création de postes de responsables chargés de suivre, dans le gouvernement et le parti, le secteur des intellectuels, et de la révision des « verdicts injustes » du passé, à la nécessité du recyclage permanent et de l'établissement d'un système de promotion et de récompenses, en passant par de plus grandes facilités pour le regroupement des couples séparés et l'attribution de logements plus grands, toute une série de dispositions sont prévues, destinées à « mobiliser l'enthousiasme » des intellectuels.

Ce n'est donc pas un humanisme, qui serait de mauvais aloi et dangereux politiquement, mais un intérêt pratique bien compris qui guide, on le voit, le parti dans cette affaire. Les intellectuels dont les dirigeants parlent et qu'ils essaient d'attirer sont, avant tout, les techniciens et les scientifiques. « Il est nécessaire de reconnaître l'importance de la science et des intellectuels », déclare, le 5 janvier, M. Hu Yaobang, après avoir visité une exposition organisée par l'Académie des sciences. Et le *Quotidien du peuple* écrivait sans ambages quelque temps auparavant : « Dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la défense nationale, de la science et de la technique et sur tous les autres fronts de la modernisation socialiste, nos intellectuels peuvent et doivent jouer sans cesse un plus grand rôle. »

Le risque, consciemment couru au demeurant, d'une telle politique est de négliger le sort des représentants plus traditionnels du monde

des idées : écrivains, artistes, cinéastes, chercheurs en sciences humaines. A cet égard, l'oubli dans le rapport de M. Hu Yaobang au douzième congrès de la référence à la politique des Cent Fleurs n'est sans doute pas le fait du hasard.

Le secrétaire général du parti s'est, du reste, chargé de mettre les choses au point dans une allocution prononcée au mois d'avril 1982 devant les responsables de la propagande, mais publiée seulement le 2 janvier dernier.

« Poisons bourgeois »

La politique d'ouverture pratiquée par la Chine, déclarait-il, a amené « des avantages, mais aussi des inconvénients ». L'action du parti dans le domaine idéologique doit donc comporter deux volets. Il faut, certes, continuer l'ouverture. Mais il est nécessaire, simultanément, de « lutter contre ce qui est décadent et pourri dans le capitalisme, y compris l'idéologie et le mode de vie bourgeois ».

Les « balles enrobées de sucre » des capitalistes peuvent se présenter sous deux aspects, tout aussi pernicieux : matériel (« l'argent, les belles femmes, les produits étrangers ») ou idéologique. Dans ce dernier cas, la culture, l'art, les idées « décadentes » de l'Occident sont expressément visés. Il convient donc de cesser d'admirer béatement et sans esprit critique tout ce qui vient de l'étranger. D'autre part, passant des conseils aux menaces, M. Hu indiquait qu'envers ceux qui « répandaient inconsidérément les poisons bourgeois » la critique s'imposait et qu'en cas de persistance dans l'erreur le recours à des mesures disciplinaires serait inévitable.

pensable. Il ajoutait : « Ceux qui, délibérément, diffusent le poison idéologique, calomnient notre système socialiste, encouragent le culte des choses étrangères et la servilité à l'égard des puissances étrangères, mènent des activités inspirées par des superstitions féodales, doivent être condamnés par l'opinion publique de la société. Si leurs actions ont eu de graves conséquences, ils en seront redevables devant la loi. » Il y avait longtemps qu'un langage aussi dur n'avait été tenu. La publication, en ce moment, alors qu'un débat sur les vertus respectives du modernisme et du réalisme agite les milieux littéraires, de ce texte vieux de huit mois n'est assurément pas fortuite.

Contrainte de vaincre de multiples résistances dans l'appareil du parti, sans doute divisée sur la portée de la politique d'ouverture, la direction actuelle ne peut probablement pas courir tous les lièvres à la fois. A un moment où elle relance sa politique de réformes économiques, pour laquelle la collaboration des intellectuels « techniciens » lui est nécessaire, elle souhaite éviter un dérapage dans les domaines culturel et idéologique, terrain privilégié des contre-attaques dogmatiques. L'écrivain Wang Meng, qui, malgré son style « moderniste », n'en a pas moins été élu membre suppléant du comité central lors du douzième congrès, n'a pas hésité toutefois à émettre cette mise en garde : « Veillons, à-t-il dit, à ce que, sous l'effet des influences gauchistes et des interférences droitières, l'ombre de la théorie selon laquelle le travail d'écrivain est dangereux ne ressurgisse pas à tout moment ».

MANUEL LUCBERT.

Nous voulons travailler ici!

Une grande Classe Affaires c'est comme les bonnes affaires: on ferait bien des heures supplémentaires.

(Lettre confidentielle) Jusqu'à aujourd'hui, les hommes et les femmes d'affaires se rendant au Canada n'avaient pas pour habitude de manifester un enthousiasme intempestif après l'atterrissage à Montréal ou Toronto.

Les classes affaires sont les classes affaires. Mais voilà que tout change avec la Classe Affaires Intercontinental d'Air Canada, la première de cette classe sur l'Atlantique Nord. Avec elle, Air Canada offre à ses passagers tout l'agrément que mérite un voyage de travail.

D'abord l'espace : 24 sièges sur

Tristar 1011 et 36 sur Boeing 747, séparés de près d'un mètre par rangée. Et quels sièges ! Des fauteuils que d'autres compagnies réservent à leur première classe.

Ensuite, la gastronomie : un repas délicieux de 4 services, dont le plat principal au choix, accompagné de vins et de liqueurs servis sans supplément et dans de vrais verres.

Puis la détente, sans supplément elle aussi : de nouveaux écouteurs électroniques stéréo pour chamer les oreilles, un masque et des chaussons pour reposer les yeux et les jambes.

Enfin, les petits soins : un nécessaire de toilette auquel s'ajoute un très joli cadeau à l'aller et au retour.

Sachant, pour conclure, que les passagers de la nouvelle Classe Affaires Intercontinental bénéficient de la sélection de leur siège dès la réservation, de l'accès au salon de première classe Air Canada dans les aéroports et du débarquement prioritaire de leurs bagages, une question vient tout de suite à l'esprit : l'hospitalité canadienne fera-t-elle avancer vos affaires ?

La réponse est : oui, d'une classe.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Plan: Service Trajetair - 24, bd des Capucines 75009 PARIS (1) 742.21.11 - Ligne 25, place de la République 93002 TEL 17 642.43 17 - Bureau-Vos 69, bd de l'Empire 69117 - 1100 TEL 10 51 02 20 - Air Canada se réserve le droit d'adapter des modalités de service sans préavis de 30 jours.

ASIE

Malaisie

DEUX NOUVELLES PENDAISONS JEUDI

Une sévérité disproportionnée

Quatre pendaions en quarante-huit heures, trois condamnés bénéficiant d'un sursis à la dernière seconde, trois autres personnes condamnées à mort pour trafic de drogue, une quarantaine d'exécutions capitales depuis 1980, au moins autant de détenus attendant la corde dans le quartier des condamnés. Coïncidence, la quasi-totalité d'entre eux sont d'ethnie chinoise, dans un pays où ils ne représentent que 40 % de la population totale. Décidément, les autorités de Malaisie n'y vont pas de main morte !

Jeudi 20 janvier, Sirichai Sae Woon, chauffeur de taxi thaïlandais condamné à mort en mai 1980 pour détention d'un pistolet et de munitions, et Lim Kwang Yeow, qui avait sur lui une balle et une pièce de chargeur de pistolet, ont été pendus à la prison de Kuala Lumpur. Mardi, ils avaient été précédés par Chiew Tiam Guan et Tan Chay Wa, qui étaient accusés de posséder un pistolet. Le numéro de l'arme présentée à l'audience n'était pas le même que celui inscrit au procès-verbal. Qu'importe, décide le juge, il devait s'agir d'une faute de frappe.

M. Heng Kim Chong, qui vient de sauver provisoirement sa tête, se trouvait sur le siège arrière d'un cyclomoteur lorsque, à un barrage de police, le conducteur tira sur les gendarmes, mais fut tué ; c'était suffisant pour que le passager, alors âgé de dix-neuf ans, et contre lequel il n'y avait aucune preuve, soit condamné à la potence !

Pourtant, la Malaisie n'est pas une dictature ; ses dirigeants sont des gens raisonnables et non des fous sanguinaires ; ils ont remporté récemment un succès électoral incontestable ; le P.C.M., pro-chinois, qui menait depuis plus de trente ans la guérilla, est en pleine déconfiture et ses activités ont été fortement réduites. La police affirme même l'avoir totalement noyauté. Pourquoi donc ces exécutions, cette législation répressive, alors que le droit commun suffirait sans doute à venir à bout de la criminalité ? Pourquoi ce drame - considéré par près de la moitié de la population comme « raciste » - alors que la paix règne et que l'équipe au pouvoir est populaire ?

Certes il y a la législation d'exception héritée de la colonisation britannique. Il y a aussi les extrémistes de la coalition au pouvoir qui s'opposent de toutes leurs forces aux tentatives de libéralisation du gouvernement. Il y a aussi l'obstination du premier ministre, M. Mahathir Mohamed, qui irrite les critiques occidentales.

La Malaisie n'est pas le pays le plus répressif de la région. Mais cela ne saurait justifier une procédure inique et des condamnations disproportionnées qui noircissent à l'étranger l'image d'un pays démocratique et, par leur brutalité même, empêchent tout communiste qui le désirerait de quitter la jungle pour reprendre une vie normale.

PATRICE DE BEER.

AFRIQUE

Zambie

Sept opposants condamnés à mort pour trahison

Lusaka. - Le Haute Cour de Lusaka a condamné à mort, jeudi 20 janvier, sept opposants accusés de trahison pour avoir complété en avril et octobre 1980, date de leur arrestation, en vue de renverser le régime du président Kaunda. Un huitième accusé s'est vu infliger dix ans de prison. Parmi les condamnés figurent MM. Valentine Musakanya, ancien gouverneur de la Banque centrale, et Edward Shamwana, un haut magistrat, ainsi que plusieurs ressortissants zambois.

Le verdict, attendu depuis trois mois, marque l'épilogue d'une inter-

minable et souvent ténébreuse affaire judiciaire qui a traîné pendant un an et demi. Quatre autres inculpés avaient été acquittés en août. Selon l'accusation, les conjurés - des dissidents zambiens appuyés par d'anciens « gendarmes » katangais - ont tenté sans succès de rallier à leur cause le chef de l'armée de l'air zambienne. Celui-ci aurait eu pour tâche de contraindre M. Kaunda à la démission. La conjuration fut éventée et ses animateurs arrêtés après un accrochage avec les forces

de sécurité dans une ferme proche de Lusaka. Les auteurs de ce complot mal préparé étaient des technocrates favorables à un régime libéral et à une meilleure efficacité dans un pays dont l'économie souffre d'inertie.

Dès la découverte du complot, M. Kaunda mit en cause publiquement l'Afrique du Sud. Il l'accusa d'avoir soutenu les conjurés et d'avoir, à l'époque, massé le long de la frontière des troupes prêtes à intervenir en Zambie si les dissidents l'avaient emporté. Toutefois, au cours du procès, l'accusation n'a apporté aucune preuve précise à l'appui de cette thèse.

Dans un entretien qu'il nous a accordé à la veille du verdict, le président Kaunda a réitéré avec fermeté ses accusations contre Pretoria.

« L'Afrique du Sud, nous a-t-il dit, cherche et cherche toujours à déstabiliser la Zambie ». Au nom du dialogue et de la détente en Afrique australe, M. Kaunda avait rencontré, en avril 1982, le premier ministre sud-africain, M. P. W. Botha. La Zambie n'a tiré aucun profit de ces conversations.

Les sept condamnés à mort ont le droit de faire appel du verdict. L'hypothèse la plus vraisemblable est qu'ils seront graciés, sans doute après l'élection présidentielle qui doit se tenir vers la fin de l'année et pour laquelle M. Kaunda brigue un nouveau mandat.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Algérie

Trois cents enseignants coopérants manifestent à l'ambassade de France

(De notre correspondant.)

Alger. - A l'appel des différentes associations de la Fédération de l'enseignement national, environ trois cents coopérants travaillant dans l'enseignement supérieur et secondaire algérien ont manifesté pacifiquement jeudi 20 janvier devant les services de coopération culturelle et technique dans l'enceinte de l'ambassade de France. Certains venaient des villes de l'intérieur du pays. Le consulat de Constantine avait été occupé lundi.

Ces manifestants demandent la réduction du nombre des auxiliaires et la création définitive d'une indemnité de perte de charge. Une délégation d'entre eux a été reçue par l'ambassadeur et le conseiller pour la coopération culturelle et technique, qui paraissent sensibles à leur problème.

Les coopérants touchent un salaire payé aux trois quarts par l'Algérie, le dernier quart étant à la charge de la France. Calculée en francs, la partie incombant à l'Algérie est automatiquement convertie en dinars. Or, au taux officiel, le franc, qui valait 0,75 dinar en octobre 1981, n'en vaut plus aujourd'hui que 0,66. D'où une perte sèche aggravée par l'augmentation du coût de la vie en Algérie.

L'an dernier, les effectifs de coopérants en Algérie étaient de 1 730 dans l'enseignement secondaire et de 540 dans l'enseignement supérieur. Cette année, ils sont respectivement de 1 444 et de 430. Cette baisse n'est pas due à une « algérisation » des postes et à une réduction du budget de la coopération dans ce domaine. Les Algériens sont demandeurs, et des crédits restent imputés à Paris. Simplement, il n'y a plus de candidats. Les mauvaises conditions de rétribution et les difficultés de la vie quotidienne, notamment en matière de logement, expliquent cette situation.

Le mécontentement qui a gagné les enseignants est aussi perceptible parmi les coopérants techniques, en particulier les médecins, dont le pouvoir d'achat a cessé de baisser. Les accords signés récemment entre la France et l'Algérie impliquent l'installation de coopérants en nombre croissant. On peut se demander s'ils ne resteront pas en partie lettre morte tant qu'une réponse claire n'aura pas été donnée à certaines revendications.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Zimbabwe

PROROGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE. - Le Parlement a prorogé, jeudi 20 janvier, pour six mois, l'état d'urgence adopté en 1965 après la proclamation unilatérale d'indépendance par l'ancien régime rhodésien. Les députés du Front républicain, représentant l'opposition blanche, ont voté contre cette décision. - (Reuter.)

R. BERBIGIER
AMEUBLEMENT DECORATION
Antiquités
72 RUE H. BARBUSSE
9 RUE A.G. BELIN - TEL. 96 14 97
95 100 - ARGENTEUIL

Suisse-Vallais
Crans s/Sierre
A VENDRE - Appartement ind. 4 pièces, 100 m², plein sud, très belle vue. Prix : F. 850.000. Cible 00 34 15 72 75 à disposition
Tél. 1941/2741-45 55

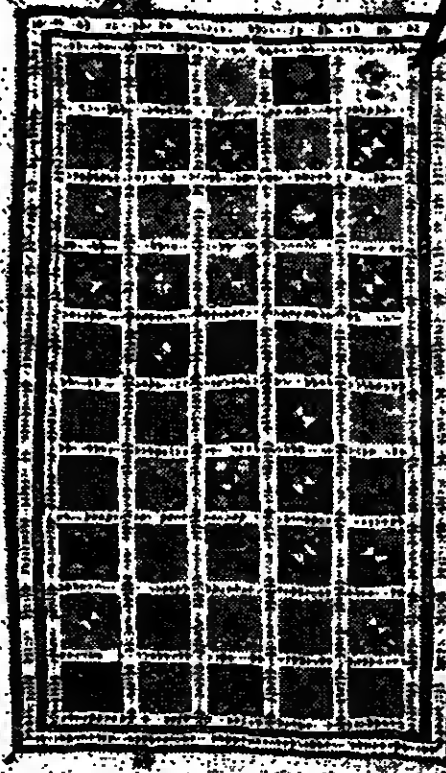
VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?
LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)
VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)
Liv. gratuite dans toute la France
26 IMPRIMERIES REPRÉSENTÉES
Garantie jusqu'à dix ans
Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h
DAUDÉ
79 bis, av. de Strasbourg 17
227 30 54 / 765 34 17

EXPOSITION TAPIS D'ORIENT JUSQU'AU 12 MARS

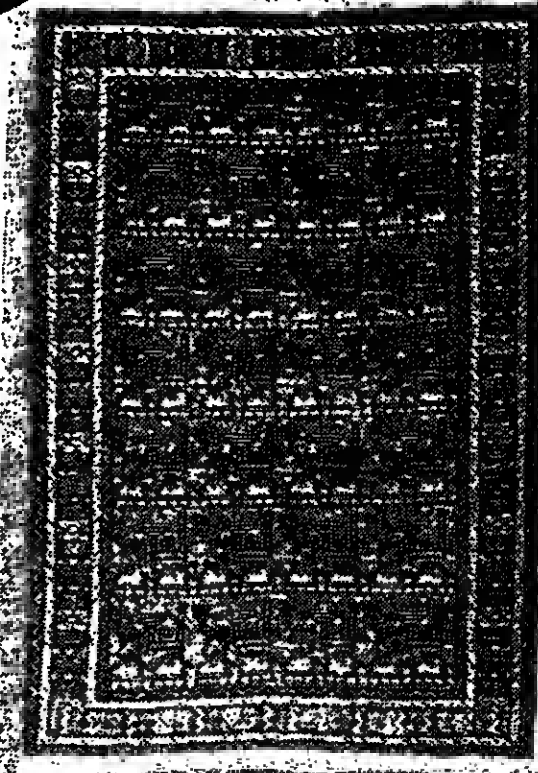
Pièces rares



CHIRAZ 158 x 110 2800 F. 7840 F.
Persan de la région de Persépolis "le combat de Gilgamesh".



GABBEH 237 x 148 48500 F. 14800 F.
Tapis de tribu de la province iranienne du Fars.



MESCHKINE 205 x 143 29500 F. 23 600 F.
Le champ de ce tapis persan est orné d'animaux stylisés.

Chaque tapis persan est une création. Une œuvre d'art dont le Bon Marché s'est fait, depuis longtemps, une spécialité. Par la sélection et la diversité des pièces proposées. Par la rigueur de leur prix aussi. Souci de qualité. Respect de la tradition. La nouvelle exposition-vente de tapis d'Orient reste fidèle à ces valeurs. Chaque tapis a été choisi par l'expert du Bon Marché, sur son lieu même de production : dans les villages d'Iran, là où se créent, aujourd'hui encore, les chefs d'œuvre de cet art. Mais aussi en Turquie, en Afghanistan... et dans tous les lieux où la tradition du tapis reste vivante. Et authentique.

Chaque tapis vendu est une pièce de prix. Unique et inestimable. Le Bon Marché vous en donne la preuve : il reprend à trois fois leur prix d'achat les tapis d'Iran qu'il a vendus il y a dix ans et plus s'ils comptent au moins 250 000 nœuds au mètre-carré.

Reprise mais aussi expertise, restauration, nettoyage et garde de vos tapis... Au Bon Marché, vous trouverez tous les services, sans exception, qui font les grands spécialistes.

-20% sur tous les Tapis d'Orient.
Crédit gratuit 6 mois à partir de 3500 F d'achat.

AU BON MARCHÉ
Rue Gauthier

*Après acceptation du dossier par banque Safinco et apport personnel 20 %. Frais de crédit (sauf assurance V.I.M. facultative) pris en charge par le Bon Marché.

مكتبة دار الفنون

AMÉRIQUES

Bolivie

Le départ des ministres du MIR entraîne la démission du gouvernement

La Paz (A.F.P., Reuter, U.P.I.). - Le président Hernán Siles Suazo est confronté à sa première crise grave depuis son arrivée au pouvoir il y a trois mois, qui a marqué la Bolivie le retour à la démocratie et à un gouvernement civil après dix-huit ans de régime militaire.

Le chef de l'Etat a, en effet, accepté, jeudi 20 janvier, la démission des six ministres appartenant au Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), l'un des trois partis membres de la coalition au pouvoir. Représentant un tiers du cabinet, ces ministres avaient donné leur démission le 9 janvier pour protester contre la politique économique et sociale du gouvernement (le Monde du 11 janvier). Ils étaient cependant restés à leur poste à la demande du chef de l'Etat. Les autres membres

du cabinet ont à leur tour donné leur démission jeudi afin de permettre au président Siles Suazo de constituer un nouveau gouvernement tenant compte de la situation créée par la défection du MIR.

Le chef de l'Etat a accusé le MIR d'« intransigence » et a « déploré » que les parlementaires de cette formation se soient joints aux secteurs d'opposition pour empêcher son voyage en France, qui devait commencer le 20 janvier. Le MIR avait jugé cette « inopportune » tentative de la crise n'était pas réglée au sein de la coalition gouvernementale qui regroupait des démocrates et populistes, outre le MIR, le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche du président Suazo et le parti communiste (pro-soviétique).

Etats-Unis

Un Noir sur trois vit au-dessous du seuil officiel de pauvreté

De notre correspondante

New-York. - L'Urban League, la plus ancienne organisation noire, estime, dans son rapport annuel publié mercredi 19 janvier, que la situation des Noirs s'est notablement dégradée depuis un an : 20 % d'entre eux sont au chômage contre 15,5 % en 1981. Plus de la moitié des moins de vingt ans sont sans emploi. « La population noire - vingt-six millions et demi de personnes, soit 12 % de la population - subit une part disproportionnée des sacrifices demandés aujourd'hui aux Américains », estime le président, M. John Jacob.

Un Noir sur trois vit au-dessous du seuil officiel de la pauvreté (un Blanc sur dix est dans le même cas) ; 44 % des enfants noirs vivent dans des familles désunies (deux fois plus qu'en 1970). Le salaire « noir » moyen est inférieur de près de 50 % au salaire « blanc » ; 33 % des recrues de l'armée sont noires, essentiellement en raison du chômage. La population des prisons est aussi à 46 % noire.

La récession frappe toute la communauté : il y avait en 1970 27 % des familles noires qui, avec un revenu annuel équivalant à 20 000 dollars, pouvaient prétendre appartenir à la classe moyenne. Elles étaient 32 % en 1979. Elles ne sont plus que 30 % aujourd'hui (contre 56 % des familles blanches).

M. Jacob a lancé un appel au Congrès pour qu'il vote un vaste programme de formation professionnelle et de création d'emplois dans les secteurs public et privé, et qu'il s'oppose aux efforts du président Reagan destinés à réduire les programmes sociaux et l'action des divers services créés pour faire respecter les droits civiques.

Le président de l'Urban League a insisté sur le fait que les emplois « noirs » étaient traditionnellement concentrés dans les industries qui sont actuellement en pleine récession, comme l'automobile et l'acier.

Selon les enquêtes de l'Urban League, les programmes fédéraux destinés à secourir les pauvres ont été réduits de 10 milliards de dollars au cours de l'année dernière, entraînant la suppression de l'aide sociale à un million de personnes, des repas à prix réduits à un million d'écoliers, des coupons gratuits d'alimentation à un autre million de personnes et de l'aide alimentaire à deux cent mille enfants et femmes enceintes.

« Nous ne réclamons pas un Etat providence, conclut le rapport de l'Urban League, mais il doit exister des moyens plus satisfaisants de venir en aide à la population noire que ceux qui existent actuellement. »

N. B.

Le maire de New-York propose un plan sévère d'économies

De notre correspondante

New-York. - « Ne vous y trompez pas : c'est un plan dur, pénible et, à bien des égards, inacceptable que je vous propose », a dit, le mardi 18 janvier, le maire de New-York, M. Edward Koch, à ses concitoyens. Il exposait les économies qui lui permettraient peut-être de boucler son budget de 16,5 milliards de dollars pour l'année fiscale 1984 qui commence le 1^{er} juillet prochain. Si le conseil municipal et le Parlement de l'Etat de New-York refusent d'entériner ce plan, la ville risque de faire face pour la prochaine année fiscale à un déficit de 1,3 milliard de dollars.

Parmi les mesures préconisées par M. Koch, figurent la suppression de 12 400 emplois au cours des dix-huit prochains mois, dont 4 600 licenciements (un peu moins que ce que le maire prévoyait le mois dernier). La principale victime du plan Koch sera le département de l'éducation avec 4 000 licenciements. Dans une ville dont les écoles publiques accueillent essentiellement les enfants des minorités ethniques les plus pauvres, cette mesure touchera surtout les Noirs et les Latino-Américains.

Le département des transports publics, déjà sous-équipé en hommes et en matériel, devra se priver de 283 employés, celui de la santé de 93 personnes. Le police, que M. Koch prévoyait initialement de renforcer de 1 500 hommes, verra ses effectifs réduits de 1 800 personnes et 300 postes rester vacants.

Dans le même temps, M. Koch espère trouver 320 millions de dollars de recettes fiscales supplémentaires pour les dix-huit mois à venir, dont la majorité sera fournie par des impôts nouveaux sur la propriété, les transactions immobilières et boursières, l'essence, l'automobile, les cigares, le vin et les spectacles.

Le maire de New-York a deux espoirs : obtenir une aide de 300 millions de dollars de l'Etat de New-York et développer les officines de pari mutuel qui pourraient rapporter à la ville près de 50 millions de dollars de revenus supplémentaires.

En exposant son budget, M. Koch a dit que la nouvelle crise que connaît sa ville provient non seulement de la récession, mais aussi de la suppression de 830 millions de dollars d'aide fédérale directe au cours des deux dernières années. C'est la conséquence des principes du « nouveau fédéralisme » de M. Reagan, selon lesquels les villes et les Etats doivent se débrouiller pour équilibrer leurs finances.

« Après la crise fiscale de 1975 », a ajouté M. Koch, New-York s'est battue pendant trois ans pour éviter la banqueroute. Pendant les trois années suivantes, elle a fait des sacrifices pour retrouver un budget en équilibre. Depuis deux ans, nous étions en train de reconstruire nos services publics : cet effort est aujourd'hui menacé. « J'ai dit à plusieurs reprises, et je répète aujourd'hui, que la solution à long terme des difficultés que connaissent New-York et toutes les grandes villes est une réforme fondamentale de la politique fédérale », a affirmé M. Koch dans la critique la plus précise qu'il ait formulée à ce jour contre la politique de M. Reagan.

NICOLE BERNHEIM.

PROCHE-ORIENT

M. Yasser Arafat engage le dialogue à Tunis avec trois personnalités israéliennes de l'opposition

L'événement est sans précédent : M. Yasser Arafat a reçu officiellement à Tunis trois dirigeants du Conseil de la paix Israël-Palestine : le général de réserve Mattitiah Peled, chef du Ganie pendant la guerre de six jours, M. Ouri Avnery, ancien député et directeur de l'hebdomadaire Haolam Hazé, et M. Yaakov Arnon, ancien directeur général du ministère des finances. La rencontre, qui a eu lieu en début de semaine, a été annoncée le jeudi 20 janvier en Israël ainsi qu'à Tunis par l'agence palestinienne Wafa.

C'est la première fois que le président de l'O.L.P. s'entretient avec des représentants d'un mouvement politique qui se réclame du sionisme. Son initiative est cependant conforme à la décision prise par les hautes instances de l'organisation des fedayin d'engager un dialogue avec tous les juifs, d'Israël et d'ailleurs, qui reconnaissent le droit du peuple palestinien à se doter d'un Etat souverain. M. Yasser Arafat avait déjà reçu l'été dernier, lors du siège de Beyrouth, MM. Ouri Avnery et Amnon Kapeliovich, mais seulement en leur qualité de journalistes venus l'interviewer dans la capitale libanaise.

Le communiqué publié par l'agence Wafa souligne la caractère politique de la rencontre de cette semaine. Il indique que le dirigeant palestinien et les personnalités israéliennes ont « examiné les moyens de mettre en œuvre un commun pour favoriser une paix juste et durable au Proche-Orient ». M. Arafat, ajoute le communiqué, a « exprimé son es-

time pour les forces de paix en Israël ».

Diverses initiatives ont été discutées au cours de cette réunion, qui a duré plus de quatre heures. L'une d'elles, croyons-nous savoir, a trait à la convocation d'un « colloque » israélo-palestinien, auquel seraient conviés des intellectuels et des hommes politiques de « sensibilités » diverses, disposés à explorer les voies d'un compromis. Pour activer le dialogue souhaité, M. Arafat aurait autorisé sa proposition d'accorder une interview à la télévision israélienne, malgré la décision prise par cette dernière de ne pas lui accorder un temps d'antenne.

Le principal sujet de la conversation a, cependant, été une requête formulée par les interlocuteurs de M. Arafat : ils souhaitent que le Conseil national palestinien (le Parlement de la résistance) admette à sa prochaine session, qui doit se tenir à Alger le 14 février prochain, des représentants des « forces de paix en Israël » et qui bénéficieraient du statut d'« observateurs ».

M. Arafat, qui a promis de se référer aux instances compétentes, n'est peut-être pas en position de faire prévaloir une réponse positive. La diplomatie « tout azimut » qu'il pratique depuis la guerre du Liban se heurte à une opposition grandissante au sein de l'O.L.P., y compris parmi les dirigeants du Feth. Le Front démocratique (F.D.L.P.) de M. Nayer Hawatmeh, qui soutient à fond le « réalisme » du président de l'O.L.P., paraît prendre ses distances à l'égard d'une politique jugée « dangereuse ».

Le F.D.L.P. a souscrit récemment, à Tripoli, à une résolution adoptée par cinq organisations de l'O.L.P. critiquant l'orientation diplomatique de M. Arafat (le Monde du 18 janvier). En privé, certains accusent ce dernier de se « sadatiser », d'emprunter une voie qui avait conduit l'ancien chef de l'Etat égyptien à la « capitulation » devant l'impérialisme américain. On lui reproche également de se rapprocher du gouvernement du Caire, sans exiger que celui-ci renonce aux accords de Camp David ; d'avoir avalisé, du moins partiellement, le « plan de paix » du président Reagan, notamment en coopérant avec le roi Hussein ; d'agir encore en herminette avec le roi Fahd d'Arabie Saoudite et le roi Hassan II du Maroc.

Ces accusations, soutiennent les amis de M. Arafat, relèvent du procès d'intention. Dans les conditions difficiles que traverse la résistance palestinienne, disent-ils, le chef de l'O.L.P. se doit d'explorer toutes les avenues qui pourraient conduire à une « solution juste et honorable ». Le comité exécutif de l'O.L.P., qui se réunit le 25 janvier à Aden, tranchera. Si M. Arafat est assuré d'un « soutien massif » à la prochaine session du Conseil national palestinien (C.N.P.), il n'est nullement exclu qu'il autorise des personnalités israéliennes soient invitées à assister en observateurs. Si tel est le cas, ne serait-il pas étrange que le gouvernement de M. Begin mentionne sa décision de ne pas autoriser des Palestiniens des territoires occupés à prendre part aux travaux du Parlement de la résistance ?

ERIC ROULEAU.

Sulka

COSTUMES, VESTES, PANTALONS
IMPERMÉABLES
VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS
CHEMISES, ACCESSOIRES

SOLDES

Jusqu'au 31 janvier
Dernier jour

2, rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260-38-08)
angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

LA VIE FRANÇAISE

un numéro exceptionnel
avec son supplément de

32 PAGES SPÉCIAL IMPÔTS

au prix habituel de 9F.

- le calcul de vos impôts au franc près
- les déductions possibles
- la nouvelle fiscalité

UN GUIDE CLAIR,
PRÉCIS
ET INDISPENSABLE

LA VIE FRANÇAISE, UN PLACEMENT SÛR

Chaque samedi 9F. chez votre marchand de journaux.

Dimanche
23 Janvier
à 19h

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel.

GEORGES MARCHAIS

Secrétaire Général du P.C.

CLUB DE LA PRESSE
EUROPE 1

SPECIAL
MUNICIPALES

Le R.P.R. et l'U.D.F. concluent un accord limitant à cinq le nombre des « primaires »

Le R.P.R. attachait, naturellement, un certain prix à voir publier son accord électoral avec l'U.D.F. avant la réunion de son congrès extraordinaire du dimanche 23 janvier. L'U.D.F. n'avait plus de raison sérieuse pour s'opposer à cette conclusion. Aussi, après un ultime entretien entre M. Michel Pinton, délégué général de l'U.D.F., et M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., et après une réunion du conseil national de la formation giscardienne, les dirigeants des deux mouvements ont-ils pu annoncer, jeudi 20 janvier, en fin de journée, leur « accord global », et donner lecture du « pacte de l'opposition » qu'ils ont conclu.

Ainsi, dans toutes les villes de plus de trente mille habitants, sauf cinq, l'opposition sera représentée par une liste unique patronnée à la fois par le R.P.R. et l'U.D.F.

En revanche, à Lyon, à Metz, à La Ciotat, à Saumur et à Dreux, aucun accord n'ayant pu être conclu, une élection primaire se déroulera. Ailleurs, on relève certains cas particuliers, notamment à Strasbourg avec la candidature de M. André Bord, ancien député R.P.R., qui opposera sa propre liste à celle de M. Marcel Rudloff (C.D.S.), et à Neuilly-sur-Seine, avec celle de M. Florence d'Harcourt, député apparenté R.P.R., qui opposera la sienne à la liste de M. Achille Peretti (R.P.R.). Ces exceptions, qui relèvent de « candidatures sauvages », ne remettent pas en cause, toutefois, l'accord entre les deux partis, et ces candidats sont désavoués par leurs dirigeants nationaux.

Les derniers litiges avaient été réglés, jeudi matin, par MM. Pinton

et Pons. Il s'agissait en particulier des cas de Hyères, où l'U.D.F. conduira la liste, et de Cannes, où M. Anne-Marie Dupuy (R.P.R.) dirigera la liste d'union.

Enfin, les deux partis ont conclu un « pacte de bonne conduite » qui s'appliquera dans les villes où n'aura lieu, au premier tour, une élection primaire et qui est comparable à celui que le R.P.R. et l'U.D.F. avaient souscrit pour les élections cantonales de mars 1982 et même pour les municipales de 1977 et les législatives de 1978. En cas de non-respect de ce pacte, les contrevenants seront passibles de sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion de leur parti.

En réalité, les deux formations, dont l'accord est réellement assez vaste et correspond aux vœux de leurs adhérents, ont voulu, de façon quelque peu solennelle, souligner leur bonne entente par contraste avec les difficultés que rencontrent les partis de la majorité pour s'entendre dans un nombre de villes un peu plus grand. Le R.P.R. et l'U.D.F. veulent aussi profiter du courant qu'ils croient discerner dans l'opinion en leur faveur.

ANDRÉ PASSERON.

UN « PACTE DE BONNE CONDUITE »

Le « pacte de l'opposition » signé par le R.P.R. et l'U.D.F. indique notamment :

« Il s'agit pour les Français et les Français de désigner des administrateurs qui devront assurer pendant six ans la gestion des communes. Il s'agit aussi, pour l'ensemble des citoyens, d'exprimer démocratiquement leur jugement sur la politique conduite par le gouvernement socialo-communiste.

Le R.P.R. et l'U.D.F. ont décidé de soutenir ou de constituer avec tous ceux qui se situent dans l'opposition nationale des listes d'union. Dans les quelques communes où un accord sur une liste unique n'aura pu être conclu, des élections primaires seront organisées selon les principes suivants :

« Engagement de ne se livrer à aucune polémique entre listes se réclamant de l'opposition nationale.

« Retrait automatique de la liste distancée au premier tour, ne fut-ce que d'une voix, puis élaboration d'une liste commune pour le deuxième tour ; le nombre de candidats issus de chaque liste et l'ordre de présentation seront déterminés par les résultats du premier tour.

« Engagement de tous de participer activement à la campagne du deuxième tour en faveur de la liste unique de l'opposition nationale.

Le P.S. appelle ses militants à combattre les « campagnes de catastrophisme » de l'opposition

Le bureau exécutif du P.S. a publié, jeudi 20 janvier, un appel à tous les socialistes afin qu'ils « popularisent » les résultats obtenus par le gouvernement dans la lutte entreprise contre le chômage et l'inflation et qu'ils combattent « la campagne de mensonge et de désinformation » engagée, selon lui, par l'opposition. Ce texte répond à la nécessité ressentie par la direction du parti socialiste de prendre en compte le caractère politique national des élections municipales et pas seulement leur dimension locale (Le Monde du 20 janvier).

Le bureau exécutif déclare notamment : « Après avoir systématiquement nié et dénigré les résultats positifs obtenus sur les fronts économique et social, la droite en vient maintenant à orchestrer des informations infondées, accusant le gouvernement de manipuler les chiffres du chômage. Le bureau exécutif du parti socialiste considère ces campagnes de catastrophisme et de désinformation systématique comme le signe d'un certain désarroi de la droite. Elle supporte mal l'alternance démocratique que le pays a voulu, et, en tout

cas, n'est pas en mesure de proposer aux Français une alternative politique sérieuse.

Le bureau exécutif s'associe solennellement à la déclaration du ministre de l'emploi faisant justice des accusations de truquage des statistiques. La vérité est que le gouvernement a réussi à faire reculer l'inflation sans compromettre l'activité économique ni ses efforts contre le chômage, bien au contraire. Les baisses du chômage enregistrées successivement au mois de septembre, au mois de novembre, et au mois de décembre sont les fruits d'une politique active de l'emploi qui doit notamment son succès aux quelque trente mille contrats de solidarité signés au cours de l'année 1982.

Le P.S. appelle « tous les socialistes à faire un grand effort pour populariser ces résultats, pour combattre vigoureusement la campagne de mensonge et de désinformation, et pour créer ainsi les conditions d'un nouvel élan de la politique de rénovation économique et de justice sociale ».

portée au pouvoir que « pour mener la même politique que la droite ». « Nous ne voulons pas que les travailleurs écœurés par la gauche se retournent vers cette droite que nous avons subie pendant plus de vingt ans. » (Corresp.)

LOIRET

ORLÈANS. — Un accord entre les partis de gauche pour constituer une liste d'union vient d'être signé à Orléans. Cette liste comprendra trente

APRÈS LE RENONCEMENT DE M. GEORGES FILLILOU

Quatre têtes pour le « carnaval politique » de Romans

Le jeudi 9 septembre dernier, M. Georges Fillioud, ministre de la communication, maire socialiste de Romans, décidait de ne pas briguer un nouveau mandat à la tête d'une municipalité conquise facilement en mars 1977 (1). Aujourd'hui, les candidats à sa succession se bousculent : à ce jour, quatre listes sont annoncées : une d'union de la gauche, conduite par le premier adjoint sortant, M. Etienne-Jean Lapasset ; une radicale de gauche, emmenée par un

médecin, M. Pierre Pienek (M.R.G.) ; une liste de modérés, conduite par un notaire, M. François Dubernet de Boscy ; enfin, une liste regroupant les partis de droite, conduite par M. Georges Durand (C.N.P.), avocat, élu conseiller général, le printemps dernier, contre M. Fillioud (2). Les réalités locales auront leur part dans un affrontement très serré. Romans s'offre quatre têtes pour son « carnaval politique ».

De notre correspondant régional

dans, c'est bien, mais moins bien que l'emploi. Les socialistes ont voulu faire du social à tout va. Or l'emploi c'est la clé de tout, y compris du social. Il affirme que ses chances d'être en tête des primaires de droite sont réelles en faisant le pari que les Romains le choisiraient de préférence à M. Durand, « plus politique que gestionnaire ».

Réponse de celui-ci : « On peut toujours croire aux miracles... » Favori de la droite, M. Durand entend bien enfoncer le clou : Fillioud-Lapasset, même combat !

La stratégie du premier adjoint sortant est délicate. Il doit à la fois tenir compte du rejet du « maire-ministre » signalé au printemps dernier par une majorité d'électeurs, et rester solidaire de la gestion passée. A demi-mots, on comprend que tout n'a pas été idyllique entre les deux hommes au caractère très marqué. M. Lapasset, Romains grand teint, universitaire à Grenoble, a déjà beaucoup donné de son temps à la mairie. M. Fillioud était manifestement plus attiré par un travail politique au niveau national. « Ses priorités d'avenir étaient différentes des miennes », commente sèchement M. Lapasset. Mais les « absences » de Romans de Georges Fillioud, durement dénoncées par la droite, n'ont pas profité à son premier adjoint, qui est longtemps resté un numéro deux. Après le coup de semonce des cantonales M. Lapasset est beaucoup plus présent en première ligne.

L'inconnue du M.R.G.

Le chef de file de la gauche ne manque pas d'être une situation économique, « assez bonne dans le bassin d'emploi romain », par rapport à d'autres secteurs d'activité, des réalisations d'urbanisme, plutôt heureuses. Romains, trente-trois mille habitants, donne l'image d'une ville propre et fleurie, « un accord politique enfin, sans grandes difficultés, avec le parti communiste local. Sur ce plan, la gauche aura bien besoin de toutes ses forces et le P.C.F. a accepté de prendre en compte l'évolution des résultats électoraux entre 1977 et 1981. Il aura neuf conseillers « éligibles », sur un total potentiel de trente élus de gauche, en cas de victoire. Le nombre

des élus passera de treize à un à treize-moitié. Pour mobiliser « toute la gauche », M. Lapasset compte sur les retombées d'un certain infléchissement de la politique municipale : « La sécurité s'est partiellement améliorée ; le quartier de La Mennais fait l'objet de mesures spécifiques grâce à l'action de la commission Dubernet ». Ajoutons que le discours socialiste s'est durci par rapport aux immigrés : « Au cours d'un incident récent, nous avons même constaté une réaction anti-française de la part de l'Algérie (sic). Nous voulons reconnaître le fait maghrébin, mais sans l'amplifier. Nous refusons, affirme M. Lapasset, certains certificats d'hébergement ».

La mosquée sera reconstruite dans un autre quartier, « mais, précise le premier adjoint, cela ne coûte rien à la ville ». Romains se verra proposer un nouveau « contrat municipal », par l'équipe qui a changé de capitaine. Son objectif prioritaire : « l'emploi pour tous et la formation des jeunes ».

Reste l'inconnue qui représente l'impact du M.R.G., M. Pierre Pienek, tête de liste, ne cache pas ses sentiments anti-Fillioud : « Romains a toujours été centriste. L'accident, ce n'est pas la défaite des cantonales, mais l'élection de M. Fillioud, d'abord comme député, puis comme maire. Pour notre part, nous voulons faire démarrer ici le centre gauche pour pouvoir corriger certaines orientations dont le manque de concertation avec les citoyens. » Le candidat radical conclut : « M. Fillioud a été, à Romans, pendant quatre ans, un bon exemple de ce que l'on peut attendre d'un élu qui n'est pas un simple politicien ».

Le ministre de la communication a clairement indiqué que son retrait au niveau municipal ne signifiait en aucun cas qu'il ne briguerait pas d'autres mandats dans ce secteur.

CLAUDE RÉGENT.

TERRITOIRE-DE-BELFORT : M. Chevènement brigue la mairie de Belfort

De notre correspondant

Belfort. — Les militants socialistes belfortains, qui, le 21 octobre dernier, avaient désigné MM. Jean-Pierre Chevènement et Emile Gehant pour conduire la liste d'union de la gauche, se sont réunis en assemblée générale le 20 janvier. Ils ont adopté à l'unanimité une motion dans laquelle ils demandent au ministre de la recherche et de l'industrie d'« être le futur maire de Belfort ».

Ainsi l'achève un conflit de personnes qui aura duré six mois. M. Gehant, maire socialiste de Belfort, ancien président du conseil général, avait fait savoir publiquement au début du mois d'octobre qu'il briguerait un second mandat. Les militants socialistes désignaient quelques jours plus tard M. Chevènement et Gehant comme tête de liste de la majorité. Le ministre de la recherche et de l'industrie, actuellement premier adjoint, devait mener le combat électoral. M. Gehant retrouvant en cas de succès son fauteuil de maire.

Vingt-quatre heures après le vote des militants socialistes, M. Gehant

annonçait que, dans ces conditions, il ne solliciterait pas un second mandat (Le Monde du 27 octobre). Un peu plus tard, il demandait aux instances nationales du parti socialiste de juger de la validité du vote. Le dernier acte du conflit s'est joué le week-end dernier, à l'occasion de la conférence de presse de M. Chevènement destinée à présenter le programme de la liste d'union qui a gauche. Interrogé sur l'absence de M. Gehant, le ministre de la recherche et de l'industrie avait déclaré : « Nous avons été très patients. Maintenant, ça suffit. Il faut savoir s'incliner devant la majorité. L'autorité ne se divise pas. »

Le maire de Belfort devait réagir brutalement en lançant : « On a besoin de moi sur la liste, mais on voudrait que je ferme ma gueule. » Finalement, contre la promesse de responsabilités aux niveaux régional et national, M. Emile Gehant a accepté de s'effacer. Et il a refusé le poste de premier adjoint qui lui était proposé. Curieux retour des choses : en conflit ouvert avec M. Dreyfus-Schmidt — sphère depuis dont il fut le suppléant en 1968 — M. Gehant avait fait venir à Belfort, à la veille des élections législatives de 1973, M. Chevènement. Ravissant à M. Dreyfus-Schmidt la faveur des militants socialistes, il devint député de la première circonscription. En 1980, M. Dreyfus-Schmidt prenait sa revanche en réussissant à se faire désigner candidat socialiste aux élections sénatoriales, siège que M. Gehant convoitait. Aujourd'hui, M. Gehant fait donc à nouveau les frais des querelles politiques belfortaines.

PATRICE MALINA.

LES RENCONTRES DES « ACTEURS DU CHANGEMENT »

M. LÉON SCHWARTZENBERG : la France s'ennuie

« Jamais, depuis la guerre, un gouvernement n'a bénéficié d'une telle confiance de la part de la communauté scientifique, artistique, intellectuelle de notre pays », a déclaré M. Jack Lang, jeudi 20 janvier, à l'occasion de la première journée des Rencontres des « acteurs du changement » organisées par le parti socialiste.

Il fallait oser le dire au lendemain de la grève des enseignants du supérieur, qui protestait contre une éventuelle réforme des carrières. Il fallait oser, le jour où les artistes interprètes, en désaccord avec le nouveau système d'indemnisation du chômage, ont déserté les salles de spectacle. (Lire page 32.)

Il reste que le dialogue avec les intellectuels, auquel s'est prêté le ministre de la culture, répondait — bien que le débat ait eu quelque difficulté à sortir de l'académisme — à l'objectif que s'étaient fixé les organisateurs socialistes des rencontres. Il s'agissait en effet de susciter un « va-et-vient entre ceux qui décident au sommet de l'Etat et ceux qui, à leur niveau, sont à même de traduire — ou non — en actes la volonté de réforme sociale ».

Une telle entreprise ne va pas de soi. Les participants en ont fourni la démonstration. M. Bernard Pinguet, ancien président de la commission Pinguet-Barreau qui a publié un rapport sur le livre et la lecture, animateur, au sein des Rencontres, d'une commission consacrée aux commissions consacrées à « intellectuels en quête de changement », en a mesuré la difficulté. Il a tout entendu : des appels à la radicalisation idéologique et l'expression d'un « ras-le-bol » venu tout droit de 1968 et qui a résisté au « changement » du 10 mai 1981.

On s'ennuie dans la France socialiste, a dit un intervenant, qui reproche à la gauche son comportement gestionnaire et une incapacité à susciter la mobilisation de ses partisans. « C'est vrai, en ce moment, la France s'ennuie », a confirmé, plus

poli, le professeur Léon Schwartzenberg. Selon lui, les socialistes français portent encore le deuil des illusions perdues de 1936 et celles, envolées de certaines expériences étrangères.

Le professeur Schwartzenberg est « triste » de constater, à propos des prochaines élections municipales, que l'on « considère, dans certains cas, comme une victoire une moindre défaite ». Il est encore plus déçu, apparemment, par l'immobilisme de l'école. « A l'école », dit-il, « ça n'a pas changé. La société française était bloquée. Elle le demeure. Il n'y a pas de projet, pas d'idées pour nos enfants. Les seules batailles s'organisent autour du débat école publique — école privée ».

Moins triste, mais tout de même un peu morose, M. Alain Meyer, rédacteur en chef de la « Nouvelle revue socialiste » éprouve un « malaise » à l'écoute du discours politique utilisé depuis quelques mois. « Le vote de mai 1981 marquait de Valley Giscard d'Estaing. On a l'impression que, chassé par la porte, ce discours revient par la fenêtre. » Pourtant, remarque-t-il, les victoires de mai et de juin 1981, marquaient la primauté du politique et du culturel sur l'économique. Avec une politique différente, le gouvernement de gauche est « plus efficace » que ceux de la droite, mais il tient un discours tel qu'il « a l'air de singer les autres ».

M. Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, qui participait à une « table ronde » sur le rôle des femmes n'est pas triste. Elle a obtenu la confirmation, en bataillant pour imposer ses campagnes sur la contraception et le remboursement de l'I.V.G., que la lutte des femmes est éminemment politique et culturelle. Et de ce point de vue, « au ministère des droits de la femme, on ne s'ennuie pas », dit-elle, « consternée » par la tristesse des autres.

JEAN-YVES LHOUEAU.

CHANGEMENT A BLOIS

La lassitude de M^{me} le commissaire de la République

De notre correspondante

Blois. — M^{me} Yvette Chassagne appréhendait quelque peu la campagne électorale des municipales, période pendant laquelle les membres du corps préfectoral sont astreints à ne pas quitter leur département.

Elle semblait en fait avoir épuisé au dix-huit mois tous les charmes du Loir-et-Cher, des inaugurations de foires aux vœux aux associations laborieuses du conseil général. On serait poindre sa lassitude. Elle ne prenait plus le même plaisir à faire visiter « sa » maison, la grande préfecture de Loir-et-Cher, qu'elle trouvait froide malgré le décor africain dont elle l'avait entièrement revêtue.

Elle ne parlait plus guère de « son » jardin ni de « ses » serres, sinon pour glisser avec un sourire que chez elle les roses fleurissent même en hiver... Mais cette lassitude était aussi perceptible chez les élus dans un département dominé par l'opposition. Tout en appréciant l'affabilité et les grandes qualités d'accueil de M^{me} Chassagne, ils commencent à la trouver un peu trop « politique » pour leur goût. Il est vrai que M^{me} Yvette Chassagne, aussi socialiste que son prédécesseur, M. Charles-Noël Hardy, était giscardien, ne

manquait pas une pose de première main ou une dédicace à la préfecture pour dépasser les merites locaux et vanter les mérites de la politique gouvernementale.

Elle entretenait avec le président du conseil général, M. Kiebert Loustau (div. droite), un ancien socialiste aujourd'hui dans l'opposition, des relations qui n'étaient cordiales qu'en apparence. C'est en grande partie grâce à l'efficacité et au tact de M. Daniel Constantin, secrétaire général de la préfecture (normé il y a quelques jours, chargé de mission dans le Nord-Pas-de-Calais), que les difficultés liées à la mise en place de la décentralisation avaient pu être évitées.

Ici on n'oublie pas de s'incliner qu'elle fut avant tout la première femme préfet — et commissaire de la République — de France. L'essentiel de son travail en dix-huit mois avait porté sur la lutte contre le chômage. Mais... Elle devra bien constater que l'annonce de son départ coïncide avec le moment précis où le cap des 10 000 chômeurs est pour la première fois franchi en Loir-et-Cher.

BÉATRICE HOUGHARD.

ISÈRE

GRENOBLE. — Les salariés de l'entreprise Eurotungstène, à Grenoble, tentent de constituer une liste pour les prochaines élections municipales. La société, qui emploie sept cents personnes, pourrait prochainement licencier plus de la moitié de ses salariés. Sous le titre « Solidarité Eurotungstène », la liste entend se battre pour le maintien de l'emploi dans l'entreprise, sur le thème « Travailler et vivre au pays ». Les salariés rappellent que la gauche n'a été

D'une ville à l'autre

socialistes, onze communistes, quatre radicaux de gauche et dix personnalités n'appartenant à aucun parti. Elle sera conduite par M. Jean-Pierre Suez, député socialiste de la première circonscription. M. Michel de la Fournière, secrétaire national du P.S. aux droits de l'homme, y figurera en seconde position. En revanche, aucun accord entre le P.C. et le P.S. n'a encore été trouvé à Montargis, à Fleury-Aubrais, où les maires sortants sont communistes, et à Pithiviers. (Corresp.)

LOIRET

ORLÈANS. — Un accord entre les partis de gauche pour constituer une liste d'union vient d'être signé à Orléans. Cette liste comprendra trente

ELECTIONS MUNICIPALES

LA CAMPAGNE A PARIS

DANS LE TREIZIÈME ARRONDISSEMENT

M. Toubon (R.P.R.) estime que M. Quilès est un « amateur ambitieux »

Pour que M. Jacques Toubon, député R.P.R. du quinzième arrondissement, devienne candidat et dirige la liste Union pour Paris du treizième, la distance à franchir n'est pas très grande. Le collaborateur de M. Chirac assure même qu'il ne se sent guère dépaycé puisqu'il renoue, dans ce nouveau secteur municipal, des problèmes comparables à ceux qui existent dans sa circonscription législative. De plus, les deux arrondissements riverains de la Seine accueillent sur les berges du fleuve les installations de l'Exposition universelle de 1989. Un lien de plus ! Mais avant de devenir à ce double titre l'« élu de l'expo », M. Toubon devra surmonter bien des obstacles.

C'est pourquoi il s'est lancé dans la campagne sans même attendre que l'U.D.F. choisisse la personnalité qui sera le second de sa liste. La désignation formelle de M. Alice Saunier-Séjé, ancien ministre des universités, provoque en effet des trépidations entre le parti républicain et le C.D.S.

M. Toubon a surtout voulu, sans tarder, occuper le terrain dans cet arrondissement, où il aura affaire à une forte partie puisqu'il s'attaque à un bastion municipal que la gauche tient depuis 1971, et où elle possède actuellement les sept sièges de conseillers de Paris (4 P.C., 3 P.S.), et, depuis 1978, les deux sièges de députés.

Enfin, et surtout - et c'est même pour cela qu'il est candidat - M. Toubon vient de défer dans son fief le numéro trois du P.S., M. Paul Quilès, député de l'arrondissement, qui conduit l'ensemble des listes d'union de la gauche à Paris. Il veut profiter de la dispersion qu'impose cette mission à son adversaire pour être lui-même présent en permanence sur le terrain. Il s'y heurte, toutefois à l'activité que déploient dans l'arrondissement les élus municipaux de gauche, déjà bien implantés, comme M. Benassaya, conseiller socialiste.

M. Toubon, qui a installé sa permanence au 154, de la rue de Tolbiac, à deux pas de la place d'Italie, vient de publier son programme. Celui-ci tient en quatre chapitres :

l'urbanisme, avec l'association des habitants à l'élaboration des projets ; la sécurité, avec la création de postes de police supplémentaires ; les transports en commun, avec l'ouverture d'une ligne de métro Austerlitz-Porte de Vitry ; enfin la propriété. M. Quilès lui répond que de tels projets ne sont pas nouveaux mais que la gauche n'a jamais pu les faire approuver par la municipalité sortante.

Le député R.P.R. riposte en faisant le procès de l'action du « gouvernement social-communiste », en affirmant : « l'incompétence et l'inconséquence » des élus de la gauche et en estimant que M. Quilès est un « amateur ambitieux ».

M. Toubon, qui compte bien bénéficier du « plus » que peut lui apporter sa qualité de proche conseiller de M. Chirac, recevra le 28 janvier le soutien de toutes les composantes de l'U.D.F. au cours d'un « banquet républicain » organisé square de Chénisy et, le 28 février, celui du maire de Paris à l'occasion d'un meeting au même endroit.

A. P.

DANS LE VINGTIÈME ARRONDISSEMENT

M. Bariani (U.D.F.-rad.) s'oppose aux représentants des « lignes dures » de la majorité

En présentant à la presse sa candidature dans le vingtième arrondissement de Paris, M. Didier Bariani a insisté sur l'« unité républicaine totale » qui s'est réalisée « sans heurt » autour de lui. Le président du parti radical valaisien, ancien député U.D.F. de cet arrondissement de 1978 à 1981, feint d'oublier que des contestations s'élevaient contre lui et qu'en octobre dernier il avait exilé de son parti M. Jacqueline Neubout, conseiller sortant du neuvième arrondissement, mais qui « travaillait » le vingtième dans l'espoir d'y être candidate.

Mais, comme le dit M. Bariani aujourd'hui, « la gentillesse et la camaraderie sont spontanées » avec M. Paul Violet, membre du comité central du R.P.R., son second de liste. Il va ainsi affronter de nouveau M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du P.S. et du C.E.R.E.S., chef de file de la liste d'union de la gauche, qui, en juin 1981, lui a, sans grande difficulté, ravi son siège de député en recueillant 54,36 % des suffrages exprimés au second tour. Toutefois, pour la gauche non plus, tout ne va

pas sans problème dans cet arrondissement qui avait eu, en 1973, deux députés communistes, remplacés aujourd'hui par deux socialistes, où aux municipales de 1977, le P.C. avait conduit la liste de gauche - il avait eu quatre élus sur sept - et où, en 1981, un des élus communistes, M. Ferignac, avait été exclu pour avoir suivi M. Fiszbin dans la création de Rencontres communistes. M. Henri Malberg, devenu secrétaire de la fédération de Paris du P.C., est aujourd'hui le deuxième de la liste de M. Charzat.

Face à M. Bariani, qui se qualifie d'« homme du centre de gauche libéral », se trouvent ainsi réunis les représentants des « lignes dures » de la majorité, qui dit-il, « veulent mettre tout le monde au pas ».

Le programme municipal de M. Bariani, qui fait un éloge appuyé de M. Chirac et de sa gestion, porte essentiellement sur cinq points : la rénovation de l'urbanisme, la création d'industries et d'entreprises artisanales afin de redonner à cet arrondissement sa vocation et de poursuivre ainsi le réajustement de Paris vers l'Est.

Mais l'ancien député insiste surtout sur les problèmes de sécurité et sur deux aspects de ceux-ci : le trafic de la drogue qui se développe dans les groupes d'immeubles délabrés où les contrôles de police sont insuffisants, et la multiplication des squatters dans ces mêmes quartiers. M. Bariani souligne l'importance de la population immigrée, qui, dans certaines parties de l'arrondissement, dépasse, à ses yeux, « le seuil de tolérance », avec plus de 25 % de sa population totale. Cette situation est, dit-il, « déshonorante pour nous et insupportable pour les immigrés ». Le président du parti radical redoute le développement du racisme et dénonce la « politique irresponsable » du gouvernement.

Sur ce terrain, il rencontrera sans doute M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national (extrême droite), qui se présentera dans cet arrondissement, faute d'avoir été admis sur les listes patronnées par M. Chirac. Enfin, dans ce secteur de la capitale où subsiste une tradition inspirée par les chrétiens-sociaux du Sillon de Marc Sangnier, et où Gambetta avait été élu, le problème scolaire se pose toujours. Une trentaine d'établissements privés s'y trouvent, mais beaucoup d'établissements publics méritent aussi d'être rénovés.

A. P.

Trois cent soixante et onze personnalités de gauche soutiennent la candidature de M. Henri Fiszbin

Trois cent soixante et onze militants de gauche - syndicalistes, universitaires, intellectuels, animateurs d'associations - ont signé un appel en faveur de la candidature de M. Henri Fiszbin, président de Rencontres communistes, sur la liste d'union de la gauche dans le dix-neuvième arrondissement de Paris. « L'accord national conclu entre les partis socialiste et communiste en vue des élections municipales va permettre à la gauche de se lancer dans la bataille électorale sur une base unitaire, affirme ce texte. Cependant, dans la négociation, la direction du parti communiste a maintenu contre Henri Fiszbin une exclusivité qui est de nature à affaiblir ce combat. C'est pourquoi nous demandons que soient levées toutes les exclusivités qui portent atteinte à l'union de la gauche dans sa diversité nécessaire pour assurer son succès ».

Cet appel a été signé notamment par MM. Alexandre Adler, Maurice Berlemont (ancien président du groupe communiste au Conseil de Paris), Jean Bruhat, René Buhl, Henri Bulawko, Jean-Pierre Chabral, François Chaumette, M. Marie-Josée Chombard de Lauwe, MM. Paul-Henri Chombard de Lauwe, Eugène Cotton, Cuco, Pierre Dommergues, Jacques et Maurice Dugovson, Bernard Freson, Louis Gélhin, M. Christiane Gilles, MM. Eugène Guillevic, Georges Labie, M. Jacqueline Lambert, MM. Henri Lefebvre, Arthur London, Marfaing, Robert Merle, Jean-Louis Moynet, Pascal Ory, Gilles Perrault, Michel Rolant, Pierre Rosanvallon et Antoine Vitez.

M. CHIRAC DEMANDE TROIS MILLE POLICIERS SUPPLÉMENTAIRES PAR AN DANS LA CAPITALE

M. Jacques Chirac a critiqué, jeudi 20 janvier, l'action du gouvernement en matière de lutte contre la délinquance et l'insécurité, et présenté quelques propositions. Il a estimé que « les mesures prises par le gouvernement depuis 1981 favorisent un climat général qui entretient la psychologie de l'insécurité ». Il a ajouté : « Je demande pour le moins que l'on rétablisse la garde à vue de six jours pour les actes de terrorisme, que l'on remette en vigueur la création d'une carte d'identité et de documents pour étrangers infirmes et que l'on renforce la surveillance aux frontières ».

M. Chirac a demandé un renforcement des effectifs de policiers, qui devraient être, selon lui, de trois mille par an pendant quatre ou cinq ans. Il a, en effet, affirmé que le nombre des gardiens de la paix avait diminué de quatre cent cinquante du 1^{er} janvier 1980 au 1^{er} janvier

1983, et que « pour avoir un gardien présent vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur la voie publique, il faut en recruter huit, en raison des congés, des maladies, des absences, de la réduction des horaires de travail et des vacances supplémentaires ».

RECTIFICATIF. - M. Michel Noir, député R.P.R., sera candidat dans le quatrième arrondissement de Lyon et non dans le cinquième comme nous l'avons écrit dans nos éditions datées du 21 janvier.

Le maire sortant d'Issy-les-Moulineaux est M. André Santini (U.D.F.) et non M. Guy Ducloux (P.C.), contrairement à ce que nous avons indiqué par erreur le 21 janvier dans l'article consacré aux contentieux qui subsistent entre le P.C. et le P.S.

Le Manhattan du Prince de Galles :
à savourer passionnément.

Piano-Bar à partir de 18 h.
Hôtel Prince de Galles (un hôtel Intercontinental) 88, avenue George-V Paris 16^e

De bons placements à court, moyen et long terme au service de l'économie.

Assurez-vous des taux élevés sur de longues périodes.

Jusqu'à 14,70 % (taux actuel) garantis pendant 9 ans.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
Banque de dépôts monégasque.
Groupe Barclays

26, boulevard d'Italie, B.P. 31/61A
MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Téléphone : (93) 50.56.46

Inscrite sur la liste des banques sous le numéro LBM 7.

Veillez m'adresser, sans engagement, la documentation Sobit.

Sobit
la banque de votre épargne depuis 25 ans.

Nom _____
Adresse _____

(Publicité)

L'ALLIANCE ÉCOLOGIQUE :

(Comité écologique pour la majorité présidentielle)

OUI A LA MAJORITE !

LE CHANGEMENT, C'EST AUSSI L'AFFAIRE DES ÉCOLOGISTES

Car la majorité est indépendante des intérêts financiers qui ont dégradé notre environnement. Elle peut donc donner la priorité à l'homme, à la protection de la santé, à la qualité de la vie, à la réduction des inégalités écologiques. Elle donne aussi de nouveaux droits au citoyen et veut reconquérir les pouvoirs confisqués par la technocratie.

- Lutte contre les accidents de la route, deux fois plus nombreux en France qu'en Angleterre, en Suède ou au Japon.
- Campagne de prévention contre les égressions qui menacent notre santé : BRUIT, POLLUTION de l'air et de l'eau, produits cancérigènes, excès de TABAC et d'ALCOOLS.
- ALIMENTATION déséquilibrée ou de mauvaise qualité, fatigue du BANLIEUSARD, épuisé par des trajets interminables.
- Protection des Français contre les RISQUES NATURELS MAJEURS : inondations, séismes...
- Reconnaissance du DROIT AU TRANSPORT.
- Réhabilitation des BANLIEUES où les gouvernements précédents et certains élus ont concentré les familles défavorisées et accumulé les nuisances.
- Adaptation du cercle de vie aux PERSONNES HANDICAPÉES...

Le premier Conseil National de l'Alliance Écologique aura lieu les 12 et 13 Février à Paris

Renseignements : **ALLIANCE ÉCOLOGIQUE, 37, rue Jean-Pierre-Timbaud - 75011 PARIS - 807-03-04.**

SAMEDI DIMANCHE

- M. Tanaka, héros et vilain des Japonais
- La dernière aventure nomade
- Quand le « bobby » dégaine

Et dans le supplément le Monde Dimanche :

- Les Français vus d'Amérique
- Les syndicalistes dans les conseils d'administrations
- 4 pages sur les programmes télévision radio de la semaine prochaine
- La page « disques » avec les critiques, les meilleures ventes et la sélection des disquaires

Une nouvelle lecture de l'actualité pour le week-end

Le samedi, le Monde change la présentation de son édition du 6^e jour pour vous proposer, pendant le week-end, une nouvelle lecture de l'actualité.

Élargir la couverture de l'information internationale, développer une réflexion de fond sur les événements marquants, présenter les rendez-vous importants de la semaine à venir, telles sont les trois idées directrices qui inspirent ce changement.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

DERNIÈRE ÉDITION

4,60 F

DIMANCHE 23 - LUNDI 24 JANVIER 1983

QUARANTIÈME ANNÉE — N° 11815

مكتبة العالم

POLITIQUE

DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Les élections régionales ne seront pas un «référendum maquillé» déclare M. Henri Emmanuelli

Les électeurs de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion sont officiellement convoqués, le dimanche 29 février, pour élire, au suffrage universel et au scrutin proportionnel, dans chacune de ces régions monodépartementales, le conseil régional, dont le président exercera désormais le pouvoir exécutif pour ce qui concerne les compétences dévolues à cette collectivité territoriale. Les déclarations de candidatures seront reçues jusqu'au 24 janvier. La campagne officielle commencera le 7 février et sera close le 19. Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM s'est rendu, mercredi 19 janvier, aux Antilles, où il séjournera près d'une semaine avant de repartir, le 27 janvier, pour la Réunion. Au cours d'une conférence de presse tenue avant son départ, M. Henri Emmanuelli a notamment déclaré : « Ces élections régionales seront, pour

les populations d'outre-mer, une occasion à saisir. Il ne s'agit pas d'une espèce de référendum maquillé sur l'appartenance ou non des départements d'outre-mer à la métropole. Mais il s'agit de poser les vrais problèmes et de savoir s'il y a des majorités nouvelles en a bien besoin. » Le secrétaire d'Etat a ajouté : « Savoir si la mobilisation pour le développement économique est effective sera, pour le gouvernement, un test plus important que le résultat des élections. »

M. Jean-Pierre Soisson, ancien secrétaire d'Etat, délégué national de l'U.D.F. aux DOM-TOM, a reproché, jeudi 20 janvier, au gouvernement, d'avoir organisé ce scrutin « dans la précipitation » car « on ne connaît pas les pouvoirs des futures assemblées ».

RÉUNION : l'unité perdue des socialistes

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — C'est un parti socialiste traumatisé qui accueillera, la semaine prochaine, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. La préparation des élections s'effectue, pour la fédération locale, dans les pires conditions, tant et si bien que quatre jours de la date limite du dépôt des candidatures, les dix premiers jours de la liste qui conduiront le député de la troisième circonscription, M. Wilfrid Bertille, et le premier secrétaire fédéral, M. Jean-Claude Fruteau, n'étaient pas arrêtés. La difficulté majeure vient du fait que les animateurs de plusieurs sections se sont regroupés au sein d'une association, baptisée Forum socialiste, qui se voulait, à sa création fin 1982, complémentaire de la fédération, et dont l'existence n'est pas négligeable, notamment au sein de la C.F.D.T. Après avoir laissé entendre qu'ils se présenteraient aux élections régionales sous leur propre étiquette, les responsables du Forum ont annoncé leur soutien à la liste de la fédération. Plusieurs places susceptibles de leur garantir un mandat de conseiller régional leur avaient été proposées.

Mais ils ont ensuite remis en cause leur participation, et ce désaccord a débouché sur la démission de deux membres du bureau fédéral. Forum socialiste a eu, ces derniers jours, des contacts avec le M.R.G., qui tente de s'implanter dans l'île et pourrait participer à une liste concurrente de celle de la fédération socialiste. Les électeurs de gauche seront également sollicités par une petite formation, le Rassemblement des socialistes et des démocrates (R.S.D.), constituée en novembre 1981 par des membres de la fédération, en désaccord sur la stratégie d'union avec le parti communiste réunionnais (P.C.R.).

Dans ce contexte, le P.C.R., qui dirige M. Paul Vergès, maire du

Port, joue la carte de la sérénité. Sa liste est connue. Le P.C.R. estime qu'il doit recueillir au moins 33 % des suffrages. L'opposition, actuellement majoritaire dans l'île, joue la carte de la stabilité et d'un certain renouveau. Une liste a été constituée avec le soutien de la quasi-totalité des maires et conseillers généraux. Elle sera conduite par le président de l'assemblée départementale, M. Auguste Legros (R.P.R.) maire de Saint-Denis, le fondateur du Front départementaliste, M. Paul Bénard, maire, conseiller général de Saint-Paul, et M. Jean-Paul Virepoulx (U.D.F.) maire et conseiller général de Saint-André.

Une des inconnues de la compétition réside dans le score que réalisera une autre liste d'opposition : celle de l'Union nouvelle dans l'intérêt de la Réunion, qui, sera emmenée par l'ancien président du conseil général et ancien député, le giscardien Pierre Lagourgue ; celui-ci s'est entouré essentiellement de représentants des milieux économiques et sociaux, en particulier l'ancien président de la chambre de commerce, M. Charles Isautier, et son successeur, M. Jacques Caillaud, secrétaire général de l'Union paysanne.

HUBERT BRUYÈRE.

Guadeloupe

M^{me} MICHAUX-CHEVRY A LA TÊTE DE L'OPPOSITION

(Correspondance.)

Guadeloupe. — La récente visite de M. Jean-Pierre Soisson, ancien secrétaire d'Etat, délégué de l'U.D.F. aux DOM-TOM, a convaincu les giscardiens et les modérés de participer à une liste commune de l'opposition conduite par le président du conseil général, M^{me} Lucette Michaux-Chevry (mod.), et dans laquelle figureront le secrétaire général du R.P.R., M. José Moustache, ancien député, et le député de la première circonscription, M. Marcel Estrada (app. U.D.F.).

La liste du P.S. sera conduite par le député de la deuxième circonscription, M. Frédéric Jaton, maire des Abymes. Le sénateur socialiste du département, M. Georges Dagnia, n'y figure pas.

La liste du parti communiste guadeloupéen (P.C.G.) sera dirigée par le maire de Basse-Terre, M. Jérôme Cléry, qui aura à ses côtés le maire de Pointe-à-Pitre, M. Henri Bangou, et le député de la première circonscription, M. Ernest Moutoussamy.

GUYANE : zizanie dans l'opposition

De notre correspondant

Cayenne. — Pour le moment, trois listes sont en voie de constitution. La gauche sera essentiellement représentée par la liste du parti socialiste guyanais (P.S.G.), autonomiste, dont le leader n'a pas encore été désigné. L'opposition est en proie à quelques zizanie. Le R.P.R. et l'U.D.F. ont engagé des négociations pour l'établissement d'un « front de l'opposition ». Il est acquis que celui-ci sera conduit par le « patron » du R.P.R., M. Paulin Bruné, conseiller général, mais ces discussions suscitent diverses réactions internes. Le président départemental de l'U.D.F., M. Raymond Libri, s'est démis, mardi 18 janvier, de cette fonction pour protester contre le fait que la direction nationale de l'U.D.F. ait confié le soin de mener les négociations avec le R.P.R. à l'ancien président du conseil général, M. Hoa-Chuck, président du Parti du progrès guyanais (P.P.G.). En outre, ce « front de

l'opposition » ne comprend pas les membres du Rassemblement pour la défense de la Guyane (R.D.G.), avec lequel le délégué régional de l'U.D.F., M. Jean-Claude Montgésie, avait pourtant signé, en juillet dernier, une convention sur les problèmes de développement.

La troisième liste officiellement annoncée sera celle d'un nouveau mouvement : l'Union démocratique-promotion Guyane (U.D.P.G.), association créée par un fonctionnaire, M. Jean-Serge Gérante, directeur de l'imprimerie départementale, qui se déclare d'accord avec la politique du gouvernement « tant qu'elle est positive pour les Guyanais » mais affirme son centrisme. Cette liste sera composée de professionnels et proposera aux électeurs de « dépasser les rivalités de clan pour se regrouper autour d'un plan de développement ».

EDMOND FRÉDÉRIC.

MARTINIQUE : la gauche en ordre dispersé

De notre correspondant

Fort-de-France. — La gauche martiniquaise ira à l'élection régionale en ordre dispersé. Chacune des trois formations qui soutiennent le gouvernement — le parti progressiste martiniquais (P.P.M.), la fédération socialiste et le parti communiste martiniquais (P.C.M.), dont le soutien à la politique menée depuis mai 1981 est toutefois très critique — présentera sa propre liste. Celle du P.P.M. sera conduite par le maire de Fort-de-France, M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste ; celle du P.S. le sera par M. Casimir Brangidor, maire de La Trinité, conseiller général, et celle du P.C.M. par M. Georges Gratiat, maire du Lamentin, conseiller général.

Faute d'avoir pu s'entendre sur un programme de « gouvernement » au cas où ils obtiendraient la majorité au sein du futur conseil régional, ces trois partis ont adopté une déclaration dans laquelle ils se déclarent prêts à établir un contrat de majorité définissant « les bases d'une coopération effective de la gauche » et s'engageant à proposer ensemble un projet de développement écono-

mique, de progrès social et de formation culturelle qui « garantisse que la Martinique cesse d'être une terre de consommation ».

L'extrême gauche est elle aussi désunie. Combat ouvrier (trotskiste), le groupe Révolution socialiste et le Mouvement pour l'indépendance de la Martinique ont constaté leur désaccord et décidé de présenter chacun sa liste, sans grand espoir, pour aucun d'eux, de franchir la barre de 5 % des suffrages exprimés requise pour participer à la répartition des sièges.

En revanche, la droite présentera une liste unique conduite par M. Michel Renard (R.P.R.), maire du Marigot, dont le tempérament impétueux, parfois violent, continue de provoquer des remous parmi les militants locaux du mouvement élargi. Le choix de M. Renard a été éternisé à la fois par M. Didier Julia, délégué national du R.P.R. aux DOM, et au nom de l'U.D.F., par M. Jean-Pierre Soisson, ancien secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

FIRMIN RENÉVILLE.

DU
samedi 22 Janvier
au Lundi 31 Janvier
INCLUS

SOLDES DES FOURRURES DU NORD

Que des affaires extraordinaires!!

MANTEAUX

		SOLDÉS
Rat d'Amérique	8 250 F	6 350 F
Murmel	4 350 F	3 450 F
Queue de Vison	7 650 F	5 850 F
Weasel	8 450 F	5 250 F
Marmotte Canada	15 650 F	11 850 F
Zorinos	6 750 F	4 850 F
Castor rasé	11 750 F	8 250 F
Opossum d'Amérique	4 850 F	3 750 F
Astrakan pleines peaux	5 450 F	4 250 F
Chevrette	3 650 F	2 850 F
Lapin Castorette	2 450 F	1 850 F
Ragondin	8 750 F	6 850 F
Kid gris	3 850 F	2 750 F
Pahmi	6 850 F	5 350 F
Patte d'Astrakan col agneau Toscane	2 850 F	1 750 F
Vison dark	14 850 F	11 450 F
Vison dark allongé	18 350 F	14 250 F
Vison ranch	20 250 F	15 650 F
Vison pastel	22 350 F	17 250 F

VESTES

		SOLDÉS
Renard bleu	4 650 F	3 250 F
Vison dark	10 850 F	8 450 F
Lapin de Chine	480 F	370 F
Chevrette	2 350 F	1 650 F
Murmel	3 250 F	2 650 F
Renard roux	10 500 F	7 850 F
Chacal	2 350 F	1 950 F
Chat d'Asie	1 650 F	1 250 F
Ragondin	5 450 F	3 950 F
Renard lustré noir	4 350 F	3 250 F
Chevrette marron	1 650 F	1 250 F
Vison dark mille raies	8 650 F	6 850 F

PELISSES

		SOLDÉS
Intérieur Lapin morceaux	1 850 F	1 350 F
Intérieur flancs de Marmotte	2 650 F	1 850 F

CREDIT GRATUIT 12 MOIS

115,117,119
rue La Fayette
PARIS 10^e



100
Av. Paul Doumer
PARIS 16^e

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

EXPRESSION ORALE

MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement
COURS LE FEAL
387 25 01
123 30, rue des Dames Paris 17^e

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE CINÉMA

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (50 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-6^e
Téléphone 06 401 : 707-85-84

FAITS ET JUGEMENTS

Dans l'Oise

UN GENDARME SOUPÇONNÉ DE MEURTRE DÉCLARÉ IRRRESPONSABLE

Une ordonnance de non-lieu a été rendue vendredi 14 janvier en faveur de M. Alain Lamare, vingt-sept ans, ancien gendarme du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (P.S.I.G.) de Chantilly (Oise). Alain Lamare arrêté en avril 1979 pour le meurtre d'une jeune femme, trois autres tentatives de meurtre, une quarantaine d'agressions à main armée (le Monde du 10 avril 1979), détena depuis cette époque pour ces faits qu'il avait reconnus, e été, au terme d'une série d'expertises et de contre-expertises, psychiatriques, reconnus irresponsable en raison de son état mental.

Il échappera donc à la cour d'assises et sera interné dans un établissement psychiatrique militaire, sauf si les parties civiles obtiennent de la cour d'appel d'Amiens la remise en cause de cette ordonnance de non-lieu. L'une de ces parties civiles, M^{me} Carine Grosjean, victime d'une tentative de meurtre, a d'ailleurs chargé son conseil, M^{re} Vasil Kuzniak d'intenter appel en ce sens.

Le propriétaire d'un café de Bastia, M. Paul Agostini, âgé de quarante-cinq ans, a été inculpé et écroué, mercredi 19 janvier, pour avoir inculpé et menacé des passants, en brandissant une arme à feu. Très énervé, M. Agostini, sur le pas de sa porte, affirmait qu'il appartenait au SAC (Service d'action civique) et qu'il allait s'en prendre au Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.). Il a été maltraité avec difficulté par des gardiens de la paix et inculpé de « violences et voies de fait sur agents de la force publique et infraction à la législation sur les armes ».

M. JEAN LEGUAY A ÉTÉ ENTENDU PAR LE JUGE D'INSTRUCTION

L'ancien délégué en zone occupée du secrétaire général à la police du gouvernement de Vichy, M. Jean Leguay, soixante-trois ans, a été interrogé mardi 18 janvier pour la première fois pendant près de trois heures par M^{re} Martine Anzani, juge d'instruction, qui l'avait inculpé de crimes contre l'humanité le 12 mars 1979. Cette inculpation a pour origine la plainte déposée contre lui par M^{re} Serge Karsfeld, au nom de trente parents proches de juifs morts en déportation après avoir été arrêtés au cours de refuges à Paris, notamment celle du Vel d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942, au cours de laquelle la police française arrêta 128 845 juifs (le Monde du 28 octobre 1982).

Après l'incendie de Val-d'Isère. — Un jeune homme de vingt-neuf ans, M. Michel Clouet, auteur présumé de l'incendie de l'hôtel la Savoyarde, à Val-d'Isère (Savoie), dans lequel deux jeunes femmes de ménage portagaises ont péri, lundi 17 janvier, a été inculpé, mercredi 19 janvier, d'« incendie volontaire ayant entraîné la mort » et écroué à la maison d'arrêt de Chambéry (le Monde du 18 janvier).

D'autre part, le directeur de l'hôtel, M. Jean-François Marie, trente ans, et la gérante, M^{me} Dominique Morris, cinquante-deux ans, ont été inculpés d'homicide involontaire et placés sous contrôle judiciaire pour avoir contrevenu aux règles de sécurité dans leur établissement.

M. Clouet, plongeur à l'hôtel, y aurait mis le feu parce que, selon ses aveux, il avait été pris d'une soudaine crise de désespoir et avait tenté de se supprimer par le feu.

SPORTS

LE CINQUIÈME RALLYE PARIS-ALGER-DAKAR

Victoire confirmée de Jacky Ickx malgré une réclamation

Malgré la réclamation de Pierre Fougereux (Toyota), qui reprochait à l'équipage Jacky Ickx-Claude Brasseur (Mercedes) d'avoir utilisé des pièces de la voiture de son camarade d'écurie Jean-Pierre Jausse, la victoire du champion belge et de l'acteur français dans le cinquième Rallye Paris-Alger-Dakar a été confirmée, jeudi 20 janvier, par le jury des commissaires.

André Trossat-Eric Briavoies (Lada) ont pris la deuxième place, et Pierre Lartigue-Patrick Destailats (Range Rover) se sont classés à la troisième place. René Metge-Alain Gillot (Range Rover) en revanche, troisièmes sur le terrain, ont été mis hors course pour absence de marquage officiel sur le pont avant de leur véhicule.

Vainqueurs l'an dernier, les frères Bernard et Claude Marreau (Renault-18) ont terminé cette fois à la neuvième place, après avoir ga-

gné la dernière épreuve spéciale Tougoune-Dakar.

Dans la catégorie des motos, Hubert Auriol (B.M.W.) a gagné l'épreuve pour la deuxième fois devant Patrick Drobegq (Honda). Marc Jaineau (Suzuki), Olivier Kirkpatrick et Serge Bacou (Yamaha).

FOOTBALL

LE BRÉSILIEN GARRINCHA EST MORT

Le joueur de football Garrincha, champion du monde en 1958 et en 1960 avec l'équipe du Brésil, est mort jeudi 20 janvier, à Rio de Janeiro, à l'âge de quarante-neuf ans, victime, semble-t-il, d'une crise d'éthylisme.

Considéré comme le meilleur ailier droit de tous les temps, il avait - avec Pelé et Didi - contribué aux victoires du Brésil en Coupe du monde.

De son vrai nom Manuel Francisco dos Santos, « Garrincha », petit oiseau de la faune brésilienne, est mort après avoir sombré dans la misère et l'alcoolisme. Il avait fait six séjours à l'hôpital au cours des deux dernières années.

Dès 1964, ce fut pour Garrincha le début d'une sombre période. Après avoir connu des ennemis de santé avec ses genoux - entorses, épanchements de synovie - il fut écarté de l'équipe nationale et en éprouva une grande déception, qu'il commença à noyer dans l'alcool : sa vie privée en fut perturbée au point qu'il quitta sa femme et ses huit enfants pour vivre avec une chanteuse de cabaret.

Tennis

L'AVENIR DE BORG

New-York. — Bjorn Borg aurait décidé de ne pas reprendre la compétition, comme il devait normalement le faire cette saison après huit mois d'interruption forcée. La champion suédois l'aurait fait savoir à un de ses commanditaires, italien, en renonçant à renouveler un contrat qui arrivait à expiration. La nouvelle serait annoncée officiellement le 1^{er} février lors d'une conférence de presse à New-York. Toutefois, les autres commanditaires de l'ancien numéro un mondial n'ont pas confirmé cette information. — A. G.

SCIENCES

La particule « W »

(Suite de la première page.)

Mais elle a été explicitement prévue par l'Américain Steven Weinberg et le Pakistanais Abdus Salam (1). Ce modèle de Weinberg-Salam indiquait l'ordre de la masse du « W » et du « Z », et montrait que leur création serait possible avec des accélérateurs un peu plus puissants que ceux dont on disposait à l'époque. Les perfectionnements qu'a connus ce modèle et les confirmations expérimentales qu'il a déjà reçues, auront en fine bouleversé le physique des particules en convainquant les expérimentateurs que l'avenir était dans l'étude des interactions faibles. Les accélérateurs de l'avenir, en particulier les gigantesques anneaux de collisions entre électrons et positrons (LEP) qui va être construit au CERN, sont principalement destinés à l'étude du « Z » et du « W ».

L'œuvre d'une centaine de physiciens

La décision de construire le LEP était un pari, puisque ces particules n'avaient pas été découvertes. Mais on savait déjà qu'il ne s'agit pas nécessairement d'attendre sa mise en service, à la fin de l'actuelle décennie, pour être fixé. Depuis plusieurs années, le CERN a entrepris de transformer son principal accélérateur de protons, le S.P.S., en un anneau de collisions, par l'injection d'antiprotons tournant en sens inverse des protons (le Monde du 11 mars 1981). L'énergie disponible dans les chocs s'est révélée suffisante pour créer le « W » et le « Z ».

Encore fallait-il qu'il y ait suffisamment de chocs - car la probabilité de création de ces particules est fai-

ble - et qu'il soit possible de les identifier. La réalisation de la première condition est à l'actif des ingénieurs du CERN, qui ont inventé un mécanisme original de stockage des antiprotons, puis qui ont, peu à peu, appris à les faire entrer et circuler dans le S.P.S. Celle de la seconde fut l'œuvre de quelque cent physiciens appartenant à onze laboratoires qui forment le groupe UA1, le groupe UA2, de taille moitié moindre, construisant en parallèle un second détecteur (2).

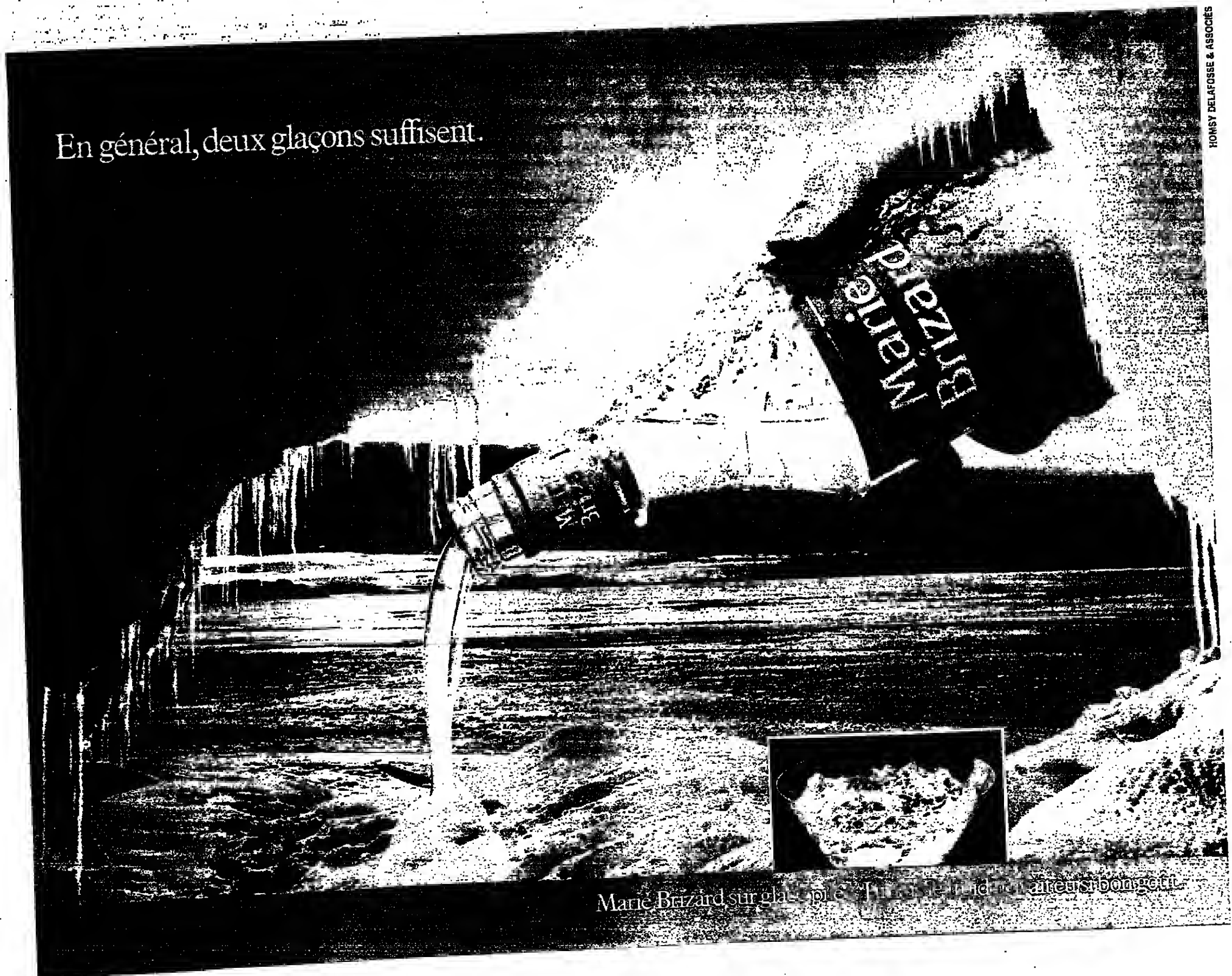
Le détecteur d'UA1 a, pour partie centrale, un cylindre de 6 mètres de long et de 1,3 mètre de diamètre, entouré d'un gros système de mesure de l'énergie, le tout placé dans le champ magnétique d'un gigantesque aimant. On est loin des expériences du début du siècle, quand Becquerel, les Curie et Rutherford analysaient l'étrange rayonnement issu de l'uranium et du radium et le subdivisaient en trois catégories qu'ils nommèrent alpha, bêta et gamma. Et, pourtant, la rayonnement bêta était la première manifestation de ce qu'on ne savait pas encore être la particule « W ».

MAURICE ARVONNY.

(1) Ces travaux s'appuyaient sur ceux d'un autre Américain, Sheldon Glashow. Tous trois ont reçu le prix Nobel de physique en 1979.

(2) Les groupes participant à UA1 appartiennent à des laboratoires d'Aix-la-Chapelle, d'Amesbury, de Birmingham, de Cambridge, du CERN, de Londres, de Paris (Collège de France), de Riverside, de Rome, de Saclay, de Vienne. Participent à UA2 des physiciens de Berne, du CERN, de Copenhague, d'Orsay, de Pavie et de Saclay.

En général, deux glaçons suffisent.



HONST DELAFOSSE & ASSOCIÉS

Marie Brizard sur glace, plus de 100 parfums bonbons

Handwritten signature or stamp.

MÉDECINE

EN COURS DE NÉGOCIATION

Un accord entre la C.G.R. et un groupe américain pourrait compromettre l'avenir de l'industrie biomédicale française

Des discussions ont lieu actuellement à Paris entre les représentants des groupes américains Johnson and Johnson et le groupe public français Thomson. Ils ont pour objet de définir les conditions d'un accord entre les filiales spécialisées dans l'industrie biomédicale de ces deux groupes : la société Technicare et la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.). Alors qu'un accord consistant en un partage des lignes de produits et des secteurs géographiques de commercialisation semblait avoir été trouvé, les négociations actuelles s'engagent dans un climat difficile. Elles battraient notamment sur des conditions imposées par le ministère de la recherche

et de l'industrie. Compte tenu des difficultés financières de la C.G.R. (entre 500 et 600 millions de francs de déficit en 1982 pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards), des alliances avec des firmes concurrentes semblent indispensables. Certaines solutions envisagées, notamment l'accord avec Technicare, causent actuellement une vive émotion dans les milieux médicaux et scientifiques concernés, comme en témoigne un communiqué signé par un groupe de médecins et de chercheurs constitué de quelques-uns des principaux spécialistes français de radiologie et de biophysique.

sonnes serait maintenue outre-Atlantique. Cet accord ne serait assorti d'aucune transaction financière.

« Le début de la fin » ?

Pour la direction actuelle de la C.G.R., il s'agit d'un plan indispensable de « rationalisation technique ». Pour certains observateurs, au contraire, il faut bien voir dans ce dispositif « le début de la fin » de la

L'appel des médecins aux pouvoirs publics

Dans un communiqué rendu public le 20 janvier, un groupe de médecins (1) spécialistes de radiologie et de biophysique estime que « les milieux médicaux sont légitimement préoccupés par certaines des solutions qui sembleraient être envisagées et qui amèneraient la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.) à passer sous le contrôle de sociétés étrangères ». « Ceci, poursuivent-ils, serait très grave pour la médecine française, tout particulièrement pour l'imagerie, la radiothérapie et la recherche médicale (...). Si les centres de décision des sociétés qui fabriquent le matériel utilisé dans tous les domaines se trouvent en dehors de France et à fortiori si leurs équipes de recherche et centres de recherche ne sont pas situés en France (...), il en résultera inévitablement un handicap d'une très grande activité pour tous ces secteurs de la vie médicale française. Or ce secteur est très important à la fois sur le plan technologique et sur le plan de la balance commerciale française. De plus, la C.G.R. fabrique encore une gamme de produits très compétitifs ».

Les signataires déclarent « vouloir attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'urgence des décisions à prendre ». Ils estiment qu'il est nécessaire qu'il existe en France une société ayant une taille suffisante pour

construire du matériel radiologique, d'instrumentation médicale et d'imagerie de haute qualité, autour de laquelle seraient réunis tous les laboratoires de recherche qui sont nécessaires à une telle fin. « Il est indispensable, concluent-ils, que dans le domaine de la résonance magnétique nucléaire comme dans celui de la médecine nucléaire et de la radiothérapie, la France soit présente sous peine de devenir une puissance technologique de second rang dans le domaine de la santé, sous peine d'obliger la médecine française à adapter, avec les plus grandes difficultés, des appareils conçus hors de France aux besoins spécifiques du médecin et du malade français ».

(1) Ce communiqué est signé par les professeurs Maurice Tubiana (Institut Gustave-Roussy), Claude Kellerauer (centre Frédéric-Joliot-Curie), A. Desgrès (C.H.U. Paris-Sud), Dutreix (Institut Gustave-Roussy), Alain Langer (Hôpital Tenon, Paris) et Fernand (Cochin), par M^{me} A. Dutreix (Institut Gustave-Roussy) et F. Soussaline (C.E.A.) et par MM. J. Chavaudra (Institut Gustave-Roussy), R. Di Paola (INSERM, Institut national de la santé et de la recherche médicale), E. Kaba (INSERM), A. Bettecoeur (C.N.R.S.) et J.-P. Bazin (INSERM).

et de la médecine nucléaire. Elle conserverait, en revanche, le leadership pour la radiologie conventionnelle et la radiologie numérisée (informatisée). Côté commercial, la firme française abandonnerait ses réseaux de distribution d'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada), d'Afrique du Sud et ceux de l'ensemble des pays bordés par l'océan Indien. Elle conserverait le reste de son réseau essentiellement européen. Les matériels des lignes de produits mises en commun seraient commercialisés sous une seule marque : celle du distributeur. Une antenne française d'environ soixante-dix per-

sonnes serait maintenue outre-Atlantique. Cet accord ne serait assorti d'aucune transaction financière.

Deux points particuliers ont vivement ému : l'abandon du leadership en R.M.N. et celui du réseau de distribution américain. La R.M.N. représente, de l'avis général, l'une des principales techniques d'avenir pour l'exploration diagnostique de l'organisme humain ; à moyen terme, elle est appelée à supplanter le scanner. Technicare possède dans ce domaine une avance incontestable et des matériels déjà commercialisés. En revanche, si la C.G.R. s'est engagée dans des travaux de recherche et de développement, elle accuse déjà un retard important en ce qui concerne les sommes investies (30 millions de francs en 1982, selon la direction).

L'accord projeté n'a, en définitive, qu'un avantage : permettre à la firme française de simplifier rapidement sur les « sites clés » hospitaliers européens où les équipes médicales spécialisées attendent avec impatience les premières générations d'appareils. La création d'un leadership américain sur la R.M.N. condamne, en revanche, tout travail national à venir dans ce domaine. Le tableau est d'autant plus sombre qu'à cet abandon vient s'ajouter celui du réseau de distribution américain, véritable marché-phare (plus de la moitié du marché mondial de

DORIAN GUY
chemisier, habilleur
56, avenue George-V

SOLDES

AFFAIRES EXCEPTIONNELLES

du samedi 22 janvier au samedi 5 février

Tous les articles soldés présentés à la vente ont subi une démarque de 20% minimum

de 9 h à 19 h

ROBLLOT S.A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

CARNET

Mariages

M. et M^{me} Sion MAREK.
M. et M^{me} Dominique LEFEBVRE.
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,
Karine et Jérôme,
le 22 janvier 1983.
38000 Grenoble.
38420 Miranville.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Brunoy, le 19 janvier 1983, de

M^{me} René GLACHANT,
née Noëlle Caré.

De la part de ses frères et sœurs,
M. et M^{me} Paul Caré,
M^{me} Sacha Glachant,
M. et M^{me} Jean Caré,
M^{me} Henri Hardy, ses neveux et nièces,
Caré de Geluy, Levrat, Balas,
Glachant, Haywood, Perrin,
Caré, Imbert, Ségué-Caré, Varin,
Hardy, Servantie, Mevel,
leurs enfants et petits-enfants,
Des familles
Cagnat, Nicaul, Tenant,
Martin, Mervin, Failliot et Thauray.
La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 22 janvier 1983 en l'église Saint-Médard de Brunoy, à 9 h 15.
Cet avis tient lieu de faire-part.

« La Brégaillon »
13, rue du Réveil,
91800 Brunoy.

FRANK MARGERIN
signera son nouvel album
RADIO LUCIEN
(Ed. Les Humanoïdes Associées)
Le SAMEDI 22 JANVIER 1983
à partir de 18 heures
à la LIBRAIRIE FLAMMARION
PALAIS DES CONGRES - Porte Maillot
PARIS (17) - 75016-31

La définition d'une nouvelle politique de lutte contre le cancer

Un groupe de travail va remettre à M. Ralitte une série de propositions concrètes

M. Jack Ralitte, ministre de la santé, a ouvert ce vendredi 21 janvier au siège de l'UNESCO, à Paris, la journée de synthèse de la concertation nationale sur le cancer, en présence de M. McBow, directeur général de l'UNESCO.

De nombreuses personnalités devaient s'exprimer au cours de cette journée au nom de diverses institutions et organisations nationales et internationales.

Outre le ministre de la santé, plusieurs membres du gouvernement devaient prendre la parole au terme de cette journée, qui sera suivie, dans quelques jours, d'une soirée télévisée consacrée au cancer et à

laquelle participeraient MM. François Mitterrand et Jack Ralitte.

L'objectif de cette concertation est la définition d'une nouvelle politique de santé en matière de cancérologie. Un groupe de travail composé des principaux animateurs et dirigé par le docteur Jean-Claude Salomon remettra prochainement au ministre de la santé une série de propositions concrètes. Nous publions ici les points principaux des rapports de synthèse des différents thèmes retenus par cette concertation, qualifiée par M. Ralitte de « première dans le domaine de la santé ».

LA FORMATION DES SOIGNANTS

Il apparaît qu'aucune des différentes catégories de soignants ne s'estime satisfaite de sa formation (le Monde du 28 décembre 1982). Pour les médecins, il est nécessaire d'harmoniser en quantité et en qualité leur formation en cancérologie. Il s'agit d'une urgence si l'on veut élargir les chances de guérison des cancéreux. Il est notamment proposé « la création de services de formation pluridirectionnelle dans chaque établissement tournés vers le personnel hospitalier médical et non médical, les médecins de ville, le public fréquentant l'hôpital et le grand public. L'information devrait être transmise, au-delà des personnels de santé, aux enseignants de sciences naturelles et aux hygiénistes ».

IMAGES, MYTHES ET MORALE

L'accent est mis sur la nécessité de mener à bien des recherches en sciences humaines et sociales. Selon les rapporteurs, qui rappellent que « les représentations sociales du cancer ont eu et continuent d'avoir des incidences très importantes sur la politique de lutte contre le cancer, et notamment sur la place privilégiée accordée au développement des dispositifs de recherches et de soins », l'exemple du cancer semble tout à fait pertinent pour analyser comment s'élabore le savoir médical, comment il s'enrichit dans les systèmes de représentation d'une époque, c'est-à-dire comment, tout à la fois, il l'influence et s'en trouve influencé ».

INÉGALITÉS DES RISQUES

L'effort épidémiologique destiné à évaluer le risque cancérogène de certaines professions (3 à 5 % des nouveaux cas sont des cancers professionnels) a été jusqu'à présent presque nul. Si l'accent est mis sur le tabac et l'alcool, l'amiante et les poussières de bois ont été reconnus comme « dangereux » qu'après de « longues controverses » et « d'après l'avis des spécialistes ». Accroître les connaissances des risques industriels, modifier les conditions de travail, sont les principaux axes définis, accompagnés de diverses suggestions comme, par exemple, la création d'un carnet de santé des travailleurs et la nécessité de rendre plus indépendants de leurs employeurs les médecins du travail.

INSTITUTIONS ET STRUCTURES DE LUTTE

La principale question d'actualité est celle du statut des centres de lutte contre le cancer. Une large majorité s'est dégagée sur ce point en faveur du maintien du statut actuel, qui pourrait néanmoins être modifié, compte tenu de certaines critiques qui ont été formulées : insuffisance de l'effectif dans la direction de ces centres, coordination insuffisante entre eux et mauvaise définition des buts et des moyens de la recherche. Plusieurs propositions sont faites : renforcement de la représentation du conseil d'administration et du comité technique, statut national des médecins de centres de lutte contre le cancer. La création de départements de cancérologie est souhaitée, en même temps que la redéfinition de la place des hôpitaux publics et des cliniques privées dans la lutte contre le cancer. Des formules de coordination entre tous ces établissements sont proposées, notamment à l'échelon régional.

LES « MÉDECINES PARALLÈLES »

Il est proposé que la concertation nationale soit suivie d'un échange durable avec les « interlocuteurs valables » sur l'initiative des pouvoirs publics. La mission du groupe de travail serait de favoriser les expérimentations des produits les plus utilement prescrits par les « médecins parallèles », de favoriser l'acceptation de la validité des tests divers auxquels est attachée une valeur diagnostique et de recenser et d'analyser les « cas ou prétendus cas » d'amélioration durable et de guérison de cancers histologiquement prouvés. Des contacts « assés encourageants » ont, dans ce domaine, été pris avec l'industrie pharmaceutique (le Monde des 19-20 décembre 1982 et 5 janvier 1983).

LE MOUVEMENT ASSOCIATIF

La création d'associations de malades ou d'aide aux malades doit être encouragée. Le système actuel des aides et des subventions, qui, par le volume financier qu'il représente, est d'une grande importance, profite à la fois à l'Etat et aux associations. Une coordination des moyens s'impose d'urgence entre l'Etat et les associations (de collectes, d'aide et de solidarité, de consommateurs). Il est proposé la création d'une commission entre les différents partenaires, réunissant sous les auspices des pouvoirs publics, tout en rappelant la nécessité de conserver au système une « très grande souplesse ».

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Concernant la circulation de l'information, il y a « une exigence d'un contrôle sur l'information scientifique et de rejet du sensationnalisme qui doit être un objectif privilégié de la presse médicale française ». L'établissement d'une coopération permanente entre les centres de lutte contre le cancer et les pays en voie de développement est proposé. Il est demandé au gouvernement français de mettre en œuvre, en particulier grâce à la Communauté économique européenne, les moyens nécessaires pour subventionner la recherche européenne et la modification de la législation française dans le sens d'une libéralisation de l'accès aux dossiers médicaux pour des raisons scientifiques.

REINTEGRATION, VIVRE COMME AVANT

Il est demandé le remboursement de tout le matériel et des médicaments nécessaires pour la réinsertion des malades cancéreux. L'harmonisation des taux de remboursement ainsi qu'un élargissement de la gamme des prothèses mammaires. Pour la réinsertion sociale, sont notamment demandés plusieurs modifications d'articles du code de la santé publique et du code du travail, des modifications dans les surprises demandées par les compagnies d'assurance ainsi que le développement de l'hospitalisation à domicile.

CHANCES INÉGALES DANS LA MALADIE

Les inégalités de l'accès aux soins pourraient être réduites par l'information et l'éducation sanitaire des Français. Le rôle des médecins généralistes est estimé « capital ». Les différents filières de soins, publiques ou privées, ne doivent pas être placées en situation de concurrence.

LA RECHERCHE

Les souhaits formulés de la création d'un Institut national du cancer est rappelé. Cet institut devrait notamment leur compte de l'existence indépendante de grands organismes comme le C.N.R.S., l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et des associations privées.

LE DÉPISTAGE

La nécessité de développer le dépistage est soulignée en même temps que les limites pratiques de ce dernier, puisqu'il n'est pas prouvé que le niveau de santé de la population ait été sensiblement amélioré par le dépistage.

J.-Y. N.

Les obsèques sont célébrées à Sainte-Suzanne (Doubs) ce vendredi 21 janvier 1983, à 15 heures.

Réunion à l'église protestante.

M^{me} Paul Pérez,
M^{me} Michel Pérez,
M. et M^{me} Jean-Marie Lecacheur
et leurs enfants,
M^{me} Yvonne Hagège,
M. Henry Pérez,
M. et M^{me} Marcel Pérez,
M^{me} Suzanne Pérez,
font part de décès de

M. Paul PÉREZ,

survenu le 18 janvier 1983 à Marseille.

34, rue de Lozano, 13005 Marseille.

M^{me} Jacques Uzan et sa fille

Martine.

Les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès

brutal, à l'âge de leur décès,

de leur fils aîné,

Les prières du mois auront lieu le

samedi 22 janvier, à 11 h 30, à Saint-

Georges.

La famille ne reçoit pas.

9, avenue des Chasseurs, 75017 Paris.

Remerciements

M^{me} Georges Fouilleron,

et ses enfants,

tous touchés des marques de sympathie

qui leur ont été témoignées en montrant

de

M. Georges FOUILLERON,

adressent leurs sincères remerciements.

Saint-Jovis, Mougès, Nica,

M^{me} Lucien Mugnier-Pollet,

M^{me} et M. Gérard Castelli,

M. Bruno Mugnier-Pollet,

M. Joseph Mugnier-Pollet,

tous touchés par les marques de sympathie

et d'amitié que vous leur avez

témoignées lors du décès, le 1^{er} janvier

1983, de

M. Lucien MUGNIER-POLLET,

vous prie de leur adresser l'expression

de leur profonde reconnaissance,

leurs sincères remerciements.

Dans l'impossibilité de répondre à

toutes les marques d'affection et d'amitié

qui leur ont été témoignées lors du

décès de

M^{me} René THOMAS,

M. René Thomas et ses enfants prient

chaque de trouver ici l'expression de

leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

A l'occasion du cinquantième anniversaire

de la mort de

professeur Yves COUTEL,

une messe de souvenir sera célébrée le

dimanche 23 janvier, à 11 heures, en

l'église Saint-Germain à Rennes (Ille-

et-Vilaine).

Messes anniversaires

Pour le vingt-cinquième anniversaire

de la création des groupes Rencon-

tres, une messe sera célébrée le mardi

25 janvier 1983, à 18 h 30, par le Père

Toussaint, aumônier de l'enseignement

supérieur militaire, en la chapelle de

l'école militaire, 19, place Joffre,

Paris-7^e. Elle sera consacrée à la

mémoire de tous fondateurs disparus.

Le général

Charles VEN BEEMERSCH

et

André CLAVE,

sont qu'à cette des animateurs, et des

membres de l'association qui l'ont quit-

té pour toujours.

Les groupes Renconcores.

63, rue Haüy, 75014 Paris.

Avais

On nous prie d'insérer l'avis sui-

vant : une jeune fille, née Ros-

Champony, dite Christine, fille de

M. Ros Samit, décédée, recherche sa

mère, dont elle ignore l'identité. La

mère de celle-ci, ou toute personne la

connaissant, est priée de contacter

M. Léon Mith, 12, allée des Peupliers,

54420 Saintures-lès-Nancy.

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

PENTES DOUCES

Isola n'a plus peur d'être à 2000 mètres

ISOLA-2000 revient de loin. Il n'est que de voir la mauvaise réputation que cette station de sports d'hiver des Alpes-Maritimes traîne encore derrière elle ! Alors que vous rentrez de cette haute vallée où l'on skie sans problème, on vous demande si votre séjour n'a pas été gâché par l'absence de neige. On vous répète à l'envi qu'une radio fait état de difficultés routières importantes entre Nice et ces pistes en raison de la météo. Pourtant la route est sèche... Alors ?

Pour expliquer qu'Isola-2000 donne tant de prises à la calomnie, il convient de remonter à 1971, année de sa naissance et du début de ses succès. Ce sont les Britanniques du groupe Bernard Stanley Investment Trust Limited (B.S.I.T.), qui avaient obtenu les autorisations nécessaires pour planter 180 000 mètres carrés de béton dans le valon du Chastillon à 1 998 mètres d'altitude, juste au

dessus de la vallée de la Tinée. Ils avaient dans l'idée de construire, de vendre vite et de prendre un bénéfice d'autant plus confortable que la promotion était menée de façon tapageuse. Même le prince Charles d'Angleterre y aura contribué en venant têter de cette neige méditerranéenne.

La montagne en décidant autrement. Un mois après son inauguration, la station Isola-2000 s'est trouvée retranchée du reste du monde pendant cinq semaines. Les avalanches, aussi traditionnelles qu'énormes, avaient coupé le téléphérique et la route.

Ah ! Cette route ! 17 kilomètres de goudron qui se tordent sur eux-mêmes pour gagner les alpages à 1 388 mètres plus haut. 17 kilomètres qui auront coûté 40 millions de francs. 17 kilomètres qui seront coupés périodiquement par les intempéries. Jusqu'à ce que les aménagements finissent par tapisser la vallée d'un entrelacs de routes, de tunnels plutôt ahurissants, mais qui a le mérite d'éviter les coulées de neige. Depuis 1977, la durée des entraves à la circulation n'excède plus six heures. Trop tard pour rectifier l'image de marque Isola isolée.

Tout à leurs habitudes de promoteurs d'immobiliers « des plaines », les Anglais s'étaient imaginés que la vente immobilière en résidence secondaire était la meilleure formule pour récupérer leur mise de fond. Malheureusement ils ont découvert le pas, ce faisant, aux stations pyrénéennes dont les volets s'ouvrent

seulement durant les week-ends et aux vacances scolaires. Stations inévitablement déficitaires. Le résultat ne s'est pas fait attendre : pendant les huit ans où B.S.I.T. en a assuré la gestion, Isola-2000 a enregistré un déficit moyen de 7,6 millions par an.

Autre erreur de la société britannique : la même organisation administrative, les trois hôtels et les commerces de la station. En l'absence de concurrence et de motivation, la « fonctionnarisation » des personnels aboutit à une non moins inévitable dégradation du service rendu aux vacanciers.

Tous les témoignages concordent : hormis dans le domaine des remontées mécaniques, Isola-2000 allait à vau-l'eau. Et le récit de Ziad Takieddine, aujourd'hui directeur général de la station, ne semble pas trop misérabiliste : « En mars 1979, peu avant que notre groupe, la société internationale pour l'aménagement et le développement foncier (S.A.D.F.) de Beyrouth rachète la station, j'avais décidé de juger ce qu'elle valait, raconte-t-il. Je me suis donc rendu dans une agence de voyages parisienne. En réponse à mon désir de partir aux sports d'hiver, on m'a proposé Avoriaz ou les Méneurs. J'ai suggéré Isola-2000. On m'a répondu que la route était toujours coupée. J'ai tout de même réservé un studio et me voici à l'abandon de Nice.

Aucun panneau ne fait allusion à la situation. Je m'enquiers des moyens de transport pour s'y rendre. On me dit qu'il existe un bus, mais on ignore ses heures de pas-

sage ? Je prends le taxi : coût : 600 francs. Le studio que j'avais loué m'était revenu à 750 F ! Au bureau d'information d'Isola-2000, l'accueil est réfrigérant. Il m'est demandé une caution, en échange de laquelle on me donne la clé de mon appartement, mais aucune indication pour m'y rendre. Le ménage de mon studio n'avait pas été fait. Le lit était cassé. Les parois des ascenseurs étaient couvertes de graffiti. Aucune animation dans la station. Alors je me suis mis à la place du pauvre skieur : il n'avait rigoureusement aucune raison de venir et de rester à Isola-2000 ! »

Ce n'était pas tout d'avoir racheté à bon compte - officiellement 150 millions - une station de sports qui avaient coûté le triple à ses concepteurs. Encore fallait-il la remettre daplomb. Les Libanais s'y sont employés apparemment avec efficacité malgré une période d'apprentissage compréhensible. N'est pas aménageur-promoteur de montagne qui veut !

Ils ont injecté 200 millions de francs pour mettre enfin la route à l'abri des avalanches et pour

construire 22 000 mètres carrés de studios - les Hameaux - en optant pour une architecture de type chalet qui repousse la muraille de béton si insolite en ces lieux.

Les nouveaux propriétaires ont compris qu'ils n'avaient pas de salut en dehors de la location. Ils se sont tournés vers la société Pierre et Vacances du groupe Brimond pour louer les appartements et, comme la crise ralentissait la vente des Hameaux, ils ont aussi mis en location les cent vingt-huit logements qui ne trouvaient pas acquéreurs. L'afflux de nouveaux skieurs qui en est résulté a presque doublé le chiffre d'affaires des remontées mécaniques de la fin de l'année 1982 par rapport à la période correspondante de 1981.

« A chacun son métier, poursuit M. Takieddine, ce n'était pas à la société qui gère Isola-2000 de tout faire. Nous avons donc rendu les commerces à des commerçants, les hôtels à des hôteliers et notamment au groupe libanais Abella, qui possède le Gray d'Albion. Nous sommes en voie de conclure un accord avec le Club Méditerranée ».

En attendant que les acheteurs reviennent et que les pouvoirs publics autorisent les 85 000 mètres carrés qui restent à construire, on fait le ménage. Ziad Takieddine a peur qu'Isola-2000 soit sale, alors il balaie, peint, ravale. Il redonne que les meubles soient en mauvais état, alors il répare, cloue, remplace.

Finis les contrats d'exclusivité des commerçants ! « Il faut plusieurs salons de thé pour que la concurrence oblige leurs gérants à sourire et à accueillir les clients ». A bas le ronron ! On a mis en route une radio-libre, un circuit vidéo, un club signé Marielle Goitschel pour les montards, une école de conduite sur glace animée par Bernard Darniche. Demain, il y aura une liaison quotidienne par hélicoptère et une autre par minibus entre l'aéroport de Nice et le valon de Chastillon. Demain, des remontées-pentes agripperont les flancs du mont Merlier et la cime de la Lombarde. Demain, on basculera sur le versant italien dans la poudreuse.

Isola-2000 est entrée en convalescence. Les 13 millions de francs de pertes de la saison 1981-1982 pourraient faire place à un bénéfice dès cette année. Certes, tous les bris de boiseries, tous les morceaux de moquette effilochée n'ont pas encore disparu. Certes, l'immeuble incongru qui trône au cœur des pistes ne sera pas dynamité ; mais les atouts de la station la plus haute des Alpes du Sud commencent à être sensibles et sa personnalité s'affirme.

Isola-2000 est une station de taille moyenne avec six mille lits. Ceux qui n'apprécient pas les marées humaines, de la Tarentaise par exemple, s'y trouvent plus à l'aise. Elle dispose de quarante-quatre pistes agréables et faciles qui la destinent à une clientèle familiale. Non aux amateurs de « noires » comme le laisserait penser le sigle du bolide casqué qui la symbolise.

Les prix y sont, eux aussi « familiaux ». Il faut compter 430 francs par personne pour le forfait des remontées mécaniques d'une durée de sept jours, mais seulement de 329 francs pour les titulaires d'une carte S.N.C.F. de famille nombreuse de 40 %. Un appartement de 35 mètres carrés, convenant à six personnes, coûte 3 600 francs pour une semaine de la période de pointe de février, mais 1 800 francs en mars.

M. Jean-Marie Morisset, directeur adjoint d'Isola-2000 et responsable du domaine skiable, peut à bon droit être intrigué sur la qualité de la neige. « Notre degré d'hygro-métrie étant très faible, le cristal conserve sa structure, et notre neige vieillit bien. Nous n'avons pas eu un flocon depuis un mois, eh bien, regardez ! » C'est vrai : les pistes du valon Saint-Sauveur sont vraiment douces et sèches à la pince des skis.

Ajoutez à cette poudreuse étonnante, un environnement de mézanges, de pins cembraux, une harde de chamois coiffeux. Le contemplateur, lui-même, n'est pas déçu. Il y a, enfin, le soleil de la Côte d'Azur qui donne aux crêtes de pierre, aux aiguilles des pins et aux arondis neigeux un relief incomparable.

Soleil ! Isola-2000 ne va pas tarder à le brandir. Bientôt, on y remboursera le forfait journalier des remontées mécaniques en cas d'absence totale de rayons solaires. Quarante-huit heures de mauvais temps dans un séjour d'une semaine valent au touriste malchanceux une semaine gratuite (forfait et location) pendant la saison suivante...

A quand un slogan pour rectifier l'image de marque d'Isola-2000 et pour faire miroiter ce soleil ? « Pas pour l'instant répond Ziad Takieddine. Tant que nous ne disposerons pas d'une station excellente à tous les points de vue, je ne me lancerai pas dans la publicité. D'abord finir le nettoyage.

ALAIN FAUJAS.

* Office de tourisme, 06420 Isola-2000, tél. : (93) 23.10.50 (Vingt-quatre heures sur vingt-quatre).

JARDIN DES NEIGES

Skier en jouant

« M. LEUNER, tu dors... », charment les bambins de trois à quatre ans, accroupis, skis aux pieds, autour de Nicole Boite, responsable du Jardin des neiges. « ton moulin, ton moulin va trop vite... » Ils se relèvent et tournent sur eux-mêmes. A côté, un autre petit groupe fredonne la chanson « Polichinelle monte à l'échelle, rate un barreau et tombe dans l'eau. Plouf ! » Chute oblige-toire dans la bonne humeur générale. C'est toujours le même rituel le premier matin, au Club Separisopettes de Valmorel. Les skieurs en herbe de trois à huit ans apprennent à se mouvoir avec les « prothèses » que sont les skis et les chaussures. Et, une fois qu'ils se sont familiarisés avec la neige, ils découvrent les premières glissades. La trace directe sur terrain plat, puis légèrement pentu ; le fil neige tésaki à leur taille, que les débutants lâchent à la hauteur de l'ours jaune ; ceux qui maîtrisent déjà les changements de direction poursuivent jusqu'à l'ours bleu, pour tenter

un petit slalom, matérialisé par des piquets multicolores.

« Par l'intermédiaire d'une série de jeux, nous voulons que l'enfant mette son corps en réponse réflexe, et qu'il associe de lui-même un mouvement à un besoin », explique Bruno Brett, directeur de la Maison de Valmorel.

« Inutile de lui parler de chasse-neige, de skis parallèles, de dérapage, ajoute Nicole Boite. Jusqu'à sept ou huit ans, les mots techniques restent incompréhensibles ; c'est pourquoi, nous avons adopté une pédagogie ludique.

« Pas d'explication théorique, confirme Annie Famosa, qui anime un village d'enfants à Avoriaz depuis 1975. L'aménagement du terrain remplace les consignes verbales. Face à des situations concrètes, l'enfant découvre tout seul le bon mouvement. Petite station pour passer sous une arche constituée de deux piquets croisés ; extension pour toucher un fanion accroché à un autre piquet ; virage spontané lorsqu'il emprunte le toboggan aux courbes douces creusées dans la neige. » On est bien loin du « plantez votre bâton et appuyez sur le ski extérieur » que les moniteurs ont rabâché à leurs parents !

Tous les jardins des neiges sont conçus de façon identique : un espace clos, protégé des adultes qui dévalent les pistes à toute allure, aménagé au cœur de la station. Il est modelé à la pelle avec des bosses,

des trempins, des dévers - en particulier après des chutes de neige - et égayé de figurines en bois de 1 à 2 m de haut.

A La Plagne-Bellecôte, l'« île aux enfants » est placée sous le signe de l'écologie : des palmiers, une caravelle, un pirate, un coffre-fort débordant d'écus... une véritable île aux trésors. A Avoriaz, Pinocchio, Mickey, Donald, sont à l'honneur. Les enfants peuvent retrouver ces personnages de dessins animés après le ski sur le petit écran de la salle de projection. A Valmorel, ourson, ours, grizzly et panda symbolisent les difficultés croissantes du terrain.

« Tous ces joyeux compagnons, dont l'emplacement n'est pas laissé au hasard, constituent des outils de travail dynamiques, continue Annie Famosa. Ils permettent aux enfants de contourner les pièges sans s'en rendre compte. » Mais les progrès des « chères têtes blondes » sont favorisés par un matériel bien adapté : des chaussures ultra légères, des skis-patinettes dont la semelle en écailles ressemble à celle des lettres de fond - si bien que le futur champion glisse lentement et prend plus rapidement confiance en lui - et des fixations « poids plume ».

Les enfants sont répartis en ateliers par niveaux et par tranches d'âge. « Le principe est de les faire travailler en circuit avec un moniteur aux points stratégiques », poursuit l'ancienne championne. En huit-dix jours, un enfant de cinq ans qui a des dispositions peut atteindre le ni-



veau de la première étoile. D'ailleurs, dans la plupart des stations, la fin de séjour est sanctionnée par des tests officiels qui amusent autant les jeunes participants que leurs parents. « Nous ne voulons pas émietter sur l'école de ski qui possède un stade d'initiation, ouvert aux plus de cinq ans, poursuit Bruno Brett. Nous souhaitons simplement sensibiliser, au début, les petits aux joies de la glisse.

A Avoriaz, Annie Famosa va plus loin, en accueillant les juniors jusqu'à quatorze ans. Elle propose plusieurs ateliers dont le niveau correspond à celui des cours de l'E.S.F. (Ecole de ski française) : médaille de bronze pour la première étoile, d'argent pour la deuxième, d'or pour la troisième. Elle a même créé, pour les habitants du village, un stage d'entraînement à la compétition, avec travail au magnétoscope. Le domaine skiable du village s'étend sur 5 hectares, divisés en plusieurs secteurs, avec fil neige, téléskis et stade de vitesse, où les amateurs de sensations fortes passent le test chronométré de l'étoile filante : record : 97 km/h à douze ans.

MIREILLE GIGNOUX.
(Lire la suite page 16.)

JET EVASION

MARRAKECH 1250 F*
AGADIR 1300 F*
TÉNÉRIFE 1500 F*

* Vols Aller-Retour

205, rue Saint-Honoré
75001 Paris. Tél. (1) 260.30.85

TUNISIE-CONTACT

La liberté a son club.

CLUB SANGHO

à Zarzis, près de Jerba

1 semaine, à partir de : 2 900 F

En pension complète, de PARIS à PARIS (boissons aux repas à discrétion)
Tennis et voile gratuite !
Possibilités d'excursions dans les plus beaux sites du Sud tunisien

Documentation gratuite sur demande

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 PARIS

296.02.25 & 296.14.23

CONTACTOUR Tour Maine-Montparnasse

3-17, rue de l'Arrivée 75373 PARIS Cedex 1028

538.68.24

invite les lecteurs du « Monde »

à participer à un débat sur :

INFORMATION ET TOURISME

le 10 février 1983 à 19 heures

Palais des Congrès, PARIS (Porte Maillot)

avec la participation de :

Yves BRIDAULT, rédacteur en chef du « nouveau guide Gault et Millaut ».

Roger DARMON, directeur général des agences « Jet Tours » et « Jet Am ».

Laurent DENIS, directeur général de l'Institut national de la consommation.

André GUIGNAND, président de « Village, Vacances, Famille ».

Robert MOLINARI, directeur général des « Hôtel Ibis ».

Animé par **Alain FAUJAS**, responsable de la rubrique Tourisme et Loisirs du « Monde ».

Les invitations seront envoyées à la réception des demandes dans la limite des places disponibles.

INVITATION pour 1 ou 2 personnes*

A retourner à :

Alain CARLIER, le Monde Voyage vers les 5 continents.

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

accompagné d'une enveloppe non timbrée à vos noms et adresses.

* Rayer la mention inutile.

Le 17

AVALANCHES

Le meilleur ami du montagnard

Le 23 décembre dernier, deux alpinistes disparaissent au pied de la face sud de l'aiguille du Midi. Le 26 décembre, Nicolas Dufour, un civil et son chien d'avalanche, Pollux, montent à leur recherche. En quelques minutes, le berger allemand localise la tente broussailleuse et ses occupants, ensevelis sous 80 cm de neige fraîche. Les deux occupants sont morts de froid.

Timo, quatre ans, chien du P.G.H.M. de la vallée de Chamoni (Peloton de gendarmerie de haute montagne), a été par ailleurs intervenu en montagne cet hiver. Manque de neige et peu d'avalanches. Jean-Luc Yvon, maître-chien et gendarme, se rappelle le 13 mars 1982: « Une avalanche signalée à Megève a fait des victimes, à 17 h. Mauvais temps. L'hélicoptère ne peut venir nous prendre. Nous rejoignons les lieux en voiture, chenillette et peaux de phoque. Nous arrivons sur place à 19 h 30. Après trente minutes de recherches, Timo a déjà montré du nez et griffé plusieurs endroits. Je sonde... Rien. Je décide alors de planter des fanions aux points de marquage et demande aux pisteurs de procéder à un sondage fin, dans

l'axe des fanions. Sous 4 mètres de neige, nous retrouvons la victime dans un coma hypothermique, mais vivante. Une demi-heure pour la dégager, l'évacuation en traineau, chenillette, ambulance. Elle décède pendant le transport à l'hôpital de Sallanches. Diagnostic: la température du corps était tombée à 21°. Au-dessous de 26°C, on ne peut plus rien. »

Pollux et Timo, tous deux bergers allemands, font partie des quatre-vingt-huit chiens d'avalanche français qui possèdent la gendarmerie, les C.R.S., l'armée, les particuliers et les stations. « Tous des mâles, explique Jean-Luc Yvon, car les femelles sont moins disponibles. »

Timo, acheté en Allemagne, par le service vétérinaire de l'armée, dans l'un des grands élevages de la race, a commencé, comme tout chien policier, ses classes à Gramat, dans le Lot. Trois mois de formation au cours desquels il a appris pistage, attaque et défense. Jugé robuste mais lourd (33 kg à 35 kg), d'un bon équilibre psychologique, vif et intelligent, il a été sélectionné pour devenir chien d'avalanche. Depuis

lors, l'équipe Jean-Luc Yvon - Timo, se rend, chaque hiver, à Montgenèvre, pour suivre les différents cycles de formation organisés par la gendarmerie.

« Trois stages successifs, explique Jean-Luc Yvon, soit deux ans de formation. La classe A dure une semaine. Le chien n'a encore jamais travaillé dans la neige. On construit un igloo dans lequel le maître s'installe, et l'on creuse un chemin au bout duquel se trouve le chien. Le maître appelle le chien, qui suit la tranchée, pénètre dans l'igloo et reçoit une récompense. Ensuite, on recommence le même exercice, mais cette fois l'igloo légèrement fermé: un coup de patte suffit à l'ouvrir. Troisième stade: on mélange les odeurs, en associant au maître un étranger qui donnera la récompense. Enfin, la trace ayant été effacée, le chien, conduit par son maître, doit percer l'igloo et retrouver l'étranger qui s'y trouve seul. A la fin de ce premier stage, le futur chien d'avalanche doit avoir acquis le réflexe

« En classe B, le chien devient opérationnel. On le conduit sur une avalanche où sont ensevelis deux étrangers, sous 80 cm de neige. Pendant les quinze jours de stage, en environ dix minutes par jour, maître-chien et chien apprennent à

prospector et s'habituent à zigzaguer sur la coulee, à la recherche des personnes enfouies. »

Ces deux stages déjà franchis, Timo suit cet hiver la classe C, dite de recyclage et de perfectionnement. Un plus grand nombre de personnes enfouies, plus profondément, mélangées à des sacs, des sacs, et différents objets.

L'apprentissage est long et complexe dans le cadre de la gendarmerie, plus court à la Sécurité civile et chez les C.R.S., qui forment également des chiens à Flaine et à Val d'Isère. Ces techniques donnent, dans tous les cas, des résultats assez surprenants.

« Un bon chien d'avalanche prospecte 1 hectare de neige en une demi-heure et peut localiser une victime entre 50 centimètres et 10 mètres de profondeur, selon l'état de la neige, affirme Jean-Luc Yvon. Il est particulièrement utile pour rechercher les victimes « non-coopérantes », c'est-à-dire les personnes ensevelies et dépourvues d'émetteur-récepteur. En moins d'une minute bien souvent, sur une coulee de 20 à 30 mètres de large et à une profondeur de 50 centimètres, la victime est localisée et peut être secourue. »

Deux difficultés subsistent cependant. Le délai d'intervention de l'équipe est rarement inférieur à quarante minutes. L'application des chenilles lance parfois maître et chien sur une fausse piste, entraînant une perte de temps précieuse. « C'est pourquoi, conclut Jean-Luc Yvon, on prévoit toujours une seconde et une troisième équipe en renfort, car après une demi-heure de recherches, le chien est trop fatigué et moins opérationnel. Mais, dans tous les cas, il retrouve le disparu. Malheureusement, il est trop tard. »

Timo n'a que quatre ans. En cet hiver peu enneigé, ses services sont assez peu demandés. Chaque jour cependant, au cours de longues balades en moyenne montagne, son maître l'entraîne à la recherche, à l'attaque. Régulièrement, il le conduit en terrain d'avalanche pour qu'il ne perde pas ses réflexes et son efficacité. Encore quatre années de service et il sera réformé, et mis en vente aux enchères par le service des dumaimes... Mais, s'empresse d'ajouter Jean-Luc Yvon, prioritaire est accordée à son maître-chien qui peut le racheter pour 208 F. C'est ainsi que j'ai récupéré Bogo, qui a maintenant douze ans et finit sa vie, loin du chenil, à la maison. »

CAROLINE GROSS.

TOURISTES

A vos

A mi-chemin entre la saison d'écoulee et celle à venir, les hôteliers corse font leurs comptes. L'été 82 ? Des professionnels interrogés par l'INSEE, 79 % considèrent qu'il a été bon au moyen. Mais contrairement aux années précédentes, ils ne sont pas unanimes pour se laisser aller à l'enthousiasme et reconnaître que la saison a été « excellente ».

Signe des temps ? La fréquentation touristique a stagné par rapport à 1981. Certes, la barre de millions de touristes a été, une fois de plus, allégrement franchie. Mais, derrière la symbolique des chiffres ronds, se cachent des évolutions moins satisfaisantes. D'abord, elle paraît bien fléchir, la fameuse progression de 9 % par an du nombre de touristes. Même dans la période de pointe, on a enregistré un tassement de la fréquentation. En août 1982, disent les professionnels, les hôtels étaient pleins à 80 % en moyenne contre 89 % l'année précédente. De plus, l'été 82, qui est traditionnellement une période faste pour le tourisme insulaire, a tourné court cette année avec la rentrée scolaire avancée, un peu partout, au début de septembre. Ce phénomène a été accentué par le baisse de la durée moyenne des séjours.

Enfin, les hôteliers corse constatent - crise oblige - que les vacances dépeignent moins, comme par le passé. A une exception près cependant: la clientèle italienne. En trois ans, elle a supplanté les Allemands, grands amateurs de camping sauvage et de sandwiches. Les Italiens, au contraire, appartiennent plutôt à la clientèle « haut de gamme », selon un hôtelier bressan.

Ce bilan en demi-teinte plutôt morose d'incite cependant pas les professionnels à réagir ou à se regrouper pour être moins tributaires du marché estival. Rares sont les initiatives qui misent sur un produit touristique plus élaboré et qui intègrent l'intérieur de l'île délaissée au profit du littoral. M. Jean Pagni, avec ses « Etranges » hôteliers corse, crée il y a trois ans, propose des circuits touristiques et des haltes possibles dans seize établissements répartis aux quatre coins de l'île. Mais sa démarche est celle d'un franc-tireur. La majorité des hôteliers sont méfiants vis-à-vis des syndicats ou groupements, qui imposent une participation financière et une organisation rigoureuse.

MIREILLE GIGNOUX.

Skier en jouant

(Suite de la page 15.)

Ambition plus limitée à La Plagne-Bellecôte. L'« à la carte », par sa simplicité de l'E.S.F., reçoit les champions en herbe de trois à sept ans. « Une fois que les petits nouveaux sont bien dégrainés, nous les amenons sur un stade d'évolution plus vaste, explique Jean-Loup Courrier, directeur de l'E.S.F., et s'ils viennent régulièrement, ils peuvent rapidement s'intégrer aux cours classiques. » Le succès remporté par l'« à la carte » a incité les responsables de l'E.S.F. des stations satellites de Bellecôte à ouvrir leur propre jardin des neiges. Mais les structures de Belle-Plagne et d'Aime 2000 sont moins complètes.

Pourtant, l'« à la carte », malgré la bonne volonté des organisateurs, manque de chaleur, et l'initiation à la glisse, de pédagogie. La raison: les moniteurs de l'E.S.F. n'ont ni la formation d'un éducateur spécialisé ni des notions de pédagogie. Et au cours de la même saison ils peuvent dispenser des cours aussi

bien aux débutants de quatre ans qu'à ceux de vingt ans.

A Bellecôte, pas d'échauffement préalable. Dès le premier matin, on accorde le fil neige sans apprendre la marche des canards, ni les petits sauts de l'oiseau. Tous les jardins des neiges disposent d'un local chauffé. Mais il ne doit pas avoir pour seule vocation de rassurer les parents en cas d'intempéries. Jeux d'intérieur, salle de repos, salle de projection à La Plagne, théâtre de marionnettes et vidéo à Avoriaz, gigantesque bibliothèque de bandes dessinées et de jeux de société à Valmorel. Les variantes se multiplient d'une station à l'autre.

A Valmorel, « Saperlipopette » s'étend sur quatre niveaux dans un bâtiment séparé du champ de ski par une rue. « Nous aurons un chalet au pied du fil neige l'an prochain », précise Bruno Bret.

A l'inverse des cours classiques, qui ne prennent les enfants qu'une partie de la journée, les jardins des neiges peuvent les occuper de 8 h à 18 h selon les stations. Les tarifs

oscillent entre 45 et 60 F pour la demi-journée, 75 et 110 F pour la journée, 25 à 32 F pour le repas. Il existe aussi des forfaits de six demi-journées ou de six jours complets. Il faut compter de 600 à 700 F, repas compris.

« Mais s'occuper de mille enfants par semaine en haute saison demande une sérieuse organisation. C'est pourquoi nous avons acheté un ordinateur », continue Annie Francoise. Ainsi, à leur inscription, les enfants reçoivent une carte magnétique qu'ils portent en permanence sur l'anorak. En plus des nom et prénom, elle indique: si l'enfant prend ses repas ou non, s'il quitte le village à 16 h après les cours ou à 18 h, s'il a des vêtements et des chaussures adaptés et des haltes possibles dans seize établissements répartis aux quatre coins de l'île. Mais sa démarche est celle d'un franc-tireur. La majorité des hôteliers sont méfiants vis-à-vis des syndicats ou groupements, qui imposent une participation financière et une organisation rigoureuse.

MIREILLE GIGNOUX.

Dobermans et bergers allemands

Quatre-vingt-dix pour cent des chiens d'avalanche sont des bergers allemands. On compte également quelques bergers belges, des dobermans, et un delmatien. Tous ont un poil ras, afin que la neige ne s'agglutine pas en glace autour de leur corps et sous leurs pattes. Parmi les 88 équipes (chien - maître-chien) opérationnelles en France, 36 relèvent des stations, 18 des particuliers, 15 de la gendarmerie, 15 des C.R.S., et 4 de l'armée. Au niveau des effectifs, la France arrive en quatrième position, derrière la Suisse (283 équipes), l'Autriche (200 équipes), l'Italie (174 équipes), et devant la Norvège (155 équipes), l'Allemagne fédérale (40 équipes), la Lich-

tenstein (10 équipes), l'Espagne (2 équipes). Au cours de l'hiver dernier, parmi les 36 victimes ensevelies et localisées par un moyen quelconque, les chiens d'avalanche en ont retrouvé 17 soit 47,3 %. Malheureusement, le bilan a été assez lourd: seize morts pour un survivant.

A titre d'exemple, enfin, les stages de formation organisés et financés à Flaine par la Sécurité civile, pour les chiens de particuliers, coûtent entre 60 000 et 70 000 F. Ce qui explique qu'ils concernent seulement les équipes destinées à assurer une permanence régulière dans une région de montagne.

JEUNES

de 18 à 35 ans
désirant effectuer
un voyage d'étude,
de recherche
ou d'exploration

DOTATION KODAK GRAND REPORTAGE

Les questionnaires peuvent être demandés
jusqu'au 15 février au plus tard à:

Dotation
KODAK GRAND REPORTAGE
8-26, rue Villiat - 75594 Paris Cedex 12

Date limite de remise
des dossiers de candidature
1^{er} MARS 1983

Les dossiers sont soumis à un jury de la
Société des Explorateurs et Voyageurs Français

**FONDATION
KODAK-PATHÉ**

Le Monde DIMANCHE

dans son numéro du 23 janvier, publie:

Les Français vus d'Amérique

Un dossier de Pierre Dommergues

Messieurs les syndicalistes administrateurs

Vénus sur les lieux du crime

Des reportages, des chroniques,
une nouvelle d'Emmanuel Bove,
ses pages « Associations »,
« Audiovisuel », « Disques »
et

ses nouveaux programmes commentés
de radio et de télévision

SIMPLEMENT

LA MER POUR TOUS AVEC LATITUDE 48 L'AGENCE DE LA MER

- ECOLES DE CROISIÈRE / ECOLES DE VOILS: Baie de St Tropez, St Malo, Côte Basque, la Trinité/mer
- LOCATION DE BATEAUX: 1000 à 14 m - France, Grèce, Antilles, Inde, Espagne, Finlande et autres destinations
- CROISIÈRES A LA VOILE AVEC SKIPPER: France, Grèce, Antilles, Yougoslavie, Baléares, Corse, Finlande et autres destinations
- PÊCHE EN MER: Mer du Nord, Méditerranée, Sénégal et autres destinations
- PLONGÉE SOUS MARINE: MIRAMAR/côte de l'Est, Baléares / Mer Rouge.

UNE SEMAINE EN PLEINE MER
A PARTIR DE 1300 F

21, rue de la Roquette 75011 PARIS
Tél.: 806.39.58

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR
LA BROCHURE "MER"

M. Mlle. Mlle.
Adresse
M

CANADA OUEST

Maitresse prix sur le marché
A/R depuis l'Amérique vers:
WINNIPEG FF 3500
EDMONTON/CALGARY FF 4180
VANCOUVER FF 4370
Excellentes correspondances de Paris
C.P. AIR Tél.: 261-72-34.

TOURNOI DES 5 NATIONS RUGBY

Match IRLANDE-FRANCE
A DUBLIN, le 19-2-1983

2 890 F

Comprendant: Vol aller-retour:
hôtel luxe; entrée stade;
assurance
airecon (S.E.T.I.)
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél.: 268.15.70

PROVENCE

ROUSSILLON - 84220 GORGES
MAS DE GARRIGON***
Le petit hôtel de charme du Luberon
vous offre des vacances ou week-end
d'hiver à des conditions spéciales.
Calme - Confort - Cuisine de marché.
Accès: Châteauneuf FF 800 75-83-22.

ITALIE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place Saint-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservations: 48-33-333 VENISE
Tél.: 41150 FENICE I
Directeur: David Appelstein.

VENISE

CH-3962 MONTANA-CRANS
Hôtel DERBY*** - Tél. 1941/27/413215
Notre forfait ski:
7 jours demi-pension avec remontées
mécaniques de 507 FS (1 623 FF env.),
chambres avec bain/douche, w.c., balcon
au sud. Réduction pour enfants.
A 100 m des remontées.

CH-3962 MONTANA-CRANS

CH-3962 MONTANA-CRANS
Hôtel DERBY*** - Tél. 1941/27/413215
Notre forfait ski:
7 jours demi-pension avec remontées
mécaniques de 507 FS (1 623 FF env.),
chambres avec bain/douche, w.c., balcon
au sud. Réduction pour enfants.
A 100 m des remontées.

CH-3962 MONTANA-CRANS

CH-3962 MONTANA-CRANS
Hôtel DERBY*** - Tél. 1941/27/413215
Notre forfait ski:
7 jours demi-pension avec remontées
mécaniques de 507 FS (1 623 FF env.),
chambres avec bain/douche, w.c., balcon
au sud. Réduction pour enfants.
A 100 m des remontées.

CH-3962 MONTANA-CRANS

CH-3962 MONTANA-CRANS
Hôtel DERBY*** - Tél. 1941/27/413215
Notre forfait ski:
7 jours demi-pension avec remontées
mécaniques de 507 FS (1 623 FF env.),
chambres avec bain/douche, w.c., balcon
au sud. Réduction pour enfants.
A 100 m des remontées.

CH-3962 MONTANA-CRANS

CH-3962 MONTANA-CRANS
Hôtel DERBY*** - Tél. 1941/27/413215
Notre forfait ski:
7 jours demi-pension avec remontées
mécaniques de 507 FS (1 623 FF env.),
chambres avec bain/douche, w.c., balcon
au sud. Réduction pour enfants.
A 100 m des remontées.

CH-3962 MONTANA-CRANS

CH-3962 MONTANA-CRANS
Hôtel DERBY*** - Tél. 1941/27/413215
Notre forfait ski:
7 jours demi-pension avec remontées
mécaniques de 507 FS (1 623 FF env.),
chambres avec bain/douche, w.c., balcon
au sud. Réduction pour enfants.
A 100 m des remontées.

EN CORSE

risques et plaisirs

A part quelques professionnels qui voyagent, courent les salons, s'informent de l'évolution des techniques et du marché, le reste bricole. « La saison, elle se fera vite que vaillie. Alors pourquoi aller chercher autre chose ? » entend-on dire.

Ces réactions traduisent, en fait, une approche souvent contradictoire du phénomène touristique. Au plus fort de la saison, très exactement le 13 août de chaque année, la Corse compte 330 000 touristes pour 220 000 habitants permanents. La marée du tourisme, on la souhaite et on la craint ; on s'y prépare et on la rejette ; on avance le thème de l'hospitalité séculaire, mais des cars pullmans sont stationnés à côté de Bastia.

A cet accueil-jeu, comment réagissent les visiteurs de l'été ? Pour la première fois, l'INSEE a lancé une vaste enquête sur l'opinion des touristes (1). Ils sont 53 % à estimer que l'accueil reçu est bon, et seulement 6 % à trouver qu'il est mauvais. Un bon point donc pour l'image générale du tourisme en Corse. Mais cette satisfaction s'estompée dès que l'on aborde le niveau des prix pratiqués : 40 % des touristes le jugent mauvais. Le questionnaire laisse peu de place aux appréciations diverses. Sinon, de l'avis même des enquêteurs, que d'histoires sur l'arnaque « dont ils ont été victimes au cours de leur séjour ».

Si l'on aime la Corse, c'est pour ses sites préservés - 70 % des vacan-

ciers estiment qu'ils le sont - et pour la propreté de ses plages - 63 % de jugements positifs. On comprend mieux alors l'explosion de l'hôtellerie de plein air, dont la capacité s'approche des vingt mille places aujourd'hui, dont près de la moitié ont vu le jour en deux ans. La capacité hôtelière classique ne dépasse pas treize mille lits, à égalité avec les villages de vacances qui sont assurés d'un très bon remplissage. Si, en quelques années, le tourisme insulaire a beaucoup évolué, ce remodelage n'a cependant pas permis de remédier à ses tares structurelles. Le tertiaire demeure le secteur dominant de l'économie corse, un secteur presque totalement dépendant de l'extérieur pour son approvisionnement en biens d'équipement et en denrées alimentaires. Les trois quarts de l'outil touristique sont contrôlés par des capitaux non corses. Enfin, près de la moitié du personnel (en grande partie saisonnier) est continental.

C'est dire qu'entre la tentation du rejet et la volonté de maîtriser le fait touristique les Corses n'ont pas encore véritablement choisi. Mais en ont-ils seulement les moyens ?

DOMINIQUE ANTONI.

(1) Enquête réalisée par les services de l'Insee corse de l'INSEE entre avril 1981 et avril 1982 auprès de vingt-neuf mille touristes de passage dans l'île.

PARTIR

SKI DE FOND CATALAN

A 100 kilomètres de Perpignan et près de Font-Romeu, dans les Pyrénées catalanes, un petit village d'une trentaine de maisons, Espoussolle, parie sur le ski de fond et sur la vie montagnarde. Stages d'une semaine avec pistes tracées autour du village et sur les hauts plateaux. Hébergement en gîte d'étape (grange rénovée). Prix : 1 100 francs tout compris.

* Martine Vilana, Espoussolle 66210 Font-Romeu. Tél. : (68) 04.44.93.

A CHEVAL DANS LE HAUT-LANGUEDOC

Un jean solide et « rodé », des vêtements de saison, des bottes ordinaires en hiver, des chaussures de sport en été, un canif et un bon duvet suffisent pour partir en randonnée équestre dans le Haut-Languedoc. L'association Caval d'Amont, organise aussi plusieurs stages-randonnées pour débutants. Le premier commencera à Pâques prochain, du 3 au 10 avril. Prix : 1 720 francs.

* Caval d'Amont, La Sennière, Le Marguier, 81260 Brassac. Tél. : (63) 74.07.03.

AUSTRALIE

Sydney sans les angoisses du siècle

INSOLENT contre-pied ! On vous promet à l'autre bout du monde pour vous gaver d'air et d'espace, vous perdre dans d'incroyables vastitudes, vous gorger de mythes rustiques. On vous promet, citoyen malade du vieux monde, des horizons et des frissons, des courbes folles et un peu de « craquelure ». On vous offre l'aventure, un vrai western grandeur nature avec prairies, troupeaux, cow-boys et ruelles vers l'or. On vous emmène rêver en brousse, flâner ou échevaucher. On vous chatouille des fantasmes d'école frustrée.

Et vous vous retrouvez, un soir, la panne lourde de bière glacée, l'œil vitreux dans une pénombre enfumée, le crâne soulevé par le raffut d'un bar-roc, au beau milieu d'un bistrot envahi de jeunes désoeuvrés. Aux anges... Sans l'ombre d'un regret, la conscience nette, ravi du voyage !

Pourquoi donc se sentir coupable ? Elle est aussi là, l'Australie. Elle est là, « Aussie », près du zénith du Bellevue, le vieux pub de Paddington, heureux faubourg de Sydney.

Les murs d'ont plus qu'un pâle souvenir de leur dernière peinture. Vestiges effaçables de la glorieuse époque des « convicts », les ventilateurs brassent mollement les rares bouffées d'un air vicié. Les néons, badigeonnés de bleu fade, ont renoncé depuis longtemps à colorier l'atmosphère. Le parterre est dépeint « Shots in the park », l'orchestre de service est juste bon pour les concours de défilés. Demain, tout ira mieux : mercredi est jour de paye. Le Bellevue sera le plein, oxygène dans le Carlton Drought, et se videra sagement, comme chaque soir, une heure avant minuit, toujours fidèle aux leçons de vertu de la très prude Victoria.

Inutile de se récrier. Ou de grogner qu'il n'est pas de bon ton de flatter un coin de bas-fonds dans ce pays en révé qu'on s'apprête à éluder de santé, peuplé d'éternelles bronzées et de beaux enfants blonds. Non, il n'y a là ni goût pervers, ni douteux effet de plume. Pas même cette manie fâcheuse qui veut qu'à tout propos, à temps et contre-temps, on use du paradoxe pour s'épargner le cliché... Ce n'est point

pêcher que d'aimer « Aussie » dans les brumes du « Bellevue ». Et ce n'est pas tromper que prétendre la découvrir, la mieux connaître, l'apprivoiser peut-être dans ses salles mi-obscurées aux heures de pointe.

Ce pub, à Sydney comme au fin fond du bush, est une institution nationale. Pas moins prise que le jeu de boules en gants blancs sur green immaculé, ou que le surf sur les rouleaux de Perth. Pas moins sacrée que la toute-puissance du syndicat ou l'allégeance fidèle à la lointaine Albion. Là, au milieu des venelles rétrogrades des vieux rocks, toutes routes de briques, dans les rues paisibles de Paddington, où l'artiste a chassé l'ouvrier de ses maisons à terrasses et balcons victoriens, là, l'Australie sage, propre et douillettement insouciant, vient boire sa bière à l'heure du thé, fêter ses bonheurs tranquilles, arroser sa prospérité. Et, peut-être, oublier qu'elle s'ennuie...

Un ersatz de Manhattan

On peut, sans vaine honte, délaïser la vadrille tarifée, la découverte-pas-de-course-des-huit-jours-forfait, sacrifier - pour un temps - la douceur des tropiques, la promenade des coeurs, les kangourous et les ornithorynques. Tout peut attendre... Le temps de se perdre dans Sydney. Une ville comme mille autres, gigantesque et provinciale, austère et paresseuse, mais guidée que Melbourne, plus désordonnée que Brisbane, une ville vaurée sur l'eau entre plage et bureaux. Un ersatz de Manhattan dans un océan de cottages, des petits bateaux en guise de métro. Une ville qui fait de l'indolence vertu...

BIBLIOGRAPHIE

Le Cheval de vent

Patrick Segal poursuit sa croisée en faveur de la liberté. Avec *Le Cheval de vent*, titre qui rappelle le drapeau de prière qui flotte aux portes des villages himalayens, il emporte le lecteur d'abord dans une expédition à l'ama Delham, sommet de l'Himalaya, où il teste lui, handicapé, une banquette de sauvetage.

Et la route continue : les prisons de Thaïlande d'où il tire un copain, l'Erythrée et sa guerre civile, New-York, les Jeux olympiques des handicapés d'Amsterdam (Hollande).

Ce n'est pas de la littérature, les chapitres s'entrechoquent un peu, mais l'aventurier force l'attention car il vit et il écrit, avec un cœur « gros comme ça », pour libérer et libérer encore.

* *Le Cheval de vent*, Patrick Segal, Flammarion, 60 F.

Il n'est que banal de tomber amoureux de Sydney. Tant pis pour les jaloux : de crêpe en anse, du dardier de la City aux sables de Bondy, l'Inde des villes d'Australie n'est pas avare de ses charmes. Un opéra cap au large, une baie tentaculaire, des P.D.G. en short, des banlieues oisives, tout y milonne un art de vivre dans l'ignorance superbe des angoisses dites « du siècle ».

Nulle part on ne ressent mieux qu'ici cette léthargie sans ambition ni complexe qui semble baigner ces terres aussi repues que lointaines. « Le travail n'y est investi d'aucune valeur morale ou mystique », notait un vieux routard des pays de disette venu là en bout de course remettre sa pendule à l'heure d'un brin de bien-être. L'Australie vit au présent. Sa société ne se pose pas de questions. Elle est sans mauvaise conscience, matérialiste, pragmatique, hedoniste, amoureuse du confort, et pour toutes ces raisons, représente le paradis de la « middle-class ». C'est aussi l'une des sociétés les plus libres, les plus paisibles, les plus solidaires de la planète. En un mot, une société saine, au physique comme au moral, dont le seul défaut est sans doute le manque d'imagination (1).

Alors, quand, la nuit tombée, on s'attarde sur une terrasse de King's Cross, ce flegme pudique des anépithètes, vous gratifie, très docte, d'états d'âme torturés, il vous prend des envies de fuir. Il faut belle, lui, de pester contre l'assoupissement d'une race autrefois pionnière, de mépriser le déclinisme des petits bourgeois sans aventure. Comme s'il était honnête, ou, maiséant, de respirer sans angoisse...

On le laisse, maussade, devant sa hière. Persuadé de trouver à mille lieues de la ville, dans les immensités promises - mais un temps différées pour mieux aimer Sydney - de quoi démentir son spleen. On prend la route, droite jusqu'à l'horizon, interminable grille au milieu d'un désert si désert qu'il y pousserait, dit-on, quatre mille plantes aux senteurs inconnues. On court le bush, l'âme vagabonde, l'air conquérant. On traverse l'Australie, on poursuit son image parmi d'immenses troupeaux et leurs stockmees un peu frustes.

Des ranchs grands comme la Sardaigne, des villages-rues dignes d'Hollywood, pour un western mécanisé. John Ford revu et corrigé par Toyota. Curieux pays qui balance entre le milkshake et la beuverie de canettes, la planche à voile et les furies de Mad-Max, le sport-roi et des fantasmes de violence aveugle...

On y cultive déjà la nostalgie d'hier avant d'avoir fini d'écrire l'histoire. On y célèbre à coups d'images sépia, les héros de la « Frontier ». Pour mieux oublier que leur « conquête » s'est arrêtée à mi-chemin. Curieux western, oui, où la longue caravane aurait atteint l'Eden, à l'ouest, sans avoir vraiment parcouru, conquis, domestiqué les immenses plaines... Tout au bout.

une Californie, sans histoires... Ni histoire.

On a planté un casino, là où les routes se croisent au milieu du désert. Alice Springs singe maintenant Las Vegas avec des croupiers en jumpsuits et des marchands de bestiaux à peine endimanchés. Dehors, des aborigènes désemparés s'égarent dans l'alcool et l'éther. Leur histoire est trop vieille pour s'écrire, trop « spirituelle » pour tous ces Blancs pressés qui les ignorent ou détournent au plus vite un regard à demi gêné. Ils sont fils d'une préhistoire et simples survivants de l'histoire. On les chasse comme du gibier, on les préserve désormais dans des « parcs naturels » : la civilisation sait se faire tendre pour les espèces menacées...

Faut-il donc attirer au cœur de ce désert pour soudain soupçonner qu'« Aussie » pourrait nourrir quelques tourments de conscience ? Allons donc ! On débarque ici en charrettes pour jeter un œil sur « Ayers Rock », cet immense monolithe qui égare l'arc-en-ciel entre aube et crépuscule. Et l'on rentre à la nuit, ravi du Caran d'Aché, pour se bousculer entre roulette et black-jack.

La saga blanche des forçats

Les livres d'images des enfants blonds d'ont que faire des « indigènes ». L'Australie, avant leurs aïeux, n'était que terra incognita. Et l'histoire qu'ils racontent est seulement peuplée de bagarriers et de déportés, de soldats de la reine et d'irlandais fauchés, de brigands au grand cœur et de vieux chercheurs d'or. Et pour qu'il n'oublie rien de cette belle saga blanche, on la leur met en scène, en décor et costumes d'époque.

Il y a fierté et naïveté mêlées dans la grande rue de Ballarat, village reconstitué d'une fin de siècle qui vit se ruer les amateurs de pépites. On s'y promène dans une nuée de gosses émerveillés, entre saloon et ferme, église et temple chinois, jusqu'au fin fond d'une mine où l'aventure et ses rêves fortunés s'achève dans les corvées du salariat. On a même, sur un tertre, replanté la tente du photographe français veau, un jour, pour témoigner des illusions dorées.

* *Papa, j'avais même des Indiens*, s'est écrit un gamin tout excité. L'Australie qu'on croit encore son idéalisé, disent les esprits inquiets. Pardi ! Quand ses enfants se trompent de western...

DOMINIQUE POUCHIN.

(1) Pierre Grudmann, *L'Australie*, Guide bleu.

* L'agence Tours 33, 85, boulevard Saint-Michel 75005 PARIS. Tél. : (1) 329-69-50 organise des séjours et des circuits en Australie. Parmi les tarifs aériens qui seront pratiqués pendant l'été 1983, citons celui d'un vol Paris-Melbourne ou Sydney (via Kuala Lumpur). Aller-retour : 8.250 F - Aller simple : 4.700 F.

KIT OU DOUBLE ?

OU



KIT YASHICA
boîtier FXD Quartz,
automatique débrayable
piloteage au quartz livré avec :
3 OBJECTIFS YASHICA
• Standard 1/750
• Grand Angle 2.8/28
• Téléobjectif 2.8/135
UN SAC FOURRETOUT

Prix de l'ensemble :
2.690 F T.T.C.
(Valeur réelle : 4.760 F T.T.C.)

KIT YASHICA boîtier FX3,
semi-automatique, livré avec :
3 OBJECTIFS YASHICA
• Standard 2/50
• Grand Angle 2.8/28
• Téléobjectif 2.8/135
UN SAC FOURRETOUT

Prix de l'ensemble :
2.190 F T.T.C.
(Valeur réelle : 3.700 F T.T.C.)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

YASHICA
EN VENTE CHEZ LES NEGOCIANTS
SPECIALISTES CONTAX YASHICA

Distribué par
TRADING DISTRIBUTION TRADESSA
75-81, rue de la Croix-Pierre, 91111
94513 Rungis Cedex - Tél. : 687.23.41.

UNE FANTASTIQUE OUVERTURE SUR LE SYSTEME YASHICA-CONTAX CARL ZEISS

Les Caraïbes
à la voile



Sur NEW LIFE
(016 886 126)
de 1 à 3 personnes

Renseignements et documents :
AIRCOM (S.E.T.L.)
25, rue La Boétie, 75008 Paris
Tél. : 268.15.70

Côte d'Azur

Grandes vacances de luxe pour 6 personnes : grands emplacements en terrasse dans belle forêt de pins, à proximité de plages privilégiées.

A votre disposition piscine gratuite et gratuite. Egalement, tennis, massage, restaurant et bar. Nous nous occupons depuis 25 ans de formules vacances où seul l'hébergement vous est fourni.

Demandez notre documentation gratuite en contactant à l'adresse ci-dessous :
Mr. Gaudin, 47, Allée du Touring Club, 83700 Saint-Raphaël, France

SKI

Réservez dès maintenant dans les meilleurs stations la formule de votre choix (hôtels, locations, clubs) grâce à notre sélection

« BUDGET HIVER 83 »
Tarifs et documents

aircom (S.E.T.L.)
25, rue La Boétie, 75008 PARIS
Tél. : 268-15-70

ILE DE PAQUES
TAHITI - AUSTRALIE
NOS TOURS DU MONDE 83

1) DU 1^{er} AU 29 AOÛT 1983 :
Paris-Rio - Santiago - Ile de Paques
Tahiti - Moorea - Papeete - Sydney
Grandes Baïres de Corail - Alice
Springs - Darwin - Singapore - Paris
PRIX : 26.800 F

2) DU 17 OCT. AU 21 NOV. 1983 :
Même itinéraire
+ NOUVELLE-ZÉLANDE
PRIX : 29.450 F

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise - 75002 PARIS
Tél. 351-82-70, Lic. A 631

Le Monde des
PHILATÉLISTES

Dans le numéro de janvier
(76 pages)

LES OBLITÉRATIONS
« DRAPEAU »
DU MEXIQUE

Les affranchissements
mécaniques
de la Sarre

En vente dans les kiosques :
10 francs
11 bis, bd Haussmann,
75009 Paris
Tél. (1) 246-72-23

15 JOURS EN AUSTRALIE

Tours 33 ne se contente pas d'être le n° 1 sur l'Australie. Il améliore sans cesse ses services et ses prix.

C'est pourquoi il peut vous proposer aujourd'hui pour un forfait de base de 9950 F seulement le voyage en avion Paris-Paris, l'accueil et le trans. 50% offert à l'arrivée, la 1^{re} nuit d'hôtel, 13 jours en motorhome, la dernière nuit d'hôtel et le transfert au retour.

Changez d'horizons, Tours 33 vous le permet

9950 F

Adressez-vous à votre agent de voyages ou à
Tours 33, 85, bd St-Michel 75005 PARIS - Tél. 329.69.50.

Un film reportage de Pierre BROUERS présenté en collaboration avec TOURS 33

San. 18 Fév. à 20 h 45
Ven. 25 Fév. à 20 h 45
Salle Chaillet-Gallière
28 Av. Georges V
PARIS 8ème

Mardi 22 Fév. à 20 h 45
Salle Guinet
5, Place d'Anvers
Paris 16ème

Vous devez
nous faire parvenir
votre catalogue
Australie 83

MON
Adresse

Tours 33 - 80 Bd St Germain - Paris 5ème Tél. 263.05.94

Équitation

Les sports équestres entre deux régimes

Le débat en cours au sujet de la place respective de l'équitation sportive et de l'équitation de loisir trouve une partie de ses racines dans l'évolution du nombre de pratiquants en France depuis une dizaine d'années.

En 1961, l'Hexagone compte 22 000 cavaliers réguliers (1). L'équitation est alors un sport confidentiel, à l'image de marque déplorable : « sport de riches » réservé à quelques snobs fortunés et à des militaires passés, etc. Puis, l'équitation décolle et change d'image : les pouvoirs publics mettent l'accent sur la démocratisation de l'équitation (Edgard Pisani, alors ministre de l'Agriculture, a lancé en 1965 le slogan de l'équitation populaire). Les taux de progression de l'équitation caracolent alors autour de 15 % et même 20 % par an. En 1972, on pleure enthousiasme, une étude prévoit au mieux plus d'un million de cavaliers en 1981, plus probablement 800 000, au pire 600 000. M. Henry Blanc, alors responsable du service des haras, ne prévoit, lui, que 300 000 cavaliers (le Monde du 15 avril 1972).

Les faits lui donneront raison. En 1975, brusque effondrement. Le nombre de cavaliers stagne. La progression reprendra ensuite, mais les gains ne dépasseront plus guère 5 % ou moyenne par an. En dix ans, de 1972 à 1982, l'équitation double à peu près ses effectifs, pendant que le tennis voit les siens décupler. En 1982, on compte plus d'un million de licenciés... à la Fédération française de tennis, pour 141 000 licenciés à la Fédération équestre française (FEF), et un peu plus de 250 000 pratiquants réguliers.

Le débat s'engage sur ce score décevant. Pour l'actuel président de la FEF, M. Legrez, les chiffres réalisés par la France, loin derrière les autres pays du peloton de tête des nations équestres, ne sont pas mauvais. Ils s'expliquent par un manque d'esprit cavalier. A la différence du Britannique ou de l'Allemand, « le Français n'est pas homme de cheval ».

Une telle interprétation est loin de faire l'unanimité. D'autres chiffres sont mis en avant : l'équitation est l'un des premiers sports que souhaitent pratiquer les jeunes. Le Conseil supérieur de l'équitation (C.S.E.), dans son rapport controversé, note que près de 100 000 jeunes découvrent l'équitation chaque année, mais aussi que « le taux d'abandon annuel (...) atteint 45 % de l'ensemble des cavaliers » (pourcentage contesté par la

FEF). Selon cette analyse, si l'équitation ne « décolle » pas, c'est essentiellement parce qu'une équitation de type sportif ou classique est proposée à des pratiquants qui recherchent une équitation de loisir (2).

Encore faut-il noter un désaccord sur les définitions : pour le président de la FEF, la distinction entre équitation sportive et équitation de loisir est « purement théorique et totalement artificielle ». Mais le président de la FEF met à part le tourisme équestre, pour lequel il ne cache pas son manque d'intérêt. En face, on réplique que le tourisme équestre, qui pourrait ne pas se limiter à la randonnée, est au contraire une forme privilégiée d'équitation de loisir et de pleine nature.

Le débat est d'autant plus complexe que, à la différence d'autres sports, l'équitation, qui met en jeu un cavalier mais aussi un cheval, exige une instruction préalable sérieuse. Mais la majorité des cavaliers, qui souhaitent se contenter de la promenade, ne veulent pas subir l'assurée du traditionnel « tapage-cul ».

La « manne » de la carte de cavalier

L'argent est bien sûr au cœur du débat. Il est assez communément reproché à la FEF de ne rien faire, ou pas grand-chose, pour les pratiquants de base, qui sont autant de cotisants, et de réserver ses faveurs et ses subside au sport de haut niveau (c'est à peu de chose près la position du C.S.E.).

La FEF a beau jeu de rétorquer que l'essentiel des fonds qu'elle reçoit de l'Etat sont des « crédits affectés », dont l'utilisation est déterminée non par elle mais par la puissance publique. Comme les autres fédérations sportives habilitées, la FEF est jugée, par son ministère de tutelle, sur les résultats en compétition, plutôt qu'en matière de tourisme équestre. M. Legrez se plaint à souligner qu'aux Jeux olympiques « l'équitation est un placement de père de famille ».

Néanmoins, la FEF se trouve dans une position un peu particulière. Quand la « carte nationale de cavalier » (C.N.C.) a été créée en 1971, dans l'esprit de son instigateur, M. Blanc, cette carte devait être prise par tous les cavaliers, qu'ils soient sportifs, de simple loisir, cavaliers réguliers ou non. A charge ensuite pour la FEF, qui collectait l'argent de ces cartes, de répartir ces sommes considérables, en

tre les diverses parties en présence — notamment le tourisme équestre — et ce, dans un souci d'unification de l'équitation.

Ce schéma n'a pas été respecté. La « manne » — quelque 9 millions de francs en 1981 — apportée à la FEF par la carte nationale de cavalier est répartie entre la FEF et ses ligues régionales, une fois payée l'assurance dont est assortie la C.N.C. (3). L'Association nationale pour le tourisme équestre et l'équitation de loisir (ANTE) a de nouveau sa propre carte. Financée essentiellement par les haras, l'ANTE, qui est rattachée à la FEF, a un budget environ vingt fois inférieur. L'Association française d'attelage (AFA) et le Poney-Club de France ont également leur propre carte ; le tout sur fond de rivalité entre les principaux ministères de tutelle de l'équitation, qui étaient, jusqu'à l'élection de M. Mitterrand, celui de l'Agriculture et celui de la Jeunesse et des Sports, le premier étant le principal bailleur de fonds, par l'intermédiaire du service des haras. A l'évidence, l'équitation n'est pas unifiée.

Arrive le 10 mai 1981. L'équitation compte un ministère de tutelle supplémentaire, le temps libre. Les nouveaux gouvernements socialistes de la France ont l'idée de promouvoir les activités de loisir accessibles au plus grand nombre. A ce titre, le ministère du temps libre s'intéresse à l'équitation de loisir, celui des sports à l'équitation sportive.

Les cartes ont été largement redistribuées. Le Conseil supérieur de l'équitation, organisme consultatif plus ou moins comestible jusqu'alors, est « réactivé » et confié en janvier 1982 à Mme Nelly Commergnat, députée (P.S.) de la Creuse, qui a été élève de chevaux. Jusqu'en juillet 1982, le service des haras reste entre les mains de M. Blanc, dont les sympathies pour l'ancienne majorité sont connues. Lui succède ensuite M. Jean-Pierre Lannuy, un polytechnicien étranger au corps des officiers des haras. Il est évidemment pas question de remplacer à la tête de la FEF M. Legrez, élu jusqu'en 1984, lui aussi lié à la majorité sortante.

Largement conseillés par le C.S.E., les nouveaux responsables élaborent une politique de l'équitation. Ils découvrent avec effroi que la FEF n'est pas le « panier de crabes » que constitue à bien des égards le monde du cheval. Le service des haras du ministère de l'Agriculture, réputé jusqu'alors « forteresse », a peu près autonome, est l'objet d'une attention

soutenue. Le rapport 1981 de la Cour des comptes, qui dénonçait le mode de fonctionnement de cette administration, est lu avec intérêt.

Fin 1982, les objectifs gouvernementaux, tels qu'ils seront soumis au premier ministre, sont connus : reconnaissance du clivage entre équitation de loisir et équitation sportive, affectation des crédits en conséquence, recherche d'une plus grande transparence dans l'usage des fonds d'Etat (le Monde du 4 décembre 1982). Fin décembre, le C.S.E. rend public le rapport adressé à M. Pierre Mauroy. Ce rapport, qui propose des axes de réorganisation de l'équitation et de l'élevage du cheval, est

A 5 % près...

Prendant en compte le nombre d'autorisations de monter à une compétition officielle (quatorze mille en 1982), le Conseil supérieur de l'équitation affirme que l'équitation sportive intéresse 5 % des cavaliers, l'équitation de loisir et de pleine nature, attirant au contraire 80 % des « équestres ». Le président de la FEF conteste ces chiffres : selon lui, 50 % des cavaliers titulaires de la carte nationale de cavalier s'intéressent de près ou de loin à l'équitation sportive.

Mais on peut raisonnablement soutenir que la France compte environ deux fois plus de cavaliers que de titulaires de la carte nationale de cavalier. Cela fait donc 25 % de cavaliers qui s'intéressent à l'équitation sportive, et 75 % qui, par soustraction, ne s'y intéressent pas et pratiquent une équitation de simple loisir.

La Fédération et le Conseil sont d'accord à 5 % près...

J.-L.A.

présenté comme la synthèse des travaux des commissions du C.S.E. pendant un an. Les grandes orientations sont celles énoncées plus haut, mais on remarque la vivacité du ton et le manque de nuance de certaines propositions formulées. A bien des égards, le rapport du C.S.E. met « les pieds dans le plat », parfois maladroitement.

Bien que Mme Commergnat s'en défende au cours d'une conférence de presse, un homme apparaît visé : M. Legrez, qui cumule les fonctions de président de l'Union nationale internationale professionnelle du cheval (UNIC) et de la FEF (4) (le Monde des 5 et 13 janvier 1983). M. Legrez, dont la personnalité même est fort controversée, compte quelques solides ennemis au sein du C.S.E. et jusque dans l'entourage du président de la République. Bien qu'il ait boycotté les travaux du C.S.E. auxquels il était convié — « c'est une affaire privée entre Mme Commergnat et moi », affirme-t-il — M. Legrez a beau jeu de laisser entendre clairement qu'il s'agit d'une attaque politique.

Le caractère radical de certaines propositions du C.S.E. (5) fournit des soutiens incertains à M. Legrez. Le président de la FEF fait presque figure de défenseur de l'intégrité et de l'indépendance du mouvement sportif, face au « dogmatisme idéologique qui tend à opposer le sport de haute compétition et le sport pour tous (6) » : un représentant du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.) est à ses côtés pendant qu'il réunit une conférence de presse au début du mois de janvier, puis le C.N.O.S.F. condamne officiellement l'initiative du C.S.E. Les présidents des ligues régionales de la FEF qui tous, jusqu'à présent, n'approuvent pas la politique de M. Legrez, signent à l'unanimité une motion s'opposant à la parité de leur Fédération. Le syndicat C.G.C. des enseignants salariés de l'équitation envoie également à M. Legrez une lettre dénonçant le projet. Au ministère de la Jeunesse et des Sports enfin, sans qu'il soit possible d'obtenir une réaction officielle, on estime que certaines propositions du C.S.E. sont « excessives ».

SKI A ANDORRE

HOTEL DELFOS ****

6 jours, pension complète plus forfait. Ski et déjeuner au Restaurant des Alpes, 1 115 FF par personne. Pour information : Tél. : (16078) 24642. Telex 242 AND.

VOYAGE EXCEPTIONNEL TRÉSORS DE LA VIEILLE RUSSIE

3 dép. FÉV./MARS 8 jours 2 950 F S.I.G.M.A. (1) 268-2579/80 126, rue de Provence, 75008 PARIS

Hippisme

LES fonctions de l'inauguration s'étaient, les pas et l'œil découvrent sereinement le nouveau Vincennes.

Une lacune énorme, lancinante, subsiste : l'absence de parkings suffisants. Coups pour vingt-cinq mille spectateurs, le nouvel hippodrome peut tout juste accueillir les voitures de deux ou trois mille. Les autres doivent continuer de patrouiller un quart d'heure à travers le bois de Vincennes avant d'atteindre le pied des tribunes. Le plus étroit de nos hippodromes par la distance, après Auteuil (15 kilomètres de Notre-Dame), reste le plus éloigné par les possibilités — pardon, par les impossibilités — d'accès. On n'avait pas assez d'argent pour tout faire ; on s'est occupé des tribunes d'abord ; on verra pour les parkings quand une trésorerie sera reconstruite, peut-être en 1984.

Quelques bavures, aussi. Là où sort un service non pas des escaliers mécaniques mais des ascenseurs (ce qui est le cas à la tribune des propriétaires), ceux-ci sont insuffisants. On n'en finit pas d'attendre et de presser les boutons, de plus en plus nerveusement, à mesure que les haut-parleurs annoncent l'imminence du départ. Par ailleurs, on aurait pu essayer de gratter quelques fonds de trois (les caisses de la rue d'Asprey ne doivent tout de même pas être tout à fait vidées pour faire asseoir le paysage funéraire de débris et débris constituant la première image offerte au visiteur qui patauge par le côté nord.

Mais, enfin, ne chiffrons pas trop. Paris ne s'est pas fait en un jour et on ne peut reprocher au nouveau Vincennes, atteint de plein fouet par les vagues de la récession au moment où il sortait de terre, de ne pas s'être fait entièrement en cinq ans (les travaux ont commencé en 1977). L'important est que l'ensemble soit bien, il l'est. Peut-être encore un

GARDEN BUFFET AU PRINCE DE GALLES

C'est la dernière mode lancée par le PRINCE DE GALLES. Ni trop guindé, ni trop relax. C'est un nouveau style de déjeuner, qui allie les qualités de la grande cuisine française à la décontraction d'un buffet où l'on peut se servir et se ressourcer à volonté.

Garden Buffet ? Un prochain déjeuner à inscrire sur votre agenda !

170 F (taxes et service compris)
En semaine ou le dimanche à 1 heure du Brunch (de 12 h à 15 h).

Hôtel PRINCE DE GALLES
MEMBRE DU GROUPE INTER-CONTINENTAL HOTELS
33 avenue George-V PARIS 8^e Tél. 723 55.11

RÉSIDENCES Campagne - Mer - Montagne

CÉRET en ROUSSILLON
Appartements de qualité au quartier centre-ville et au soleil. F2, F3 + garages (les derniers en vente).
AG. ROUSSILLON-PYRÉNÉES
3, bd Georges-Clemenceau, 66400 CÉRET. Tél. : (68) 87-02-24.

AN Cœur de la CAMARGUE
Belle studio, plain-pied, jardin, dans village camarguais. 230.000 F.
Agence Claude Grimaud
34200 LA GRANDE MOTTE. Tél. : (67) 56-51-32.

Construire dans les LANDES.
Doc gratuite : ARIAL, 23 bis, rue A.-Lorraine, 40000 MONT-DE-MARSAN. Tél. : (58) 75-73-72.

« AGENAIS » - QUERCY
Agricole région vignoble, polyculture, élevage. CHOIX D'APPARTS SÉLECTIONNÉS en PROPRIÉTÉS, MAISONS, COMMERCES. DOCUMENTATION GRATUITE CONTRE BROSURE JARJEAU, F.N.A.L.M. 47000 LIBOS (33) 71-01-28.

CARNAC - 56. 30 m de la plage. Duplex grand standing, 5 pièces (10 m²), terrasse, jardin, dépendance, vue imprenable, petite résidence, concour. 1978.
J. Hénard, 7, quai Lamennais, 35100 KENNEDY. Tél. (99) 65-09-18.

LES MENUÏRES
au cœur de la station, au Studio meublé, 4 pers., plain sud + balcon. Vaux. Tél. : (79) 36-24-20.

CARNAC-PLAGE. Résidence LES GALIOTES, proche mer, F2, F3, Mal-sentrez. LA CHOUËTERIE, studios, F2 entièrement indépendants. 7.000 F/m² H.T. SERVICE (MMO, 93, av. des Druides, CARNAC. Tél. : (97) 52-94-98 ou (97) 63-28-63.

LARMOR-Plage. direct sur mer, splendide appartement duplex, 200 m², 3 jardins suspendus, piscine privée. Prix 1.600.000 F.
Agence des ARCADES
3, bd P.-d'Esperay, LORIENT. Tél. : (97) 21-25-62.

La Baule - Plage Benoist

Résidences luxueuses - direct face mer sur art. pittoresque entre les résidences et la plage - choix d'appart. de 1, 2, 3 ch. et studios - enti. agencée - s.d.b. complète - park. - cave - vestib. - face mer - littoral sous deux pins - Grand choix de belles villas récentes.
BEAULANDE, 2, av. de la République, 44600 Saint-Nazaire. Tél. : (40) 22-41-15.

PIA depuis 15 ans... LE CAIRE

PIA dessert également : Manille, Pékin, Tokyo, Colombo, Singapour, Dubaï, Karachi, Bangkok, Agence de Lyon : (7) 860.89.48

Renseignements chez votre agent de voyage ou à PIA : 152, avenue des Champs Elysées 75008 Paris - Tél. : 359.51.82

Great people to fly with

Visitez L'AMÉRIQUE en version française ou en V.O.

Vous connaissez un film parlant américain sans sous-titres ? Ce sont les formules Camino de tourisme individuel qu'il vous faut. Il vous faut sous-titres ou doublages ? Les circuits accompagnés Camino sont faits pour vous. Que votre choix se porte sur l'une ou l'autre de ces formules, Camino vous en donne plus :

CAMINO : la spécialisation depuis 21 ans, Camino ne « fait » que l'Amérique. C'est à dire que Camino la connaît sur le bout du doigt !

CAMINO : la sécurité reconnue en Amérique par plus de 4.000 hôtels, des centaines de restaurants, d'organismes d'excursions, d'attractions, de transporteurs que Camino sélectionne soigneusement.

CAMINO : le choix en circuits en 1983, 84 départs vous sont offerts, sur 7 itinéraires raffinés d'année en année.

CAMINO : les accompagnateurs éléments majeurs du succès d'un voyage, il ne « font » que l'Amérique de Camino, garantie de super-compétence.

CAMINO : le dollar c'est aussi là que performances et spécialisation font la différence. Camino n'achète qu'en Amérique et vous rend le dollar abordable.

CAMINO : Prix garantis si le jour de votre inscription vous réglez 70 % de votre voyage, son prix sera ferme et définitif. Vous pourrez aussi ne verser que 25 % et subir les hausses éventuelles (soit un mois avant le départ).

Renseignements, inscriptions dans toutes les AGENCES DE VOYAGES, LE PLUS COURT CHEMIN pour l'Amérique de Camino

coupon à découper et adresser à CAMINO, 21 rue Alexandre Chapender 75017 Paris - Tél. (1) 572.08.11

je désire recevoir sans frais ni engagement vos programmes 1983 :
/ séjour et circuits individuels
/ circuits accompagnés

nom _____
prénom _____
profession _____
adresse _____
CARTON

Camino est présent à la Semaine Mondiale du Tourisme du 22 au 28 février 83 Pavillon Américain Niveau 5 - Foire

مكتبة

nouveau Vincennes

peu étié pour certains grands jours de Prix d'Amérique ; mais bien.

Il y a du Centre Pompidou dans cette architecture de glaces et de tubes de couleurs vives. Il y a de la gare Montparnasse dans ces niveaux largement échancrés vers le ciel et dans ce réseau d'escaliers mécaniques. Mais, ici, c'est un Centre Pompidou de qualité : un Centre Pompidou qui a choisi délibérément de l'être, qui ne l'est pas devenu sous la seule pression des difficultés de fin de mois. Quelques points de conception particulièrement appréciés : on n'a jamais plus que quelques pas à effectuer pour aller des galeries à la tribune, c'est-à-dire pour passer de la réflexion à son résultat. Surtout, les problèmes phoniques ont été traités avec une grande attention. L'ancien Vincennes avait des résonances insupportables de hall de gare. Le nouveau est muet.

Quelques chiffres, dont l'un est malheureusement douloureux : l'ancien hippodrome pouvait abriter huit mille spectateurs et offrir un filet d'échappée visuelle vers la piste à vingt mille. Le nouveau comporte vingt-cinq mille places à l'abri de la pluie et permet à trente-deux mille environ de suivre les courses. Mais l'addition, prévue initialement pour 80 millions de francs, s'élève déjà à 100 millions de francs plus vite que les parieurs (donc que les recettes) et les bétonnières à 200 millions.

Le problème en suspens est celui de la piste. Le comité de la Société du cheval français annonce urbi et orbi qu'il la redessinerait dès que l'état des caisses le permettra, qu'il atténuera la fameuse descente de la ligne des tribunes, qu'il décalera le poteau

pour offrir au dernier effort des chevaux une ligne d'arrivée plus longue d'une cinquantaine de mètres.

Mais, en Normandie — et par conséquent à Vincennes — il y a parfois loin des intentions aux réalisations. Beaucoup de mauvais esprits pensent que ces messieurs du comité — qui n'en sont pas moins éleveurs et propriétaires — ne passeront pas l'aspirat de sacrifice jusqu'à dépenser encore 20 ou 30 millions pour retirer des chances de vaincre à leurs chevaux. L'actuelle piste-toboggan avantage les trotteurs français, plus athlétiques et plus rustiques que leurs grands rivaux mondiaux, les trotteurs américains, plus près du sang pur et par conséquent moins puissants, mais plus véloces et davantage à leur aise sur les pistes planes. Pour n'avoir pas fait le tour de Vincennes avec une chaîne d'arpenteur, nous n'irons pas jusqu'à prétendre, comme le soutenaient naguère un grand entraîneur étranger, que la piste serait plus courte que la distance annoncée, ce qui amoindrirait d'autant les réductions kilométriques et ajouterait, de ce fait, au prestige de nos chevaux.

Mais même si les kilomètres ne sont pas, ici, plus courts qu'ailleurs, il est incontestable que leur profil a fait beaucoup pour la réputation universelle des chevaux qui s'y produisent. Si les propriétaires de ces chevaux suppriment, de leurs deniers, cet avantage dû à la seule nature, il faudra admettre que Douzi et Tréchaud ont été atteints par la gaffe divine, ou... sont tombés sur la tête.

Un qui n'est pas tombé sur la tête, c'est l'idéal du Gazeau. Pas un effort de plus qu'il ne fallait, à deux semaines du Prix d'Amérique, dimen-

che passé, dans le Prix de Belgique. Une course en roue libre, qui l'a amené gentiment à la septième place. Ce qui est dommage, c'est que le public n'ait pas compris que le champion n'était là que pour parfaire sa condition, non pour remporter une nouvelle victoire qui, compte tenu du handicap de 25 mètres qu'il devait rendre, aurait été éprouvante. Le cheval était très joué : 7/4, ce qui représentait une messe de mises d'environ 2 millions de francs sur ses chances.

Voilà le genre d'ambiguïté qui alimente le chapitre — auquel le public est si sensible, comme l'a encore montré un récent « Dossier de l'écran » — des « courses truquées » et des chevaux « tirés ». Le propriétaire ne pouvait évidemment annoncer que son cheval n'était là que pour la frime, ce qui, d'ailleurs, n'était pas tout à fait exact, car, si les six concurrents qui se sont trouvés devant l'idéal du Gazeau avaient mis le genou à terre, le champion n'aurait pas négligé le picotin de 165 000 francs accroché au poteau d'arrivée.

Le public pouvait considérer que, du moment qu'on ne lui disait pas que le cheval n'était pas là pour gagner, jouer sur ses chances était un placement de père de famille.

En fait, il y a, aux courses, un ébécatoire tacite qu'il faut connaître avant d'engager son premier franc. Cet ébécatoire indiquait clairement que, dimanche, à deux semaines du Prix d'Amérique et à 25 mètres de handicap, il ne fallait pas jouer l'idéal du Gazeau. Après ce que le champion a montré d'aisance et de bonne condition physique, le même B.A.-BA

hippique suggère, par contre, qu'on lui confie nos portefeuilles dans le Prix d'Amérique.

Côté portefeuilles, bonnes nouvelles pour les sociétés de courses et l'État du tiers quotidien, camouflé sous le nom de « trio ». Comme nous l'avions prévu, les enjeux journaliers approchent les 10 millions de francs. D'un coup, la recette globale des sociétés de courses, les jours de semaine, a augmenté de près de 30 %.

Rencontré, dans le nouveau Vincennes, l'entraîneur de chevaux d'obstacles Jean-Paul Gallorini, suspendu pour un an, en novembre 1981, à la suite de tests antidopages positifs sur sept de ses chevaux. Il plaide toujours non coupable et s'est refusé à payer l'amende de 300 000 francs à laquelle il avait été condamné. Mais le propriétaire Daniel Wildenstein a payé pour lui et, samedi passé, Gallorini est rentré en possession de sa licence. Il redonne avec vingt-six chevaux à Daniel Wildenstein et, pour l'instant, avec ces chevaux seulement.

Apparemment, ce n'est plus le grand amour avec l'écurie Centaura, dont Gallorini avait fait la première écurie d'Auteuil mais qu'il avait dû confier, au moins en nom, pendant sa suspension, à Patrick Rago. Probablement l'habituel problème des intimes, faciles à mettre en place, plus difficiles à dénouer.

Pas un mot, d'ailleurs, sur la mort de François Maitre. Ou on nous excuse, cette semaine. Le personnage n'avait pas de place pour qu'il se suive longtemps. Nous le retrouverons.

LOUIS DÈNIEL.

VOYAGEZ A LA CARTE

Imaginez votre voyage, nous l'organiserons.

Appelez-nous,

Remplissez-la,

Economisez en moyenne 10%,

ou renvoyez ce bon, vous recevrez une fiche informations-voyages nous vous enverrons votre devis "sur mesure" vente directe, frais minimum

TRAVEL HALL
551.73.67

Pour recevoir gratuitement informations-voyages, remplissez ce bon et renvoyez-le à :
Travel Hall, 9, Av. de la Motte-Picquet 75007 Paris.

1000
Lyon
Lyon
Lyon

EGYPTE
UNE CROISIÈRE SUR LE NIL

6685 F

Demandez notre catalogue chez votre agent de voyage ou téléphonez au :

(1) 742 68 48

66 rue d'Amsterdam 75009 PARIS
107 avenue de Clichy 75017 PARIS

(88) 22 33 34

14 rue de la Fonderie 67000 STRASBOURG

le point azur

Photo

Zoom pour tous

LA société Angénieux, fabricant d'optique à Saint-Héand dans la Loire, vient de commercialiser les premiers zooms destinés aux appareils 24x36, dont les prototypes avaient été présentés en juillet dernier (1). L'un de ces objectifs, le 2,5-3,3 de 35-70 mm, est le zoom (2) le plus lumineux jamais réalisé pour un appareil photo. Mais aucun photographe, professionnel ou amateur, n'y prête vraiment attention, car son ouverture maximale (3), 1:2,5, n'est pas a priori une performance exceptionnelle. Il existe en effet depuis longtemps des objectifs à focale fixe, plus ouverts (1:1,4 ou même 1:1,2, c'est-à-dire quatre et huit fois plus lumineux).

L'ouverture 1:2,5 du zoom Angénieux représente en fait un gain de lumière de 50 % (soit l'équivalent d'un demi-diaphragme) par rapport aux zooms 1:2,8, jusqu'à présent les plus lumineux du marché. Ceux-ci sont d'ailleurs rares, et l'on n'en compte que sept sur le marché français, ce qui est bien peu au regard des quelques deux cents zooms proposés par les fabricants (4). Le progrès est donc apparemment mince. Il semble même incertain si l'on observe que l'ouverture 1:2,8 était déjà utilisée voilà près d'un quart de siècle. Ce fut le cas dès 1959 lorsque Voigtlander, l'une des grandes firmes de l'industrie photographique allemande, ajouta d'abord à sa gamme le Zoomar 2,8 de 36-82 mm, qui était le premier objectif à focale variable conçu pour un appareil photo. Dès les années 60, d'autres fabricants proposèrent à leur tour des zooms ouvrant à 2,8 (Carl Zeiss, Canon et Nikon notamment).

Cette absence de progrès de la luminosité des zooms est une conséquence de la miniaturisation des appareils photographiques, miniaturisation qui eût été freinée si elle n'avait pas concerné aussi les objectifs. En particulier, les zooms, qui, dans les années 60, étaient gros et peu pratiques d'emploi, ne pouvaient arriver à concurrencer les objectifs ordinaires qu'en devenant aussi petits. Pour cela, il fallait réduire le diamètre et le nombre des lentilles les constituant (souvent une vingtaine). Cette exigence n'était compatible ni avec un accroissement de la luminosité ni avec la recherche de meilleures performances qu'il fallait aussi envisager. En matière d'optique, en effet, il n'est pas possible d'améliorer ensemble les caractéristiques d'un objectif en éliminant toutes les aberrations des lentilles. Les opticiens sont tenus de faire des choix : dans le cas du zoom, ils donneront la priorité à l'amélioration de certaines qualités et à la miniaturisation, sacrifiant notamment la luminosité.

Ce sacrifice fut accentué ces dernières années, la plupart des fabricants renonçant même à obtenir une luminosité constante à toutes les focales (c'est le cas du nouveau zoom Angénieux, dont l'ouverture maximale diminue de 1:2,5 à 1:3,3 lorsque la focale varie de 35 à 70 mm). C'est dans ces conditions que furent réalisés, dès les années 70, des zooms particulièrement compacts, souvent aux dimensions des objectifs ordinaires de 50 mm. Leurs commandes sont devenues très accessibles en cours de cadrage, étant souvent réduites à une seule bague pour le réglage de la distance et de la focale.

Aujourd'hui, le zoom, qui facilite beaucoup le cadrage, est une optique aussi courante qu'un objectif ordinaire, et son succès ne cesse de s'affirmer. Au Japon, principal pays producteur, 30 % des objectifs interchangeables pour appareils 24x36 fabriqués en 1982 ont été des zooms (contre 8 % en 1978). Si l'on ne prend pas en considération les objectifs normaux qui équipent les appareils 24x36 lors de leur commercialisation, le zoom représente maintenant plus de la moitié des ventes d'objectifs interchangeables, et les industriels japonais estiment que la proportion sera bientôt de 70 à 80 %.

Les zooms sont maintenant aussi bons que les objectifs ordinaires. Mais on ne peut comparer ce que l'on compare.

En premier lieu, la qualité d'un zoom dépend de son constructeur (plus ou moins sévère sur les tolérances et les contrôles de fabrication) et de son prix. Si l'on prend l'exemple d'un classique 50 mm ouvert à 1:1,8 ou à 1:1,4, le prix peut varier couramment de 500 à 3 000 francs, les objectifs en cause ayant des différences de performances considérables. Les mêmes écarts se retrouvent avec les zooms, dont les prix se situent couramment entre 1 000 et 6 000 francs. Un bon zoom coûte d'autant plus cher que sa monture est complexe et doit assurer le déplacement de plusieurs groupes de lentilles en restant aussi peu sensible que possible à l'usage.

D'autre part, il est rare qu'un zoom conserve les mêmes performances à toutes les focales, ce qui est vrai aussi avec des objectifs ordinaires de focales différentes. En règle générale, les objectifs 50 mm

sont meilleurs que des téléobjectifs de 100 ou 200 mm ou encore des grands-angulaires de 35 ou de 28 mm. Par ailleurs, pour simplifier la construction d'un zoom et réduire son prix de revient, de nombreux fabricants choisissent de ne pas maintenir une mise au point constante à toutes les focales. Dans ce cas, l'utilisateur a tout intérêt à refaire la mise au point à chaque changement de focale. Bien des images de faible définition obtenues avec un zoom photo sont dues à un oubli de ce genre.

ROGER BELLONE.

(1) Voir le Monde du 10 juillet 1982.

(2) De la distance focale de l'objectif dépend la largeur du champ photographié. Celui-ci est d'autant plus grand que la focale est plus courte. Par conséquent, le zoom permet de varier la distance focale et de réaliser des objectifs à focale variable (ou zoom), autrement dit des objectifs embrassant un champ variable.

(3) La luminosité est définie par l'ouverture maximale d'un objectif et correspond au rapport entre la distance focale et le diamètre des lentilles. Ce rapport donne des valeurs d'ouverture dont certaines sont normalisées : 1 : 1,4, 2 : 2,8, 4, etc. La plus petite valeur représente l'objectif le plus lumineux et la quantité de lumière traversant l'objectif diminue de moitié lorsqu'on passe d'une valeur normalisée à la suivante. L'ouverture maximale est parfois une valeur intermédiaire (2,5 ou 3,3 par exemple).

(4) Ces sept objectifs sont les suivants : Canon FD 2,8 - 3,5 / 35 - 70 mm, Magnan 2,8 - 4 / 28 - 80 mm, Nikkor ED 2,8 / 80 - 200 mm, Sigma 2,8 - 4 / 35 - 70 mm, Pentax 2,8 / 35 - 70 mm, Tamron SP 2,8 - 3,8 / 35 - 80 mm et Tamron SP 2,8 - 3,2 / 70 - 150 mm.

FINLANDE
LE SKI A FOND

Quittez les pistes battues, les sentiers encombrés : En Finlande, vous découvrirez le ski espace, le ski randonnée, le ski sauvage.

Au pays de la neige, de la « Profonde » vous découvrirez aussi les joies vivifiantes de la randonnée en traîneaux tirés par des rennes, ainsi que la chaleureuse hospitalité des Finlandais.

Des prix profondément doux : séjour pension complète 9 jours Paris/Paris : 4190 F

Pour recevoir la brochure forfaits skis en Finlande, retournez ce coupon à : **FINNAIR**
11, rue Aubert 75009 Paris Tél : 742.33.33

Nom _____
Adresse complète _____

La voie royale: Paris-Riyad tous les jours en TriStar

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Saudia.
55 avenue George V, 75008 Paris. Tél. 720.68.20, libre appel 146.

saudia
SAUDIAN ARABIAN AIRLINES
Bienvenue dans notre royaume

Paris

Riyad

السعودية

Plage Benoît

Plaisirs de la table

Jours de fête

L'AN 1982 est mort, vive 1983 ! Est-ce l'heure d'un bilan gastronomique ? J'ai réveillé le 31 décembre. A midi. Au Vivarois (192, av. Victor-Hugo Paris 16^e, tél. : 504.04.31). Il me semble à chaque fois, le repas terminé, ici, qu'il est injuste de classer au-dessus quelque restaurant parisien que ce soit. Notre menu : petite truffe en pâte, saint-jacques à la nage, carré d'agneau, mignardises avec le café. Sur la truffe, un madère de cent vingt ans d'âge et un cornas frais ensuite. Simplicité, mais simplicité grandiose !

Quelques jours plus tôt j'avais fêté Noël (le 27 décembre) avec un diplomate venu du froid, à l'Auberge de l'Argonne (27, avenue Reille Paris 14^e, tél. : 589.17.05). Ami des poissons nordiques, il s'enthousiasma des terrines de Goareguet (celle de thon frais aux épinards, entre autres) avant le filet de morue fumé au beurre fondu, le tout arrosé de la grande cuvée Laurent Perrier. Pain, beurre et fromages biologiques évidemment.

Autres trouvailles au fil des cartes : le rouget-barbet à l'unilatéral du Villars Palace (8, rue Descazottes, Paris 5^e, tél. : 326.39.08). On sait que c'est là, venue du Nord elle aussi, une façon de cuire le saumon fumé. Appliqué au rouget, le résultat est intéressant, prédisant la giblette de carpe. Ainsi que le gâteau de raie en gelée (parfumé à la coriandre) et l'aile de raie au vin de paille de l'Estourmel (1, rue Léo Delibes, Paris 16^e, tél. : 553.10.79) où, entre parenthèses, on vous proposera un excellent menu à 130 F, café compris (malheureusement sans fromage).

Pour débiter l'année qui s'annonçait de jours assez froids, ce fut au Récamier (4, rue Récamier,

Paris 7^e, tél. : 548.86.58), où Martin Cantegrit annonce la couleur : « La tradition du Récamier est de ne proposer que des produits frais, naturels et de première qualité et une carte entièrement conçue et réalisée dans ses cuisines. » (Combien peuvent en dire autant de nos étoilés, toqués et astériqués ?) Après un petit pâté chaud de lièvre en amuse-gueule, les sardines fraîches crues et le foie de veau à l'auvergnate furent les bienvenus. Grand et solide et rebaleureux repas.

Enfin pour tirer les rois, j'ai choisi un roi de la restauration : M. Beaumont. A vrai dire, je sais bien ce que l'un reproche le plus à cette maison Albert (122, avenue du Maine, Paris 14^e, tél. : 320.21.69) : son succès ! Un succès non pas de foule papotante et dans le vent, mais d'habitués, bien décidés à trouver, sur une carte classique, les plats solides et bonnement servis de leur choix, à partir d'un matériel d'extrême qualité. Le cadre est chaud, avec des tableaux montparnassiens de circonstance (j'ai déjeuné en face d'un Carzou « délicieux ! »). De quelques « spéciales » sur un lit d'oselle, de la brochette des « demoiselles » (saint-jacques de Saint-Paul) avant un rognon (entier) au vinaigre. A l'apéritif et en place des feuilletés mignardisés à la mode, simplement des rondelles d'un admirable saucisson au poivre et des rondelles de radis noir. Le tout pour des prix certes d'aujourd'hui, mais nullement excessifs. Une étoile Michelin et une étoile Botin Gourmand, c'est bien. Mais j'en connais tellement de deux qui... passons. L'année commençait aussi bien qu'avait fini l'autre ! A la semaine prochaine un tableau d'honneur de 1982.

LA REYNIERE.

Au goût des lecteurs

NON seulement le lecteur a apprécié de pouvoir signaler ses bonnes lectures « hors guides » et au fil des jours, mais encore nombreux sont ceux qui ont profité et veulent bien confirmer la qualité de ces maisons mal connues, méritantes et modestes.

Voici donc une nouvelle liste : A Serres (Hautes-Alpes), le restaurant *P'tit Moulin* (tél. : 92.67.00.01), jadis célèbre puis « tombé », reprend vie (il a une étoile, au nouveau Botin Gourmand) et un docteur lecteur s'enchant de la cuisine (et des prix !) sages du chef Ph. Frenoux.

A Couloges-sur-l'Autize (Deux-Sèvres) la Citronnelle (10, rue du Commerce, tél. : 49.06.17-67), d'après les menus à 80 francs avec fromage ET dessert ont enchanter un correspondant, satisfait aussi de l'accueil, du café excellent.

A Bayeux (Calvados), l'Hôtel du Luxembourg (tél. : 31.92.00.04) est

un « bon » Logis de France, mais surtout : c'est à Beuzeville (Eure) que ce lecteur s'est régalé d'un menu touristique de qualité, avec un cadre et un accueil sympathiques, à l'Auberge du Cochon d'Or (place de Gaillet, tél. : 57.70.46). Vaut mieux que sa citation au Botin Gourmand sans mériter les sarcasmes du Gault et Millau.

A Doussard (Haute-Savoie), dans un parc dominant le lac d'Annecy, le *Marceau* (tél. : 50.44.30-11) aux quelques chambres fort courues et aux menus plus que remarquables pour le prix de pension.

A Montréal (Gers), le *Restaurant de la Gare* (tél. : 62.28.43-37) dont la salle d'attente est celle d'attente de la gare désaffectée, les différents menus et la cave sont appréciés d'un lecteur qui est aussi fidèle à l'Hôtel de France à Gecusse (Landes, tél. : 58.44.51-18) aux prix exemplaires.

A Périgueux (Dordogne), un lecteur me signale le *Vieux Pavé*. Il ne figure sur aucun guide et il ne donne aucune référence. Alors ? Peut-être un autre lecteur voudra bien faire le cobaye et me dire...

A Périgny-sur-Yverres (Val-de-Marne), depuis quelques mois, on parle du *Four à Pain* (place du Général-de-Gaulle, tél. : 1.900.90.60) et de l'herm. M. Noël qui fit les beaux jours des *Marronniers* du boulevard Arago, à Paris (nous nous y régalaons, avec Marc Allégret) me le signale depuis sa retraite voisine. J'ai et vous en parlerez plus longuement. L'aval de ce grand cuisinier est important.

Enfin, un « toubih » de Saint-Quentin me signale l'*Albergo Ristorante Giardini*, à Cernobbio (près du lac de Côme). Dans un jardin, une cuisine italienne traditionnelle, savoureuse et copieuse. L'Italie, avec le progrès, c'est à deux pas. Et puis Côme est une ville gaie et la belle promenade de la place Cavour, au long du lac, jusqu'à ce temple Voltiano dédié à Volta, vaut, comme dirait Michelin, « le voyage » ! — L. R.

PRIX MARCO POLO-CASANOVA 1982

D'ECERNE comme de costume au *Fouquet's*, ce prix devait désigner cette fois le meilleur restaurant japonais de Paris. Il s'est trouvé et se trouve dans la capitale. La liste en a été envoyée 250 francs, un secrétaire du jury, par l'ambassade du Japon elle-même !

Après délibération, les restaurants *Isaï* (rue Sainte-Anne) et *Kumô* (rue Samsier-Leroy) ayant obtenu quelques points, le lauréat fut le *Benkyô de l'Hôtel Nikko* (161, quai de Grenelle, Tél. : 573.62.62). Mais, attention, ils sont deux dans un, et il vous faudra choisir.

En présence de son excellence M. Hiroshi Ushida, ambassadeur du Japon à Paris, le chef du *Benkyô* reçut la coupe des maîtres de laurier de l'an dernier, *Wally Salaries* (un des meilleurs coccos de Paris, rue Le Regnart, dans l'île Saint-Louis). — L. R.

Philatélie

N° 1775

FRANCE : Brantôme du Périgord.

Dans l'arrondissement de Périgueux, le chef-lieu de canton de la Dordogne, la ville de Brantôme, un peu plus de deux mille habitants (Brantôme), débute la série « touristique » 1983. Vente générale le 7 février (12/83).



1.50 F, bleu-gris, brun, vert. Format 36 x 22 mm. Dessin et gravure de Pierre Béquel. Tirage : 10 millions d'exemplaires. Taille-douce, Paqueux.

Mise en vente anticipée :

— Les 5 et 6 février, de 9 h à 18 h, par le bureau de poste temporaire ouvert à la mairie de Brantôme. — Obligation « P.L. ».

Le 5 février, de 9 h à 12 h, au bureau de poste de Brantôme. — Boîte aux lettres spéciale pour « P.L. ».

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires :

— 30000 Grenoble (à l'Alpe), les 22 et 23 janvier. Concentration du 51^e Rallye de Monte-Carlo.

— 59150 Wattrelos (salle Jean Zay), le 30 janvier. — 30^e journée mondiale des Miroirs.

— 53400 Cambrai, (centre culturel, rue des Archers), le 5 février. — Exposition « Philatélie et droits de l'homme ».

— 83500 La Seyne-sur-Mer (Hôtel de Ville), les 5 et 6 février. — 22^e exposition philatélique, « le sport ».

— 92500 Puteaux (42, av. Edouard Vaillant), les 12 et 13 février. — 23^e exposition philatélique.

— L'Association des Chroniqueurs Philatéliques de la Presse Française, au cours de l'Assemblée générale du 13 janvier dernier, a renouvelé son comité de direction, constitué comme suit : président, Adalbert Vitalyos ; vice-président, Raymond Duxin et Jacqueline Caurat ; secrétaire général, Jean-Pierre Bertrix et coprésident, Claude Dénari ; conseillers : Jean-François Brun, Pierre de Lizzy et Hervé Tois.

SYNTHÈSE D'UNE ANNÉE D'INFORMATION

A l'occasion de nos lectures, fidèles à notre chronique hebdomadaire, nous avons réalisé un document synthétique l'essentiel de nos informations publiées sur les timbres de France en 1982.

Un tel document est la clé de l'ensemble de ces quatre pages. Il résume, dans l'ordre chronologique, les émissions, avec chiffres de tirage, et tous les renseignements utiles pour un collectionneur.

Ce document est à votre disposition contre 5 F par timbre-poste et une enveloppe affranchie et libellée, par vos soins, à votre nom et adresse.

* Ecrire à M. A. Vitalyos, le Monde, 5, rue des Italiens, 75477 Paris Cedex 05.

En bref :

— BENIN. — Série « Noël 1982 », deux valeurs P.A., la Vierge et l'Enfant, 200 F de Grégoire et 300 F de Carrière. Officiers, Edita (20-12-82).

— NAURU. — Visite royale, trois valeurs, 20, 50 cents et 1 dollar.

— SAMOA. — Série « Noël 82 », trois valeurs P.A., la Vierge, l'Enfant et le Christ, 100, 200 et 300 F. Edita (20-12-82).

— SALOMON (Nouveau). — Les 500 1982 du Commémoratif, feuille de 25 valeurs (douteuses) de 25 cents, deux sujets divers se trouvant en un bloc-feuille avec deux timbres de 25 cents et un de 1 dollar.

— DEL ET SC. AU CHATEAU DE VAL. — (Corréze), du 2 mars au 14 juin, à Bonté-Orques, (le Monde, du 15 janvier), diffusion sous couverture jaquette dix feuillets de luxe de dessins de châteaux ou par les artistes. L'ouvrage est en souscription jusqu'au 28 février, au prix de 40 F franco. Des et Sc., 52, bd. Edgar Quinet, 75014 Paris. (C.C.P. 205 30-32 M Paris). ADALBERT VITALYOS.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

<p>ALSACIENNES AUBERGE DE RIQUETWITZ, 12, r. de la Montmartre (91), 770-62-39. AU GOURMET D'ALSACE, 16, rue Favart (21), face Opéra-Comique, 296-69-86.</p> <p>AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 31.225-01-10. F. sam. 41m.</p> <p>FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELMAN, 37, r. François-1^{er}, 723-54-42. Jue. 22 h. Cadre élég. LES CHAMPS D'ORS, 22, rue du Champ-de-Mars (71), 551-52-69. F. dim. et lundi. Décor de boiseries, cadre raffiné. Spécialités de poissons, cuisine personnalisée.</p> <p>LAPEROUSE, 51, qu. Gds-Augustins, 326-68-04. Cadre ant. authent. CHEZ FRANÇOISE, Aéroport des Invalides (71), 351-87-20 et 705-49-03. Menu 85 F et grands crus de Bordeaux en carafe. Ouv. le dim. à déjeuner. Fermé le dim. soir et lundi.</p> <p>LYONNAISES LA FOUX, 2, rue Clément (61), F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux.</p> <p>NORMANDES MANOIR NORMAND, 77, bout. de Courcelles, 227-38-97. F. samedi midi. Langoustes, poulets au feu de bois.</p>	<p>Coupe d'or de la gastronomie internationale.</p> <p>PÉRIGORDIENNES LE FRIANT, 40, r. Friant, 539-59-98. F. dim. Spéc. Périgord et poissons.</p> <p>SARLADAISES LE SARLADAIS, 2, rue de Vieupre, 522-23-62. Cassoulet 57 F. Confit 57 F.</p> <p>SUD-OUEST AU VIEUX PARIS, 2, pl. Panthéon (51), 354-79-22. PARKING. Sa cave. P.M.R. 100 F.</p> <p>LE REPAIR DE CARTOUCHE 200-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (119).</p> <p>TOURANGELLES L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Trévise, 343-14-96. Spéc. F. dim.</p> <p>FRUITS DE MER ET POISSONS LA BONNE TABLE, 42, rue Friant, 539-74-91. Spécialités de poissons. Dessertier, spécialité de l'huître. 9, place Perette, 227-82-14. Coquillages et crustacés. Les préparations de poissons du jour.</p> <p>TOUR D'ARGENT, 6, pl. de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. Huîtres, poissons, grillades. Jue. 1 h 15. Cuis. TY COZ, 35, rue Saint-Georges, 376-42-95. Tous les poissons. F. dim.</p>	<p>LE LOUIS XIV, 8, bd Saint-Denis, 200-10-90 et 208-56-56. F. lundi-mardi. Déjeuners, dîners, soupers. Fruits de mer. Gibiers. Rôtisserie. Station Parking privé.</p> <p>L'OPERA DE LA MER, 6, rue Gomboust (11), 261-43-93. Formule à déjeuner rapide à 85 F.T.C. (un plat, parmi une douzaine au choix, dessert et un demi vin par pers.) et toujours sa formule à 130 F.T.C. et sa carte.</p> <p>TOUR DE LYON, 1, r. de Lyon (121) face à la gare, 343-88-30. Huîtres, poissons, grillades. Jusqu'à 1 h 15 matin.</p> <p>VIANDES AU COCHON DE LAIT à la broche, 1, rue Corbelle, 326-03-65. F. dim.</p> <p>ARMÉNIENNES LA CAPPADOCE, 67 bis, quai A-Bianqui, Alfortville, 575-05-30. Dîner dansant avec orch. et duo grec.</p> <p>BRESILIENNES GUY, 6, rue Mahillon, 61. 354-86-61. Prix de la meilleure cuisine étrangère de Paris pour 1978.</p> <p>CHINOISES PASSY MANDARIN, 6, rue Boileau-Vent, 161, 288-12-18, 527-62-02. Spéc. à la vap. Boutiq. plats à emp.</p>	<p>Livraison à domicile.</p> <p>PRODUITS EXOTIQUES, 524-38-54.</p> <p>CHINOISES-THAÏLANDAISES CHEZ DIEP, 23, rue de Pondichéry (81), 256-23-96. L.J. Nouvelles spécialités dans le quartier des Champs-Élysées, et gastroonomie chinoise-vietnamienne.</p> <p>DANOISES ET SCANDINAVES FLORA DANICA et son agréable jardin, 142, av. des Champs-Élysées, 141. ÉLY. 20-41.</p> <p>COPENHAGUE, 1^{er} étage.</p> <p>ESPAGNOLES EL PICADOR, 80, bd de Bessingolles, 387-28-87. Jusqu'à 100 couvertes.</p> <p>JOS ARCOS, 7, r. Leclercq (111). Ouv. dim. 12 h à 13 h 30. Sous la direction de Herman Perez vous sont offerts, dans une chaude ambiance flamenco et sud-américaine, ses spécialités espagnoles et françaises.</p> <p>INDIENNES VISHNOU, 21, r. Danton, 297-56-54, 297-56-46. Spéc. R.S.G. Fermé le dimanche.</p> <p>INDRA, 10, r. Cd-Rivière, F. dim. 359-46-40, 359-36-72. SPÉCIAL TANDOORI.</p> <p>ASHOKA, 5, rue De-Jacquemotte-Clemenceau (129), 532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial TANDOORI.</p>	<p>INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJAH, 15, r. Chapelle (61), F. mardi, 325-12-84. M. Vavin.</p> <p>L'ARABE A SOUBRAIT, 15, rue de Jour (11), 233-27-69. Cadre agréable, de 12 h à 14 h, 100 F. F. dim. Restaurant « salon » de l'Inde.</p> <p>MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 354-26-07. F. jeudi. M. Maubert.</p>	<p>MAROCAINES MASSA FRA, 5, r. Ste-Beuve, 548-07-22. 20 h à 0 h 30. F. d. 40. Tr. fin Couscous. Pastilla. Rôt. à part. 17 h.</p> <p>VITAMINISÉS NEM 66, 66, rue Lauriston (16), 727-74-52. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.</p>
--	---	---	---	--	--

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

Ouvert après Minuit

Rive gauche

Il y a des femmes chez qui on revient pour le plaisir.

Huîtres, fruits de mer, homards, choucroutes.

Face à la tour Montparnasse, 3, place du 18 July, 1940 à Paris 6^e. Tél. : 548.96.12. Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h. du matin.

CHEZ HANSL

La Petite Chaise

Établissement réservé à 240 personnes, tous les jours.

11, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

Rive droite

Le P'tit Quinquin

cuisine de qualité menu • vin à volonté à partir de 45 F S.N.C. — ouvert tous les jours —

150, rue Lafayette, 75010 Paris. Tél. 206.74.04

L'auberge du bonheur

DE 80 A 100 F

Au Bois de Boulogne derrière la Grande Cascade, Jardin. Tous les jours jusqu'à 17 h 30 sauf samedi - Tél. : 772.40.75

Le GAVROCHE

Au cœur des Boulevards dans un cadre rustique.

Cuisine traditionnelle soignée • Menu • vin à volonté • Ouvert tous les jours

Les 3 moutons

11, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. 225.26.35

Le b'CEUF

99, rue LA MOTTE (coin rue de Valenciennes) 75011 Paris. Tél. 225.27.10

LES 3 LIMOUSINS

11, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. 225.27.10

LE CHALUT

LA PLUS BELLE CARTE DE POISSONS

7, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. 225.27.10

LA GRANDE CASCADE

BOIS DE BOULOGNE

Tél. : 506.33.51 et 772.66.00

Ouvert toute l'année

Déjeuners, dîners, réceptions

BRASSERIE DE L'EST FACE GARE DE L'EST

SA FABULEUSE CHOUCROUTE

LE DÉLICIEUX JANVIER DE PONG - CONFIT DE CANARD POMMES SAUTÉES

7, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. 225.27.10

UN LOUP FLAMBÉ BRÛLE DE VOUS VOIR CHEZ CHARLOT

CHARLOT ROI DES COQUILLAGES 12, place de Clichy, 874.48.54 et 68

CHARLOT 1^{er} MERVEILLES DES MERS 128 bis bd de Clichy, 522.47.08

Les Maîtres-écaillers de la Porte-Maillot vous reçoivent jusqu'à 2 h du matin

A L'AUBERGE AU RESTAURANT

Dab Le Congrès

Choucroute, rôtisserie, viandes grillées à l'os au feu de bois.

Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés.

161 av. de Malakoff 75116 Paris - tél. 500.32.22

80 av. de la Grande Armée 75017 Paris - tél. 574.17.24

4 des plus belles brasseries 1900 OUVERTES APRES MINUIT

FLC

Choucroute - Barre d'huîtres

7, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. 225.27.10

VALDEVILLE

Choucroute - Barre d'huîtres

7, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. 225.27.10

JULEN

Choucroute - Barre d'huîtres

7, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. 225.27.10

TECMINUS NOOD

Choucroute - Barre d'huîtres

7, rue de Valenciennes, 75011 Paris. Tél. 225.27.10

SERVICE TOUTS LES JOURS JUSQU'A 2 H. DU MATIN

Le Monde

culture

MUSIQUE

UNE BONNE NOUVELLE POUR LES DISCOPHILES

Katherine Ciesinski dans « Ariane et Barbe-Bleue »

D'une certaine façon, les femmes sont des hommes comme les autres. Telle était l'opinion d'un homme d'esprit. Son nom n'est pas entré dans l'histoire pour autant, mais cette boutade permet de mieux apprécier la portée véritable d'Ariane et Barbe-Bleue, dont Maurice Maeterlinck écrit le livret pour Paul Dukas en s'inspirant des expériences amères de sa compagne, Georgette Leblanc, qui devait tenir le rôle principal lors de la création de l'œuvre à l'Opéra-Comique en 1907.

En effet, la curieuse aventure d'Ariane venue délivrer les femmes de Barbe-Bleue et quittant seule le château après avoir découvert que ses sœurs préfèrent la douce servitude à la liberté, l'obscureté à la lumière et à la connaissance, l'obéissance aux caprices du maître à l'amour véritable, pourrait être interprétée comme une sorte d'illustration des luttes et des obstacles auxquels se heurte la féminité.

En réalité, la question de la libération, exprimée ici par Ariane, ne concerne pas seulement la condition féminine, prise ici comme symbole, mais l'ensemble des créatures humaines. Sans céder à la mode actuelle, qui consiste à analyser les livres d'opéra non pas selon leurs critères propres mais comme s'ils étaient l'œuvre de psychologues rigoureux ou de philosophes inspirés, il faut reconnaître que la tâche de Maeterlinck possède un relief suffisant pour avoir sa part dans l'histoire de la littérature ou pour servir de référence en mémoire le souvenir des rares exécutions, puisqu'il n'en existait pas d'enregistrement jusqu'à cette année.

Sur ce dernier point, beaucoup de discophiles verront bientôt leur souhait se réaliser : la récente exécution en concert au Théâtre des Champs-Élysées, dans le cadre de la saison lyrique de Radio-France, coïncide avec l'enregistrement de l'œuvre par Erato. Les auditeurs de France-Musique auront donc eu, en direct, un avant-goût de ce que leur réserve le disque. S'il est un point sur lequel on peut avoir quelques certitudes, c'est la qualité de la prononciation française de Katherine Ciesinski, ve-

nue à employer en extrême Jesse Norman présente d'abord pour le rôle d'Ariane. Toutes les paroles de l'héroïne sont importantes, et les phrases de Maeterlinck sont parfois d'une construction propre à embarrasser un comédien qui n'aurait pas le souci supplémentaire de chanter. La première phrase d'Ariane est déjà redoutable, et Katherine Ciesinski l'a dite avec une sûreté d'intonation, une justesse de ton et une intelligence des mots dont elle ne s'est pas départie jusqu'à la dernière note de ce rôle étonnant, puisqu'il reste en scène tout au long des trois actes.

Compte tenu du style héroïque dans lequel est traité le personnage d'Ariane, on souhaiterait naturellement une très grande voix de soprano dramatique, d'une puissance aussi exceptionnelle que l'idéal humain qu'elle incarne. De ce point de vue, à en juger par l'audition en concert, Katherine Ciesinski ne remplit pas tout à fait les exigences du rôle, mais les artifices de la prise de son feront tomber cette seule réserve. D'ailleurs, comme il est rare de trouver réunies la puissance et l'intelligence vocale, on devrait toujours préférer la seconde de ces qualités.

Le reste de la distribution est d'une très bonne tenue : Gabriel Bacquier n'a pas dédaigné de venir chanter les quatre-vingts notes dévolues à Barbe-Bleue (soit une de moins que le vieux paysan, Chris de Moor, excellent lui aussi) ; Mirella Freni (la nourrice), au timbre chaud, ne pâlit pas aux côtés d'Ariane. Parmi les quatre femmes, on remarquera la belle couleur de mezzo et la présence dramatique d'Anna Scher (Selysetta), dont la partie est plus développée que celle d'Anne-Marie Blanchet (Ygraine), Jocelyne Chaminon (Mélisande) et Michèle Command (Bellangère), dont on connaît bien le talent par ailleurs.

Enfin, les chœurs et le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France ont donné le meilleur d'eux-mêmes, sous la direction d'Armin Jordan, qui, sans ostentation, a su dégager les grandes lignes d'une partition somptueuse et, pour cette mission, délicate.

GÉRARD CONDÉ.

THÉÂTRE

LA GRÈVE DES ARTISTES-INTERPRÈTES A ÉTÉ LARGEMENT SUIVIE

M. Lang annonce pour le mois d'avril un nouveau système d'indemnisation du chômage

La grève des artistes-interprètes a été, le 20 janvier, largement suivie à Paris et de façon variable en province.

Outre les théâtres nationaux parisiens, les quatre-cinquièmes des salles ont annulé leurs représentations. Pour certains concerts, notamment celui de l'Orchestre de Paris, le rideau s'est levé avec retard. Plusieurs tournages de films ont en outre été interrompus.

La fédération Force ouvrière des syndicats du spectacle, de la presse et de l'audiovisuel s'est félicitée, dans un communiqué, de « l'ampleur du mouvement », constatée aussi par le syndicat C.G.T. des réalisateurs de télévision qui, par solidarité, avaient observé un arrêt de travail.

Au cours de la première journée des rencontres des « acteurs du changement », organisée par le P.S., M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, a indiqué qu'il avait parlé de la grève des comédiens mercredi 20 janvier, avec le président de la République et le premier ministre. « N'oublions pas », a-t-il dit, « que la situation de la presse et de la télévision est une situation de précarité, et que la profession n'est certainement pas celle de privilégiés. Nous souhaitons que l'on tienne compte de l'importance de cette profession qui dépasse les questions purement matérielles ».

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a estimé que cette affaire est comparable à celle de l'exonération des œuvres d'art de l'impôt sur les grandes fortunes. Du point de vue de l'impôt, « on ne peut pas dire qu'un Picasso et un lingot d'or, c'est pareil », du point de vue de l'indemnisation du chômage, « on peut dire qu'un comédien et un technicien, c'est pareil », a-t-il souligné. « L'aut-il mieux choisir un appauvrissement culturel ou un petit appauvrissement financier », a ajouté M. Joxe.

M. Jack Lang, ministre de la

RAMEAU:
Castor et
Pollux
ENGLISH
BACH FESTIVAL

VARIÉTÉS

TOM NOVEMBRE AU THÉÂTRE DEJAZET

Caricatures et chansons

Plus de cent trente ans après sa construction au 41, boulevard du Temple, le petit théâtre Dejazet — une vraie bonbonnière rococo en rouge et or — revient à la chanson.

A l'époque de Napoléon III on l'appela successivement les Folies Meyer, les Folies Concertantes et les Folies Nonnelles et la jeunesse boulevardière avait, dit-on, l'habitude de sucer des sucres d'orge à l'absinthe pendant le spectacle. Consacré à l'art dramatique — Victorien Sardou y débuta comme auteur — sous la direction de la comédienne Dejazet, le théâtre avait ensuite abrité le cinéma.

Les premières affiches du Dejazet renouveau sont consacrées à Tom Novembre (jusqu'à la fin du mois), puis à Gilles Langouren (à partir du 1^{er} février).

Le frère de Charlie Chaplin s'est signalé en septembre dernier par la sortie chez Philips d'un premier album tout en nostalgie et en dérision. Dans le spectacle ici présenté, les chansons n'interviennent que sous forme de parenthèses dans une suite de sketches pas toujours dépourvus d'influences évidentes (Breton, Godard), pas suffisamment fabuleux, figés dans l'écriture. Tel quel, le travail comique est encore trop brut, plein de lieux communs. Mais un caricaturiste original est là, présent dans un geste, une attitude, une image fulgurante, avec sa tendresse, sa causticité.

Tout le problème de Tom Novembre est de ne pas se perdre en cours de route.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre Dejazet 20 h. 30.

EXPOSITIONS

Les cinq siècles de Raphaël

(Suite de la première page.)

C'est en 1970 que le Jules II vert et rouge de Londres a été mieux vu et mieux compris, les clefs croisées du damas de fond lui assurant la priorité sur la réplique des Offices.

Les nettoyages, généralement conduits avec la prudence qu'exige la notoriété de toutes ces œuvres, ont en quelques années profondément modifié l'interprétation. Après l'éclaircissement considérable du paysage de la *Madone de Foligno* (Vatican) en 1978, on ne songe plus à attribuer l'atmosphère « phosphorescente » du village illuminé par l'arc-en-ciel à l'intervention d'un collaborateur nordique. On y voit le début d'une passion « coloriste », aux rebondissements raffinés (*La Donna Velata*) ou recherchés (*Léon X*) ou puissamment orchestrés dans les sombres (*La Transfiguration*).

Le nettoyage de cet immense et complexe panneau, où l'on s'accrochait à voir une intervention abondante des disciples, a été le grand événement des dernières années. Riche d'effets contrastés comme toujours dans les visages, subtil et soigné dans le détail, c'est vraiment le « testament de Raphaël ». Si l'on peut parler du prestige du dessin pour les années de jeunesse, il n'est plus permis d'enfermer l'artiste dans la définition ingrate du contour mélodieux et du pur graphisme.

Le charme et son mystère

Qui donc était ce génie, si doux et influençable en apparence, et si dominateur et même impétueux dans certaines créations de ses années romaines ? Il est, en un sens, plus important de bien poser la question que d'y répondre.

Non seulement ce qu'on nomme « l'art » s'accroît prodigieusement, mais du même mouvement la mélodie rentre dans les notes extrêmes et se fond dans l'orchestre. Sur deux œuvres tardives — aujourd'hui au musée du Prado — la *Montée du Calvaire* (1516) et la *Vierge à la rose* (1520), on observe la progression ici de nappes d'ombre décomposant les tons, et là, de flamboulements déconcertants qui dispersent l'effet.

Retournant aux madones suaves, rouges et bleues de 1500, à l'adorable et calme *Spazio di 1504* (Brescia), on ne peut éviter de s'interroger sur le don pictural et son usage. Une forme déconcertante, habitait ce héros dédité et fervent, un élan dont on peut peut-être se demander s'il n'est pas animé à travers les formes sensibles par un battant rapide de l'âme profane : l'amour sacré ? Une nouvelle collée veut que l'année du cinquantième centenaire soit une « année sainte ».

Les éditeurs italiens occupent naturellement le terrain. La nouvelle édition de l'ouvrage de G. dei Vochi intègre quelques nouveautés (2). La publication de l'étude de K. Oberhuber, grand spécialiste du dessin, en ajoute pas mal d'autres (3).

On n'attachera pas plus d'importance qu'il ne faut à la décision de tirer parti de la théosophie de R. Steiner — l'homme du pompage — pour rythmer un période de sept ans la croissance et l'épanouissement de l'artiste. La relation avec les cycles lunaires permettrait de comprendre pourquoi le jeune prince de l'art est mort à trente-sept ans, « comme Van Gogh, Mozart, Byron et autres ». On peut aussi noter que certains cycles, une frénésie de vie et d'extinction créatrice qui leur étaient communes, pouvaient, hélas ! expliquer les choses. Cela ne suffit pas : il y faut encore les astres et les « cycles » de l'inconscient archétypal. Bien.

La qualité éternelle des commentaires étant ce qui importe, un rien d'éclectisme n'est peut-être pas mauvais pour éveiller chez le spectateur cette respiration forte et harmonieuse devant les formes dont une volonté d'harmonie si manifeste masque parfois — et pour les modernes souvent — les ressources. La *Raphael-Forschung* a des ramifications de plus en plus nombreuses ; elle est fascinante dans la mesure même où l'on peut suivre comme pas à pas, dans les dessins et dans les initiatives de plus en plus audacieuses, la volonté d'arracher à l'antique, aux modèles, à la nature, les moyens de tout représenter.

Non seulement ce qu'on nomme « l'art » s'accroît prodigieusement, mais du même mouvement la mélodie rentre dans les notes extrêmes et se fond dans l'orchestre. Sur deux œuvres tardives — aujourd'hui au musée du Prado — la *Montée du Calvaire* (1516) et la *Vierge à la rose* (1520), on observe la progression ici de nappes d'ombre décomposant les tons, et là, de flamboulements déconcertants qui dispersent l'effet.

Retournant aux madones suaves, rouges et bleues de 1500, à l'adorable et calme *Spazio di 1504* (Brescia), on ne peut éviter de s'interroger sur le don pictural et son usage. Une forme déconcertante, habitait ce héros dédité et fervent, un élan dont on peut peut-être se demander s'il n'est pas animé à travers les formes sensibles par un battant rapide de l'âme profane : l'amour sacré ? Une nouvelle collée veut que l'année du cinquantième centenaire soit une « année sainte ».

ANDRÉ CHASTEL.

- (1) Tout l'œuvre peint de Raphaël, documentation mise à jour par J.-P. Cuzin, introduction par H. Zeman, « Classiques de l'art », Ed. Flammarion, Paris.
- (2) G. dei Vochi, *Raffaello*, Ed. Giunti Barbera, Florence.
- (3) Konrad Oberhuber, *Raffaello*, 207 pages, ill. noir et couleurs, Ed. Arnoldo Mondadori, Milan.

Après quatre autres villes, c'est au tour de Bordeaux d'accueillir le Festival international du cinéma juif, des 19 et 20 février. C'est un prolongement de la première édition, qui a eu lieu à Paris au printemps dernier.

Le compositeur et chef d'orchestre américain Don Costa est mort jeudi 20 janvier, à New-York. Il était âgé de cinquante-sept ans. Auteur de nombreuses chansons, chantées notamment par Frank Sinatra, Don Costa avait composé des titres comme « New York, New York » et « Never on Sunday ».

CINÉMA

« LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE », de Jamie Uys

A cause, à cause d'une bouteille vide

Connaissez-vous le *Botswana* ? C'est une ancienne colonie anglaise d'Afrique du Sud, le Bechuanaland, devenue indépendante en 1966. Donc, voilà un film botswanais, réalisé par un cinéaste blanc (il tourne depuis trente ans) qui en est aussi le scénariste, le producteur et le caméraman. Ce film ayant reçu, l'an dernier, le grand prix du Festival d'Amboise de Chamonix, on se doute bien qu'il ne s'agit pas d'une œuvre ethnographique.

Cela commence pourtant comme un documentaire sur les bushmen du désert de Kalahari, accompagné d'un documentaire didactique. Ce peuple nomade et désolé par le soleil, tranquille, jusqu'au jour où, d'un avion, tombe une bouteille de Coca-Cola vide. La bouteille ne tue personne, mais chacun voulant se

servir de ce cadavre des « deux », la discordie se met dans le tabou de XI, jeune bushman qui entreprend d'aller le jeter à un bout du monde.

Il va alors faire connaissance avec la civilisation. Tout cela, traité avec une ironie flegmatique, est relativement original. Il y a perçé pourtant, sous la fantaisie de la situation, une certaine condescendance à l'égard de ces hommes sauvages, comme si le côté le plus humain s'exerçait en séquence de la civilisation.

Jamie Uys a réussi à faire jouer, en comédie, un véritable bushman, Xao, qu'il a utilisé de façon pittoresque. Normalement — c'est le propos initial — le regard du bushman devrait « juger » les représentants blancs et noirs de la partie civilisée du Botswana. Mais le scénario court plusieurs lieues à la fois : XI et sa bouteille, les maladroits d'un vétérinaire de réserve animale troublés par l'arrivée d'une jeune institutrice dans un village noir, la fuite de guerriers après un attentat manqué dans un État voisin.

De témoin de l'absurdité des « deux », le bushman devient personnage d'une satire assez tournois. Nous n'avons pas l'habitude, il est vrai, de voir les problèmes du tiers-monde sous un aspect comique. Mais, en définitive, les réactions du vétérinaire (Marius Weyer) et de l'institutrice Sandra Prinsloo l'emportent sur le reste, bénéficiant des meilleurs gags, dont ceux du voyage dans une vieille Land-Rover, où des souvenirs (?) de Jacques Tati se mêlent au traditionnel humour anglo-saxon.

Est-il exact que les rhinocéros du Botswana, pour préserver la nature, éteignent en les piétinant, les feux allumés par les hommes ? Cette question écologique ne reçoit pas de réponse. Le film de Jamie Uys a fait rire, par là, de nombreux pays. On aurait mauvaise grâce à ne pas, au moins, sourire.

JACQUES SICLER.

★ Voir les films nouveaux.

Pas de grand prix au Festival de New-Delhi

Le jury du neuvième Festival de New-Delhi, présidé par le cinéaste britannique Lindsay Anderson et où l'on trouvait aussi Serge Bondartchuk, Jean Delmoy, Med Hondo, a décidé de pas attribuer cette année la récompense suprême, le *Poon d'Or*.

Le prix spécial du jury a été décerné au film bengali *Chokh* d'Upendrakishore Chakravarty, le prix de la meilleure interprétation masculine à l'Égyptien Nour El Chahid (*Bus Driver*), celui de la meilleure interprétation féminine à la Soviétique Marina Starikh (*Open heart*). *Open heart* d'Alexei Polikov a reçu en outre le prix de la meilleure mise en scène.

Ainsi s'est achevé le 17 janvier, sans grand prix, un festival sans âme qui, deux semaines durant, n'a cessé de se chercher sans parvenir jamais à vraiment « décoller ».

Le public et les critiques (« un grand baillement », résumait un journal de Bombay) devaient partager la déception du jury, exprimée par Lindsay Anderson dans un discours sans concession, applaudi à plusieurs reprises par un auditoire hésitant entre la consternation et la dérision.

Le cinéma du tiers-monde, a notamment déçagé l'auteur de *Brilliant Hospital*, n'a pas besoin d'être traité avec condescendance, mais il doit être encouragé et soutenu. Retenir, pour une compétition internationale, des œuvres inférieures va à l'encontre du but poursuivi, de même que le fait d'accepter, de nations bénéficiaires d'une expérience plus ancienne, des films certes de bonne qualité, mais dépourvus d'originalité.

PATRICK FRANCES.

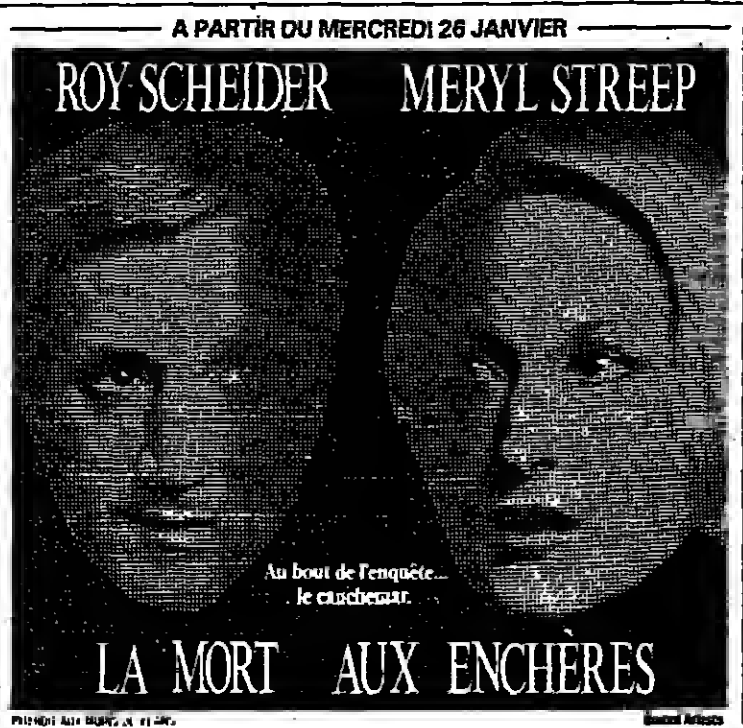
LA CANNE A SUCRE

BERNARD BLIER-MICHEL DOUGUET
LAURA BETTI

La fuite en avant
Un film de CHRISTIAN ZERBIB

A PARTIR DU MERCREDI 26 JANVIER

ROY SCHEIDER MERYL STREEP



Au bout de l'enquête... le chantage.

LA MORT AUX ENCHÈRES

مكتبة

SPECTACLES

ANNIE (A. v.a.) : Ambassade, 8 (359-1908) ; - (V.F.) : Français, 8 (770-33-88) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (359-1908).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.a.) : George-V, 8 (562-41-46) ; - V.F. : 3 Hausmann, 9 (770-47-55) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00).

LA BALANCE (Fr.) : George-V, 8 (562-41-46) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Opéra, 9 (742-56-31) ; Mistral, 14 (339-32-43) ; Montparnasse City, 15 (322-19-52).

LA BARAKA (Fr.) : Paramount City, 8 (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

BLADE RUNNER (A. v.a.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

LA BOUM 2 (Fr.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Le Paris, 8 (359-53-99) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-55-86) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

LE BRACONNIER DE DIEU (Fr.) : Miramar, 14 (320-89-52) ; Français, 8 (770-33-88) ; Maxéville, 9 (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-89-52) ; Paramount Maillo, 17 (738-24-24) ; Gloria, 17 (627-60-20) ; Images, 18 (522-47-94).

BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A. v.a.) : Berlitz, 2 (742-60-33) ; Ambassade, 8 (359-1908) ; Athéna, 12 (343-00-65) ; Mistral, 14 (339-32-43) ; Montparnasse, 14 (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18 (522-46-01).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-32-36) ; Quintessence, 5 (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8 (339-36-14) ; Parisienne, 14 (328-82-11).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A. v.a.) : Studio Alpha, 8 (354-39-47) ; Monte-Carlo, 8 (225-09-83).

COMMANDO (A. v.a.) : U.G.C., 6 (323-42-42) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; - (V.F.) : Réa, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Gobelin, 13 (336-23-44) ; Montparnasse, 14 (327-53-37) ; Magic Convention, 15 (828-20-64) ; Mural, 16 (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18 (606-34-25).

LA COURTISANE (A. v.a.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4 (278-47-86).

DANTON (Franco-polonois) : Gaumont Hallen, 1 (297-49-70) ; Berlitz, 2 (742-60-33) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 3 (633-63-20) ; Bretagne, 6 (223-57-97) ; Haute-fleur, 6 (633-79-38) ; Pagode, 7 (705-12-15) ; Colisée, 8 (359-28-46) ; Saint-Lazare Paquebot, 8 (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Athéna, 12 (343-00-65) ; P.L.M. Saint-Étienne, 17 (770-72-86).

PRENDIS TON PASSE-MONTAGNE (A. v.a.) : Studio Alpha, 8 (354-39-47) ; Émirage, 8 (339-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 2 (246-64-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Magic Convention, 15 (828-20-64).

LA RIVIÈRE DE BOUE (Jap. v.a.) : Forum, 1 (297-33-74) ; Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

LE RUFFIAN (Fr.) : Gaumont Hallen, 1 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Châtelet, 2 (339-15-71) ; George V, 8 (562-41-46) ; Saint-Lazare Paquebot, 8 (387-35-43) ; Français, 8 (770-33-88) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Athéna, 12 (343-00-65) ; Nations, 12 (343-04-67) ; Fauvette, 13 (331-55-86) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14 (327-44-50) ; Bièvre Montparnasse, 15 (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16 (727-49-73) ; Paramount Maillo, 17 (738-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

S.A.S. A SAN SALVADOR (Fr.) : Normandie, 8 (359-11-18).

SURVEILLANCE (A. v.a.) : Studio Cujes, 5 (354-89-22) ; Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

TELL ME... (DAVID ET EVA) (A. v.a.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47).

TIR GROSSE (Fr.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

TRAVAIL AU NOIR (Ang. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-32-36) ; 14 Juillet Racine, 6 (326-19-48) ; 14 Juillet Racine, 6 (326-19-48) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16 (727-49-73) ; Paramount Maillo, 17 (738-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

LA VENGANCE EST À MOI (Jap. v.a.) : Studio Média, 5 (633-25-71).

VICTOR VICTORIA (A. v.a.) : Movies, 1 (260-43-99) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; George V, 8 (562-41-46) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (828-42-27) ; - V.F. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6 (326-12-12) ; L'Éclair, 8 (387-35-43) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59).

VIGILANTE JUSTICE SANS SOMMATION (A. v.a.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount City, 8 (562-45-76) ; - V.F. : Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Max-Linder, 9 (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount Gobelin, 13 (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14 (327-53-37) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Biarritz, 8 (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Opéra, 9 (742-56-31) ; Publics Média, 5 (633-25-71).

V.O. : U.G.C. BIARRITZ - GAUMONT COUSÉE - U.G.C. ROTOUE - 14 JUILLET BEAUGRENNELLE - U.G.C. ODÉON - ST-MICHEL - GAUMONT HALLES 3 MURAT

V.F. : U.G.C. BOULEVARDS - U.G.C. OPÉRA - CLICHY PATHÉ - MIRAMAR - MISTRAL - MAGIC CONVENTION - U.G.C. GODELINS - U.G.C. GARE DE LYON 3 SECRÉTAN - PARAMOUNT MAILLOT - REX - CYRANO Versailles - C2L St-Germain - FRANÇAIS Enghien - GAMMA Argenteuil - 4 TEMPS La Défense STUDIO Vélizy - GAUMONT OUEST Boulogne - ARTEL Crétail ARTEL Nogent - ARTEL Marne-la-Vallée - MÉLIES Montreuil CARREFOUR Paris - PARNON Aubrey 4 PERRY St-Geneviève-des-Bois - CALYPSO Viry-Châtillon

Certains ont besoin de toute une vie pour attendre leur objectif. ZAC MAYO, lui, n'a que treize semaines.

RICHARD GERE-DEBRA WINGER

OFFICIER ET GENTLEMAN

PARAMOUNT PICTURES PRESENTE
UNE PRODUCTION LORNAIR MARTIN ELFAND
UN FILM DE TAYLOR HACKFORD
RICHARD GERE-DEBRA WINGER
OFFICIER ET GENTLEMAN
Et avec DAVID KITTLE, LUCAS GOSSETT, JR. dans le rôle de "Foley"
Fait par DOUGLAS DAY STEWART. Produit par MARTIN ELFAND
Révisé par TAYLOR HACKFORD
© 1982 LORNAIR MARTIN ELFAND. Tous droits réservés. Réimpression de 1982.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

DEPARTIEU DANS UN FILM DE WAJDA

DANTON

PRIX LOUIS DELLUC

PRIX DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE

5 FOIS NOMINÉ AUX CÉSARS
Meilleur film • Meilleur réalisateur • Meilleur acteur
Meilleure adaptation et dialogue • Meilleur son
La remise des Césars aura lieu le 26 février 1983

Gaumont

COMMUNICATION

LA MISE EN ROUTE DE LA TÉLÉDISTRIBUTION

Le nouveau « Monsieur câbles » devra faire dialoguer l'État et les collectivités locales

M. Georges Fillion, ministre de la communication, et M. Louis Méxandeau, ministre des P.T.T., ont inauguré le 20 janvier, à Télécom 83, première convention des villes câblées, organisée par le syndicat communautaire d'aménagement de Marne-la-Vallée et la Fédération de l'audiovisuel indépendant.

Les deux ministres ont confirmé la nomination de M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, à la présidence de la mission sur la télédistribution (le Monde du 20 janvier). Les collectivités locales, fortement représentées par les cinq cents participants de la convention, ont exprimé le souhait d'être plus largement associées à la mise en place du plan national de câblage.

Les collectivités locales présentes à Marne-la-Vallée ont entendu deux discours distincts autour du câble : l'un sur la télédistribution tenu par le ministre de la communication, l'autre sur la vidéocommunication interactive tenu par le ministre des P.T.T. M. Georges Fillion a insisté sur le nouvel espace de liberté ouvert par la programmation locale et la multiplication des programmes diffusés. M. Louis Méxandeau a développé la cohérence d'un plan d'équipement qui s'appuie sur les efforts déjà entrepris en télématique professionnelle et en vidéotexte.

Partage du territoire normal, certes, mais dont le complément nécessaire disparaît quelquefois dans l'énoncé des stratégies de chacun. Même les listes des premières villes câblées proposées par les deux ministres diffèrent sensiblement. Il s'agit de la mission confiée à M. Bernard Schreiner de concilier assez d'autorité et d'autonomie pour imposer une approche plus concertée et plus pragmatique des problèmes.

Et les questions en suspens ne manquent pas. En l'absence des décrets d'application de la loi du 29 juillet 1982, on ne sait rien de plus précis sur le cadre juridique des réseaux. On a beaucoup parlé des sociétés d'exploitation qui se verraient confier les lourdes charges de la programmation, l'exploitation commerciale et la maintenance des réseaux. On a évoqué la possibilité qu'elles soient contrôlées majoritairement par les collectivités locales, ce qui ne manque pas de poser de délicats problèmes de pluralisme politique. Mais rien ne semble encore véritablement tranché. En ce qui concerne les autorisations de programmes, le partage des compétences est plus clair : la Haute-Autorité de la communication audiovisuelle s'occupe essentiellement des programmes à vocation locale ; le ministre de la communication garde le contrôle des programmes nationaux et des services interactifs dans la période où ces derniers seront encore soumis à autorisation (juin 1988).

En revanche, on a réaffirmé qu'un producteur ou un éditeur privé ne pouvait prétendre à plus d'une participation dans une société d'exploitation locale. La règle ne vaut pas pour les sociétés de service public, ce qui laisse une porte, ostensiblement ouverte aux sociétés de télévision et, en particulier, à FR 3 et à l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA).

Côté technique, les P.T.T. ont confirmé leur rôle prédominant dans la mise en place des infrastructures et les choix technologiques (réseau en étoile et fibres optiques), malgré les réserves formulées par certaines collectivités locales. Dès le fin du mois, les P.T.T. entreprendront une consultation des industriels pour aboutir au mois de juin à un premier volet de commandes. Les industriels seront libérés de proposer diverses solutions techniques à l'intérieur du cahier des charges défini par l'administration et de proposer des réseaux « clés en main ».

Le débat a permis de clarifier un peu la question des coûts. Les P.T.T. pourront, dans un premier temps, « parer à la solution » : fibres optiques, coûteuses, avec celles des câbles coaxiaux en cuivre. D'après les premières estimations, le surcoût de l'étoile optique serait de 50 % pendant au moins deux ans. Ensuite, pour des commandes d'un million de

« Les patrons de presse restent fermement opposés au principe de l'introduction de la publicité régionale sur FR 3. Les représentants de la Fédération nationale de la presse française et du Syndicat national de la presse quotidienne régionale se déclarent en complet désaccord avec les orientations du ministère de la presse, qui prévoit la mise en place prochaine de sociétés de régie (le Monde du 20 janvier). Dans l'attente au minimum d'un cahier des charges précis et d'une charte, et tant qu'ils n'auront pas un rendez-vous avec le ministre, ils refusent de siéger dans les instances créées par le ministère.

Après le voyage de M. Mauroy dans l'Ouest. Le service de presse du premier ministre a adressé, mardi 18 janvier, au directeur du Télégramme de Brest, une lettre dans laquelle il conteste les indications publiées le 17 janvier par ce quotidien à propos de l'entretien accordé ce jour-là à Ouest-France par M. Pierre Mauroy (le Monde du 18 janvier). Le Télégramme de Brest avait accusé le chef du gouvernement de s'être « incliné devant les exigences de Ouest-France », l'hôtel Matignon soulignant, dans cette mise au point, que Ouest-France n'a rien demandé ni exigé concernant le Télégramme. Il se trouve que le premier ministre n'avait encore jamais accordé d'entretien à ce quotidien et qu'il a choisi de le faire alors qu'il se rendait dans trois villes appartenant à sa zone de diffusion.

BERGER
BUREAU
TABLE
PORTE
BIBLIOT
ELEMEN
SALON
2 FAUTE
CANAPÉ
150 CM
DASSIS
EN PLUS

COMMUNICATION
conseil
dialoguer
activités locales

COMMUNICATION

LA CRISE A « L'UNION » DE REIMS

Le patronat de la presse dénonce « l'agression » de la C.G.T.

Le préfet de région Champagne-Ardenne, M. Gilbert Masson, poursuit sa mission de bons offices engagée mardi 18 janvier pour tenter de dénouer le conflit de l'Union de Reims. Tandis que le quotidien continue de paraître sous la responsabilité du directeur C.G.T., le représentant des pouvoirs publics reçoit successivement les représentants de la direction et du personnel dans l'espoir de faire une réunion de synthèse le mercredi 26 janvier.

Plusieurs réactions ont été enregistrées à la suite de la prise en main du journal par le Syndicat du livre C.G.T. Dans un communiqué commun, trois organisations patronales de la presse ont dénoncé le « coup de force » de la C.G.T., en déclarant notamment : « La Fédération nationale de la presse française, le Syndicat des quotidiens régionaux et le Syndicat national de la presse quotidienne régionale ont appris avec stupeur l'agression à laquelle s'est livrée, au quotidien de la région de Reims, une organisation syndicale qui, par un coup de force, s'est appropriée l'entreprise et en interdit l'accès à ses dirigeants. Ils demandent aux pouvoirs publics de prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'à Reims, dans les plus brefs délais, soit respectée la liberté et sauvegardée la liberté d'expression. » De son côté, le syndicat des journalistes C.G.C. a déclaré qu'il ne voulait pas qu'il y ait « un risque d'information en uniforme à la polonaise » et qu'il disait « non à la soviétisation du journal ». Pour sa part, la Fédération française des

travailleurs du livre C.G.T. a approuvé l'initiative du « directoire », assurant, en particulier, que « le refus de la majorité de droite du conseil de gérance à toutes les solutions proposées démontre qu'en fait sa stratégie consiste bien en un démantèlement. Les travailleurs et la F.F.T.L.-C.G.T., eux, ont engagé l'action pour s'opposer à ces manœuvres, sauver des emplois et maintenir un élément du pluralisme ».

M. SCHNEITER : toutes les voies légales seront utilisées

Enfin, le « directoire » C.G.T. a, dans un « encadré » paru à la première page de l'Union datée 19 janvier, affirmé que « le conseil de gérance dans sa majorité s'est mis dans une situation d'illégitimité en laissant pourrir la situation du journal et en bloquant toutes décisions utiles ». (En pages latérales étaient publiées les deux motions de la rédaction du quotidien, dont la parution avait été refusée lundi par les ouvriers du Livre.)

Pour sa part, M. Jean-Louis Schneiter, l'un des membres du conseil de gérance - relevant la manière dont nous avons narré son éviction des locaux du journal, lundi soir 17 janvier - nous écrit notamment : « Mon absence physique du journal ne signifie nullement que j'ai cessé d'en être l'un des directeurs responsables, et si la mission de bons offices (...) s'aboutit par toutes les voies légales seront utilisées pour

que le droit reprenne sa place à l'Union et que le personnel et les lecteurs retrouvent, les uns un cadre de travail digne de ce nom, les autres un pluralisme dont ils sont aujourd'hui privés ».

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'IMPRIMERIE ET DES ARTS GRAPHIQUES

LES États généraux de l'imprimerie et des arts graphiques sont organisés les 22 et 23 janvier au Centre Veilart, à Arcueil, par la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. Pour cerner les différentes applications de l'industrie graphique, cinq ateliers de travail sont prévus :

- 1) Presse, information, communication (nouveaux titres, décentralisation de l'information, nouveaux médias, papier) ;
- 2) Livre, édition, diffusion (aide à la création, les concentrations, les relations éditeurs-libraires-consommateurs) ;
- 3) Enseignement, culture (le livre, le patrimoine culturel) ;
- 4) Les technologies nouvelles (la photocomposition, l'offset et les hommes) ;
- 5) La production nationale et les échanges internationaux.

Une exposition relatant l'histoire de l'imprimerie est, d'autre part, ouverte tous les jours de 9 heures à 19 heures, jusqu'au 23 janvier. Elle comporte notamment la présentation de matériel de photocomposition, de photogravure et d'impression.

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 21 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Formule 1 : Julien Clerc émission de variétés de M. et G. Carpentier. Autour de Julien Clerc, Kim Carnes, Lio, Eddy Mitchell, Miquel-Min, Jacques Higelin, Thierry Luron, Henry Salvador.
- 21 h 40 Série : Marcel Sylvestre, de J.-J. Tarbes, réal. S. Korber, avec A. Doutey, C. Harari, B. Kéros.
- Troisième épisode : nouvelle tentative. Sylvestre est cette fois recruté comme « gouvernante » pour le jeune fils d'une femme P.-D. G.
- 22 h 30 Histoires naturelles : la Fauconnerie. Émission d'E. Lalou, L. Barthe et J.-P. Fleury. La fauconnerie, l'art de chasser avec un oiseau de proie. La tenue des traditions les plus anciennes. Un reportage effectué en Alsace, où cette chasse est pratiquée encore par quelques initiés.
- 23 h 10 Journal et Cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Feuilletton : L'épingle noire. D'après le roman de D. Saint-Arnan, réal. M. Frydland. La révolte est réprimée par Napoléon III. Les baricades tombent : les uns après les autres, Ludovic est tué. De l'épique républicain.
- 21 h 35 Apostrophes, magazine littéraire de B. Pivot.
- L'émission est entièrement consacrée à Louis Aragon, le poète du Roman inachevé et des Yeux d'Elza. Avec A. Warnier, P. Daix, F. Naurissier, A. Cohen-Solal, J.-L. Ezine.
- 22 h 55 Journal.
- 23 h 05 Ciné-club (cycle fantastique) : Frankenstein.
- Film américain de J. Whale (1931), avec C. Clive, B. Karloff, M. Clarke, J. Bole, E. Van Sloan, D. Frye, K. Kerr (Vo. sous-titré - N.).
- Un jeune savant fabrique, dans son laboratoire, un homme avec des débris de cadavres assemblés. La créature prend vie, devient dangereuse et sème la terreur.

Ce film d'épouvante crée, comme Dracula, un mythe appelé à une nombreuse postérité. Dans le rôle du monstre, Boris Karloff se révèle à la fois effrayant et émouvant.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Le nouveau vendredi : Quand la T.V. s'éveille en Chine. Reportage de D. Pasche et Ch. Mottelet. Depuis quelque temps, sur les murs de Pékin, les slogans politiques ont cédé la place à la publicité. Symbole de ce grand bond en avant de la consommation, la télévision et bientôt la vidéo. Mais pour l'instant, la T.V. en Chine, c'est une chaîne nationale et trente-huit chaînes locales.
- 21 h 30 Contes et légendes : Diableries. Réal. M. Chevalier. Les Brouches, sorciers et sorcières du Béarn et de la Soule, hantent certaines maisons : affaire à suivre.
- 22 h 30 Journal.
- 23 h Prélude à la nuit. Danses n° 1 et 5 de E. Granados, par T. Llacuna au piano.

FRANCE-CULTURE

- 20 h L'Artiste, l'outil et l'expression. Avec C. Fossier, J. Freilant, J.-C. Romand.
- 21 h 30, Black and blue : jazz et littérature.
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Concert (en direct de Stuttgart) : « La Femme sans ombre », de R. Strauss ; « Concerto pour piano et orchestre n° 3 », de Rachmaninov ; « Symphonie n° 5 », de Glazounov ; par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart ; dir. W. Veller ; sol. Y. Bronfman, piano.
- 22 h 15, La nuit sur France-Musique : Les mots de Française Xenakis ; 23 h 5, Ecrans : Portrait de H. Mancini ; 0 h 5, musiques traditionnelles.

Samedi 22 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 45 Vision plus.
- 10 h 15 Philatélie club.
- 10 h 45 La séquence du spectateur.
- 11 h 15 La maison de TF 1 (et à 13 h 35).

AMADEO et Marie Christine DEBOURSE vous invitent à participer DU 13 AU 20 MARS 1983 aux ateliers de la mise en scène en Tunisie. Prix par pers. : 4.350 F. renseignements : 248.85.35 - 225.37.20 - 607.26.61

- 13 h Journal.
- 15 h 30 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau. A la recherche des civilisations perdues : Atlantide I, deuxième partie du document sur cette grande légende mystérieuse.
- 16 h 30 Téléfilm : La voie Jackson. Réal. G. Herzog (dernier épisode, Redif.).
- 18 h Trente millions d'amis. Les chiens de drogue ; Jean-Louis Hue pour son livre Le Chat dans tous ses états.
- 18 h 30 Magazine auto-moto.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 S'il vous plaît.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Dallas. J.R. tombe (enfin) dans le piège tendu par Leslie Stewart, qui sait comment se retrouver à la tête de la compagnie Ewing. Passions sans chuchotements à Texas.
- 21 h 35 Droit de réponse : Des goûts et des couleurs. Émission de Michel Polac. Avec J. Laureat, historienne auteur de « Arts et pouvoir », M. Trachet, responsable de la commission de réflexion sur les arts plastiques, de nombreux peintres et artistes, des critiques d'art, un photographe et trois artistes amateurs.
- 22 h 50 Étoiles et toiles : La peur au cinéma. Magazine de cinéma d'A. de Séduoy, Fr. Mitterrand et M. Jouando. Numéro spécial sur le cinéma fantastique et d'épouvante. Claude Miller, John Boorman, Jacques Demy, Georges Franju parlent des mécanismes de la peur. Extraits de films.
- 23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 15 A.N.T.I.O.P.E.
- 11 h 50 Journal des sourds et des malentendants.
- 12 h 15 La vérité est au fond de la marmite.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Drôles de dames. La collection de jade (Redif.).
- 14 h 25 Série : Ah ! Quelle famille.
- 14 h 50 Les jeux du stade. Ski, à Kitzbühel ; hockey sur glace, à Megève ; tennis : Tournoi des Masters.
- 17 h Récré A 2.
- 17 h 50 La course autour du monde.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres. Quatre de finale.
- 19 h 10 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Champs-Élysées. De M. Drucker. Autour de Richard Clayderman, Eric Charden, Pierre Vassiliu, Fabienne Thibault.
- 21 h 50 Série : Theodor Chindler. D'après le roman de B. van Breda, réal. H.W. Geissendorfer, avec H.C. Blech, R. Fendel, K. Thalbach. En huit épisodes, un chapitre de l'histoire allemande : la première guerre mondiale et les événements révolutionnaires de 1918 à travers les destins personnels d'une famille moyenne.
- 22 h 50 Tennis : le Masters de New-York. En direct du Madison Square Garden.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 12 h Objectif entreprise. Émission de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche).
- 12 h 30 Les pieds sur terre. Magazine de la Mutualité sociale agricole : Le bon voisinage.
- 14 h 30 Entrée libre. Émission du C.N.D.P. Avec Gilbert Trigano, P.-D.G. du Club Méditerranée ; 14 h 30 : Portraits d'élites, E. Thomas ; 15 h 5 : Le métier d'architecte ; 15 h 25 : Coup de file à Cabourg ; 16 h 25 : Les messages du Vulcain ; 16 h 45 : Rétro David, le portrait de Mme Récamier.
- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé. Il était une fois l'espace.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 Téléfilm : Les affinités électives. de Claude Chabrol, d'après l'œuvre de Goethe, adaptation R. Grenier, musique de P. Jansen, avec S. Audran, H. Griem, M. Degen.
- Deux couples en présence. Le déclinement passionnel ou carré. Des amours impossibles dans un château en fête. La mise en image de l'œuvre de Goethe est tout-à-fait délicate.
- 22 h 35 Journal.
- 23 h 5 Musiclub. Georges Thill ou la voix du Bon Dieu.

FRANCE CULTURE

- 7 h 2, Matinales : Des villages et des hommes (Suisse et Algérie).
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Regards sur la science.
- 8 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Une année d'état de guerre en Pologne.
- 9 h 7, Matinée du monde contemporain.
- 10 h 45, Démarches, avec Michel Cabaud.
- 11 h 2, Portraits d'élites : P. Melano.
- 12 h 5, Le pont des arts.
- 14 h, Sons : Mexique.
- 14 h 5, Les samedis de France-Culture : Indochine, 1961-1982.
- 16 h 20, Recherches et pensées contemporaines : Deux recherches d'avant-garde en Californie.
- 18 h, La deuxième guerre mondiale : La Méditerranée, 1939-1942.
- 19 h 10, Disques.
- 19 h 25, Jazz à l'antenne.
- 19 h 30, Communauté radiophonique de langue française : La bande dessinée, troisième art, par Radio-Canada.
- 20 h, Boabdil Fondation, de S. Ganzl, d'après le roman inédit de J. Florian ; Esquisses pour un portrait de J. Florian.
- 22 h, Ad-ib.
- 23 h 5, La fague du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

- Journées décentralisées avec les radios locales et régionales de Radio-France
- 6 h, Samedi-matin : Œuvres de J.-S. Bach, Rimsky-Korsakov, Dvorak, Schumann, Elgar, Cage, Ravel.
- 17 h, Concert (en direct de Cannes) : « Sinis coronet »
- 20 h 30, Concert (en direct de Cannes) : « Concerto pour piano et orchestre », de Mieczyslaw ; « Concerto pour piano et orchestre n° 1 », de Beethoven ; « Appalachian Spring », de Copland. Par l'Orchestre Capmes - Provence - Côte d'Azur ; direct. P. Bender ; sol. M. Levinas, piano.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 22 JANVIER

— M. Maurice Duverger, professeur à l'université de Paris-I, est l'invité du « Journal inattendu » sur R.T.L. à 13 heures.

DIMANCHE 23 JANVIER

— M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, participe à l'émission « R.T.L.-le Monde » sur R.T.L. à 18 h 15.

— M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., est reçu au « Club de la presse » sur Europe 1 à 19 heures.

SOLDES!



De nombreux modèles d'exposition sont soldés à des prix surprenants, voici quelques exemples:

	Prix Normal	Prix Solde
BERGERE - VELOURS CISELE	3940F	2840F
BUREAU - ACAJOU	5710F	3950F
TABLE GIGOGNE - ACAJOU	1680F	995F
PORTE-REVUES - ACAJOU	890F	595F
BIBLIOTHEQUE BASSE - ACAJOU	4280F	2950F
ELEMENT MURALE "ERCOL" HAUT	4285F	2950F
ELEMENT MURALE "ERCOL" BAS	3520F	2390F
SALON - CANAPE 3 PLACES ET 2 FAUTEUILS - TISSU IMPRIME	8360F	6950F
CANAPE "CHESTERFIELD" 2 PLACES 150 CM DE LARGE, COUSSINS D'ASSISE	5775F	4950F

EN PLUS SUR ARTICLES NON SOLDES: REMISES IMPORTANTES JUSQU'A 20% SUR MEUBLES ANGLAIS ET AMERICAINS ET AUSSI SUR LITERIE "SIMMONS" STOCKS LIMITES. Soldes annuels du 11 au 29 janvier 1983.

MAPLE

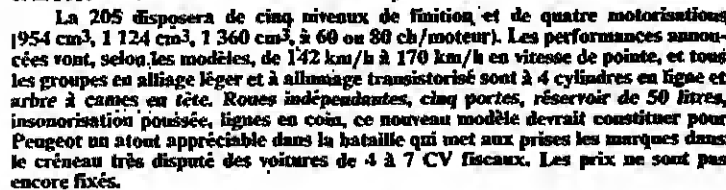
5 rue Boudreau (face au R.E.R. Auber) 75009 Paris. Tél: 742.53.32 et Centre Commercial Créteil-Soleil. Tél: 898.03.23.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Les cadres communaux au rendez-vous d'Angers

CLAUDE-HENRI GAY.

La 205 Peugeot de 4 à 7 CV



Construite en France et en Espagne, présentée avec sept combinaisons possibles (avec trois moteurs auxquels viendra s'ajouter bientôt une version diesel), la Peugeot-205, s'attaque à un marché où règne depuis dix ans la Renault-5 (dont plus de cinq millions d'exemplaires ont été vendus) et la Fiat-127, au moment aussi où le groupe italien lance la Uno (le Monde du 21 janvier).

OFFICE DU TOURISME
88-22 734501-4 d'infos Tél (70) 06 10 82 Tél 8800

tout son prêt-à-porter de grandes marques
HOMME et FEMME

Température : (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours d'une journée du 19 janvier ; le second le minimum de la nuit du 19 au 20 janvier) : Ajaccio, 10 et -2 degrés ; Biarritz, 7 et -1 ; Bordeaux, 6 et -2 ; Bourges, 4 et -3 ; Brest, 9 et 0 ; Caen, 6 et 2 ; Cherbourg, 6 et 5 ; Clermont-Ferrand, 2 et -5 ; Dijon, 3 et 4 ; Grenoble, 2 et -5 ; Lille, 5 et 1 ; Lyon, 2 et 1 ; Marseille, 10 et -1 ; Metz, 10 et -1 ; Montpellier, 11 et 0 ; Nancy, 10 et -1 ; Nantes, 10 et -1 ; Nice, 10 et -1 ; Orléans, 10 et -1 ; Paris, 10 et -1 ; Pau, 10 et -1 ; Rennes, 10 et -1 ; Rouen, 10 et -1 ; Saint-Étienne, 10 et -1 ; Strasbourg, 10 et -1 ; Toulon, 10 et -1 ; Toulouse, 10 et -1 ; Valenciennes, 10 et -1 ; Versailles, 10 et -1 ; Yverdon, 10 et -1.

Les mots croisés se trouvent en page 21.

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

CONFÉRENCES
15 h 30 : Hôtel « Le Printemps
1, rue de l'Isly, Eckankar : « La c
des mondes secrets »
15 heures : Sorbonne, amphithé

100

100

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

POUR AFFRONTER LES DIFFICULTÉS DE 1983

M. Giraudet exhorte les salariés d'Air France à rechercher un « consensus interne »

« Je ne connais pas de compagnie aérienne qui gagne de l'argent en Europe actuellement. C'est sur ce fond de morosité que M. Pierre Giraudet, président d'Air France, a rendu public, jeudi 20 janvier, le bilan de son entreprise pour 1982. Celle-ci enregistre un déficit record - 820 millions de francs - bien qu'il ne dépasse pas 3,7 % du chiffre d'affaires, contre 6 % en moyenne pour les compagnies membres de l'Asso- ciation de transport aérien international. Enfin la marge brute d'autofinancement est demeurée positive (132 millions de francs).

Il n'empêche que les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances. Il y a un an, Air France jouait une politique de reprise, en prévoyant une augmentation de 6 % de ses capacités de transport, mais il a vite fallu déchanter : la hausse du trafic passagers n'aura pas dépassé 1,9 % en 1982, et, par des ajustements successifs, la compagnie a finalement ramené à 2,3 % l'augmentation de son offre de sièges. Car le niveau d'activité s'inscrit en baisse sur un certain nombre d'axes comptant pour une bonne part dans l'activité générale : Atlantique Nord, Amérique du Sud, Afrique du Nord. En Europe même, les résultats sont à peu près stationnaires - la direction d'Air France compte sur la mise en service des Boeing-737 pour l'améliorer - tandis que leur amélioration sur le Sud-Est asiatique a été largement obérée par une farouche concurrence tarifaire.

■ Rhône-Alpes : M. Michel Floriot, président du C.E.S. - M. Michel Floriot, âgé de soixante-cinq ans, vient d'être élu président du comité économique et social (C.E.S.) de la région Rhône-Alpes. Dirigeant d'une P.M.E. du bâtiment et des travaux publics qui emploie quelque cinq cents personnes, président de la chambre de commerce et d'industrie de l'Ain, M. Floriot succède à M. Charles Montreuil à la tête du C.E.S.

Aux maux dont souffre l'aviation civile internationale s'est ajouté, pour Air France, le prix à payer pour appliquer la volonté des pouvoirs publics de développer l'emploi et de relancer l'activité économique du pays. C'est ainsi qu'après plusieurs années de stagnation, voire de réduction des effectifs, la compagnie a créé d'un coup 1 900 emplois. Elle compte aujourd'hui quelque 35 000 agents, payés à des niveaux de salaire supérieurs à ceux des autres pays européens, selon M. Giraudet, qui a exhorté ses salariés à assumer leurs « responsabilités civiques » en coopérant, par « leur imagination et leur travail », au développement de la compagnie dans un « consensus interne suffisant » : or, jusqu'ici, seule F.O. a signé l'accord social pour 1983.

Il a aussi adressé un autre appel à l'Etat, lui demandant de jouer « pleinement son rôle d'ordonnateur » en apportant « des capitaux propres nécessaires au franchissement de cette étape transitoire particulièrement difficile de l'histoire du transport aérien international ». Une responsabilité qu'il n'était pas inutile de rappeler.

Une avance d'actionnaire

En retour de la « relance » de l'an passé, le gouvernement avait promis une avance d'actionnaire dont le montant devait par la suite fondre comme neige au soleil : d'abord 1,2 milliard de francs, réduits à 1 milliard, avec des versements étalés sur un, puis sur deux ans. En définitive, on a appris le 20 janvier que l'actionnaire n'avait versé que 165 millions l'an passé, et promettrait seulement 500 millions pour cette année. En conséquence, la compagnie a dû s'endetter très lourdement et à des taux élevés : ses charges financières se sont accrues de moitié en une seule année. Quant à l'effort pour 1983, il pourrait bien se révéler insuffisant pour « préserver l'outil », selon le vœu de M. Giraudet.

JAMES SARAZIN.

CONSTRUCTION NAVALE

TOUT EN CONSERVANT LE PREMIER RANG MONDIAL

Les chantiers japonais ont enregistré une chute de 50 % des commandes étrangères en 1982

Dans tous les pays industrialisés sévit une crise sans précédent de la construction navale. Les chantiers britanniques nationalisés viennent d'annoncer un nouveau « plan de rationalisation », qui va entraîner la suppression de deux mille quatre cents emplois dans les trois prochains mois. En France, une politique de restructuration autour de deux pôles a été

engagée, mais, en 1982, il n'a pas été possible de prendre plus de 200 000 tonnes de commandes nouvelles, alors que l'équivalent des plans de charge aurait exigé 370 000. Au Japon, enfin, le premier mondial, les commandes passées par les armateurs étrangers ont atteint 2,5 millions de tonnes, soit 53 % de moins qu'en 1981.

De notre correspondant

bateaux. Une croissance relative est même enregistrée du côté des transports automobiles, des porte-conteneurs et des navires frigorifiques.

Mais la tendance est mauvaise, indique-t-on au ministère des transports. La récession va sans doute se prolonger pendant deux ou trois ans. L'Association des constructeurs navals japonais, qui en 1980, prévoyait une production mondiale de 35 millions de tonnes brutes en 1990, n'en envisage plus, au mieux, que 25 millions de tonnes.

Chez les cinq principaux constructeurs japonais, Kawasaki Heavy Industries, Hitachi, Mitsubishi, Sumitomo et Hisibikawajima-Harima, le premier est particulièrement touché : ses ventes ont chuté de 65 % depuis neuf mois. Les autres s'en tirent un peu mieux. Mais le plus vieux constructeur naval japonais - Kawasaki R.P.T. Kanazashi (établi en 1903) - a dû se faire racheter pour éviter la faillite. On redoute fort ici un retour de la période noire de 1978.

Un organisme de stabilisation

Les mesures de soutien et de réorganisation décidées dès 1978 par l'Association des constructeurs navals, ainsi que par les pouvoirs publics, pour faire face à la récession sont de trois ordres :

1) Déclassement de certains chantiers excédentaires. Il était prévu ainsi une réduction de 35 % des installations dans les entreprises capables de construire des navires de plus de 5 000 tonnes. Cet objectif a été largement dépassé : le nombre de chantiers fut réduit de cent trente-huit à quatre-vingt-huit, et la capacité totale de production ramené de 10 millions de tonnes à 6 mil-

lions environ. Pour faciliter ce programme, le gouvernement créa un « organisme de stabilisation » chargé du rachat des chantiers déclassés, et un autre pour garantir les prêts accordés aux entreprises.

2) Relance de la demande intérieure par un programme volontaire de construction navale, sur l'initiative du gouvernement, et encouragement à la destruction des navires anciens qui ont été envoyés à la ferraille.

3) Coordination, enfin, des activités de production et mise en place d'un cartel antirécession. A ces mesures structurelles et conjoncturelles s'ajoutent les efforts de gestion, de rationalisation, de modernisation et de recherche, afin de maintenir la qualité, le niveau de prix et l'avance technologique du Japon dans le monde.

Des efforts particuliers sont faits pour les moteurs, les alliages nouveaux, l'automatisation de l'électronique, les économies d'énergie. Les Coréens du Sud, qui font une concurrence effrénée aux Japonais, et qui pratiquent des prix inférieurs de 10 à 15 %, traversent également une mauvaise passe. Ils n'en gardent pas moins un cap ambitieux. Leurs commandes, pour les six premiers mois de l'année fiscale (1), ont fortement baissé, tombant à 1 million de tonnes (16 % du tonnage mondial).

Pourtant, ils envisagent de porter leurs capacités de production à 4 millions de tonnes actuellement à 5,3 dans les deux prochaines années. Avec Taiwan, ce trio asiatique domine très largement le marché mondial de la construction navale. Certains, pour plusieurs années encore.

R.-P. PARINAUX.

(1) L'année fiscale japonaise va d'avril à mars de l'année suivante.

FAITS

ET PROJETS

Un bateau pour le temps libre

Il y avait le « Bateau de l'année », prix décerné par un jury de spécialistes, le « Bateau pour tous », choisi par la Fédération des industries nautiques, voici le « Bateau du temps libre », idée lancée par M. André Henry, ministre du temps libre. Il s'agit d'un bateau fluvial affecté à partir de projets qui vont être élaborés, en 1983, par des constructeurs et des architectes nautiques.

Le but de l'opération est de mettre sur le marché un bateau simple, bon marché et pouvant être fabriqué à deux cents exemplaires d'ici à 1986. Le ministère apportera son soutien à cette campagne sous la forme d'indemnisation des avant-projets, de subventions destinées aux associations et aux collectivités publiques désireuses d'acquiescer les « bateaux du temps libre ».

- D. G.

CORRESPONDANCE

L'AVENIR DE LILLE-EST

Après l'article intitulé : « Lille-Est, c'est presque fini » (Le Monde du 19 janvier), M. Yves Bouclet, directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Lille-Est, nous apporte les précisions suivantes :

La réduction des objectifs de la ville nouvelle a été décidée par les élus locaux. L'Etat en a pris acte. D'autre part l'énigme ne vient pas de cette réduction, décision politique claire et irrévocable, qu'il convient de respecter et d'appliquer. Elle vient de ce qu'aucune solution satisfaisante de reclassement du personnel n'a pu encore être présentée, et cela pourrait aboutir non seulement à la disparition de l'un des rares « outils » pluridisciplinaires dans la région Nord-Pas-de-Calais, mais aussi à un risque réel de perte d'emploi pour des agents qui ont été chargés d'une mission d'intérêt public et national qu'ils ont menée à bien.

Enfin, le vœu signalé que la ville nouvelle concède environ 500 hectares de terrains (et non 6 500).

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt

BON PLACEMENT ASSURÉ

100, R. DE CLERY

STUDIO 23 m², cuis., équipée ch. Flourens, 14/18 h. s/pt. 230.000 F. Samedi 10 h à 12 h 30 ou 524-00-14.

PRÈS RUE MONTORGUEIL Part. vend. appt 65 m², clim., 2 s. b., gd séjour, cuis., chambre, 1 chbr., s. de b., cuis., équipée. Téléphone : 233-24-90.

3^e arrdtMARSAIS, bel imm. rev. 82, 5^e et 6^e, poss. duplex, 2 app. de 2 p., 55 m² à rénover, 230.000 F. Voir 14/18 h. samedi, dimanche, 41, rue de Bretagne ou 520-13-57.4^e arrdt

ILE SAINT-LOUIS

A vendre dans bel immeuble 3/4 p., 120 m² + balcon, terrasse. Vue et soleil. S/pt. samedi 22 de 14 h à 18 h, 14, rue St-Louis-en-l'Île.

5^e arrdt

JARDIN PLANTES

2 pces cit., 4^e et 5^e, asc., 320.000 F. Samedi 14 h à 17 h - 13, RUE POLYVAU.

33, RUE CENSIER

Imm. neuf, bon stand, 7^e et 8^e, 200 m², 6^e et 7^e, 2 chbrs serv. APPARTEMENT D'ANGLE. CORRE, 667-22-88.

6^e arrdt

LUXEMBOURG, Exceptionnel

Belle récept., 5 chbrs, part. colat., asc., 364-26-10.

220 M² SUR JARDIN

102, r. d'Assas. Sem. 13/17 h. 585-23-29 - 206-10-86.

9^e arrdt

Particulier VENOS studio

18 m², 24, rue Rodier, PARIS 9^e, Pte. 85.000 F - 784 - 585-23-29 - 206-10-86.

10^e arrdt

SUPERBE 4 PIÈCES

95 m², balcon, cuisine équipée, tout confort, impeccable, sol, vendredi, samedi 14/18 h, 137, faubourg St-Denis ou tél. 585-41-20 le matin.

12^e arrdt

BON PLACEMENT ASSURÉ

15 RUE MONTEIRA

2 Pces 50 m², wc, s. de bain, Refait neuf, 330.000 F. Samedi 15 h à 18 h - 50-14.

MAGNIFIQUE 2 P.

tt cit., asc. balc. rue et jdn CAME, parking Pte 520.000 F. Vendredi Samedi 14-17 h.

13^e arrdt

Petit imm. neuf bon standing

M^{re} TOUBIAC Gd studio, cuis. bain, BALCON SUR JARDIN PRIX TRÈS INTÉRESSANT 10, rue Pommeville, Samedi, Dimanche 14/17 h.

14^e arrdtM^{re} PLAISANCE

Imm. récent, tt cit., s/pt, séjour, 1 chambre, cuisine, bain, pte. Immeuble - bon 41, rue Jomieu, Samedi, dimanche 14/17 h.

16^e arrdt

TROCADÉRO

Emploi exceptionnel, vue sur Seine et Tour Eiffel, 200 m², 6^e et 7^e, 2 chbrs serv. APPARTEMENT D'ANGLE. CORRE, 667-22-88.

100 R. CHARDON-LAGACHE

Imm. bon stand, 4 pièces class. 90 m². Chbrs sur ar. Balcon. Samedi 13/17 h.

M^{re} VICTOR HUGO

Bon imm. 2^e étage s/rue, 3 pces, entrées, cuis., bain, A rénover - Prix intéressant 55, rue Lavoisier, Sem., dim., lundi 14/17 h.

17^e arrdt

VILLIERS

Potière vend imm. bourgeois, 2 p. cuis., bain, w.c., tt cit., 48 m². 320.000 F. 387-96-87.

18^e arrdt

VAUVENARGUES-DAMERON

Part. à vend. 4 p., imm. récent, stand., clair, double expos. 4^e et 5^e, asc. 255-40-92.

72 bis, rue Leprie, sur jardin

beau bvt. bien ent., « chbr. cuis., bain, tout cit. 80 m². Sem. 14-17 h. ou 500-47-03.

78-Yvelines

Montigny de Bretonneux 4 pces 88 m² 2 part., 100 m garage St Quentin en Yvelines, S/NCF + RER ligne C.F. Pte 420.000 F. dont C.F. 100.000 F. 7-12-83. Tél. : 044-10-58.

92

Hauts-de-Seine

NEUILLY MAURICE BARRIS Eclair. av. + chbr. 90.000 F. 06855-22-33.

NEUILLY, 19, V. HUGO

sur jdn, pte. bvt., beau 4 p., tt cit. le 22 de 10 à 12 h.

BOULOGNE, M^{re} Pont-Gardes

riche 1/8 p., 2 s. b., gar., 1.050.000 F. 577-99-88.

BOURG-LA-REINE

200 mètres du métro 2 P. TRES INIMESABLES DE TRES GRANDE CLASSE DE PIERRE DE TAILLE R. de ch. + 3 et 4 étages de studio au 4 pièces et gd balcon de 4 et 5 pièces. Livraison prévue 2^e trimestre 1983. SPOL 350-14-80.

BOULOGNE

Exceptionnel, grand, pte de bois, état neuf. 825-85-75.

94

Val-de-Marne

CRÉTIEL Préfecture Dans 2 nouvelles résidences Du studio au 5 pièces Quelques duplex Pte C.F. APPL possible

Appt récent et ren. s/pt au PARC DE LA BRÈCHE, à la Queue-en-Yvelines tous les jours de 14 h à 18 h (sauf mardi et mercredi) Samedi 11 h à 13 h

TEL : 207-76-60

OU F.F.F.

(en semaine) 158, rue Nationale 75840 PARIS Cedex 13

TEL : 584-14-21.

2^e R.E.R. ST-MAUR

Résidence calme bord de MARNE, Beau 4 p., 2 s. b., 100 m² terrasse Box Cave, 880.000 F. - 885-23-84.

95-Val-d'Oise

CERGY-PONTOISE Proximité gare

LA PALETTE

du studio au 8 pièces toutes duplex, 4 s. b., Pte C.F., poss. C.F. APPL

Appt modeste et ren. s/pt. Jeudi sur r.-v. Lundi, vend., dim. 14 h-18 h Sem. 10 h-12 h, 14 h-18 h

TEL : 038-07-28

OU F.F.F.

(en semaine) 158, rue Nationale 75840 PARIS Cedex 13

TEL : 584-14-21.

Province

PRAPROUT, 7 LAUX (30) vend appartement 30 m² meublé, 5 pces, plus pte 174 44-06-05.

VEND A ANNECY

Imm. gd standing, bord du lac, Appt. 6 pces, Pte. 850.000 F. Tél. : (47) 28-23-74.

appartements achats

Collaborateur journal achète appart. 3^e p. pour son immeuble 1^{er}, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e ou 10^e arrdt. Es. s/pt. 14/18 h. 1000 F. service ANNONCES CLASSÉES, 8, rue des Italiens, 75008 Paris.

Recherche 1 à 3 pièces Paris

préfér. Rive gauche avec ou sans travaux. Pte C.F. poss. C.F. APPL possible. 273-20-87 même le soir.

appartements occupés

FG SAINT-HONORE Pte sur APPTS OCCUPÉS 140 à 222 m² dans imm. tt cit. hauteur plafond 3,85 m. BON RAPPORT. 882-48-43.

Bd ST-GERMAIN, Cardinal-Lemoine, bel imm. pierre de t., asc., triple escal., 5^e et 6^e, 90 m², 12 ch. cit. très beau, Pte. 770.000 F. 48 Dr. de reprise. Vis. mercredi 14 h 30 à 16 h 30, 11, bd Saint-Germain.

locations non meublées offres

Paris

58 AV. DE SAXE

Location du 1^{er} Février 2 p., 58 m², 5.100 F. 3 p., 70 m², 2 s. b., 8.200 F. 4 p., DUPLEX 120 m² + 60 m² terrasse, 12.420 F. Lundi 10-12 h, 14-16 h 30, 58-60-14.

NATIONAL, Part. à part. 4 pces, 100 m², bourgeois, 4^e et 5^e, asc. s. b., 100 m², 14.000 F. ch. cit. Tél. : 344-24-03.

Province

ANJOU à louer meublé 18^e 2^e étage, 5 pces, 83 LVAI Tél. : (43) 66-61-80.

locations non meublées demandes

Paris

COLLADO JOURNAL recherche appt 3/4 pces,oyer 3.000 F. C.C. moyenne Paris. Tél. : 271-88-38 apr. 20 h. Tél. : 290-88-32, samedi, lundi.

Région parisienne

Pour Sté européenne, cher- che villa, pavill., poss. CADRES. Dur. 3 et 6 ans. 255-57-02.

fonds de commerce

Ventes VOS CSE RETRAITE ÉCOLE technique commerciale privée 50 ans existence, 1,3. situé centre Montparnasse, excell. réputation, possib. extension. Entre HAVAS 187.404 34000 MONTPELLIER ou (07) 72-45-45 apr. 13 h.

M.K.F. vende Cabinet Kiné senu à ans. 75 m², centre ville moy., 641, bail long, met. bati, possibilité extension. 150.000 F. Justifié. Ecrire Havas Bédons, N° 896 744.

PARTICULIER VEND RESTAURANT LYON-1^{er} BEAU CADRE, 200 m², quartier en rénovation, très bonne clientèle, COTE DANS LES GRACES. Ecrire Havas Annonces 6738, 81, rue de la République, 69002 LYON.

immeubles

MALAKOFF (82) Pte INSEE Imm. bourgeois S/2 église avec jardin composé de 3 appts de 3 pces princ. Pte 1.000.000 667-72-93 et 644-50-61 apr. 18 h 30.

constructions neuves

Un service gratuit inter- professionnel et inter-syndical pour tout achat d'appt et de pav. neuils. Renseignements sur de sérieux programmes PAP et prêts conventionnés.

525-25-25 49, av. 104^{re}, 75118 PARIS.

bureaux

Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L.-R.C.-R.M. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique. 355-17-50.

VOTRE BUREAU OU DÉPÔT 150 F/MOIS + 1 DOMICILIA- tion + SERVICES S.A.R.L. architectes. Tél. : 296-36-74.

maisons individuelles

JOUY-LE-MOUTIER Proximité de CERGY

MAISONS 4, 5 et 6 P.

Disponibles immédiatement. Prix fermes et définitifs. Pte PAP C.F. poss. C.F. APPL. Maison modeste et neu- sur plans :

LES BRUZACQUES Vend. et dim. 14 h-18 h Sem. : 10-12 h, 14 h-18 h

TEL : 038-70-65

OU F.F.F.

(en semaine) 158, rue Nationale 75840 PARIS Cedex 13

TEL : 584-14-21.

villas

CHARTRETTES (77)

6 km MELUN 1/4 h autor. Sud VILLA RECENTE architecture contemporaine de 3 pièces (cuisine par architecte), très bon stand, 149 m², au sol, 4 pces, entrées, salon cheminée, s. b. b. b., 4 ch. b., w.c., asc. aménagé + petite maison attenante sur 960 m² clos, murs, avec piscine chauffée, 78, 161 402-48 80.

dominée, 14-17 h. 1000 F. (06) 068-05-22

Le Monde

économie

FAITS ET PROJETS

AFFAIRES

L'AVENIR DE LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE

M. Chevènement installe un comité chargé de préparer les orientations de la politique française

Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, a présidé, jeudi 20 janvier, la première réunion du Comité national pour le développement de la filière électronique. Ce comité regroupe une cinquantaine de personnes : hauts fonctionnaires représentants des divers ministères concernés ; présidents des grands instituts de recherche ; syndicalistes ; P.-D.G. des entreprises publiques du secteur et de quelques sociétés privées. Il doit être, selon le ministre, « un lieu privilégié de réflexion et d'échange qui définit les orientations du programme mobilisateur et les actions à entreprendre au sein de la filière électronique ».

Un secrétariat permanent de ce comité, regroupant quelques personnes, pourrait être mis en place afin d'assurer le suivi des affaires, et quatre groupes de travail ont été constitués pour examiner les grands dossiers de la filière.

Le comité a pris connaissance des premières estimations pour 1982, qui font apparaître un déficit record de 12 milliards de francs pour l'ensemble de la filière. Le ministre a profité de cette réunion pour annoncer officiellement la signature des accords qui permettent l'intégration d'Europelectronique au groupe Thomson (le Monde du 20 janvier). Il a également fait état du lancement des études de faisabilité pour le projet du « grand ordinateur scientifique et culturel ».

Où l'on repart d'un super-ordinateur

La France va-t-elle se lancer dans la production d'un super-ordinateur ? Depuis cinq ans, cette question agite périodiquement les milieux scientifiques et militaires.

La France, comme la plupart des pays, ne produit pas de très grands calculateurs. Elle doit les importer des États-Unis. Plus précisément des sociétés Control Data ou Casy. Ces machines sont vendues entre 30 et 50 millions de francs pièce. Le marché français pour ce type de machine n'est au maximum que de quelques unités par an, et ne justifie pas a priori la mise à l'étude puis l'industrialisation de telles machines.

Le débat a rebondi ces derniers mois en raison de l'attitude des autorités américaines. Celles-ci ont fait plus que trahir en longueur leur accord - obligatoire - pour la livraison de deux Cray One pour la recherche scientifique française. Il s'agissait là de « pressions » politiques en liaison avec la contestation entre l'Europe et les États-Unis à propos du gazoduc euroasiatique.

L'histoire se répète. En 1964 déjà, l'embargo américain sur un Control Data qui devait simuler les expériences françaises sur la bombe H n'avait pas été pour rien dans la décision du général de Gaulle de lancer le premier plan calcul.

L'attitude de l'administration Reagan a ravivé les craintes des milieux militaires, scientifiques et politiques français d'être à la merci pour leurs travaux informatiques des bureaux de Washington.

Sous l'autorité des ministères de la défense et de la recherche et de l'industrie, il a donc été décidé de lancer une « étude de faisabilité » sur un projet de super-ordinateur, à vocation militaire et scientifique. Des résultats de cette étude prélimi-

naire dépendra la décision de poursuivre les recherches.

Dans les milieux concernés, on fait valoir que le coût d'une telle opération ne serait pas exorbitant. Les études globales sont évaluées à environ 300 millions de francs. Mais elles entraîneraient d'importantes retombées pour l'ensemble de la filière électronique. La fabrication proprement dite d'une telle machine ne reviendrait ensuite qu'à quelques millions de francs pièce. A condition que leur construction se fasse à l'unité (c'est le processus d'industrialisation qui coûte le plus cher en informatique).

Bref, il s'agirait d'un « projet arsenal » prévoyant la construction de quelques machines par an, avec une importante contribution financière de la défense. Et contrepartie, la France « économiserait » les sorties de devises correspondant à l'importation des super-ordinateurs américains. En outre, son système de défense, sa recherche, ses grands organismes ne seraient plus à la merci d'un embargo.

Reste à savoir si les estimations financières ne pèchent pas par optimisme, certaines évaluations officielles faisant état, l'an passé, d'un coût de 800 millions de francs pour ce projet - J.-M. Q.

● C.G.C.T. : La C.F.D.T. écrit au président de la République : « Inquiet pour l'avenir des neuf mille salariés de l'entreprise de télécommunications, ex-filiale d'I.T.T., la C.F.D.T. écrit au chef de l'État sa « réprobation » d'être écartée des négociations en cours. L'intersyndicale C.F.D.T. refuse le regroupement Thomson, de C.G.E. et de la C.G.C.T. en un « monstre » baptisé « Téléphone de France ».

LOGEMENT

SELON M. ALBERT DENVERS

1983 sera une année charnière pour l'habitat social

« Si le mouvement H.L.M. a consommé en 1982, au fur et à mesure de leur distribution, tous les crédits qui lui ont été alloués, aussi bien pour le neuf que pour la réhabilitation, il pourrait avoir des difficultés à continuer dans cette voie en 1983, qui sera pour l'habitat une année charnière : les organismes d'H.L.M. s'appauvrissent d'année en année, les mécanismes et les procédures ayant atteint leurs limites. C'est ce qu'a déclaré à la presse, mercredi 19 janvier, M. Albert Dénervs, président de l'Union nationale des fédérations d'H.L.M.

Estimant que, en période de crise économique, l'habitat social « ne doit pas être sacrifié, parce qu'il peut aider à résoudre la crise », M. Dénervs a souligné que le mouvement H.L.M., outre sa demande

interne pour améliorer aussi bien production que gestion, va participer à la commission d'étude de réforme de financement du logement mis en place au sein du D.C. Plan.

« Le mouvement H.L.M. sera intrinsèque », a-t-il ajouté, sur la nécessaire prise en compte, dans une réflexion globale, de toutes les aides publiques et de tous les apports de la collectivité nationale au secteur de l'habitat, pour les passer au crible de l'efficacité sociale et économique ».

M. Dénervs a déclaré que les coûts de construction pourraient être réduits de 20 %, cette réduction des coûts devant être le thème central du congrès qui se tiendra, à Lille, fin juin.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	haut	bas	haut	bas	haut	bas	haut	bas
SE-IL	6,8470	6,8320	+ 195	+ 230	+ 390	+ 435	+ 1115	+ 1235
Scn.	5,8820	5,8670	+ 70	+ 110	+ 170	+ 230	+ 610	+ 735
Yen (100)	2,9285	2,9245	+ 140	+ 165	+ 280	+ 310	+ 835	+ 930
DM	2,8330	2,8305	+ 160	+ 180	+ 320	+ 345	+ 975	+ 1080
Flora	2,8835	2,8805	+ 155	+ 175	+ 310	+ 330	+ 945	+ 1050
F.R. (100)	14,5020	14,5195	- 225	- 70	- 440	- 255	- 1095	- 930
FS	3,4620	3,4700	+ 200	+ 325	+ 565	+ 595	+ 1595	+ 1675
L.I. (100)	4,9280	4,9320	- 375	- 275	- 770	- 645	- 2325	- 2115
£ (100)	10,7985	10,8025	+ 65	+ 155	+ 185	+ 295	+ 815	+ 1045

TAUX DES EURO-MONNAIES

	SE-IL	DM	Flora	F.R. (100)	FS	L.I. (100)	£ (100)
3 1/4	9 1/8	8 3/4	9 1/8	8 3/4	9 1/8	8 15/16	9 5/16
5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le déficit de la balance des paiements courants a triplé en 1982

Le déficit de la balance des paiements courants de la France aurait atteint, selon les données provisoires du ministère du commerce extérieur, 16,3 milliards de francs au quatrième trimestre 1982. Ce chiffre est en sensible diminution par rapport au trimestre précédent, période au cours de laquelle le déficit avait été de 25,6 milliards de francs. Cette amélioration proviendrait des « invisibles » (services, négociations), qui constituent avec la balance commerciale proprement dite les paiements courants. Il n'empêche que, sur l'ensemble de l'année, le déficit de la balance

des paiements courants aura été de presque 82 milliards de francs (chiffres provisoires), contre 25,7 milliards de francs en 1981.

Ces estimations ont été fournies, jeudi 20 janvier, en même temps qu'étaient détaillés les résultats du commerce extérieur pour 1982. A cette occasion, M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, s'est pour une fois déclaré plutôt optimiste, en raison du meilleur comportement des Français. « Les vraies questions sont maintenant sous la réflexion du public », a-t-il déclaré.

La dérive de l'automobile

Avec les données de décembre, les services de M. Michel Jobert sont à même de faire un premier bilan des résultats du commerce extérieur en 1982.

L'année passée a été marquée par la très forte croissance des importations, qui se sont élevées à 726 milliards de francs en données brutes, soit une augmentation de 16 %, et la stagnation, en francs constants, des exportations. En valeur, celles-ci ont progressé de 9,9 %, passant de 575,7 milliards de francs en 1981 à 633 milliards de francs en 1982, toujours en données brutes.

La dérive la plus importante a été constatée dans le secteur de l'automobile, qui a vu les ventes de l'étranger progresser de 40 % et celles des pièces détachées de 22,7 %. En revanche, les exportations n'ont augmenté respectivement que de 9,8 % et 8,9 %. Ce secteur a dégageé en 1982 un excédent de 20,9 milliards de francs contre 27,3 milliards de francs en 1981, soit une diminution de 23,4 %.

« Il faut se mettre à la portée d'acheteurs de plus en plus exigeants, a commenté M. Jobert. Il faut que les constructeurs français arrivent avec plus de nouveautés sur le marché et qu'ils soient présents de façon compétitive, notamment en matière de délais de livraison ».

Les deux autres secteurs sensibles sont ceux des biens de consommation (+ 20,3 % pour les importations et + 11,1 % pour les exportations) et de l'électroménager et électronique grand public (+ 26,7 % pour les importations et + 15,5 % pour les exportations). Les déficits incombant directement aux dépenses des ménages s'élevaient à 22 milliards de francs en 1982, contre 11,6 milliards de francs en 1981.

Plus inquiétante paraît l'érosion constatée dans certains secteurs traditionnels : l'agro-alimentaire et les biens d'équipement professionnels. Pour les premiers, ce solde cumulé s'établit à + 15 milliards de francs contre 21 milliards en 1981, soit une régression de 28,5 %. Quant aux biens d'équipement professionnels, ils conservent certes une place prépondérante dans la part de nos ventes à l'étranger (22,1 % en 1981, 23,3 % en 1982), mais les importations ont progressé plus vite en 1982 (+ 22,4 %) que les exportations (+ 16,9 %).

En revanche, et malgré la forte hausse du dollar, les importations de pétrole brut ont coûté moins cher en 1982 (129 milliards de francs) qu'en 1981 (132 milliards de francs). Cela tient à une diminution de la demande (- 15,1 %), 76,4 millions de tonnes de pétrole étant entrées en raffinerie en 1982 contre 90 millions de tonnes en 1981.

Au total, la facture énergétique

1982. Sa part dans nos importations passe de 45,3 % à 47,5 %, soit 344,8 milliards de francs en données brutes. La R.F.A. représente à elle seule 16,8 % et l'Italie 9,6 % de l'ensemble de nos achats. Ni l'un ni l'autre de ces deux pays n'ont vu se développer nos exportations qui, pour l'ensemble de la C.E.E., sont passées en un an de 48,2 % à 48,7 % (308 milliards de francs). La

LES RÉSULTATS EN DONNÉES BRUTES

	1973	1978	1979	1980	1981	1982 (2)
Importation FAB (nouvelle méthodologie) (1) ...	156 672	351 683	436 491	546 997	625 358	726 382
Export. FAB ...	162 523	357 053	426 742	489 845	575 796	633 072
Solde FAB/FAB prix constants ...	+ 5 851	+ 5 370	- 974	- 57 152	- 49 562	- 93 310
Solde FAB/FAB prix de 1982 ...	+ 15 212	+ 8 404	- 13 762	- 71 097	- 54 369	- 93 310

(1) FAB : fret-assurance non compris.
(2) Chiffres provisoires.

s'est alourdie de 10,3 %, passant de 161,6 milliards de francs en 1981 à 178,4 milliards en 1982.

Déséquilibre avec la Communauté européenne

Si l'on fait l'analyse des échanges par zones géographiques, on constate que la Communauté économique européenne est la principale bénéficiaire de l'évolution du commerce extérieur de la France en

R.F.A. à elle seule représente 40 % du total du déficit commercial de la France. Ce déficit a progressé de 39 % par rapport à 1981, et de 55,7 % par rapport à 1980. Nos échanges traditionnels excédentaires avec l'Italie et la Grande-Bretagne sont devenus déficitaires en 1982 (voir tableau). Les déséquilibres les plus importants ont eu lieu avec les pays industrialisés, et non plus essentiellement avec les pays de l'O.P.E.P., envers lesquels le taux de couverture est passé de 39 % en 1980 à 55 % en 1982. - F. S.

BALANCES COMMERCIALES PAR PAYS

	1980	1981	1982
C.E.E. (dont) : ...	- 19 462	- 31 367	- 64 100
R.F.A.	- 16 810	- 23 251	- 38 097
ITALIE	+ 5 220	+ 3 748	- 4 332
PAYS-BAS	- 8 000	- 13 408	- 14 067
GRANDE-BRETAGNE	+ 1 968	+ 3 139	- 2 144
O.C.D.E. (hors C.E.E.) dont :	- 30 652	- 29 089	- 43 906
ÉTATS-UNIS	- 24 567	- 21 999	- 25 400
SUISSE	+ 9 278	+ 9 848	+ 8 906
PAYS DE L'EST	- 3 144	- 5 987	- 10 042
O.P.E.P.	- 65 687	- 61 402	- 53 894
Tiers-monde (hors O.P.E.P.)	+ 17 861	+ 23 106	+ 20 571

SOCIAL

LA RETRAITE A SOIXANTE ANS

Le « oui mais »... de l'Association des régimes de retraite des cadres

A quelques jours de la réunion tripartite (entre M. Bérégovoy, le patronat et les syndicats) sur la mise en place de la retraite à soixante ans, prévue le 24 janvier, l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres) a fait le point le 20 janvier sur la négociation en cours. C'est un « oui » à la retraite des soixante ans, « mais » assorti de conditions. Pour M. Jean Menu, président de l'AGIRC, le système transitoire de retraite proposé par le C.N.P.F. « est une solution technique viable ». Mais l'État doit « supporter le coût de ses décisions » - à savoir l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans à partir du 1^{er} avril 1983. L'État devrait, pour M. Menu, transférer sa contribution à l'UNEDIC vers ce système transitoire, soit 10 milliards de francs - mais il devrait assurer en plus, une avance de trésorerie, nécessaire, pour « amorcer la pompe ».

En revanche, l'idée proposée, selon M. Menu, par M. Bérégovoy de financer cette avance par un emprunt gagé sur les réserves des caisses complémentaires paraît irréaliste au président de l'AGIRC. Les réserves de son association (environ 14 milliards de francs en 1981) ne sont mobilisables que pour 40 %. De plus, l'AGIRC, dans les prochaines années devra supporter les conséquences coûteuses d'une vague démographique (les classes

Les élections professionnelles à Renault-Billancourt

Succès de la C.G.T. qui progresse de 7,4 points dans le collège ouvrier

A Renault-Billancourt où le conflit de l'atelier de peinture vient de s'achever, la C.G.T. vient d'obtenir un important succès aux élections de délégués du personnel qui se sont déroulées le 20 janvier : dans le collège ouvrier, elle progresse en un an de 7,4 points. Les résultats officiels de ces élections, communiqués par la Régie le 21 janvier, sont les suivants :
Inscrits : 13 105.
Votants : 9 432.
Exprimés : 9 101.
Abstentions, blancs et nuls : 4 004 (30,55 % contre 28,35 % en 1982).

Ont obtenu :
C.G.T. : 6 317 voix, 69,41 % (+ 7,40 points), 25 sièges (+ 3).
C.F.D.T. : 1 736 voix, 19,07 % (- 6,20 points), 6 sièges (- 3).
F.O. : 601 voix, 6,60 % (- 0,66), 2 sièges (idem).
C.F.T.C. : 230 voix, 2,53 % (- 0,75), 0 siège (idem).
Syndicat indépendant Renault (SIR) : 217 voix, 2,38 % (+ 0,24), 0 siège (idem).

M. Henri Krasucki a présenté ces résultats le 20 janvier dans le cadre des Rencontres organisées par l'hebdomadaire communiste *Révolution*.

A Peugeot-Sochaux

LA C.G.T. PERD LA DIRECTION DU COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT AU PROFIT DE LA C.F.D.T.

(De notre correspondant)

Belfort. — La C.G.T. a perdu, le lundi 20 janvier, le secrétariat du comité d'établissement de Peugeot-Sochaux qu'elle dirigeait depuis dix-sept ans. Trois des cinq élus de l'entente C.G.C.-F.O.-C.F.T.C. ont en effet apporté leurs voix au candidat de la C.F.D.T. (2 élus) qui a ainsi battu celui de la C.G.T. (4 élus et donc 4 voix). La C.G.T. n'a pas présenté de candidats aux principaux autres postes du comité d'établissement. Le secrétaire adjoint est allé à la C.F.D.T. et les postes de trésorier et de trésorier adjoint aux candidats de l'entente.

L'an passé, la C.G.T. avait perdu, au profit d'une entente C.F.D.T.-C.G.C.-F.O., le secrétariat du comité d'établissement de l'usine Alsthom-Atlantique de Belfort. Ces dernières semaines, la C.G.T. avait lancé une vaste campagne contre les tentatives d'alliance contre nature - de la C.F.D.T. (le Monde du 18 décembre).

● Peugeot envisage de céder sa filiale de « grandes surfaces ». — Peugeot S.A. pourrait céder la majorité des actions de sa filiale RAVI, où sont rassemblées les activités « grandes surfaces » du groupe.

C.E.E.

LE CONFLIT BUDGÉTAIRE EUROPÉEN

La Commission fait de nouvelles propositions à l'Assemblée

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - La Commission européenne vient de présenter un effort pour essayer de résoudre le conflit budgétaire qui a surgi fin décembre entre le conseil des ministres des Dix et l'Assemblée européenne. Cette dernière avait rejeté le projet de budget supplémentaire pour 1982 qui lui était soumis afin de régler la compensation promise aux Britanniques (850 millions d'ECU, net) pour alléger leur contribution nette au budget européen, ainsi que la compensation plus modeste destinée aux Allemands.

La Commission propose, comme le demandait l'Assemblée, qu'une partie des crédits ainsi restitués aux Britanniques et aux Allemands, qui sont supposés être affectés à des dépenses d'intérêt communautaire, soient considérés comme des « dépenses non obligatoires » (D.N.O.), soit une catégorie de crédits sur lesquels l'Assemblée peut exercer un contrôle plus strict. L'Assemblée de-

mandat par ailleurs l'engagement que ce type de compensation forfaitaire et le problème des déséquilibres budgétaires soient réglés par la mise en œuvre de nouvelles politiques communautaires. Sur ce terrain, la Commission, tout en manifestant de la compréhension pour le vœu de l'Assemblée, n'est pas en mesure de lui donner complètement satisfaction. Elle s'engage cependant à « présenter dans les plus brefs délais des propositions visant à approfondir et à développer de telles politiques et à introduire un système mieux diversifié de ressources propres ». En clair, cela veut dire qu'elle proposera bientôt une réforme de la réglementation financière de la Communauté qui devrait aboutir à un partage plus équitable qu'aujourd'hui, et en particulier moins systématiquement défavorable au Royaume-Uni, de la charge du budget européen.

PHILIPPE LEMAITRE.

MONNAIES

L'encours des crédits bancaires aux pays en voie de développement et aux pays de l'Est a diminué au troisième trimestre de 1982

Passant en revue l'évolution de l'activité bancaire internationale au troisième trimestre de 1982, la Banque des règlements internationaux vient de rendre publics un certain nombre de chiffres qui marquent un ralentissement de « l'expansion tendancielle » des crédits consentis par les banques internationales. « Le fait saillant », écrit la B.R.I., « a été sans conteste le ralentissement très sensible des prêts accordés par les banques déclarantes (1) aux pays extérieurs à leur propre zone ». Et les experts d'ajouter que « le facteur de loin le plus important » à l'origine de ce ralentissement a été le changement d'attitude adopté par les banques dans leur politique de crédit à l'égard des pays en développement non membres de l'OPEP.

Pour la première fois depuis le début de 1977, on a même noté un léger fléchissement en valeur absolue de l'encours de crédits à ces pays.

On comprend pourquoi le Mexique s'est brusquement trouvé en difficulté pendant l'été : au troisième trimestre, les banques avaient diminué de 1,8 milliard leurs créances sur ce pays, lesquelles avaient encore augmenté de 6,4 milliards au premier semestre. En ce qui concerne l'Argentine, les créances

en question avaient été diminuées de 0,6 milliard dès le deuxième trimestre, ce mouvement s'étant poursuivi au troisième avec une réduction de 0,4 milliard.

Du côté des ressources, la B.R.I. note une « fléchissement spectaculaire » (de 43 milliards à 4,5 milliards de dollars) de l'expansion, pendant les neuf premiers mois de 1982 (par comparaison avec la même période de 1981), des dépôts en monnaies étrangères effectués auprès des banques internationales situées en dehors des États-Unis.

Au troisième trimestre a même en lieu un retrait des dépôts dans ces banques, tandis qu'on constatait un ralentissement dans la progression des engagements dans les banques situées dans la zone libre de New York. Cette évolution « peut avoir été due en partie à la baisse de la confiance de certains déposants non bancaires dans la solidité des banques internationales ».

(1) La zone déclarante comprend les banques situées dans les pays du groupe des Dix, plus la Suisse, l'Autriche, le Danemark, l'Irlande, ainsi que les succursales offshore des banques américaines situées aux Bahamas, aux Îles Caïmans, à Panama, à Hongkong et à Singapour.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE

SONACAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 02/83/DEI

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :

TORRÉFACTEURS A CAFÉ

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78/02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie de leur lieu de résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

En outre, conformément à la circulaire n° 21 DGC/DMP du 4 mai 1981, du Ministère du commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires.
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social.
- La liste des principaux gestionnaires de l'entreprise.
- Les bilans des deux dernières années.
- L'attestation de non-recours à des intermédiaires conformément à l'article 12 de la loi n° 78/02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.
- La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à :

SONACAT - DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS

87, boulevard Mohamed V - ALGER

Contre la somme de 100 dinars le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme, cacheté, au plus tard le 15 février 1983, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Touta offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention d'Avis d'appel d'offres international n° 02/83/DEI - à ne pas ouvrir.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

ÉTRANGER

Aux Pays-Bas

La politique de rigueur provoque une opposition grandissante

De notre correspondant

Amsterdam. - Il ne se passe guère de jours sans que le Binnenhof, la cour des bâtiments parlementaires à La Haye, ne soit assailli par des manifestants provenant de tous les secteurs de la société néerlandaise. La stricte politique d'austérité du gouvernement de centre droit du premier ministre, M. Rud Lubbers, en est la cause, tant elle porte atteinte à des acquis sociaux qui semblaient inattaquables il y a seulement quelques mois.

Le gouvernement Lubbers, entré en fonction en novembre 1982, s'est fixé comme objectif de réduire le déficit de l'Etat, qui est actuellement de 31 milliards de florins, soit 10 % du produit national brut. Selon ses responsables, l'état de l'économie ne s'améliorera que lorsque le déficit sera ramené à 4 % du P.N.B.

Les enseignants sont venus grossir les rangs des mécontents, car, comme pour tous les fonctionnaires d'Etat, la compensation automatique de la hausse des prix, dont ils bénéficiaient, a été réduite de 2,5 % dès le 1^{er} janvier. Plus grave, leurs traitements ont été réduits de 2 %. En outre, le nombre de postes d'enseignants sera diminué de 1 %.

Des membres de la police ont également manifesté leur mécontentement contre la réduction sensible du nombre d'heures supplémentaires permises.

Récemment, des musiciens de cinq orchestres symphoniques provinciaux ont donné des concerts en signe de protestation suite à un projet de réduction de la subvention

attribuée aux orchestres par le ministère de la culture était prévue. Menaçant leur existence même.

Le gouvernement - une coalition du parti chrétien-démocrate (C.D.A.) et du parti libéral conservateur (V.V.D.) - vient également de mettre en œuvre l'indexation automatique sur les prix du salaire minimal légal et des allocations sociales les plus importantes. Cela équivaudra à une augmentation de 1 %, contre 4 % l'année dernière. Les affiliés aux caisses d'assurance-maladie seront obligés désormais de payer 2,50 florins pour chaque ordonnance.

Ce n'est qu'un aperçu de tous les secteurs touchés par la politique d'austérité qui a provoqué des grèves nationales dans l'enseignement, les chemins de fer, et des arrêts de travail dans les transports publics des grandes villes et aux P.T.T.

Cependant, le gouvernement n'est pas enclin à céder à la pression des vagues de contestations. Cette attitude se trouve renforcée par l'absence, au sein du gouvernement, du parti socialiste (P.V.D.A.), la plus importante formation nationale, qui avait quitté la coalition de centre gauche précédente, précisément en raison de la politique d'austérité prônée par les chrétiens-démocrates.

En moins de trois mois, le gouvernement aura réalisé des réductions de plus de 10 milliards de florins dans les dépenses publiques.

RENÉ TER STEEGE.

ÉNERGIE

La réunion de l'OPEP à Genève

(Suite de la première page.)

En face, l'offre de pétrole reste, en dépit des efforts déjà réalisés par certains pays de l'OPEP - la production de l'organisation prise globalement a diminué de 40 % en trois ans - trop abondante pour équilibrer la demande. On fait notamment de la production croissante des « nouveaux » pays producteurs non membres de l'OPEP (Grande-Bretagne, Mexique, etc.). Le déséquilibre a été encore aggravé par le déstockage pratiqué par les compagnies pétrolières.

Seule solution pour l'OPEP : adapter la production à la demande pour éviter un effondrement des prix. En mars 1982, un accord sur la répartition des quotas entre les pays membres n'a pas empêché, du fait de l'indiscipline de certains, une très grande instabilité des cours sur le marché libre et la disparition quasi-totale des contrats à long terme. Aujourd'hui, le maintien d'un prix officiel de 34 dollars par baril n'a plus guère de sens, sans symbolique. Seul, l'Arabie Saoudite et quelques États du Golfe, vendent réellement leur brut à ce prix - et encore.

Assi, Ryad a-t-il de plus en plus de mal à écouler sa production. Les quatre compagnies membres de l'ARAMCO, le consortium qui exploite les champs pétroliers saoudiens, avaient ainsi récemment signifié au Royaume qu'elles seraient encore contraintes de réduire encore leurs enlèvements à l'Arabie Saoudite maintenant au prix supérieur au prix réel moyen pratiqué partout ailleurs (environ 32 dollars par baril).

Tous les pays producteurs de pétrole sont conscients que la seule issue réside dans une organisation de l'extraction permettant d'équilibrer le marché. Une baisse des prix

n'aurait en effet à court terme aucun effet sur la demande des pays consommateurs, qui ne répercuteraient d'ailleurs probablement pas cette baisse et pourraient être tentés de taxer les importations. Elle inciterait de plus les pays producteurs les plus pauvres, ou les plus « serrés » en trésorerie, comme le Mexique, à accroître leur production pour préserver leurs revenus, et elle dissuaderait donc d'essayer les cours dans une spirale à la baisse dont nul ne peut prédire le fond.

Pourtant, depuis juillet 1982, aucun accord n'a été possible sur la répartition des quotas entre les pays de l'OPEP. Cela est essentiellement pour deux raisons. D'une part, il n'existe aucun critère objectif pour déterminer ces quotas. Fixer les productions respectives des pays membres en fonction de leurs besoins de liquidités serait sans doute la solution la plus solide à long terme, mais comment déterminer ces besoins ? Fixer des quotas en fonction des parts « historiques » des membres, solution souhaitée notamment par la Libye et l'Irak, suppose qu'il s'agisse d'une période de référence valable. Les débats sont en outre empoisonnés par les conflits politiques à l'intérieur de l'OPEP, entre l'Arabie Saoudite et l'Irak notamment, le premier pays entendant conserver son poids prédominant dans l'organisation, le second voulant récupérer un niveau de production réduit par la révolution, le boycottage américain, puis la guerre avec l'Irak. Ce dernier conflit est d'ailleurs l'une des principales causes de discord, dans la mesure où, de la production pétrolière, dépendent les revenus, donc les moyens financiers et militaires - des différents pays.

L'inconnue iranienne

Second obstacle à l'application des quotas : l'OPEP ne dispose d'aucun moyen de contrôle et rien ne garantit une application des promesses faites par l'un ou par l'autre pays. La Libye et le Venezuela notamment, suscitent, du fait de leur refus d'appliquer leur production, la méfiance de leurs partenaires.

Les pays membres se sont mis d'accord à Vienne sur un maximum de production soutenable de 18,5 millions de barils par jour. Compte tenu de la situation économique difficile d'un certain nombre de pays, comme le Nigeria, l'Indonésie, le Venezuela, l'Algérie, de la détermination des pays comme l'Irak, l'Irak ou la Libye, l'essentiel de l'effort ne peut porter que sur les pays du Golfe et surtout sur l'Arabie Saoudite. Celle-ci, placée dans une situation fort délicate, a, jusqu'à présent, refusé de discuter officiellement de la répartition des quotas, arguant de sa souveraineté nationale. Elle a néanmoins déjà réduit sa production, de 10 millions de barils il y a trois ans, à moins de 5 millions de barils par jour. La plupart des observateurs estiment qu'un véritable accord sur les quotas est une véritable limitation de la production ne sera possible que si elle accepte de réduire son niveau d'extraction entre 3,5 et 4 millions de barils par jour.

L'Arabie Saoudite y serait peut-être prête - à elle d'ailleurs récemment le choix ? - à condition d'être certaine que ses partenaires respecteraient les quotas qu'ils se sont fixés. Elle ne dispose pour cela que d'une seule arme : la menace d'une baisse multilatérale de ses prix qui entraînerait probablement un effacement de l'OPEP. C'est tout le sens des négociations de ces dernières semaines. Un accord est-il déjà quasiment conclu sur la répartition des quotas ? Le changement récent d'attitude de la Libye, qui d'une opposition farouche à l'Arabie Saoudite semble être passée à une attitude plus « modérée », et appelle maintenant les pays membres de l'OPEP à un « consensus », est un signe que des progrès ont été faits. Demain, une inconnue de taille : l'attitude de l'Irak. La République islamique assistera-t-elle seulement à la conférence de Genève ? Elle n'avait, vendredi matin, en dépit de l'intercession de deux missions libyennes et nigériennes pour la convaincre, toujours pas donné sa réponse.

VÉRONIQUE MAURIS.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● La société Bella S.A., fabricant de pompes à Perpignan (Pyrénées-Orientales), a été reprise par la société Berchet-industries, filiale des établissements Ferman Berchet d'Oyonnax (Ain). Bella S.A. avait été mise en règlement judiciaire en décembre 1981 (le Monde du 25 décembre 1981 et des 13 et 14 juin 1982). La nouvelle société a conservé trois cents des huit cents travailleurs qu'employait Bella. Elle a bénéficié de 41 millions de francs de prêts à des taux d'intérêt intéressants et aussi d'une subvention de 6 millions de francs.

● Un nouveau P.D.G. aux usines Chausson. - M. Marcel Carlier, cinquante-quatre ans, directeur général industriel de Renault-Véhicule industriel, va succéder à M. Paul de Buyer-Mimeure, cinquante-sept ans, comme P.D.G. des usines Chausson.

Automobile

● Ford a supplanté Volkswagen sur le marché français. - Le groupe Ford a supplanté le groupe Volkswagen à la première place des ventes de voitures importées en France, ayant vendu 118 500 automobiles au cours des onze premiers mois de 1982 contre les 112 850 pour le constructeur ouest-allemand, selon les statistiques de la chambre syndicale des importateurs d'automobiles publiées le 20 janvier.

● Le contrôle technique des automobiles est à l'étude au ministère de la consommation avec pour objectif l'établissement d'un système obligatoire. C'est ce qu'a déclaré, le 20 janvier, M. Paul-Louis Cortot,

du cabinet de M^{me} Catherine Lalumière à un débat organisé par la Centrale des particuliers sur les véhicules d'occasion. Selon un sondage effectué sur deux mille sept cents véhicules par la Chambre syndicale des experts en automobile, 18 % des véhicules sont hors d'usage.

Commerce international

● Droits antidumping contre des fabricants américains d'engrais. - La C.E.E. a décidé le 17 janvier d'appliquer des droits antidumping respectivement de 19,05 %, 12,13 % et 12,01 % contre trois sociétés des États-Unis : Allied Corporation, Kaiser Aluminum Domesite, et Transcontinental Fertilizer Co - exportatrices d'engrais composés d'urée et de nitrate d'ammonium en solution.

● Les importations françaises de moquettes à quart. - La Commission consultative du commerce international, vient de donner un avis favorable à une « protection commerciale » [...] « raisonnable » afin de canaliser l'entrée en France de moquettes à quart fabriquées dans des pays de l'Extrême-Orient (le Monde du 1^{er} janvier).

Consommation

● La coopérative vinicole des Côtes de Buzet a été condamnée à 6 000 F d'amende pour publicité mensongère, jeudi 20 janvier, par la cour d'appel d'Agès. La coopérative devra en outre verser 1 F de dommages et intérêts à la Confédération syndicale des familles et 1 F à l'Institut national pour les appellations d'origine (INAO). La coopérative avait commercialisé dans des véhi-

Etranger

ITALIE

● La hausse des prix de détail italiens a atteint 16,3 % en 1982, soit à peine plus que l'objectif gouvernemental de 16 %, selon les statistiques provisoires publiées le 6 janvier à Rome. Ce résultat a été obtenu grâce à une déflation de l'inflation en décembre avec 0,7 %, soit la plus faible augmentation depuis seize mois. En 1981, la hausse des prix à la consommation avait atteint 18,7 %. L'objectif gouvernemental pour 1983 est fixé à 13 %. (A.F.P.)

● Les négociations globales sur le coût du travail, entre patrons et syndicats italiens, se poursuivent au-delà de la date limite du 20 janvier. Le ministre du travail, M. Scotti, a obtenu cette prolongation dans l'espoir qu'un accord de principe pourrait intervenir entre les partenaires sociaux, les responsables des trois confédérations syndicales ayant légèrement assoupli leurs positions. Les uns et les autres pourraient se rallier à un compromis prévoyant par le ministre du travail. (Corresp.)

Social

● Reprise du travail à la centrale nucléaire de Cattenom. - Les mille huit cents salariés des entreprises de génie civil de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle), qui étaient en grève depuis le 12 janvier à l'appel de la C.G.T., ont repris le travail le 18 janvier.

● Saccage : la fermeture de l'unité de Fosbury, s'est pas définitive. - Selon un délégué C.G.T. qui rapportait des propos du P.D.G., M. Claude Dollé, la direction devra faire connaître sa décision courant février.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMPORTANT ACCORD DE FINANCEMENT BANCAIRE CONCLU AVEC L'ALGÉRIE

Le Crédit Populaire d'Algérie, d'une part, la Banque Nationale de Paris, l'Union Méditerranéenne de Banque, la Société Lyonnaise de Banque et le Crédit du Nord, d'autre part, viennent de conclure un accord de financement-cadre de 1 000 000 000 de FF (1 milliard de FF) destiné à faciliter l'importation en Algérie de matériels et de techniques industrielles français, plus particulièrement dans le cadre des programmes de logements préfabriqués « O.N.E.P. » et de logements traditionnels.

Cet accord souligne tout l'intérêt que portent ces quatre établissements bancaires français au développement des échanges économiques entre les deux pays.



expo bain

L'art du bain va se faire connaître

35.000 visiteurs venus du monde entier vont le découvrir en même temps que le décor de l'habitat

PARC DES EXPOSITIONS PARIS NORD

26-30 MAI 83

COMITÉ DES EXPOSITIONS DE PARIS

7 rue Casimir 75018 Paris - Tél. : 01.47.43.76.66 - 01.47.43.76.67

مكتبة الشارقة

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. MISSILES : « La détente dépend beaucoup de la France », par E. Arseniev ; « L'effet GSP », par Armand Schaller ; « Réplique à... Gabriel Rollin », par Pierre Lellouche ; « Réplique à... P.L. Séguillon ».

ÉTRANGER

34. DIPLOMATIE

4. EUROPE
- RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : l'avenir politique de M. Haughey compromis.

5-6. ASIE

CHINE : la campagne en faveur des intellectuels s'adresse aux scientifiques plutôt qu'aux artistes.

6. PROCHE-ORIENT

7. AMÉRIQUES

7. AFRIQUE
- ZAMBIE : sept opposants condamnés à mort pour « trahison ».

POLITIQUE

8-9. La préparation des élections municipales.

11. Les élections régionales dans les départements d'outre-mer ne seront pas un « référendum maquillé », déclare M. Emmanuel.

SOCIÉTÉ

12. DOSSIER : les suites de l'affaire du Coral.

13. SPORTS
14. MÉDECINE : la définition d'une nouvelle politique de lutte contre le cancer.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

15-16. PENTES DOUCES : les 1000 : jardin des neiges.

16-17. Tourisme en Corse.

17. Australie.

18-19. Équitation ; Hippisme ; Photo.

20. Plaisirs de la table.

21. Jeux.

CULTURE

22. MUSIQUE : Katherine Cesinski dans *Ariane et Barbe bleue*.

24-25. COMMUNICATION : la mise en route de la télédiffusion.

ÉQUIPEMENT

28. TRANSPORTS : les difficultés d'Air France.

- CONSTRUCTION NAVALE.

ÉCONOMIE

29. AFFAIRES : l'avenir de la filière électronique.

- COMMERCE EXTÉRIEUR : la défit de la balance des paiements courants.

- SOCIAL.

30. C.E.E.

- ÉTRANGER.

- ÉNERGIE.

RADIO-TÉLÉVISION (25)

INFORMATIONS

« SERVICES » (26) :

Formation : « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie.

Amorces classées (27-28) ;

Carnet (14) ; Programmes des spectacles (23-24) ; Mots croisés (21) ; Marchés financiers (31).

SOLDÉS D'HIVER

LE BAZAR A TISSUS

LE PLUS CHIC

LE PLUS GRAND

LE PLUS ÉTONNANT

TISSUS

« COUTURE »

ET

« DÉCORATION »

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Les conflits dans l'industrie automobile

- Nouvelle grève à l'usine Renault de Billancourt
- Chômage technique chez Unic-Fiat de Trappes

Au lendemain de la reprise du travail à l'atelier de peinture de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), la production était de nouveau perturbée dans cet établissement, ce vendredi 21 janvier, par une grève surprise à l'atelier de sellerie. D'autre part, la direction de l'usine Unic-Fiat de Trappes (Yvelines) a pris ce même jour une décision de chômage technique.

S'agit-il d'un effet « boule de neige », ou simplement d'une « queue de grève » comme il s'en produit souvent chez Renault après un conflit catégoriel, dans des ateliers voisins ? La direction de la Régie se refusait, vendredi, à tout commentaire sur ce point. Une chose est certaine : les revendications de ces nouveaux grévistes, qui seraient beaucoup plus nombreuses qu'à l'atelier de peinture, sont les mêmes que celles de leurs collègues. Ces derniers avaient arraché jeudi une augmentation de prime de l'ordre de 155 francs.

Les ouvriers de sellerie réclament la même somme que celle obtenue par les peintres au pistolet. La même revendication apparaît d'ailleurs dans d'autres secteurs, notamment à l'atelier de mécanique. « L'effet de « boule de neige » est possible », commentait un responsable cégétiste. Il en ira toujours ainsi, tant que la direction n'aura pas accepté de discuter d'une refonte totale des classifications et continuera de répondre aux revendications en accordant des primes. En attendant, chacun veut obtenir la prime que l'autre a arrachée.

Si la grève de la sellerie devait s'étendre ou se prolonger, la production de près de cinq mille salariés s'en trouverait perturbée : les mêmes conséquences, en somme, que la précédente grève des peintres.

A l'unité Flins (Yvelines) — toujours paralysée par la grève des peintres et par les mesures de chômage technique qui ont suivi — les négociations amorcées vendredi matin ont été interrompues en raison de l'absence du directeur de l'usine, retenu par une réunion à Boulogne-Billancourt.

Au même moment, à Trappes, une autre usine, celle de la société Unic-Fiat (cambiens) était frappée par une mesure de chômage technique.

M. KRASUCKI A L'ÉLYSÉE

« Une conversation constructive au ton très libre »

A la demande du président de la République, M. Krasucki a été reçu le 21 janvier pendant une heure trente par M. Mitterrand.

La conversation a porté, selon le secrétaire général de la C.G.T., sur toutes les questions de l'actualité économique et sociale. « Je suis un porte-parole des travailleurs », a-t-il affirmé, « donc je me fais l'expression de leurs préoccupations, de leurs sujets d'inquiétude et en même temps de la volonté que nous avons de tirer le meilleur parti des résultats accomplis, qui sont les conquêtes sociales ».

M. Krasucki a souligné qu'il n'était pas venu négocier avec le chef de l'État, mais qu'un entretiens avec lui était « autre chose qu'une rencontre avec Giscard au Chirac. C'est utile ». La signification des conflits que connaît actuellement la Régie Renault à Flins et à la sellerie de Billancourt a été évoquée, mais, a tenu à préciser M. Krasucki, « dans le cadre d'un examen plus global des problèmes économiques et sociaux ». Il s'est agit, a-t-il ajouté, « d'une conversation constructive au ton très libre ».

que touchant environ cinq cents ouvriers. Cette décision faisait suite, selon la direction, à la « grève-bouche » d'une trentaine de travailleurs dont les revendications portaient sur les salaires et l'organisation du travail.

Chômage technique, également, pour vingt-quatre heures, chez Citroën à Levallois — mesure conjoncturelle prévue depuis décembre — la troisième des quatre journées perdues « programmées » pour janvier. La production de cette usine était toujours perturbée, d'ailleurs, par une « grève-bouche » à l'atelier de ferrage.

• Mavilor : reprise du travail. — Après avoir approuvé l'accord élaboré au ministère de l'Industrie, les mille-cent-vingt salariés des usines Mavilor (Villemorin) à Lhormet et à Loreste (Loire) ont repris le travail vendredi matin 21 janvier. (Corresp.)

• Une grève du tri postal dans onze des vingt-cent-cinq arrondissements de Paris, commencée le lundi 17 janvier, d'une durée d'une heure chaque jour, retardait actuellement l'acheminement du courrier vers la province. Les grévistes réclament une diminution de leur temps de travail hebdomadaire (38 heures) d'une heure et demie. La C.F.D.T., qui soutient ce mouvement, a appelé ses adhérents à une manifestation ce vendredi 21 janvier vers midi devant la direction régionale des postes.

AMNISTIE POUR SEPT POLICIERS VIOLENTS

(De notre correspondant.)

Nancy. — Sept policiers de Strasbourg, primitivement condamnés à quatre à dix mois de prison avec sursis pour coups et blessures volontaires avec préméditation, (*le Monde*, des 23-24 mai et du 30 juin 1982) ont vu leurs inculpations disqualifiées par la cour d'appel de Nancy en violences légères sans incapacité de travail qui se trouvent amnisties de plein droit.

Les faits remontent au 18 octobre 1979. A la suite d'une opération dans une affaire de drogue, plusieurs suspects étaient gardés à vue. L'un d'eux, M. Mohamed Chakkour, trente ans, ouvrier marocain, affirmait avoir été enchaîné, nu, à un radiateur et roué de coups. Il donnait le nom d'un complice, un étudiant ture en sociologie, M. Mustapha Arrikigil, qui subira à son tour, durant treize heures, des violences. Des expertises médicales confirmeront leurs déclarations.

La cour d'appel de Nancy a estimé que, contrairement à l'opinion favorable des premiers juges, il y a eu violation des droits de la défense, que les rapports d'expertise médicale n'ont pas été transmis à la connaissance des policiers. Si la cour admet qu'il y a eu des violences et des « interrogatoires musclés », elle estime que « les déclarations des victimes relatives à certains sévices dépassent toute mesure et toute vraisemblance et n'ont été faites que dans le but évident de faciliter leur défense ».

MAXIMILIEN

Cheminier - Hobbiste

SOLDE

Larvin

Cerruti

Christian Dior

Yves Saint Laurent

Hugo Boss

Jean Raymond

93-95 Champs-Élysées

106 Bd Saint Germain

Paris

Aux États-Unis

UN PIRATE DE L'AIR EST TUÉ PAR LA POLICE DANS L'OREGON

Portland (A.F.P., A.P.). — Un pirate de l'air, âgé d'environ vingt ans et dont l'identité n'a pas été révélée, a été tué par la police jeudi soir 20 janvier, à Portland, dans l'Oregon, sur la côte ouest, alors qu'il avait détourné un Boeing-727 de la compagnie américaine Northwest Orient pour se rendre en Afghanistan. L'appareil effectuait un vol régulier entre Seattle, dans l'État de Washington, et Portland, lorsque le jeune homme, qui affirmait être porteur d'une bombe dissimulée dans une boîte à chaussures, avait exigé d'être conduit en Afghanistan, sans donner d'autres explications.

Le pilote était parvenu à le convaincre qu'un avion de ce type ne disposait pas d'une autonomie suffisante pour rallier directement l'Afghanistan. Le pirate avait alors accepté que l'appareil se pose à Portland, où des agents du F.B.I., profitant d'un moment d'inattention de sa part, ont donné l'assaut. La boîte à chaussures ne contenait aucun explosif.

FERMETÉ DU DOLLAR : 6,85 FRANCS

Vendredi 21 janvier, le dollar a continué de se montrer ferme, s'établissant à Francfort à 2,4175 DM et à Paris à 6,85 F environ, contre 6,8350 F le veille. Le fait que le Bundesbank d'Allemagne ait pu réduire son taux d'escompte, comme beaucoup l'attendaient, n'a pas ralenti le mark, très affecté par la perspective d'une victoire socialiste aux prochaines élections allemandes.

La faiblesse du mark fait l'affaire du franc, dont le taux reste satisfaisant au sein du Système monétaire européen.

Près de Marseille

20 MILLIONS DE FRANCS VOLÉS AU COURS D'UN HOLD-UP

Plusieurs hommes armés ont attaqué ce vendredi 21 janvier, vers 6 h 30 nous indique notre correspondant, un camion de la Société de surveillance française, dans la zone industrielle de Vitrolles (Bouches-du-Rhône). Ils se sont emparés d'un moins 20 millions de francs ainsi que de plusieurs armes, la société attaquée étant chargée du transfert des fonds des hypermarchés de la région.

Les malfaiteurs ont immobilisé les quatre gardiens chargés de la surveillance des locaux et ont assassiné six autres employés qui venaient prendre leur travail.

LES OBSEQUES DE JEAN D'ARCY

Les obsèques de M. Jean d'Arcy, ancien directeur des programmes de la Télévision française (*le Monde* du 21 janvier), auront lieu le lundi 24 janvier, à 13 h 45, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, avenue Raymond-Poincaré (16^e arrondissement).

Dans un télégramme adressé à M. d'Arcy, M. Pierre Mauroy, premier ministre, déclarait notamment : « Jusqu'au terme de son existence (votre mari) a voulu servir des recherches contemporaines et de l'avenir du système audiovisuel ». Pour sa part, M. Georges Fillioud, ministre de la communication, a déclaré : « La Télévision française, dont il fut l'un des « inventeurs », lui doit beaucoup (...). Pour ce grand professionnel, le développement de la communication en France et dans le monde était aussi l'acte de foi et la raison d'être d'un humaniste ».

M. Jean d'Arcy venait d'être, le jour même de sa mort, confirmé par le président de la République pour présider l'association chargée de la mise en œuvre du futur Centre international de la communication, construit dans le quartier de la Défense.

• Les négociations israélo-libanaises. — Des « progrès sensibles » ont été enregistrés le jeudi 20 janvier, à Kyriat-Schmouel (nord d'Israël), au cours de la huitième session des négociations israélo-libanaises. Quatre nouveaux groupes de travail (contre celui qui avait été constitué le 13 janvier) se réuniront, à partir de lundi ou de mardi prochain, pour entreprendre l'examen détaillé des différents points de l'ordre du jour. C'est sur la demande du Liban qu'un groupe de travail se consacra à l'examen des « garanties possibles » à apporter aux « arrangements de sécurité » entre les deux pays. — (A.F.P.)

LE TOURNOI DES « MAÎTRES » A NEW-YORK

Vilas et McEnroe qualifiés pour les demi-finales

De notre envoyé spécial

New-York. — Ivan Lendl et Jimmy Connors devaient rencontrer respectivement, le vendredi 21 janvier, Yannick Noah et Johan Kriek en quarts de finale du tournoi des « Maîtres ».

Guillermo Vilas et John McEnroe se sont qualifiés, jeudi 20 janvier, pour la demi-finale qui les mettra aux prises, samedi 22 janvier, le premier en éliminant Andrés Gómez (7-5, 6-4), le second en battant José Luis Clerc (6-3, 6-4).

La télévision française retransmettra le tournoi samedi 23 janvier, à 22 h 50, sur Antenne 2, et la finale dimanche 23 janvier, à 22 h 10, sur TF 1.

Depuis trois jours, l'ambiance du tournoi des « Maîtres » n'était pas très bonne. Terminé fin de série sur le court, Billie Jean King dans les tribunes. Matchs de l'après-midi de 100 000 dollars au vainqueur justifiaient l'intérêt. Et John McEnroe est arrivé. Avec un caractère short barbonasse. Avec de nouvelles chaussures sur les chevilles. Jeudi soir, le numéro un mondial rencontrait l'Argentin Clerc. Au programme : match de qualification pour les demi-finales, réclat de « hot tennis », avec Frank Hamon à la chaise d'arbitre. C'était le gage d'une soirée forte en émotions.

Hamon-McEnroe constituait un couple arbitre-joueur aux relations tumultueuses. En 1979, lors d'un tour préliminaire de Flushing-Meadow, leur prise de bec, répercutée dans l'arène par le micro de chaîne restée ouverte, avait été un moment paroxysmique du tournoi. On s'était que, depuis ce jour-là, l'arbitre — qui le superviseur avait alors fait descendre de son perchoir, — réduisait les foucades du gaucher new-yorkais. Il n'a donné, jeudi, la preuve.

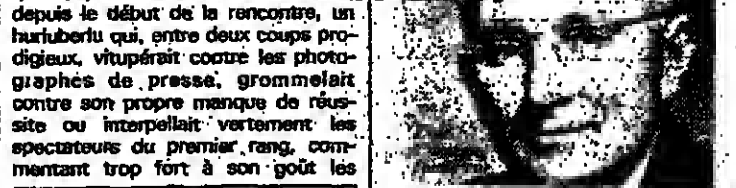
Huitième jeu du second set, McEnroe qui menait 4-3, servait, avantage Clerc, première « balle » : « faute ». Deuxième « balle » : « faute ». « Big Mac » se précipita au filet en gestulant en direction du juge de ligne. Hamon donna le point à l'Argentin puis hésita et rectifia la décision : « deux balles ». Clerc est frappé de stupeur : une balle, il voulait bien comprendre. Mais deux ? Le public ne comprenait pas plus. Brocards dans les gradins, intervention du superviseur, explication de l'arbitre : deux balles, parce que la discussion a été très longue. Sédité, Clerc regagna son coin, retourna le service de l'Américain comme un topiste et gagna finalement le point. Le retour amoral de McEnroe échoquant dans le filet. « Cette décision m'a complètement déconcentré. Je me suis dit qu'il n'était pas possible de gagner dans ces conditions », explique par la suite Clerc. Alors qu'il venait d'égaliser à 4-4, il perdit, en effet, d'archof, son service, et McEnroe boucla le match au jeu suivant.

Comment na pas avoir « craqué », quand on a eu en face de soi, depuis le début de la rencontre, un haribou qui, entre deux coups prodigieux, vitupérait contre les photographes de presse, grognait contre son propre manque de réussite ou interpellait verbalement les spectateurs du premier rang, commentant trop fort à son goût les différences.

« Le numéro du « Monde » daté 21 janvier 1983 a été tiré à 514 238 exemplaires. »

(Publicité)

Dale Carnegie®



Parlez avec efficacité

EN 14 SOIRÉES ATTRAYANTES, apprenez à mieux exprimer vos idées. Développez assurance et facilité de contact. Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie. 100% pratique, enseignée dans 52 pays.

D'anciens participants vous renseigneront aux conférences d'information gratuites.

Paris : Mercc. 26 Janv., 19 h

33, avenue de Wagram, 17^e (M^o Étoile)

Versailles : Lundi 24 Janv., 19 h

Hôtel Trianon Palace, 1, bd de la Reine

Programmes de formation Dale Carnegie® présentés par G. Weyne 3/854.61.66.

PIANO: LE BON CHOIX

- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 305,39 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés. Service après-vente garanti.

*Fournisseur de la Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

مكتبة



LA MOUCHE

Les Français vus des ÉTATS-UNIS

Quel regard les grands peuples étrangers portent-ils sur la France et les Français ? Nous avons donné la parole aux Allemands (le Monde Dimanche du 7 décembre 1980), aux Britanniques (29 mars 1981), aux Italiens (31 mai 1981), aux Portugais (10 janvier 1982). Elle est aujourd'hui aux Américains.

Le plaisir d'être étranger

PAR BARBARA CHASE-RIBOUD *

Voir pages XIII, XIV, XV, les articles de Daniel S. Greenberg (Où sont vos prix Nobel ?), Stanley Aronowitz (Des vedettes venues d'ailleurs) et Richard Sennett (Paris est dans notre tête).

Dossier établi par
PIERRE DOMMERGUES

Textes traduits par
ANNE RABINOVITCH

PEU avant sa mort, on demanda au photographe Man Ray pourquoi il avait passé à Paris les quarante dernières années de sa vie. Toujours caustique, il répondit : « Moi, j'aime être un étranger. » Man Ray fut l'un des plus jeunes étrangers américains de la génération de l'entre-deux-guerres et de l'après-guerre, parmi lesquels figuraient Fitzgerald, Hemingway, Gertrude Stein, Alice B. Toklas, Styron, Wright, James Jones, Calder, Mc Carthy et Baldwin. Il semble qu'à un moment donné tout intellectuel américain ait ressenti le besoin d'être un étranger à Paris. Et tandis que tous les Européens qui affluaient en France à cette époque étaient des « réfugiés » ou des « émigrés », les Américains restaient des « expatriés », terme vaguement imprécis et sans aucun doute hostile aux États-Unis.

Vivre à l'étranger est pour un Américain un acte anti-patriotique, car cela prouve un manque d'amour pour son pays. Dans l'esprit populaire, le désir de partir ne s'explique pas autrement. Et ce reproche incite les Américains à se justifier par le besoin presque hygiénique d'« élargir leurs horizons ».

Les Américains semblent voir la France telle que l'a définie Thomas Jefferson en 1788, alors qu'il était ambassadeur à la cour de Louis XVI. Dans un étonnant réquisitoire contre l'éducation européenne, il décrivait les Français comme des êtres frivoles, courtois et incapables de fonder des institutions politiques. « En France, affirmait-il, les Américains acquièrent le goût du luxe et de la dissipation, et un mépris pour la simplicité de leur pays. Ils se laissent entraîner dans un monde d'intrigues où ils détruisent leur bonheur et celui des autres, où ils se prennent d'une passion pour les prostituées, ce qui leur ruine la santé. » Les excès de la Révolution française, précise-t-il, provoquèrent, « un

vide dont s'a profiter un aventurier militaire (Napoléon) et furent la cause des excès qui démoralisèrent le monde... »

En d'autres termes, la révolution américaine (qui maintint l'esclavage), et non la révolution française (qui engendra Napoléon), fut un exemple pour le monde. « Venez voir la France, écrivait Jefferson à Monroe, cela vous fera adorer votre pays. »

Une tendance extraordinaire à tout s'appropriier

Les Américains ne savent pas voyager. C'est dû au fait qu'ils ne parlent pas de langues étrangères, mais aussi à leur indifférence historique aux événements et aux habitants des autres pays. Ce sont, au sens premier du terme, les citoyens les plus dés-intéressés du monde. Les Français ne voyagent pas mieux, car ils ont toujours méprisé tout ce qui n'est pas français, mais ils ont une tendance extraordinaire à tout s'approprier. Exemple : la *Description de l'Égypte* de Napoléon en vingt-trois volumes, ou la *Démocratie en Amérique* de Tocqueville, une œuvre définitive sur les États-Unis. Envoyez un Français passer trois semaines à l'étranger et il en reviendra avec un livre dans lequel il définira, cataloguera et expropriera non seulement le pays qu'il a visité, mais vous, moi, et le pied du lit.

Mais où sont les expatriés anglosaxons qui ont écrit sur la France ? Hemingway a écrit sur l'Espagne, Durrell sur l'Égypte, McCarthy sur Venise, Fitzgerald sur Newport, Miller sur le sexe et le *Giovanni* de Baldwin est italien. Est-ce de l'incompréhension ? De la pudeur ? Du respect ? De l'amour ? « Si vous n'avez rien de gentil à dire, taisez-vous », dit le proverbe. L'indifférence

des Américains et des Français pour tout ce qui est étranger les rapproche presque ; elle leur donne même un certain charme. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai aimé les Français tout de suite. J'ai passé à Paris la moitié de ma vie, et, si j'ai inventé les Français, il m'en a rendu la pareille. A peine sortie de l'Université, nullement francophile et ne parlant pas un mot de français, je vins de Londres pour passer un week-end à Paris. Je me trouvais bientôt lotie d'un mari, d'un nom, de deux enfants, d'une immense famille, tous français, et d'une cuisine électrique, modèle américain. Je ne tardai pas à me heurter à des difficultés sentimentales, et je dus suivre un cours accéléré de survie dans le pays de Descartes.

Comme tout bon Français, j'étais censée avoir un avis sur tout, et j'appris à répondre aux questions sur « les Améri-

coins ». La « petite américaine » (c'est moi !) dut soudain expliquer l'Amérique à la famille, aux amis, à des inconnus, à la satisfaction de tous. Pour la première fois de ma vie, on me traitait d'abord comme une Américaine. Alors qu'aux États-Unis une Noire est la dernière personne à pouvoir exprimer une opinion quelconque sur son pays.

Quelques lieux communs :

— Pourquoi les étrangers qui ont passé X... années en France n'ont-ils jamais été invités dans une famille française ?
— Pourquoi les gens parlent-ils encore d'expatriation alors que New-York est à trois heures d'avion et qu'il y a un McDonald au coin de la rue ?

(Lire la suite page XIV.)

* Écrivain et sculpteur. Auteur de la *Virginie* (Albin Michel, 1981).

LIRE

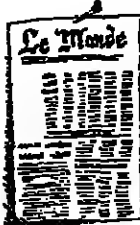
● MESSIEURS LES SYNDICALISTES ADMINISTRATEURS

« Bond an avant » ou « truc juridique » ? Dans les entreprises nationalisées, le tiers des conseils d'administration sera formé de représentants du personnel (lire page III).

● PAYSANS ÉCOLOGISTES DANS LA MANCHE

A défaut de pétrole, des villageois ont décidé d'utiliser « leurs » ressources (lire page V).

● LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à X)



ALAIN COUSTALAT

Valérie Valère

Valérie est morte... Si tous les médias publiaient la nouvelle, aucun n'en mentionnerait les circonstances.

Or beaucoup d'entre nous ont le souvenir de cette petite fille, qui parut, un vendredi soir, à « Apotrophes ». C'était à l'occasion de la publication de son second roman *Mulinka*. Ce soir-là, elle parla peu de son expérience de l'hôpital psychiatrique, qu'elle avait relatée dans son précédent roman, *Le Pavillon des enfants fous*. Bernard Pivot interrogea plutôt l'écritrice, qui avoua n'être pas très bonne en « français », car les exigences d'une dissertation sont strictes, et ne s'accordaient pas avec ce qu'elle portait en elle. Il montra aussi sa prestation théâtrale. On pouvait penser que, par l'écriture, par le théâtre, Valérie Valère était sortie de son drame.

Celui-ci ne continuait-il pas plutôt à miner en sourdine la jeune fille ? Cet appel qu'elle avait lancé aux autres, par son anorexie, avait-il été entendu ? En effet, son troisième roman montre l'impossibilité d'écrire où se trouve son héros — Valérie connaissait, sans doute, à nouveau, la difficulté de vivre avec son « mal ». Les premiers romans avaient remporté un succès certain auprès du public, mais « les autres » l'avaient-ils entendue ? Le silence autour de cette mort nous laisse perplexes...

Quand comprendrons-nous, nous tous, à de rares exceptions près, que la dépression nerveuse est une véritable maladie de la communication, que nous pouvons aider ces « blessés de la vie » ?

Sans doute leur personnalité fragile nous gêne-t-elle, et nous préférons les renvoyer à leur néant...

MICHELLE HELLO
(La Roche-sur-Yon).

Éditeur

Qui édite quoi ? Dès l'enfance, nous apprenons à l'école à admirer les écrivains, les poètes. Malheur à celui qui veut ensuite les imiter. De plus en plus rigoureuse, l'édition normalise ses collections. Et, pourtant, il existe un nombre important d'éditeurs — je ne parle pas de ceux qui publient à compte d'auteur — totalement ignorés des auteurs.

Si l'on arrive à obtenir des renseignements véridiques, si les éditeurs qui n'éditent pratiquement pas sans une « commande » préalable le déclarent, auteurs et éditeurs économiseront bien des envies inutiles. Nous avons constaté que de nombreuses œuvres originales et de valeur ne trouvent jamais d'éditeur, peut-être parce qu'on ne savait à quelle porte frapper. De surcroît, il faudrait encourager la formation de « centres pluri-créateurs » permettant aux auteurs tout en coopérant aux travaux collectifs de se voir tirer en offset avec une diffusion locale ou par correspondance. Par ailleurs, nous avons proposé vainement depuis longtemps aux pouvoirs publics la création d'un dépôt central des inédits où les manuscrits seraient par exemple reproduits sur micro-films et pourraient être consultés par les chercheurs, voire par les prospecteurs

de talent. Trop souvent, le public croit que l'on publie n'importe quoi et n'importe qui. En fait, la responsabilité de l'éditeur, comme celle du directeur d'une publication, est une première entrave, la médiocratisation une troisième. Il en va de même en matière de théâtre où, malgré des dépenses colossales, les théâtres nationaux n'ont guère innové, ni vraiment révélé des auteurs nouveaux. C'est presque tous les jours qu'on assassine Mozart, Shakespeare, Michel-Ange...

JACQUES PÉTEL,
directeur de l'Institut
des hautes synthèses, Nice.

Monde

Monde, mon *Monde*, on l'achète en kiosque pour 3,60 F. Trois francs soixante centimes ! C'est pas cher vendu pour ta pauvre gueule toute ronde et tout ce que tu possèdes... ou alors beaucoup trop, pour ce que tu ne donnes pas, mais pour ça, tu n'y es peut-être pour rien ; est-ce nous les responsables du *Monde* ?

Savez-vous pourquoi les Américains ont la vie facile ? Ils n'ont jamais connu le problème des frontières. Depuis l'époque des pionniers où on pouvait défricher des forêts antérieures en s'attribuant 20 ou 30 hectares de terrain, une rivière et un puits de pétrole pour faire le poids, ce qui est à moi est à toi et à vous tous. Dans cet esprit sublime de « togetherness », de communauté, de communes, il est difficile d'empêcher l'espace du voisin : les limites sont peu définies ou inexistantes et on se moque des territoires limitrophes.

Aucune grille, aucun mur pour encadrer les jardins américains. Les chiens du voisinage s'y promènent tout à leur aise, ainsi que les enfants rassemblés à n'importe quelle heure pour une partie de ballon. Le facteur s'y repose quelques instants après sa longue tournée matinale, et l'employé chargé de relever les compteurs à eau fait ses notations sur une table de pique-nique à l'ombre d'un érable. A l'intérieur des maisons, d'ailleurs, pas beaucoup plus de surfaces délimitées. L'espace est fluide, les rares portes ne sont jamais fermées, une étagère ou un sofa sert de muraille illusoire dans un décor de théâtre. Il ferait bon, parfois, se réfugier dans les couloirs ou, tout au moins, tirer le rideau du temps en temps.

Ainsi pensait Bernard, installé aux États-Unis depuis dix ans et très désorienté par l'absence de barrières. Sa maison est presque la sœur siamoise de celle de ses voisins. Moins de 6 mètres les séparent l'un de l'autre. On ouvre une fenêtre, on va cueillir un brin de persil, et on se trouve obligé à un brin de conversation avec les voisins omniprésents et ultra sociables. Non que les voisins soient désagréables, d'ailleurs ; non que Bernard soit misanthrope. Mais, enfin, cet espace indélimité le rendait mal à l'aise. Et puis, jusqu'où exactement pouvait-il planter son persil ?... Et alors ? Aurait-il besoin de passeport pour cueillir son persil égaré chez le voisin ? « Mais c'est gênant », disait Ber-

Mais ce soir, il me prend l'envie d'écrire. D'écrire pour mettre fin à cette complaisance qui m'englobe depuis longtemps et me fait ajouter du gris au gris de tes colonnes.

« A l'école on n'apprend pas à écouter sa propre voix... » (J. Beaucarn).

C'est si tant vrai qu'au bout de dix-sept années d'étude, depuis la maternelle j'avais oublié. Je marchais, non-voyante, malentendante, aphone et bossue dans la jungle des cités, rongée de solitude et de désespérance. Et la gloire s'appelait complaisance. D'autres, plus romantiques, diront « mal de vivre » tous ces mots définissant l'enlaid qui résulte de la pollution minime de l'éducation et de la socialisation.

Je ne veux pas d'excuses, seulement l'instinct était si profondément enfoui en moi, tellement couvert de poussière, qu'il m'a fallu jouer avec la mort, pour sentir dans mon corps déjà froid la dynamique bouillonnante de la vie.

Mais à ce jeu-là, combien n'en sont pas revenus ?...

Luc, vingt-deux ans, overdose, retrouvé au sommet d'une décharge publique.

Anelyse, vingt-six ans, barbis, Daniel, trente-trois ans, se couche sur les rails du chemin de fer.

Marie, dix-sept ans, défenses, tréte.

Hervé, vingt-six ans, barbis, réanimation, hosto Salvator, Marseille.

Les salles de réanimation sont devenues le nouveau mouloir du mal de vivre !

Mais, ce soir, je voudrais dire à tous ceux-là déjà en partance, qui ne sont présents qu'à moitié et qui vont de coma en coma, je voudrais essayer d'expliquer la vie, là, en moi, cette vie que je ne veux pas, que je ne veux plus perdre.

Comment cela s'est-il fait en moi ? Comme un jour venu de très loin, de la nuit des temps, et qui a en tant de mal à percer. Ce cri d'éveil, que d'autres avaient pensé pour moi et qu'il a fallu retrouver dans le silence de la peur.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois. Mais la vie est là, même dans la peur, et personne n'y peut rien, pas même les puissances de ce monde ; la vie s'insinue douloirement dans ce corps oublié et cherche son merveilleux triomphe.

PARTI PRIS

Inauguration

Pour l'inauguration de la nouvelle salle des fêtes, on avait bien fait les choses. On avait pailleté du gravier sur la base du chantier, planté des bouquets de drapeaux tricolores avec un peu de houze. On avait tendu deux rubans (il ne faut méconter ni les élus ni le pouvoir) et soigneusement effrité les ciseaux pour les trancher. On avait préparé le vin d'honneur et ardonné les serviettes du banquet. Mais, avant tout cela, il y avait une messe dans l'église, avec la chorale, et une gerbe au monument aux morts, avec les anciens combattants et leur drapeau, la clique avec ses clairons et ses tambours.

Il paraît que la France change. C'est vrai. Au premier rang il y avait monsieur le directeur du temps libre.

JEAN FLANCHAIS.

Cette lente progression, cet accablement qui aboutit à « n'être », c'est-à-dire à nier l'existence au profit de la vie, se fait autour du dernier tabou, la mort. Suicide — folie — délinquance — drogue — avortement.

Autant d'expériences du fond du gouffre qui tournent autour de la même référence à la mort, partant de cet ultime recours à la mort, à l'impensable impossible parce que tout est rationalisé, décorré, classifié, spécialisé, sclérosé, mort, espérant la renaissance.

Je suis née une douzième fois mais chaque naissance a sa mort et sa peur.

Oh les comas, les longs tripe sirupeux, tout cela ne fait pas peur, tout cela vous berce d'inutilité et d'oubli sans vous bousculer. On se laisse glisser lentement sans s'apercevoir de rien, et l'oubli, le trip, le voyage, la came deviennent indispensables.

Mais le métro à 6 heures du soir, sentir la mort doucement me plaquer au sol, voler mes épaules, deux convulsions sur les paupières, et tenir de station en station, sortir et se traînant et déguiler dans l'indifférence générale ses tripes sur la chaussée... à sponger, tenir pour ne pas être écrasé par des centaines de pieds bien pesants, tenir les yeux ouverts avec ce poids sur la nuque, ramper jusqu'à un havre où s'écrouler pendant deux jours sans savoir si l'on va se réveiller et le désir follement, follement, et ne

rien pouvoir faire pour en sortir, rien qu'attendre une dernière fois dans cet oubli qu'on apprend à haïr !

D'avoir senti, touché, vu la mort de si près, ma vie s'est peu à peu dégonflée. Elle a secoué les araignées dans la tête, ouvert mes yeux et mes oreilles, et s'il n'y avait eu de ça, d'ailleurs, c'est qu'il faut du temps pour s'habituer à sa jambe de bois.

En naissant on « n'est » rien et tout à la fois.

Nous sommes sur terre des milliards de personnes, les uns à côté des autres, celles-ci qui s'acharnent à mourir et qui y parviennent souvent, celles-ci qui survivent sans s'en apercevoir, les zombies, et celles-là qui s'acharnent à vivre.

Je crois bien que je suis né à la référence à la mort, parce que leur mort est quotidienne. J'ai découvert sans comprendre, minute, émerveillée. Et maintenant en moi, ce besoin de dire, vivre, témoigner, les raconter pour un peu les réconcilier.

Mon *Monde* pour 3,60 F dans les kiosques, je l'aime, même si pour triller ma bonne conscience, tu étales le cortège de la guerre, tes meurtres, tes génocides, tes maladies, ta faim, tu sois...

Tu as déjà de drôles de cerne sous les yeux, et je ne veux à

VOUS ET MOI

Frontières

rameau du la paix : une dizaine de rochers grimpaux qui ne pouvaient grimper... que sur une clôture. De l'hostilité on est passé à la neutralité.

Nul n'est plus dérangé par le problème épineux des frontières que le gouvernement américain qui emploie parfois un groupe hétéroclite d'Européens fraîchement déracinés, imaginez un bureau où travaillent un Français, un Anglais, un Suisse, un Belge, un Italien... Ajoutez une pincée d'Allemand et une tige de Polonais, et essayez donc de mélangier le tout « à l'américaine » ! L'Allemand voulait un coin fenêtré, et on lui a accordé un coin fenêtré avec vue sur la forêt noire des toits. La Suisse voulait suffisamment d'espace pour coller ses affiches de pneus neiges, et on lui a trouvé un grand pan de mur. Certains ont ensuite demandé plus d'espace vital, mais ils se sont heurtés à la loi bureaucratique : 100 pieds carrés par fonctionnaire. Ils ont donc sagement posé leurs corbeilles à papier, leurs télévisions et leurs étagères vers les voisins, se taillant ainsi, petit à petit, un domaine plus important. Un autre encore, voyant son territoire se réduire de jour en jour, s'étonnait d'avoir tout juste essor de place pour sa chaise et son bureau. « Ne joue donc pas au martyr », lui disait-on.

Le Français pourtant, qui souffrait de violents maux de tête, se confia un jour à son chef de service, M. Grey, diplômé de sociologie européenne. « Se voit-il à quel point c'était difficile de travailler avec des gens d'origine si différents, d'être exposé sans cesse à leurs manières, leurs accents, leurs cravates décorées de rubans romains, leur façon de téléphoner, leur habitude de grignoter des carottes crues ou du chocolat aux noisettes, de se chauffer les mains à leur bouteille thermos ?... D'être envahi, les jours de pluie, par les parapluies des uns et des autres, étalés comme de gros champignons vénérables ? D'être interrompu, à n'importe quelle heure,

per n'importe qui, venu se planter devant son bureau pour feuilleter son atlas ou même palper son coupe-papier ?... » M. Grey décida de consulter le psychiatre nommé dans chaque section par le ministère du travail.

« J'ai ici un Français traumatisé », dit-il.

Et le psychiatre d'affirmer l'importance des signes symboliques et hyperboliques, des médians, des traits d'union, des frontières...

« Passez donc une commande de frontières », dit-il.

Les frontières sont arrivées sous forme de paravents — 6 pieds de haut, 6 centimètres d'épaisseur, en matière plastique beige assortie à celle des bureaux — qui laissent, pour circuler, d'étroits couloirs en méandres. Le Rhin ou la Vistule ?... A l'abri des frontières, le cadre régnait. Mais le Suisse se fatiguait bientôt de contempler sa fausse montagne de plastique, le Belge assurait que l'odeur de plastique lui rendait malade, l'Allemand n'aurait pas voulu un autre service et le Français est parti en vacances. Tous les paravents ont disparu ; l'Angleterre est restée seule derrière le sien, parfaitement heureuse.

M. Grey, lui, n'est jamais seul. Sa porte est ouverte en permanence à tout venant. « C'est tout de même gênant, pense-t-il, d'avoir un Anglais prisonnier derrière un paravent ». Alors, il a imaginé, il a essayé d'exprimer son admiration pour l'Europe unie et le Manche en commun... Mais l'Anglais n'aimait pas la Manche en commun, il n'aimait pas les suggestions, et il aimait les paravents.

Les pompiers ont eu le dernier mot. Au cours de leur visite annuelle dans les bureaux, ils ont déclaré ne jamais avoir vu autant de matière plastique inflammable. Il fallait se débarrasser de tout ce qui n'était pas absolument essentiel... y compris les paravents. Comme si les frontières n'étaient pas essentielles...

PAULE ZAPATKA.

aucun pris être pour toi une ride supplémentaire. Alors, puisque par la force des choses, je suis là pour un bout de temps, je vais donner de moi.

A cause de ces appels si nombreux, si grands pour moi, partout, partout, à en déborder de joie.

Monde je t'aime ! Je tiens à la vie, je tiens à ma vie, comme on tient à quelque chose qui est chez soi.

« Et le Verbe s'est fait chair... » Oh ! dire sans s'arrêter, avant qu'il ne soit trop tard !

ANNE TESTARD.
(vingt-cinq ans).

Café fort

En vous écrivant aujourd'hui, je cours un double risque :

1) Celui de battre en brèche la tradition tenace qui veut que les polytechniciens (j'en ai été) ne sachent pas compter ;

2) Celui d'accrocher la colère de votre correspondant M. Perdrix (Paris).

Celui-ci a en effet épilogué sur le fait que le café en sachet coûte, dans la gail' express de la S.N.C.F., 310 francs le kilo. Or, ce n'est pas 310 francs mais bien 3 100 francs ! Hélas, comme disait Ubu (je crois).

Même si on tient compte du prix du sucre, de la petite cuillère qui disparaît quelquefois, de la tasse, qui n'est pas incassable, du service, de l'amortissement de la voiture, du coût de sa traction...

Ce n'est pas de l'or noir, c'est du brillant... fondus.

J. LEVY
(Paris).

(Nous soulignons que le service en réduit au minimum : le client prend sa tasse, sa petite cuillère et prend de l'eau chaude au robinet... N.D.L.R.)

ACTUELLES

L'industrie, elle est malade

J'ai vu un grand industriel [...]

« Ça va très mal... ça va très mal... », gémit-il. On ne peut plus travailler tranquillement... Toujours des grèves ! quand l'une cesse, l'autre commence... Pourquoi, mon Dieu, pourquoi ? Ah ! je ne sais pas ce que va devenir notre industrie, notre pauvre industrie. Elle est bien malade... »

Et brusquement :

« C'est de votre faute ! »

« De ma faute ?... A moi ? »

« Oui, oui. Enfin, de la faute des socialistes... des anarchistes français. Mais oui, vous ne connaissez pas nos ouvriers, à nous. De braves gens... de très braves gens. Au fond, ils ne veulent rien... ne demandent rien... sont très contents de ce qu'ils gagnent. Ils ne gagnent pas grand-chose, c'est vrai. Mais ça leur suffit... »

« Nos grèves ? C'est la forme moderne de la kermesse. Oui, mais dès que nos ouvriers sont en grève, arrivent, on ne sait d'où... des tas de socialistes... d'anarchistes... enfin des Français. Ils gueulent : « Debout ! Debout !... Sus aux patrons !... Mort au capital !... » Ils excitent à la violence, à l'émeute, au pillage... Alors, tout va mal... le gâchis, quoi ! Nous sommes obligés, parfois, d'augmenter les salaires. Or, augmenter les salaires, savez-vous ce que c'est ? C'est ruiner notre industrie, tout simplement. Oui, monsieur, notre industrie... »

La scène ne se passe pas chez nous, non, mais à Bruxelles, en avril 1905. C'est Octave Mirbeau qui la rapporte dans la 628-ES, journal de voyage en Europe, paru la même année.

JEAN GUICHARD-MEIL.



NICOLAS VIAL

Messieurs les syndicalistes administrateurs

Dans les entreprises nationalisées, le tiers des conseils d'administration sera formé de représentants du personnel. Les syndicats semblent y croire. Pourtant — faiblesse numérique, poids de l'État et des syndicats eux-mêmes, — les expériences antérieures ont été peu concluantes. « Bond en avant » ou « truc juridique » ?

VOILÀ un an, le 11 février 1982, que la nouvelle loi de nationalisation des grands groupes industriels et financiers a offert à leurs salariés un tiers des sièges dans chaque conseil d'administration (C.A.). Au terme de négociations entre gouvernement et syndicats, la C.F.D.T. obtenait ainsi 54 postes d'administrateurs, F.O. 43, la C.G.T. 38, la C.G.C. 52, et la C.F.T.C. 18.

Dans les mois à venir, la loi de démocratisation du secteur public devrait donner une nouvelle dimension à cette mesure : dans toutes les sociétés de plus de deux cents salariés dont le capital est constitué, à plus de 50 %, par des fonds publics, les conseils d'administration ou de surveillance (1) devraient comprendre désormais au moins un tiers de représentants du personnel. Ces représentants ne seront plus, selon toutes probabilités, désignés par les pouvoirs publics sur proposition des instances syndicales, mais élus par l'ensemble des salariés.

Ce sont ainsi plusieurs milliers de travailleurs qui intégreront les conseils d'administration, ces lieux prestigieux où se décide, en principe, la politique des entreprises, ces instances qui symbolisent la plénitude du pouvoir industriel.

Depuis une quinzaine d'années, la participation des salariés aux décisions est à l'ordre du jour dans les pays d'Europe occidentale et même dans certains pays

du tiers-monde, tels l'Égypte ou le Bénin (2). En France, en février 1975, le rapport Sudreau s'était prononcé pour une « co-surveillance » qui aurait donné un tiers des postes d'administrateurs aux salariés de toutes les grandes entreprises, publiques ou privées. En 1978, le président Giscard d'Estaing avait tenté de faire un premier pas dans cette direction en introduisant un ou deux représentants des cadres dans les C.A., mais il s'était heurté à une hostilité presque générale, tant à droite qu'à gauche, et le projet avait tourné court.

« Un blocage culturel »

L'arrivée de la gauche au pouvoir a remis la question à l'ordre du jour : dans le nouveau contexte politique, il va de soi que les travailleurs doivent avoir accès en tant que tels à la direction de la société ; dès 1920, d'ailleurs, la C.G.T. s'était prononcée pour des conseils d'administration tripartites (personnel, usagers, collectivité) dans les futures sociétés nationalisées dont on commençait à parler.

Mais, curieusement, il semble que l'élément déterminant, aujourd'hui, soit ailleurs : il y a quelque chose dans l'air du temps — en particulier ce besoin de plus en plus manifeste que chacun, chaque catégorie sociale, éprouve de s'exprimer — qui fait qu'on ne peut pas ne pas avancer dans ce domaine, même si per-

sonne ne sait très bien ce qui en résultera.

Il existe quelques précédents : au lendemain de la libération, des ordonnances du général de Gaulle avaient en effet déjà introduit des salariés dans les C.A. des établissements qu'elles nationalisaient ; il y avait, à l'époque, une unité parmi les forces politiques issues de la Résistance, pour poser les fondements d'une « véritable démocratie économique et sociale » (3).

Les salariés se sont ainsi vu attribuer, par exemple, cinq places au C.A. des Charbonnages de France (sur un total de quinze), six (sur dix-huit) à celui de chacune des Houillères de bassin (4), six (sur quinze) chez Renault, quatre (sur seize) à Air France, deux, puis trois (sur douze), dans les banques...

Mais cette première expérience n'a fait l'objet d'aucune étude. Ni les hommes politiques ni les sociologues ne s'y sont intéressés. Quant aux syndicalistes, pourtant concernés au premier chef puisque, dans cette première période, ils avaient l'exclusivité de la représentation des salariés dans les conseils d'administration, ils ont vécu l'expérience au jour le jour, sans la « capitaliser » ni en tirer des perspectives et des revendications.

« Il y a un blocage culturel dans le syndicalisme ouvrier à l'égard des responsabilités de pouvoir dans l'entreprise », constate Jean-Paul Jacquier, permanent confédéral de la C.F.D.T. C'est, c'était l'affaire des patrons ; nous ne voulions pas être dans les décisions.

D'autre part, les responsabilités données se sont vite révélées formelles : « Ce n'est qu'une chambre d'enregistrement », répètent avec un bel ensemble tous ceux qui ont vécu l'expérience.

D'abord la structure du pouvoir dans les entreprises est telle, en France, que les C.A. ne sont pas, sauf exception, les lieux de décision qu'ils sont censés être. « Le conseil d'administration traditionnel, c'est la messe dominicale. On lit le rapport du président, celui du directeur général. Pas de questions, messieurs ? Au revoir », reconnaît avec humour, Pierre Chavanne, actuel président de CFT-ALCATEL, tandis que Jean-Yves Eichenberger, P-D.G. d'Imetel (société de métaux non ferreux qui faisait partie du groupe Rothschild) et président de la Confédération française des patrons et dirigeants d'entreprises chrétiennes (C.F.P.C.) précise : « C'était déjà le cas avant que les salariés n'y soient représentés. En France, les administrateurs n'interviennent, par quelque question ou suggestion, que dans les cas graves. »

Tel ou tel problème peut être discuté individuellement, à n'importe quel

moment de l'année, avec tel ou tel administrateur particulièrement concerné au compétent ; mais l'essentiel de la décision relève de la direction générale. « Et, là même », ajoute Jean-Yves Eichenberger, il arrive qu'on limite l'information, jusqu'au dernier moment, aux gens les plus directement concernés. Quant aux C.A., « ils sont nécessaires, d'un point de vue juridique, pour que certaines décisions soient entérinées, mais ce n'est pas là qu'elles sont prises à proprement parler, du moins dans les entreprises que je connais ».

Dans les entreprises nationalisées s'ajoute le poids de la tutelle exercée par les pouvoirs publics. Les grandes décisions ne sont prises ni en conseil d'administration ni dans le bureau du P-D.G., mais dans celui du ministre, surtout quand il s'agit de quasi-services publics, comme E.D.F., la S.N.C.F. ou les Charbonnages. « Il est hors de question que des problèmes de la gravité de ceux que nous avons à aborder soient réglés en quelques heures. Les décisions sont très largement prédéterminées, et je ne vois pas comment il pourrait en être autrement », estime André Nègre, administrateur C.G.C. d'Air France.

La possibilité du recours à l'opinion publique

Pourtant il garde « l'espoir de, parfois, influencer sur le cours des choses ». Il est un des rares salariés-administrateurs à avoir été élu par le personnel. Peut-être l'image plutôt positive qu'il a gardé de sa fonction vient-elle de là, même s'il en a bien vu les limites : « Je suis convaincu que nous ne perdons pas notre temps. Nous constituons un garde-fou car la direction s'interrompt sur nos réactions quand elle prépare ses décisions. A défaut de la majorité, nous avons la possibilité du recours à l'opinion publique : un tract à trente mille exemplaires sur les salaires, un appel à la presse dans les cas les plus graves... »

Même son de cloche chez son collègue C.G.C. de Gaz de France, André Blazot. Sans doute n'est-ce pas par hasard s'ils sont tous deux cadres. Leurs pareils évoquent aussi, assez souvent, l'aide que constituent les informations données spontanément ici et là, par les autres cadres, et celles qu'ils tirent de leur propre compétence professionnelle.

Pour d'autres, comme Marcel Barrois, C.G.T., ancien du C.A. des Houillères de bassin du Nord et du Pas-de-Calais, le seul intérêt retiré à été l'information : « C'est positif pour nos dossiers. » Mais il ne démentirait sans doute pas Jacques

Bore, actuel administrateur C.G.C. des mines Houillères, quand il dit : « Le C.A. est un observatoire pour les organisations syndicales, une chaire pour exprimer leur point de vue, et un moyen de pression pour obtenir une gestion transparente. »

D'une entreprise à l'autre, en note, dans la pratique, des différences sensibles. A la SNIAS, par exemple, Michel Judie, de l'usine de Nantes-Bouguenais, administrateur C.F.D.T., décrit une situation bloquée : « Quatre ou cinq fois par an, on avait une réunion qui durait moins de deux heures. La veille, et encore pas toujours, on avait reçu 1 kilo de papiers confidentiels. Le président faisait un exposé très brillant, donnant des informations très intéressantes, mais qu'on avait en général déjà lues dans la presse... »

A E.D.F., en revanche, les conseils occupent trois demi-journées chaque mois : « La commission des investissements se réunit le mercredi, la commission d'exploitation le jeudi, explique Maria Aubertin, représentante des usagers au C.A., en tant que dirigeante de la Fédération nationale des associations familiales rurales. Chaque administrateur est affecté à l'une ou l'autre mois peut assister ou deux. On y fait un travail assez approfondi. Enfin, le vendredi, c'est l'assemblée plénière. Elle note l'abondance de l'information (« Trop de papiers même ! »), la volonté de dialogue : « L'ancien président, Paul Delouvrier, en particulier, olait bien que les idées s'affrontent, il poussait au débat. »

Face au mutisme et à l'absentéisme de nombreux représentants des « usagers » — Maria Aubertin est une exception — et autres « personnalités », on ne s'étonne pas vraiment de découvrir, ici ou là, l'esquisse d'une sorte de connivence entre direction et salariés, devenus les codéfenseurs de l'entreprise face à ces... étrangers. Une connivence où Maria Aubertin détecte aussi un certain « corporatisme » face aux usagers.

MARIE-CLAUDE BETBEDER.
(Lire la suite page IV.)

- (1) On ne les distingue pas ici les uns des autres.
- (2) Le Bureau international du travail (B.I.T.), a publié, en 1981, un petit ouvrage qui fait l'inventaire, à l'échelle mondiale, de ce qui existe dans ce domaine : la Participation des travailleurs aux décisions dans l'entreprise (Bureau de Paris, 205, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, Tél. : 548-92-02).
- (3) Selon la formule du Conseil national de la Résistance.
- (4) Un septième viendra s'y ajouter en 1974 pour donner une représentation plus équilibrée à la C.G.T.

Évolution à la « N.R. »

Le secteur privé continuera à se passer de représentants des salariés dans ses conseils d'administration : « On a assez à faire pour faire passer dans les actes la loi Auroux du 4 août 1982 sur la « liberté des travailleurs dans l'entreprise », dit-on du côté des syndicats.

On trouve néanmoins quelques exceptions ayant en général comme point de départ une initiative patronale.

La Nouvelle République du Centre-Ouest, à Tours, est l'une d'entre elles. Fondée en 1944 par d'anciens résistants, c'est une SAPO, société anonyme à participation ouvrière. Les salariés y sont propriétaires d'un tiers des actions en capital, auxquelles s'ajoutent des « actions de travail » détenues collectivement par une « coopérative de main-d'œuvre » qui regroupe tout le personnel. Ces actions de travail donnent autant de voix au personnel que ses actions en capital, si bien qu'il dispose, en assemblée générale, du même nombre de voix que les actionnaires extérieurs.

Il a par ailleurs cinq représentants — élus — au conseil de surveillance, sur onze

membres. Il est intéressant d'y observer, entre autres choses, l'évolution de l'attitude de la C.G.T. — très largement représentée — à l'égard de ce qu'elle a longtemps dénoncé comme une « collaboration de classes ».

Jean-Yves Thébaud, membre du conseil de surveillance, très apprécié à la « N.R. » pour son souci permanent d'agir de manière démocratique, en est un exemple : « Pendant longtemps, à la C.G.T., on a vécu sur l'idée que tout ce qui venait des patrons était mauvais. Maintenant nous faisons la différence entre ce qui se passe ici, même si c'est imparfait, et la situation dans une société capitaliste classique. J'ai des collègues communistes qui sont même

très intéressés par l'expérience de la « N.R. ».

Plus ça va, plus nous sommes amenés à réfléchir aux formes nouvelles que devrait prendre l'action syndicale dans une situation comme la nôtre. Que signifie la grève quand on est propriétaire d'une partie de l'entreprise ? Alors on pense à la mise en place de conseils d'atelier, qui complèteraient très bien les structures de la « N.R. ». J'en rêve ; mais on se heurte à l'opposition de la direction syndicale. Ou plutôt, on s'y est heurté quand on a commencé à en parler, il y a quelques années, après le congrès de Grenoble. Aujourd'hui, je sens encore des réticences. Je pense que ça vient de ce que la C.G.T., chez

nous, est très pyramidale, alors que le conseil d'atelier est plutôt une structure horizontale. »

Serge Rigollat, cégétiste et communiste, ouvrier comme Jean-Yves, et délégué du personnel, est également candidat aux prochaines élections au conseil de surveillance. « Je fais les deux à la fois pour montrer que le militantisme syndical et la participation à la gestion ne sont pas du tout incompatibles. On n'est plus en 1938 ni même en 1968. A cette époque-là, on pouvait se contenter de réclamer du pain, maintenant il faut dire aussi comment on peut se le procurer. On ne peut plus se contenter dans la critique, il faut faire des propositions ! »

ENQUETE

« Dialogue » à la régie Renault

Maurice Bediche, administrateur C.G.T. à la régie Renault pendant quatre ans, aux alentours de 1970, se souvient : « On se réunissait tous les quarts de semaine, au septième étage du siège des Champs-Élysées. Il y avait en général pour deux heures. C'était un dialogue entre le président, Pierre Dreyfus, et les syndicats, sous l'œil amusé ou ébahi des représentants du gouvernement qui n'ouvraient jamais la bouche. Le P.D.G. commençait par présenter l'activité du mois précédent. Nous étions abreuvés de chiffres. Ensuite une discussion s'ouvrait à partir des questions que nous avions déposées à l'avance : où va se faire la nouvelle voiture ? A Billancourt ou à Flins ? Nous avons entendu dire que vous allez transférer la fonderie à Lorient, est-ce vrai ? »

« Les problèmes de salaires n'étaient en général pas abordés. Venaient ensuite les « questions diverses », parfois anecdotiques, relevant souvent de l'immobilier. Je me souviens de discussions à propos de l'aménagement de la tête du pont de Sèvres où se trouvaient des ateliers qui

devaient disparaître. Le terrain a été vendu aux H.L.M., mais, en fin de compte, il y a été construit des bureaux et des immeubles résidentiels. Nous avions du mal à connaître les dessous de ces affaires-là. »

« De temps en temps, le représentant d'un syndicat lisait une déclaration, par exemple à l'occasion d'une grève. Nous avions l'impression d'être devant nous... Il fallait en profiter ! Tout le monde écoutait religieusement, puis le président disait : « Très bien, j'ai bien enregistré ce que vous venez de dire. »

« Les réunions du comité central d'entreprise, qui duraient au minimum une demi-journée, et, dans les cas les plus importants, deux journées entières, étaient cent fois plus vivantes et plus riches en informations. »

« Pour les votes, il y avait deux blocs face à face : d'un côté les représentants de l'État et des transporteurs (les « usagers »), de l'autre, le personnel, minoritaire. Nous, les salariés, nous divergions parfois dans nos votes, mais, en quatre ans, je n'ai jamais vu l'autre bloc se rompre. »



NICOLAS VIAL

Messieurs les syndicalistes administrateurs

(Suite de la page III.)

Comment les administrateurs salariés ont-ils été choisis par les syndicats ? On cherche le militant solide, confirmé, les idées de l'organisation, explique Claude Bouin, de la C.G.T., membre du C.A. des Houillères du Nord-Pas-de-Calais, quelqu'un qui connaît bien les problèmes de la profession et qui sait intervenir en public. « Ce serait stupide d'envoyer un chien fou dans un C.A. ! », ajoute Georges Roy, ancien du C.A. de l'aéroport de Paris.

Claude Bouin et R. Merlier, comme leur collègue de Forcé ouvrière, Marcel Muller, et beaucoup d'autres, ont dû acquiescer à un bagage, car tous ont commencé à travailler « au fond » dès l'âge de quatorze ans. « Ça m'en a coûté

des nuits de travail ! », dit Marcel Muller. Du coup, beaucoup sont restés administrateurs pendant longtemps : vingt ans pour Marcel Muller.

Pourtant il restait des « inconnus dans la maison » : à l'entrée du puits 3, à Sallaumines, près de Lens, on, certains savent qu'il y a des ouvriers au C.A. des Houillères. Oui, certains pensent que c'est important. Non, ils n'ont rien de plus à en dire. Les autres ne savent pas : « Des ouvriers ? Vous me l'apprenez ! » Michel et Yvette Lépingle, une famille de mineurs de Sallaumines, sont de ceux qui « savent ». Mais « de toute façon, disent-ils, ils n'ont pas la majorité : ils ont le droit de dire, de critiquer, pas le droit d'être écoutés. Et puis, ces administrateurs, est-ce qu'ils demandent leur avis aux gens des cités ? »

Ignorés par l'immense majorité des salariés de leurs entreprises aussi bien que par les pouvoirs publics, les hommes (pas une seule femme parmi eux !) qui ont vécu cette terne aventure n'ont pas eu vraiment l'occasion de se prendre trop au sérieux. Aucun, semble-t-il, n'est devenu un « sénateur », transfuge de son milieu. Mais ils sont souvent très marqués par l'aspect institutionnel du syndicalisme.

D'une expérience trop limitée pour être mobilisatrice, et quelque peu asphyxiée par le double poids du syndicalisme et de l'État, peut-on réellement, aujourd'hui, passer à une autre qui soit vigoureuse et riche ? Le nombre, cette fois, y est : quand, d'ici six mois ou un an, les salariés de plusieurs centaines d'entreprises éliront leurs administrateurs au suffrage universel, l'événement ne devrait pas passer inaperçu. L'autonomie de gestion a été affirmée de manière répétée par les ministres concernés et le président de la République lui-même (5). Le fait qu'il s'agisse de firmes industrielles ou bancaires du sec-

teur concurrentiel et non de services publics peut donner quelques espoirs ; mais la tradition statique est si forte en France que l'autonomie, devra inévitablement être une conquête des intéressés.

Comme des potiches

Après quelques mois seulement de fonctionnement, les nouveaux conseils d'administration constitués depuis février 1982 n'apparaissent en tout cas pas encore comme des lieux de décision. Chez P.C.U.K., par exemple, Jacques Hazebrouck, de la C.F.T.C., exprime la même déception que son collègue C.F.D.T., Marc Béchét : « Les décisions ne sont pas du tout discutées, elles sont préétablies. On nous considère comme des potiches ! » Pour Jean Guéna, administrateur C.F.T.C. de Rhône-Poulenc, « le C.A. c'est toujours la chambre d'enregistrement ». Chez Usinor, tout en reconnaissant l'effort fait par la direction en faveur des administrateurs sala-

riés, Jean-Claude Valcotti, C.G.T., constate : « Pour le partage du pouvoir de gestion, là, ce n'est pas gagné. »

La situation est encore mouvante et peu claire. Souvent, les témoignages se contredisent. Les nouveaux présidents des sociétés nationalisées, même lorsque ils y sont favorables, sont peu préparés à des pratiques plus collégiales.

Pour tous, un temps de rodage est nécessaire. C'est l'avis de Daniel Chollet, qui a participé, en tant que représentant du P.S., aux travaux de préparation de la loi sur les nationalisations : « Le plan d'entreprise de 1983 s'est préparé dans des conditions telles qu'il faut le considérer un peu comme le numéro zéro d'une publication, dit-il. La plupart des comités de groupe ne sont pas encore nommés, les C.A. se mettent tout juste en place, les filiales ne sont pas encore dans le coup. Ce ne sont encore que les balbutiements de la concertation. Le vrai démarrage se fera à travers la préparation du contrat de plan de 1984. »

TRANCHES DE DRAMES

Vénus sur les lieux du crime

Seul indice auprès du corps d'une infirmière assassinée, la « Vénus Erotica », le livre d'Anaïs Nin.

TOUFFÉS par les murs de sa prison de Chembré, les protestations d'innocence d'Yves Ponthieu, trente-six ans, incarcéré depuis dix-huit mois pour meurtre, l'insolente embarasse de la C.F.D.T., où il a exercé des responsabilités nationales ; le silence outragé et honteux d'un établissement de soins, ancien sanatorium d'Hauteville (Ain) dont l'inculpé était économiste, et la victime, Monique Soubeyran, vingt-cinq ans, infirmière. Une énigme syndicalo-hospitalo-criminelle qui devrait trouver son épilogue au printemps devant les assises de l'Ain, à Bourg-en-Bresse.

Le 16 juillet 1981, en milieu de journée, Monique Soubeyran quitte l'établissement Belligueux l'Albarine, où elle a été embauchée comme infirmière quelques mois auparavant. Anorak à la ceinture, la jeune femme affectionne les longues marches dans les bois de sapins qui surplombent Hauteville, située à 900 mètres d'altitude.

C'est même son seul plaisir : elle ne sait pas danser, on ne lui connaît aucune liaison. Seuls la marche, le vélo parfois. Originelle de Haute-Loire, elle a peu frôlé avec ses collègues, qui n'en dressent qu'un portrait flou : « Une fille saine, toujours souriante, sur qui on peut compter. »

Où part Monique Soubeyran, ce 16 juillet ? Sans doute pour une marche en forêt. Une ultime balade avant les vacances. Dans quelques jours, elle doit retourner à la ferme familiale. Personne ne reverra vivante Monique Soubeyran.

Deux jours plus tard, des promeneurs découvrent son corps, nu et à demi calciné, sur un chemin forestier à proximité du col de la Berche, à cinq kilomètres d'Hauteville. Un joli coin, le col de la Berche. Une splendide forêt de sapins où vont glousser tous les couples illégitimes ou romantiques d'Hauteville. Immédiatement

averti, l'économiste de l'établissement, Yves Ponthieu, s'offre à aider les gendarmes. Il reçoit et réconforte les parents de la victime.

Retour des gendarmes, quelques jours plus tard, dans le bureau de l'économiste. Le matin même, il vient de conduire sa femme à la maternité de Nantua où elle accouchera dans la soirée de leur quatrième enfant.

Meis les rôles ont changé. Près du corps, en effet, on a retrouvé un livre, *Vénus Erotica*, d'Anaïs Nin. Un livre qu'ont venté les mois précédents de nombreuses publicités dans le Monde et le Nouvel Observateur, lectures habituelles d'Yves Ponthieu.

Un libraire d'Hauteville s'est souvenu avoir vendu ce livre à l'économiste de Belligueux. Souvenir indicible, quoique la date en demeure floue. L'économiste avait plutôt pour habitude d'acheter des revues du style Union, du pur porno avec sifflet médical ou sentimental. « Tiens, il m'achète un « poche », aujourd'hui », se souvient avoir remarqué le libraire à l'intention du gendarme Hussion, son ami, de congé ce jour-là, et en visite dans la librairie.

De cet achat de l'économiste, le gendarme Hussion s'est souvenu lui aussi. « Qui est ce con qui ne dit même pas bonjour ? », s'est-il demandé à son ami. L'économiste, ce jour-là, est vêtu d'un très directorial costume trois pièces, et... fume des Boyards. L'accoutrement ne cadre pas avec le physionomie, juge le gendarme Hussion qui, pour être en congé, n'en garde pas moins ses réflexes professionnels.

Complexes personnage, Yves Ponthieu, issu d'une famille nombreuse du Nord, fils, déjà, d'un permanent C.F.T.C. — celle des origines, avant la C.F.D.T. — ancien infirmier psychiatrique, il s'est hissé aux fonctions d'économiste à la force du poignet. « Mon bâton de maréchal ! », dit-il de ce diplôme acquis après deux ans de travail de nuit, pour pouvoir étudier durant la journée. Petit, la mèche rebelle, le visage jaune, effilé d'un bonnet peu sympathique, il est arrivé à Hauteville dix-huit mois auparavant.

C'est peu dire qu'on ne l'aime pas, à Belligueux l'Albarine. Le rejet est unanime, quoique muet. D'abord, rare indiscipliné, c'est un étranger au plateau, un nouveau, alors que tous les cadres de l'établissement trônent depuis des lustres, dignes et immuables, derrière leur bureau du pavillon administratif.

Et puis, voilà qu'il prend des initiatives. Le personnel de l'hôpital, tout à coup, est bombardé de notes administratives. Yves Ponthieu n'aime pas qu'on arrive en retard. Yves Ponthieu se mêle d'interdire au personnel de cuisine la consommation d'alcool sur le lieu de travail. Yves Ponthieu érige à tout propos les couloirs

interminables de l'établissement, alors que ses prédécesseurs se cantonnaient sagement dans leur pavillon administratif, à distance des unités de soins.

Bien sûr, Yves Ponthieu tient l'établissement à bout de bras. Veille à sa bonne moralité, à la propreté, à la ponctualité.

Yves Ponthieu, certes, a les défauts de ses qualités. Il n'aime pas que son avis ne prévaille pas. La réunion quotidienne, qui rassemble les principaux cadres de l'établissement autour du médecin directeur, le docteur Accord, est souvent orageuse. « Il s'est permis de me parler de ses nouvelles fonctions », dit ceux qui l'ont connu avant. « Un petit chef, un petit chef ! », réplique Belligueux l'Albarine, des cadres aux aides-soignants, une sainte unité.

Mais ses détracteurs ignorent que le petit chef inflexible et rigide est aussi un syndicaliste épris de promotion humaine. Après avoir œuvré à la fondation de la C.F.D.T., il représente la confédération au bureau de l'Association nationale pour la formation hospitalière (A.N.F.H.), premier collecteur de fonds de formation en France, qui concerne 400 000 agents hospitaliers. Il a longtemps fait partie du bureau de la fédération C.F.D.T. de la santé (90 000 adhérents). S'il a souhaité, à son arrivée à Hauteville, du fait de sa promotion et sur la demande de sa femme, redevenir un simple « adhérent de base », il ne s'en souvient pas moins qu'il a été syndicaliste.

« On m'a frappé »

Comme toute sa famille, Yves Ponthieu est également croyant, même si sa pratique s'est relâchée ces dernières années. Elle reviendra en prison, où il égrène son chapelet durant la promenade quotidienne.

Voilà donc l'homme chez qui débloquent les gendarmes, quelques jours après le meurtre. Sans rien dire, sans mandat de perquisition, on fouille son bureau de fond en comble. On trouve dans un tiroir les fameuses revues pornos que l'économiste, échappé en les enveloppant, détaille avec un air de dégoût. A la gendarmerie d'Hauteville, Yves Ponthieu dément d'abord avoir acheté *Vénus Erotica*. Puis il bafoille, se rétracte.

Trop tard. Les gendarmes ne le lâchent plus. Après quarante-quatre heures de garde à vue et d'interrogatoire « musclé », alors qu'on refuse de lui dire si sa femme a accouché ou non, Yves Ponthieu « craque » : « J'ai lu *Vénus Erotica*, ce m'a donné envie d'une fille. J'ai rencontré l'infirmière. Je lui ai proposé de lire avec moi, elle a refusé. J'étais tellement fou de désir que je l'ai étranglée sans m'en rendre compte. Je suis revenu la nuit suivante mettre le feu au corps avec de l'alcool à brûler. » Ces aveux, Yves Ponthieu les réitère le lendemain dans le cabinet du juge

d'instruction. Et, quelques jours après, se rétracte : « On m'a frappé, on m'a fait mettre nu, on m'a plongé le nez dans les viscères de la victime ! » On lui a en outre promis la liberté s'il avouait, et il était prêt à tout pour avoir des nouvelles de sa femme. Il ne varia plus.

Il pleut et le plateau se terre. Se fait. Pensez : deux étrangers au pays, l'inculpé et la victime. Yves Ponthieu, qui, en dix-huit mois, n'a jamais réussi à attirer à dîner un seul de ses collègues, est rayé des récits, sinon des mémoires. Le juge d'instruction se tait. Les gendarmes prennent des airs entendus et se taisent. L'établissement Belligueux l'Albarine : le plus important d'Hauteville qu'il surplombe orgueilleusement, se ferme comme une huître. Le docteur Accord, le directeur, ne pariera que si la préfecture le lui ordonne. M^{lle} Lapiere, chef du personnel, ne pariera que si le directeur l'y autorise. Le chef de la comptabilité, M. Rapetti, se donne une demi-journée de réflexion et plonge dans le même silence.

Tous trois se taisent, comme ils se sont tus voici dix-huit mois. Un silence de plomb comme le ciel d'Hauteville. Tous trois travaillent à quelques mètres d'Yves Ponthieu. Le croisement dans le couloir cinq fois par demi-journée. Un mot de leur part, un effort pour rassembler leurs souvenirs quant à l'emploi du temps de l'économiste l'après-midi du jeudi 16 juillet 1981, aussent pu l'accabler définitivement ou le sauver. Le mot n'est pas venu.

Silence de la hiérarchie, silence de la C.F.D.T. Les administratifs de la section syndicale de Belligueux l'Albarine n'auraient peut-être pas été opposés à un soutien à l'inculpé. Mais les « soignants », qui travaillaient avec la victime, persuadés de sa culpabilité, s'y sont refusés. Deux mondes qui se voulaient, écartelés entre les deux, la C.F.D.T. s'est tue.

Seul un responsable national, Gérard Prier, secrétaire général de la fédération C.F.D.T. de la santé durant dix ans, a soutenu moralement l'inculpé « à titre personnel », et sera se prononcer sur la culpabilité. La fédération C.F.D.T. a en outre aidé matériellement la femme d'Yves Ponthieu, sans autres ressources que les allocations familiales après l'incarcération de son mari. L'été dernier — un an après les faits — Yves Ponthieu a fait grève de la faim durant dix-neuf jours. Gérard Prier a rédigé un communiqué de presse. Sans beaucoup d'écho.

Yves Ponthieu ne peut présenter aucun alibi valable. Tout au plus un faisceau de détails. Le jour précédent du meurtre, vers 18 heures, personne ne lui remarque un quelconque signe de nervosité. Et puis le para-dimanche est, peut-être, rigide, « fermé », dit-il, c'est-à-dire, est tout seul cynique. « Quand j'ai vu mon mari, je le laisse dans ses yeux », affirme sa femme, persuadée de son innocence. L'inculpé, on le remarque, « offre à aider les gendarmes, à accueillir les parents — alors qu'il n'est pas de permanence ce week-end-là ? »

L'inculpé, on le voit, dit ses yeux, se relevant la nuit alors que sa femme, en proie aux contractions, se réveille sans cesse, descendra l'escalier qui craque pour aller, tout tranquillement, mettre le feu au cadavre ? L'inculpé, on s'il a eu ce sang froid, oubliant sur les lieux le livre qui l'accuse ? Lui l'inculpé, on, ce sont les termes des psychiatres, cette « volonté inconsciente d'être reconnu et puni ? »

Enfin et surtout, alors qu'il vivait sa sexualité extrême dans le plus grand secret, profitant de ses voyages à Paris pour rendre visite aux prostituées, imagine-t-on, ce peut-être, inouï de ses préférences et de sa dignité, qui dès son arrivée a subi contre des « couchettes » faites miettes et soignants, l'inculpé, on faisant des avances à une jeune infirmière qui, acceptation ou refus, risquait de le répéter le lendemain à tout l'établissement ?

La cadence a été entravée à l'aide de carburant auto, alors qu'Yves Ponthieu prétend avoir utilisé de l'alcool à brûler : le rapport d'autopsie est formel sur ce point. L'inculpé n'a exploré aucune autre piste. Quelques temps avant sa mort, Monique Soubeyran avait fait la connaissance d'un jeune homme qui s'était proposé de lui apprendre à danser le rock, et la poursuivait de ses avances. « Il me colle ! », avait-elle confié en riant à une camarade. Le jeune homme n'a pas été recherché.

Il est vrai que dans l'hypothèse de l'innocence, on s'explique mal qu'Yves Ponthieu continue de nier avoir acheté le livre. N'empêche. Sur des cahiers d'écolier, depuis le premier jour de son incarcération, Yves Ponthieu clame son innocence. Avec le même zèle, le même zèle qu'il a apporté à ses cours du soir, où à la rédaction des notes administratives à Belligueux, il a entrepris d'en convaincre ses proches, les bombardant de lettres « trop bien litchées », sapant l'un de ses destinataires, qui ne peut se défendre d'une sensation de malaise.

DANIEL SCHNEIDER

(1) Les gendarmes situèrent, quelques petits coups, avoir fait enlever sa chemise à Yves Ponthieu et lui avoir montré des « restes » de la victime.



Fallait-il, par ailleurs, assurer l'autonomie des administrateurs par rapport aux syndicats ? Portés par ces derniers, formés par eux, les « administrateurs salariés » ont le plus souvent délaissé les problèmes de gestion pour s'occuper de la vie sociale. Si la raison d'être du syndicalisme est la défense des salariés face aux autres composantes de l'entreprise, lui demander de participer à la direction est absurde : c'est le point de vue de F.O. Si, par contre, il est le moyen d'expression collective des salariés, passer de la simple revendication à la gestion est un pas en avant.

La plupart des centrales se sont à peu près ralliées à ce dernier point de vue, mais ce n'est pas sans hésitations, déclarations et nuances, et contradictions internes. Ce sera un tournant considérable, si la montagne « démocratisation du secteur public » n'accouche pas d'une souris. Personne ne semble vraiment en mesure d'en peser toutes les implications.

Un effort général de formation

Décollage devenu indispensable par rapport à un syndicalisme essentiellement contestataire ? Mélange insupportable des genres dans lequel les syndicats vont perdre leur mordant (et... beaucoup de militants happés par les nouvelles tâches) ? De toutes manières, il n'y a pas de solution de rechange : « Peut-être, dans vingt ans, pourra-t-on agir différemment ; mais, dans l'état actuel des choses, les syndicats sont les seuls véritables lieux de formation et d'information dans les entreprises », fait observer Daniel Chollet. Eux seuls sont en état de sélectionner des candidats qui aient la personnalité et la compétence nécessaires, et qui représentent autre chose qu'eux-mêmes : eux seuls sont à même de les faire connaître et de les maintenir en contact avec l'ensemble du personnel.

L'expérience d'Air France, où les candidatures libres ont toujours été admises, le confirme : nombreuses, elles ne recueillent jamais que quelques dizaines de voix.

Tout en demandant aux syndicats de parer les listes de candidats, le projet de loi laisse une porte entrouverte : des candidatures pourront aussi être parrainées par 10 % des élus du personnel, toutes catégories confondues, et peut-être même (mais ce n'est pas dans le texte actuel) par 10 % du personnel lui-même. Par ailleurs, le projet interdit le cumul du mandat d'administrateur avec toute forme de mandat syndical.

Cependant, la participation des salariés aux conseils d'administrateurs de leurs entreprises prend bien un nouveau départ. Les organisations se sont efforcées de choisir des hommes (et quelques femmes) aussi solides, mûrs, capables que possible. Ces « élus » manifestent un intérêt évident — voire une certaine impatience pour leur mission — notamment dans son aspect économique. Certains ont déjà obtenu des réunions plus fréquentes et plus longues.

Le plus significatif est peut-être l'effort quasi général de formation : la Fédération C.F.D.T. de la banque a, par exemple, mis au point un cycle de formation économique et financière de près de quarante jours sur quinze mois. Les cinq administrateurs d'Usinor suivent, quant à eux, une formation négociée avec des enseignants de l'université Paris-Dauphine, sur une initiative de leur patron. Au début, nous étions méfiants, confie Jean-Claude Valletti, administrateur C.G.T. Mais nous avons pu donner librement notre avis sur le contenu.

« Nous nous demandons comment nous allons pouvoir faire travailler ensemble les membres de cinq syndicats concurrents », raconte de son côté Guy Clément, l'un des professeurs. Mais il n'y a aucun problème. L'économie est la passion. Et nous, nous avons beaucoup apprécié la formule adoptée qui associe salariés, professeurs, et spécialistes d'Usinor venus faire la liaison avec les problèmes concrets de l'entreprise.

Mais tout cela aura-t-il un écho au niveau du salarié de base ? « Avoir des représentants des salariés dans les C.A. n'a d'importance que s'il s'agit d'un élément dans un ensemble : il faut que les salariés puissent aussi s'exprimer dans leurs ateliers, leurs bureaux, leurs services, de telle sorte que l'administrateur qui les représente puisse s'appuyer sur leurs idées. » Cette phrase est de J.-P. Jacquier, de la C.F.D.T. ; Pierre-Louis Marger, secrétaire général de l'UGICT-C.G.T. (6) s'exprime en termes presque identiques.

La participation aux décisions ne saurait être un « petit truc juridique », une délégation de pouvoir à ajouter à la kyrielle des autres. Ce ne sera sûrement pas simple pour autant.

MARIE-CLAUDE BETBEDER.

(5) Voir notamment la déclaration de ce dernier au conseil des ministres du 17 février 1982 et les lettres de mission de M. Delors aux administrateurs généraux des banques et de M. Dreyfus aux administrateurs généraux des groupes industriels (février 1982).

(6) Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T.

Paysans écologistes dans la Manche

Fumier, petit bois, plantes des marais... à défaut de pétrole, des villageois ont décidé d'utiliser « leurs » ressources : celles de la nature et de l'agriculture.

CHALEUR

EN 1979, le second choc pétrolier s'est abattu sur les pays occidentaux. Cette année-là, Marchésieux, 840 habitants, dans la Manche, décida de faire le bilan de ses ressources et de tirer parti de ses réserves.

Le village ne compte pas moins de 80 exploitations agricoles dont l'élevage bovin est l'activité principale, produisant donc, outre le lait et la viande, du fumier, source possible de « biogaz ». Le bocage y reste très serré (la remembrement est seulement en cours) : 360 kilomètres de haies sillonnent la commune (plus que la distance Marchésieux-Paris). Élaguant chaque année une partie de ses haies, l'agriculteur fait son bois avec les bûches et les rondins, mais les petites branches, autrefois mises en fagot, sont aujourd'hui brûlées dans les champs. Milla mètres cubes de bois chauffent ainsi chaque année l'air de la campagne.

Fumier et bois : deux sources de « pétrole vert ». Le maire, Léon Ourry, quarante-sept ans, cultivateur syndicaliste agricole de longue date, militant au P.S.U., puis au P.S., qui veut être « un animateur », lance l'Association des énergies nouvelles de Marchésieux (1).

Celle-ci compte aujourd'hui une vingtaine de membres actifs, des agriculteurs en majorité, mais aussi le chauffagiste, l'installateur, le garagiste, des employés, et même un artiste peintre. Une association de plus à « Marché », où les habitants ont construit eux-mêmes leur terrain de sport, fournissant cinq cents jours de travail bénévole. Tout en se défendant d'être écologistes — beaucoup ont mal accepté que passent dans leurs champs deux couloirs de ligne électrique venant de la centrale nucléaire de Flamanville, — se chauffer au petit bois ou avec le biogaz produit à partir de la fermentation du fumier, c'est un peu une revanche.

Côté petit bois, il n'y aura pas de problème majeur. Une chaudière communale chauffe aujourd'hui la mairie, l'école et les logements d'instituteurs. La commune achète, par contrat, le petit bois aux agriculteurs (383 m3 en 1982), qui le broient

sur place, dans les champs. Les « plaquettes » obtenues séchent huit à dix mois avant d'être affînées en copeaux stockés dans un silo alimentant la chaudière et assurant une autonomie de quinze jours.

Aucun matériel ne correspondant aux besoins, Jacky Leroisy, le chauffagiste qui a effectué l'installation après dix-huit mois de recherches, a dû utiliser un broyeur à os et à verre et, pour le silo, un monte-pour-mais. L'alimentation de la chaudière n'est pas parfaite, car il n'existe pas de système permettant d'amener les copeaux régulièrement.

Incident technique

Mais le bilan financier est net : alors que la thermite de fuel revient à 33 centimes à la commune, celle de bois ne coûte que 15 centimes. L'agriculteur qui, de toute façon, devait brûler le bois touche environ 800 francs pour une journée de broyage (20 m3). La commune rémunère « ses » agriculteurs qui, eux, chauffent « leur » mairie et « leur » école. Dans une région où la tradition d'autoconsommation est forte, le bénéfice psychologique renforce le bénéfice tout court. D'autre part, à l'heure où Marchésieux entame son remembrement, « cela peut aider les gens à distinguer les bonnes haies à conserver des mauvaises haies à abattre », souligne Léon Ourry.

La production de biogaz s'est avérée plus délicate. Ce n'est pas faute de s'être entouré de compétences techniques : les Marchésieux ont pris contact pour les études avec l'INRA (2), pour le financement avec la Commission à l'énergie solaire (3). Ils ont demandé à une grosse société de recherche-développement, Bertin, les plans et une partie du matériel nécessaire (le réservoir pour la fermentation du fumier), Shell Recherche fournissant gazomètres à chaudière (biogaz-propane). C'est un chargé d'études de la chambre d'agriculture de Caen (4), Serge Darfay, qui fera le lien entre agriculteurs, ingénieurs, artisans et industriels.

Dans une première expérience, l'objectif est d'alimenter en continu par quatre

« digesteurs » deux fermes groupées. Le gaz produit sera utilisé pour le chauffage et l'eau chaude.

Pour que l'opération soit rentable — on a opté pour un système de fermentation « non immergé » : une dalle en béton, isolée, recouverte d'une bâche imperméable tendue par des arceaux, qu'on peut charger facilement sans matériel spécial, et que l'agriculteur peut monter lui-même. Le moule pour fabriquer la dalle en béton lui sera fourni, ainsi que la bâche, les tuyauteries et les appareils de mesure. Il s'agit de mettre au point un prototype susceptible d'être utilisé dans toutes les fermes de 30 à 40 vaches.

En mars 1981, les essais sur huit semaines du premier « digesteur » se révélèrent concluants : 550 m3 de biogaz sont produits, des résultats proches de ceux des laboratoires de l'INRA.

Mais des ennus techniques provoquent un conflit entre les agriculteurs et la société Bertin : la bâche fuit ; le circuit de réchauffage (5) scellé dans la dalle de béton a provoqué une fissure ; les arceaux de métal sont rongés par le fumier et le gaz.

Pour les techniciens de Bertin, c'est un incident normal : « Quatre ou cinq prototypes sont nécessaires pour réussir : le système est aussi complexe qu'une maison préfabriquée. Et réaliser un prototype demande plusieurs semaines de milliers de francs ». Et de réclamer des fonds supplémentaires pour continuer les travaux. Les agriculteurs ne l'entendent pas de cette oreille. « Tout agriculteur sait que la ferme est bouffée par le fumier », proteste Michel Lanesley, président de l'Association des énergies nouvelles. Pour des paysans, un contrat signé c'est une parole donnée. Surtout, l'affaire n'a pas la même signification pour eux : c'est « leur » énergie. Ils y ont investi leur temps, leur matériel et leur sueur. Ils attendent autant de leurs partenaires. Et une grosse société, quelles que soient ses aptitudes, n'est peut-être pas la mieux placée pour démontrer que « small is beautiful ».

Au hameau ou au canton ?

Résultat, l'expérimentation est restée bloquée un an. Mais elle a redonné à l'autonomie des énergies nouvelles un caractère d'urgence, la réalisation étant confiée à l'Union des coopératives agricoles de Normandie (UCANOR), qui fournit non seulement des approvisionnements mais du matériel agricole à des bâtiments d'élevage en « kit ». Les agriculteurs expérimentateurs vont pouvoir se chauffer et obtenir de l'eau chaude avec « leur » biogaz. La mise en point des deux premiers digesteurs sera achevée en 1983 ; en 1984, on construira les deux autres de « présérie », dernière étape avant la commercialisation d'un « kit » par UCANOR.

Déjà, puisque la récupération des haies a réussi, on songe à faire aussi des plantes des marais une culture énergétique destinée à fournir la fibre des animaux, donc du fumier, ou directement utilisée comme combustible dans les chaudières : « Certaines plantes semi-aquatiques produisent

10 à 12 tonnes de matière sèche à l'hectare. Autant que le maïs. Est-ce que ça ne pourrait pas être utilisé pour le méthane ? Mais il faudrait de temps en temps drainer les marais. Ce sont de véritables coulours à vent. L'énergie éolienne permettrait donc de le faire. » Le laboratoire de bioclimatologie de l'INRA-Versailles a déjà entamé les premières études qui déboucheront sur des expériences en vraie grandeur.

Sur un autre plan, le temps de réflexion n'a pas été perdu. Autour du cas de Marchésieux, « commune-pilote », selon l'expression de Philippe Chartier, directeur scientifique à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, se développe tout un débat à propos du biogaz. « Pourquoi ne pas envisager un marché local du biogaz ? », demande Pierre-Alain Jollet, du Laboratoire d'économie rurale de Grignon (INRA). Pour les ménages ayant une faible consommation d'énergie et pour les non-agriculteurs, la production de biogaz sur place n'est pas rentable. Il faudrait donc créer un marché collectif « au niveau cantonal, la quantité produite au niveau communal étant insuffisante ».

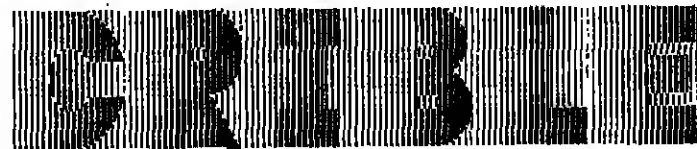
Mais cela suppose le transport du fumier, opération coûteuse au-delà de 30 kilomètres, pour un véhicule de 10 tonnes, selon Antoine Lemarchand, ingénieur agronome chargé de mettre en œuvre le digesteur de Marchésieux. « Aujourd'hui, souligne-t-il, on réfléchit sur la valorisation du lait à la ferme pour éviter de transporter « de l'eau » ; or le fumier, c'est 80 % d'eau. L'échelle inévitante pour le digesteur, c'est le hameau. » Cela dépend des régions, estime plus prudemment Claude Sourie, de l'INRA-Grignon. Mais il faut s'interroger sur les possibilités de production collective. D'abord, par quelques agriculteurs en habitat groupé. Puis, dans un village. Enfin par un système centralisé : une coopérative, par exemple, recevant le fumier des exploitants « satellites ».

Au-delà, les initiatives de Marchésieux débouchent sur la recherche d'un autre modèle d'exploitation agricole et plus économique et plus autonome, explique Serge Oefaya, qui prend en compte besoins et ressources locales, la main-d'œuvre « gratuite » et le matériel disponible de l'agriculteur, ainsi que ses motivations. Certains ne s'y sont pas trompés : agriculteurs, syndicalistes agricoles, élus locaux, animateurs de comités de pays et associations de tout crin ont défilé devant le digesteur et la chaudière. Aujourd'hui une union sacrée se fait sur un point : continuer l'expérience.

FRANTZ WOERLEY.

- (1) Mairie de Marchésieux, 50190 Periers.
- (2) Plusieurs équipes de l'INRA y ont collaboré : le laboratoire d'économie rurale de Paris-Grignon, celui d'économie et sociologie rurales, celui de bioclimatologie et la station de Rouen.
- (3) Le Comas a été intégré dans l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, 208, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris.
- (4) Chambre régionale d'agriculture de Normandie, 4, promenade Madame-de-Sévière, 14039 Caen cedex.

- (5) La fermentation méthanique idéale est obtenue à partir de 35°. Dans le système non immergé, il faut donc un circuit de réchauffage du fumier. Celui-ci utilise 18 % des thermies produites.



ANNIE BATILLE

A SUIVRE

Les bactéries au travail

L'institut de recherche solaire américain (SRI) prépare un centre de production d'hydrogène par des bactéries. L'objectif est de fabriquer ainsi 28 000 mètres cubes d'hydrogène par jour : dans un marais artificiel, peu profond, où la lumière solaire transforme en hydrogène certains micro-organismes avec un rendement de 5 %.

Les déchets industriels et ménagers pourraient fournir la matière première. Si ce prototype permet de faire passer la production de l'hydrogène à 10 %, il serait alors compétitif avec celui produit à partir du gaz naturel.

Energies : 26, rue Cadet, 75009 Paris.

Démographie chinoise

La Chine a « trouvé » 50 à 60 millions de Chinois de plus que ceux qui avaient été comptabilisés lors du dépouillement du recensement mené au début de l'année.

Cette révélation vient d'un haut fonctionnaire chinois de la commission du planning familial : le « nouvelle » population chinoise serait par conséquent supérieure à 1 milliard (environ 1,08 milliard, soit un taux de croissance de 2,1 % par an). Autant dire que la Chine a peu de chance de s'en tenir au chiffre de 1,2 milliard qu'elle s'était fixé

d'ici la fin du siècle (objectif : réduire le taux de croissance démographique à zéro pour l'an 2000).

Futuribles, n° 61 : 55, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

BOITES A OUTILS

Études prospectives

La revue Sciences et Techniques a inauguré dans son numéro 89 une nouvelle rubrique intitulée « Actualité des études prospectives ». Doivent y être analysées quelques-unes des principales études prospectives sur les technologies dans la monde et signalé le lancement d'études multi-clients. Il s'agit d'apporter des informations directement exploitables et de signaler l'existence de documents utiles. Il s'agit également de rapprocher les hommes de technique des hommes de prospective.

Sont, entre autres sélectionnées, résumées dans ce premier numéro (avec indication des sources, adresse et prix) les études suivantes : « Les marchés européens des usines, équipements et services de gaz naturel et gaz liquéfié », Frost et Sullivan Ltd. « Video Market Opportunities », International Resource Development Inc. « Une nouvelle révolution en composants électroniques : les réseaux logiques prédiffusés », Mackintosh Consultants. « Prévision de

croissance des matériaux composites », « Evolution des robots industriels », Battelle (lancement d'études pour les deux dernières).

Sciences et Techniques, 19, rue Blanche, 75009 Paris. Tél. : 874-83-56

Développement rural intégré

De nombreux projets de développement rural ont échoué en raison de leur caractère élitiste et parce qu'ils étaient imposés de l'extérieur à ceux/celles à qui ils étaient destinés. Il n'y a eu que peu ou pas de dialogue avec la population rurale, et celle-ci n'a pas participé à l'identification de ses valeurs, de ses aspirations ou de ses besoins. La population n'a pas davantage participé à la planification et à l'exécution des projets. Alors que les femmes constituent la majorité de la population rurale, en raison de l'émigration des hommes vers les villes, ces projets n'ont ainsi abouti qu'à affaiblir le rôle traditionnel des femmes, à les marginaliser davantage plutôt qu'à les intégrer.

Dans le dossier 33 de l'IFDA (Fondation internationale pour un autre développement) est publié un long papier de Felicia Ifeoma Ekejiuba sur un projet d'un type nouveau au Nigéria, le projet « Réponse » — un cadre institutionnel pour le développement intégré. Il concerne expressément les femmes et vise à l'amélioration de leur situation par l'accroissement de leur revenu, l'organisation de coopératives de

commercialisation, l'éducation scolaire et extra-scolaire et la recherche dans tous les domaines de la vie rurale. L'auteur fait partie du département sociologie et anthropologie de l'université de Nauka (Nigeria). Ce texte avait été proposé au séminaire sur les femmes et le développement rural, organisé par l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement, à Alger, en septembre 1982.

IFDA, Secrétariat : 2, place du Marché, C.H. 1260 Nyon, Switzerland. Téléphone : 41 (22) 61-82-82. Roue Office : 207, via Paissierina, 00184 Rome, Italie. Téléphone : 39 (6) 679-96-22 (direct) et 48-54-82 (standard).

L'après-opulence

L'épuisement des ressources naturelles, la surpopulation généralement annoncés par les scientifiques, ne sont en fait pas pour demain, mais sont déjà là. En prendra conscience, agir ici et maintenant est essentiel pour survivre dans un monde déprimé « post-exubérant ». Chaque « succès » technologique a toujours entraîné un accroissement de la population humaine. Encourager la technologie et la croissance ne conduit qu'à des solutions éphémères.

Après l'étude de la doctrine « pré-écologique » et de la culture de l'« exubérance », W. R. Catton dans « Overshoot : The Ecological Basis of Revolutionary Change » (La saturation : bases écologiques d'un changement révolutionnaire), pose les principes de l'écologie générale-

ment ignorés par les décideurs. Il décrit la conduite d'évasion qui est généralement adoptée et la pratique de la politique de l'autruche. Éviter le génocide, c'est arrêter de dénier le progrès perpétuel.

Overshoot : The Ecological Basis of Revolutionary Change, par William R. Catton, Jr. University of Illinois Press, Box 5081, 54 E. Gregory Dr., Station A, Champaign, Illinois 61820.

RENCONTRES DU FUTUR

Les cours du futur

Le centre interuniversitaire de Dubrovnik organise des séries de cours sur le futur :

- Du 5 au 15 avril 1983, « Future studies, building alternative studies » : Études du futur, construire des études alternatives. Directeurs : Eleonora Masini (World Future Studies Federation, Rome), Rudmilla Nakarada (Belgrade).
- Du 18 au 30 avril 1983, « Future of religion : modern scientific and social revolutions and the problem of God » : Le futur de la religion : les révolutions scientifiques et sociales modernes et le problème de Dieu. Directeurs : Rudolf J. Siebert et Julien Eichinger (Western Michigan University), S.R.D. Srdan Vrcan, N. Gerald Seer (Zagreb).

Inter-University Centre for Post-graduate Studies, Dubrovnik, Yugoslavia.



PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES : Appels ☐ Convocations ☐ Créations ☐
Manifestations ☐ Sessions et stages ☐
* Cocher la rubrique souhaitée.

VOTRE TEXTE :

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10

• Prix de la ligne : 25 F (25 signes, lettres ou espaces).
• Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.
• A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

annonces associations

Appels

« POUR UN AUTRE TOU-
RISME », le nouv. magazine du
voyage, 46 p., dont 18 en
coul., édité par l'Ass. « Le
Point » art, Des photos, interv.,
travaux. Du rêve de l'humain.
Ta les 2 mois, sur abonn. uni-
versum, 160 F par an pour
8 numéros. Fournit : « Pour
un autre Tourisme », 25, quai
R.-Rolland 69005-LYON

Union nationale pour expansion
rech. et indust. haute techn.
UNERHT recherche des juniors
et seniors consultants dispo-
nant de leur temps pour mis-
sion de support au transfert de
technologie auprès des PMI-
PME électron., inform., math.,
gestion, finances, droit, relations
publiques, design. UNERHT
Résidence Irène, 29, av.
Roz, 93270 Sevran.

L'Ass. Résistance des Femmes à
la guerre ch. local Paris, foyer
mens. 800 F max. Ecr.
G.P. 52, 94210 La Varenne.

Convocations

Fondation ZERVOS Vézelay élit
22 janvier à membres conseil
d'administration. Candidatures
à envoyer avant 5 janvier.
Ecr. M. NAZOUX 89450 Vézelay.

Ass. des biens-portants et des
hand. tiendra son 6e. gén. 29-1 à
15 h. au 14, r. de la Vierge (4-1)
M. H. de-Villa, Paris, (3) 953-
98-07 ou 18 et 20 h.

Créations

INFIRMIERS (ERES)
en PSYCHIATRIE, contacter le
(73) 61-35-83 ou le 93 ter av.
J.-B. Marrou, 63110 Ceyrat
pour adhérer et collaborer à la
création de l'association natio-
nale des infirmiers (ères) en
psychiatrie.

Manifestations

L'Association racines d'or (Tie-
serendes Latennes) expose
du 8 au 24 janvier scierie, us-
sine mus., objets façonnés,
démonstration. T.J. de 14 à
18 h. 5, rue Payenne 134.

Dispo conféré : Lundi 21 fév. à
18 h. « Raja-Yoga » à Ivry,
28, av. V.-Hugo, 75016 Paris.
Samedi 26 février à 16 h.
« Images du yoga indien » de
Rosa et Mathieu, au Centre
Verdier, 11, rue Lenoir, 75010
Paris. Ass. Samit, 700-24-08.

Sessions et stages

Initiation à la Trufficulture.
Stage le 11 février. Ecomusée
de la Truffe, 24420 Sorges-
en-Paroisse.
Tél : (53) 05-80-11 (ap.-midi).

SEJOURS DE SKI pour
JEUNES ET FAMILLES
Haute-Savoie : Bernex
Savoie : Sollières et Termignon
Italie : Champorcher (Val
d'Aoste)

Séminaire : Méthode
Pyraline : Luchon
Vosges : Saint-Stall
Février, du 12 au 21.
Piquettes, du 2 au 10 avril.
Enseignement du ski, location
du matériel, ramonées mécani-
ques, encadrement assuré par
animateurs.

Renseignements et inscriptions
à l'U.N.C.M.T., 4, avenue du
Parc-Saint-André, 14200
Hérouville-Saint-Clair.
T. : (61) 93-14-82 et 83-
16-06.

Jazz vocal et instrumental,
peinture et grandes formations,
2 au 10 avril 1983, Lot.
Chants, musiques et danses
traditionnelles, 2 au 8 avril
1983, Marly-le-Roi.

Musique d'ensemble, flûtes,
guitares, violoncelle et voix, 2 au
9 avril 1983, Indre.
Chœurs et orchestre « Le Glo-
ria de Vivid », avec M. Basso
et J.-F. Gonzalez, 2 au 9 avril
1983, Chevroux.

F.N.A.M.U.

201-85-98.

Auberge de jeunesse Marseille
et VOYAGES SCOLAIRES
47, av. Vieux-Marseille (9-1).
(01) 79-21-81.

Les U.S.A. pas chers en 1983 :
le COUNCIL propose aux éu-
diants de découvrir les U.S.A.
en travaillant pendant les
vacances. Le COUNCIL
s'occupe de toutes les démarches
administratives.
Pour renseignements, écrire
avec une enveloppe timbrée :
Work and Travel U.S.A.
COUNCIL S.P.M.
1, place de l'Odéon,
75006 Paris.

GEOLOGIE ET PHOTOGRAPHIE
Stage géologie en Garigue.
Avec pratique photographique.
Du 8 au 12 février, 800 F.
ECOLOGISTES EUZIERE,
34270 St-Jean-de-Cuculles.
(07) 85-28-86.

Pour les ingénieurs de retour de
l'étranger, les enseignants et les
compagnies, les officiers
départementaux d'obligation, l'ADE-
TEM (reconnue d'utilité publi-
que) organise à partir du
14 février un cycle de
12 semaines afin de les prépa-
rer à réintégrer leur entreprise
dans les entreprises. Alterna-
nce des enseignements et
d'un stage pratique entre-
prise. Formation gratuite et
remboursée par le F.N.E. ADE-
TEM, 30, rue d'Artois,
75008 Paris, tél. 268-51-13.

Alpinistes, skieurs, randon-
neurs d'expérience, venez
votre savoir : tous au
CLUB ALPIN FRANÇAIS
Pour tous renseignements
7, rue La Boétie, Paris (8), tél.
742-36-77, de 12 h à 18 h,
sur le lundi.

Sé, voyage, découverte, Egypte
avril 12 jours adultes, été
jeunes, canot, Dordogne, plan-
ché, Léon 40 Gites, club, Assoc.
CRASI, 10, rue Brander,
33170 Gradignan, tél. (56)
89-10-51.

L'ENJEU DES ELECTIONS EN
ALLEMAGNE. De jeunes Fran-
çais (16-25 ans) intéressés par
la vie politique allemande peu-
vent participer du 27-2 au 6-
3-83 en observateurs à la cam-
pagne pour l'élection du
Bundestag. Programme, condi-
tions et inscriptions à BLD,
50, rue Laborde, 75008 Paris.
tél. (1) 387-25-60.

Découvrez-vous, exprimez-vous
par le signe physique (au mas-
qué, jeu d'acteur, clown) au
sujet le théâtre organisé les
13-20 janv. par AGACIA
Paris, 10 à 13 h au 245,
33-89.

Séances 8 jours hiver, été,
découverte montagne, ski de
fond, escalade, spéléo, randon-
née montagne, etc. Séances
organisées dans une optique
holiste physique, C.A.A.M.,
7, rue Rousselle, 81000 Tou-
lous, tél. (05) 82-14-28.

FAIRE SON JOURNAL DE A à
Z. 48 h de formation théorique
et pratique, depuis la rédaction
jusqu'à l'impression, du 7 au
12 février, et du 14 au
18 février. Programme complet
sur demande lettres radio,
photocollage, affiches et
dépliant... Centre de for-
mation pour presse associative
C.F.B., 6, bd Voltaire,
75011 Paris, tél. 357-71-04.

Association (loi 1901) à l'un ou
l'autre s. But : expérimentation
de l'informatique dans la vie
associative. Propose stage
BASIC 15 h 800 F. Autres
services spécifiques pour asso-
ciations : stages personnalisés,
logiciels, 8, rue Campagne-
Première, 75014 Paris, tél.
322-47-88.

La G.E.R.M.E. vous propose de
participer à groupe d'évolution
par le psychodrame, socio-
drame, minodrame. Séances
hebdomadaires, 553-67-08.

L'ERGEI (assoc. loi 1901) pro-
pose à tous ceux qui sont en
situation de rupture affective un
lieu d'écoute et d'échanges en
entretiens individuels et en
groupe animés par des spé-
cialistes, 5, av. Claude-Vieljeux,
Paris (10-1), tél. 208-21-88.

Apprenez à utiliser un
MINI-ORDINATEUR
4 fois 8 heures ou 12 fois
2 heures, stages formation
convent. APIC, association s.b.
lucrétil, 8, rue de l'Arrière,
Paris (15-1), 538-99-98.

CONSEILS

Associations et coopératives

La commercialité partielle des
actions des associations est un fait
reconnu qui ne remet nullement en
cause le caractère général de non-
lucrativité du but poursuivi. Cepen-
dant, lorsque cette commercialité
cesse d'être occasionnelle (organi-
sation d'une exposition-vente de
produits réalisés par les membres
de l'association) pour devenir quasi
permanente, il se crée une ambi-
guïté encore accrue par la générali-
sation aux prestations de services
de toutes natures de l'assujettisse-
ment à la T.V.A.

Or la loi du 10 septembre 1947
portant statut de la coopération
peut permettre dans de nombreux
cas d'éviter ces ambiguïtés et de
donner aux activités de nature com-
merciale ou para-commerciale des
associations une transparence fis-
cale qui lève toute suspicion ou
contestation.

Dès son article premier, la loi de
1947 affirme que « les coopératives
exercent leur activité dans toutes
les branches de l'activité hu-
maine ». Elles peuvent donc aisé-
ment comprendre toutes celles qui
font l'objet des associations les plus
diversifiées.

La loi précise en outre que l'objet
essentiel de la coopérative est de ré-
duire, au bénéfice de ses membres
par « l'effort commun de ceux-ci,
le prix de revient et, le cas échéant,
le prix de vente de certains ser-
vices ou de certains services, en as-
sumant les fonctions des entrepre-
neurs ou intermédiaires dont la
rémunération grèverait ce prix de
revient ».

C'est bien là ce que proposent à
leurs membres de nombreuses asso-
ciations qui organisent pour leurs
membres des groupements d'achat
de toutes sortes ou réalisent à leur
intention ou à celle de leur famille
des objets ou des services à des prix
de revient inférieurs à ceux du com-
merce. Les exemples de ce domaine
sont tellement nombreux, variés et
évidents que nous résumons à en-
citer quelques-uns au hasard.

Quels statuts adopter pour
constituer ces coopératives au sein
d'associations ? Il semble bien que
les statuts types de sociétés coopé-
ratives de consommation, d'entre-

prises privées ou nationalisées, ou
d'administrations publiques, an-
nexés à la circulaire du 12 août
1955 du ministère du travail et de
la Sécurité sociale, en application
du décret du 20 mai 1955, peuvent
être facilement adaptés.

En effet, ils répondent aux prin-
cipes mêmes du 2^e alinéa de l'ar-
ticle 2 de la loi du 7 mai 1917, ajouté
par le décret du 20 mai 1955, à sa-

voir que ces coopératives doivent
fonctionner sous forme de « coopé-
ratives fermées », au seul bénéfice
de leurs membres et des personnes
de leurs familles vivant au même
foyer et en outre être « gérées et di-
rigées par les sociétaires, en-
tendues, qui élisent au sein de la so-
ciété un conseil d'administration
responsable chargé de désigner les
directeurs et de surveiller leur ges-
tion ».

Ajoutons pour terminer que ces
coopératives doivent être déclarées
au préfet du département et au di-
recteur départemental du travail et
qu'elles doivent respecter annuelle-
ment à cette même direction un
rapport annuel d'activités.

* Cette rubrique est rédigée par
Service Associations, association selon
la loi de 1901, 34, rue de France, 75017
Paris. Tél. (1) 380.34.09.

BLOC-NOTES

INITIATIVES

Cinéma et développement

L'association ORCHIDES (Or-
ganisation pour la communication
entre les hommes, l'information,
le développement, l'échange et la
solidarité) vient de se doter d'une
équipe permanente d'information.
Cette organisation, fondée par
des professionnels de solidarité et
des professionnels de l'audiovisuel
(cinéastes...), veut sensibiliser
l'opinion publique à la soli-
darité internationale, réaliser des
films pour l'expression des peu-
ples du tiers-monde et faciliter à
ceux-ci l'accès aux médias. En
1981-1982, elle a produit ou par-
ticipé à la production de sept
films (courts, moyens ou longs
métrages).

* ORCHIDES - Images -
Tiers-monde - Solidarité, 23, rue
Pierre-Curie, 94200 Ivry ; tél. :
(1) 672-51-00.

Banque écologique

Une base de données, Ecothek,
permet de connaître les réfé-
rences de 7 000 documents (rap-
ports, articles, thèses, cartes) re-
latifs à l'eau, au climat, à la
géologie, au relief, à la faune, à la
flore, à l'écologie, à l'agriculture,
aux pollutions et au patrimoine
naturel de l'île-de-France. Elle a

été créée par le conseil général de
l'Essonne, le ministère de l'en-
vironnement et la région Île-
de-France.

* Information : M. J.-L. Gizon,
archives départementales de l'Es-
sonne, 9, rue Lafayette,
91107 Corbeil-Essonnes ; tél. : 077-
92-50, poste 2188, ou service docu-
mentation de l'Institut d'aména-
gement et d'urbanisme de la région
Île-de-France (I.A.U.R.I.F.) ; tél. :
(1) 567-55-03, poste 407 ou 370.

Echanges

L'Association nationale franco-
québécoise organise des
échanges linguistiques (familiaux)
entre lycéens français et collé-
giens québécois anglophones,
ainsi que le placement de jeunes
filles françaises (majeures)
comme aides familiales dans les
familles anglophones ou bilingues
de Montréal et d'étudiants cana-
diens (anglophones et franco-
phones) et au pair dans des fa-
milles françaises.

* Association nationale franco-
québécoise, quai du Port,
94130 Nogent-sur-Marne ; tél. :
(1) 324-34-66.

Expression

Le MACIDD (Mouvement d'ac-
cueil, de conseil et d'information
pour divorcés et divorcées) or-
gane une journée de stage d'ex-
pression corporelle, verbale et
écrite, le dimanche 30 janvier
1983.

* MACIDD, 40, avenue d'Italie,
tour Béril, 75013 Paris ; tél. :
(1) 588-88-02 (mardi et jeudi).

PUBLICATIONS

Personnes âgées

L'Union nationale interdépartementale
des œuvres et organismes privés
sanitaires et sociaux (UNIOSS)
vient de publier une étude sur le
thème « Le soutien des per-
sonnes âgées en perte d'autono-
mie » : « Quelles approches inno-
vantes ? » (122 pages,
60 francs). L'étude a pour
objectif de montrer que, entre l'isolement
à domicile et le lourd dispositif d'un
service de long séjour, il y a la
place pour une gamme de solu-
tions, plus souples. Elle recense
diverses actions innovantes ré-
pondant aux questions suivantes :
comment préserver l'autonomie
des personnes très âgées ? Quels
sont les moyens de soutien dans
leur milieu de vie, à domicile ou
dans des petites unités liées au
quartier ou au village ? Quel est le
rôle de la coordination locale et
de l'intergénérationnel ?

* UNIOSS, 103, rue du
Faubourg-Saint-Hippolyte,
75008 Paris ; tél. : (1) 225-16-76.

Aux quatre coins de France

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA
Produit naturel de renommée millénaire
Catalogue et tarif M gratuits.
Demande à STE HELIOLENE, B.P. 37
SALON-DE-PROVENCE, 13652 Cedex.

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR-MENTON
Hôtel Olympe-Rose, 57, avenue de Sos-
pel, 06500 MENTON. Spécial 3^e âge,
tél. (93) 35-74-69 - 28-28-38 Cham-
brées tout confort, cuisine et améublé,
cuisine familiale, piscine, jardin,
pension complète, hiver 52-83 :
125 à 150 F - T.T.C.

PLAGE MIDI - PARC LOISIRS

Choix de locations
Dépôt gratuit M^r Boisset
34 SÉRIGNAN (67) 32-26-17

Vins et alcools

CORBIÈRES MINERVOIS FITOU
Tarifs : bouteilles, produits régionaux
CAVES SAURY-SERRES 11200 LEZIGNAN
CORBIÈRES Tél. : (05) 27-07-67

UN EXCELLENT BORDEAUX

A un prix producteur, franco
24 bout. 1981, 430 F. 60 bout. 960 F.
Domaine du Templey - 33550 PAILLET

BORDEAUX SUP. millés. 1982 à 1980

bl. rge table 12^e cubit, jerrican
BELOT VIGNERON 33620 LARUSCADE

MERCUREY

vente directe purifiée
12 bout. 1980 327 F.T.T.C. franco dom.
Tarif sur demande. Tél. 85-47-13-94
MODRIN VITICULTEUR - 71500 MERCUREY

200 THES VENTE PAR CORRESPONDANCE

LE THÉ ÉRUDIT

Arômes Whitey,
9,50 F les 100 g
et 198 autres thés.
souhaites recevoir sans frais catalogue et échantillons
☐ thé nature ☐ thé parfumé cocher s.v.p.

COMPAGNIE INTERNATIONALE DES THÉS sarl
13, rue André Del Sarte 75018 Paris

200 THES Tél. (1) 255.25.76 - 24 h sur 24 -

Le Monde DE L'ÉDUCATION

EMPLOI:
40 B.T.S.
40 D.U.T.
LES PLUS SÛRS

Apprendre les langues à l'école primaire
Cinéma: les acteurs de moins de 20 ans

Chaque mois en vente partout, 10 F

ENGINEERING : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12^e 347.21.32

RADIO TELEVISION

Dallas, ça traîne.

Monsieur Sylvestre... merci ! Cet aspect du film, on n'arrive pas à s'en débarrasser. A quand un vrai feuilleton ? Les de chance, les deux émissions qui sortent du lot cette semaine tombent le même jour, mercredi, à la même heure : *Credo*, de Jacques Deray, sur A2, ou l'interrogatoire d'un professeur russe, Jean-Louis Trintignant, accusé de contamination par ses élèves ; *Agora*, sur FR3, un grand forum sur l'amour aujourd'hui, animé par trois télévisions francophones. Que choisir quand on n'a qu'un seul poste et pas de magnétoscope ?

FRANCE-MUSIQUE AU MIDEM CLASSIQUE

Les vingt ans du dinosaure

L'audience décolle, l'organigramme change : France-Musique fête dans le mouvement son vingtième anniversaire.

À tous les disques chez lui, Georges Zeisel. Il faut voir son appartement. Pas un mur vide. Des étagères débordantes, plantées sous le poids des albums. Les parquets aussi disparaissent un peu, encombrés de piles superposées, de vieux coffrets de 78 tours chinés aux Pucier (pas chers), dénichés à New-York (très chers), récupérés dans tel grenier ou repérés chez un certain marchand de rosignols, pour ne pas parler des véritables coffrets *made in Japan*, rééditions par kilos de trésors européens envoyés par les firmes de Tokyo. Et encore, il dit qu'il en avait bien davantage avant, des disques... Mais les déménagements... On s'allège. Car rien de plus lourd que le polyvinyle.

Ce qu'il n'a pas ? Il le trouve à la discothèque de la maison de Radio-France. Et s'il ne trouve pas dans cette mine ? Il court le quérir à l'Institut national de la communication audiovisuelle, le chercheur en Allemagne ou en Italie, le réclame à la Bibliothèque du Congrès à Washington, ou encore dans une radio de Boston avec laquelle il « s'arrange », ayant en vue une coproduction d'émissions d'archives.

Un archiviste, Georges Zeisel ? Pas tout à fait. Plutôt un fouineur, autodidacte apparemment, ayant fait de son job une passion. C'est en quasi maniaque qu'il parcourt en quête de bandes « magnétiques inédites pour ses émissions », plutôt nombreuses sur France-Musique. Un producteur qui a le vent en poupe, murmurent les ironiques, relevant des approximations, par-ci, des complaisances, par-là. Mais après tout, il a récemment offert en cadeau la compagnie du pianiste Jörg Demus. Vous savez : celui qui, non content d'être un virtuose, possède chez lui presque trente-six pianos... Zeisel y est allé. Est parti pour l'Autriche, dans la campagne, près de Vienne, a demandé à Demus de lui jouer l'opus 109 de Beethoven sur un piano de 1850, puis sur un autre datant de 1870, puis sur un autre, digne de la reine Victoria, puis sur un autre de 1920, puis... A tordu son micro, Georges Zeisel. Et l'auditeur n'avait plus qu'à être heureux. C'est d'abord ça, la musique, non ?

Cette chose capable d'être chamboulée d'un instrument, l'autre, de respirer autrement si on se la joue pas pareil.

Et c'est ça aussi, la radio : cette possibilité de comparer des « versions » sans autre mesure de blabla, quoi qu'en disent les « addicts » de l'éternelle Tribune des critiques de disques. Ceux-là probablement sont « rassurés » par le son des voix au rendez-vous. En réalité, ils n'écoulaient peut-être pas vraiment ce qu'elles disent, les subissant en attendant d'entendre la suite. Mais ceci est une vieille histoire, plus inté-

ressante vraiment. D'ailleurs, depuis la disparition d'Antoine Golés, rien n'est plus comme avant. Pourquoi en parler ? C'est que, encore une fois, le pilier de la tribune, Jacques Bourgeois, sera aux côtés de Zeisel pour présenter, du lundi 24 au vendredi 28 janvier, cinq matinées durant, l'histoire de l'enregistrement phonographique de 1898 à 1983. On doit trouver que leurs voix vont bien ensemble ; en juillet dernier, le tandem racontait l'histoire du Festival d'Aix-en-Provence, sur place. Jacques Bourgeois y allait de ses souvenirs — c'est fou ce qu'il en a, et ce qu'elle est précise, sa mémoire. On a donc recours à ses accents inénarrables d'imbattable et à peine péremptoire lycéennisme en l'honneur de « l'événement » MIDEM classique, le premier du genre, lancé à l'intérieur du MIDEM traditionnel par Pierre Vozlinski, l'ancien directeur des services musicaux de Radio-France, (*le Monde* du 20 janvier).

Événement que France-Musique va « super-couvrir », transférant son antenne à Cannes : dix-neuf heures d'émissions par jour, multipliées par cinq jours, en direct donc du marché du disque et de l'édition musicale. Avec en prime la diffusion des multiples concerts organisés sur place. Mais, surtout, René Kœring — le chef des programmes de France-Musique est le champion reconnu de ce genre d'opérations de choc et autres journées spéciales — s'est débrouillé pour inviter Martial Solal : le pianiste de jazz jouera en direct du Palais des festivals. Deux sublimes en perspective : Franco d'Andrea et John Taylor l'accompagnent.

Nouveau magazine

En outre, comme depuis maintenant plusieurs mois, la musique traditionnelle a sa part, presque une bonne part, n'était l'horloge de ces deux soirées (23 heures), où Djancid Chemirani, et toute une série de musiciens hongrois, verront leurs concerts retransmis. La musique persane, celle qui fleurissait à la cour des princes, au temps des Sassanides, au septième siècle (et avant aussi) et qui, plus tard, de vivre cachée devint mystique, jusqu'en dix-neuvième siècle où elle resurgit, cette musique du pays appelé Iran est peut-être de plus haute splendeur encore que celle des régions indiennes, et Chemirani en est l'interprète inégalé. Du tout bon, en somme : à signaler que France-Musique annonce à cette occasion la publication d'un disque de musique hongroise, dans la collection Ocora.

Toujours dans le cadre du spécial MIDEM classique, ou plutôt en guise de préface à ce voyage d'une équipe de cinquante Parisiens (producteurs, assistants et techniciens de la maison ronde), un nouveau magazine est inauguré à Cannes, le samedi 22 janvier. Désormais, toutes les six semaines, les stations régionales ou locales produiront elles-mêmes pour l'antenne nationale un contingent d'émissions consacrées aux événements musicaux de leurs régions respectives. Il y avait les « journées exceptionnelles » en province, il y aura le créneau des radios du terrain.

Au moment de la généralisation de l'enregistrement numérique, et bientôt du disque compact, France-Musique, en se « branchant » sur le MIDEM, se situe à sa manière : des matins muséographiques de Zeisel et Bourgeois faisant réentendre les voix de Brahms, Saint-Saëns et Sarab Bernhardt jusqu'en veillées extra-européennes, en passant par les débats entre professionnels sur la vidéo ou le film musical. Primo : la chaîne respecte sa vocation d'hôte du patrimoine national. Secundo : France-Musique — qui annonce de surcroît, du 29 janvier au 4 février, cent trente heures de concerts au lieu des émissions habituelles — s'affirme encore comme producteur, ou susciteur de musique vivante. Alain Durel, arrivé le 1^{er} janvier dans ses fonctions nouvelles de délégué à la coordination des programmes et services musicaux, a déclaré son intention d'associer aux programmes, autrement que lors des retransmissions habituelles, les musiciens des formations de Radio-France. Il développera aussi davantage les enregistrements pour les besoins des chaînes, en fonction de leurs politiques respectives.

Pas besoin d'être grand clerc pour imaginer que France-Musique dépendant ne « bougera » pas tellement, quoi que l'on annonce déjà. C'est un gros dinosaure manquant de studios qui fête le 12 février prochain, et tout au long de cette année, ses vingt ans d'existence, tandis que le programme musical de France-Culture — petit frère soi-disant pauvre, bien plus libéré ces derniers temps — va son chemin à l'ère chercheuse, un peu « à la mode », consacrant par exemple le mercredi 26 janvier les quatre de ses heures quotidiennes d'émissions au génial, charmant, un peu fumiste mais indispensable, Luc Ferrari. L'auteur de *Cellule 75* et de *Presque rien* n'est pas seulement un compositeur : aventurier du son, il s'exprime à merveille et regorge d'idées, pose des questions, tout, sauf banales. Ne pas manquer.

MATHILDE LA BARDONNIE.

les films

PAR JACQUES SICLIER
★ A VOIR
★★ GRAND FILM

DIMANCHE 30 JANVIER

LES FORBANS DE LA NUIT

Film anglais de Jules Dassin (1950). avec R. Widmark, G. Tierney, G. Withers, H. Marlowe, F.-L. Sullivan.
FR 3, 22 h 30 (191 mn).

Londres vue par Jules Dassin, déjà menacé par le maccarthysme mais pas encore chassé d'Hollywood. Londres des betes de nuit, des matches de catch, des trafics et des passions troubles. Tragédie à Soho pour un superbe film noir — où le lyrisme de Dassin s'exerce sur le décor social et le destin des personnages. Un retard argenté ne suffit pas à acheter le baiser d'une femme méprisante l'obsède tenancier qu'elle a épousé. Un vieux luttant meurt pour avoir cru, jusqu'au bout, que son sport était un art. Et Richard Widmark, mythomane en souliers clairs, court éperdument après l'argent, après ses chimères, trompant tous le monde et faisant, contre lui, l'union de la pègre. Widmark étonnant, et c'est peu dire, dans un film où tous les interprètes sont admirablement décrits, humanisés jusque dans leurs aspects les plus troubles.

LUNDI 24 JANVIER

LA DOLCE VITA

Film italien de Federico Fellini (1959). avec M. Mastroianni, A. Ekberg, A. Aimee, Y. Furneaux, M. Noël, A. Cuny.
FR 3, 20 h 35 (166 mn).

L'un des plus célèbres films de Fellini, celui qui clôt en tout cas sa période « narrative » avant les grandes œuvres inspirées de ses phantasmes. Un journaliste (Marcello Mastroianni) erre dans les milieux du cinéma et de la haute bourgeoisie. Exhibitions, scandales, orgies, toute une société en décadence, en plein vide spirituel, représente la crise de la civilisation occidentale au début des années 60. Une star se baigne dans la fontaine de Trevi, une jeune milliardaire joue à la prostituée, un intellectuel se suicide avec ses enfants, une mondaine se livre à un strip-tease... Mastroianni, embarqué dans les faits divers et les fêtes, devient le témoin moral de Fellini, brassant, en des images inoubliables, l'Apocalypse de Rome, la ville éternelle.

LUNDI 24 JANVIER

POIL DE CAROTTE

Film français de Henri-Georges Clouzot (1972). avec P. Noiret, M. Cheumette, F. Cohn, P. Frank, D. Kurya.
TF 1, 14 h 30 (environ 90 mn).

Le sabbat aux cheveux roux n'est pas ici bauleverant et pitoyable comme, jadis, Robert Lynen, chez Julien Duvivier. Il juge sa famille dans une étude de mœurs, incisive, dénuée de sensiblerie, et fidèle au roman de Jules Renard.

MARDI 25 JANVIER

VIENS CHEZ MOI, L'HABITE CHEZ UNE COPINE

Film français de Patrice Leconte (1980). avec T. Liotard, M. Blanc, B. Giraudou, Anémone, C. Dejoux.
A 2, 20 h 40 (82 mn).

Portraits d'un dragueur chauve et moustachu, d'un fustier, d'un parasite, chômeur presque par vocation qui s'installe chez les copains et leur rend la vie impossible. Un style et un esprit comiques hérités du café-théâtre. C'est chouette !

MARDI 25 JANVIER

LE SOLEIL EN FACE

Film français de Pierre Kast (1979). avec J.-P. Cassal, S. Audran, A. Stawert, P. Vanock, B. Bruno.
FR 3, 20 h 35 (environ 130 mn).

Au soleil du Portugal, un écrivain de gauche, atteint d'un cancer incurable, prépare la mise en scène de sa mort, entouré de ses femmes et de ses amis. Pierre Kast a filmé avec gravité et simplicité tout ce qu'il a aimé : les intellectuels, les jeux du libertinage, les attitudes philosophiques et les belles actrices. Il faut savoir « vivre sa mort ».

JEUDI 27 JANVIER

LE SOURIRE DE L'HOMME TOURMENTÉ

Film chinois de Yang Yang-gin, Deng Yimin (date non indiquée), avec L. Zhiyu, P. Hong, G. Fei, Y. Yue.
FR3, 20 h 35 (90 mn).

Film chinois inédit, s'élevant contre les dérives de la révolution culturelle (jusqu'à la chute de la « bande des quatre ») et, en particulier, la manipulation de l'information par le parti. Chose surprenante : tout cela est traité, socialement et politiquement, à travers un cas, un conflit individuel.

VENREDI 28 JANVIER

LA FIANCÉE DE FRANKENSTEIN

Film américain de James Whale (1935), avec B. Karloff, C. Clive, E. Lancaster, E. Theagar, V. Hobson.
A2, 23 h 05 (72 mn).

L'histoire mythique et prométhéenne écrite par Mary Shelley trouve une suite cinématographique où Boris Karloff est un monstre désespéré, victime de l'insouciance de la folie « scientifique » de son créateur. Grand choc final : l'apparition foudroyante d'Elsa Lancaster.

DIMANCHE 30 JANVIER

CHINATOWN

Film américain du Roman Polanski (1974), avec J. Nicholson, F. Dunaway, J. Huston, R. Polanski, P. Lopez.
TF1, 20 h 35 (122 mn).

Un thriller dont le scénario original et le personnage de détective privé font furieusement penser à Raymond Chandler. Mais Jack Nicholson mène presque toute son enquête (bien compliquée) avec un pansement sur le nez et Polanski a glissé quelque chose de cruel et de tragique dans ce film aux couleurs de la mode rétro.

Les soirées de la semaine

	LUNDI 24	MARDI 25	MERCREDI 26	JEUDI 27	VENREDI 28	SAMEDI 29	DIMANCHE 30
TF 1	20 h 35 Téléfilm : Le crime de Pierre Lacaze (fin), un mélodrame sur la justice. 22 h 05 L'enjeu , magazine économique et social.	20 h 35 Théâtre : Un roi qu'a des malheurs, de R. Fortini ; une satire de la mode « biologique ». 22 h 35 Variétés : Mégahertz ; le rock de l'année 82.	20 h 35 Les mercredis de l'information : la menace vient de la mer. 21 h 35 Série : Wallenstein, de L. Ahlsen, fresque historique.	20 h 35 Série : Julien Fontanes, magistrat : Une affaire de proxénétisme. 22 h 05 Histoire des inventions . Emission de D. Costelle.	20 h 35 Variétés : Yves Duteil. 21 h 40 Série : Marcel Sylvestre. 22 h 30 Documentaire : Sculpteurs dans la ville.	20 h 35 Série : Dallas. 21 h 35 Droit de réponse , de M. Polac. Le vêtement « A la mode de chez nous ». 22 h 50 Étoiles et toiles , magazine de cinéma.	20 h 35 Film : Chinatown, de R. Polanski. 22 h 40 Pleins feux , magazine culturel de J. Artur et C. Garblau.
A 2	20 h 35 Théâtre : La Souffrère, de R. Lamoureux. 22 h 10 Documentaire : Soleil voilé, un reportage sur le Gabon ; menace sur une coproduction ?	20 h 40 Film : Vieux chez moi, l'habite chez une copine, de P. Leconte. 22 h 10 Mardi chinois . Avec J. Carmet et P. Richard.	20 h 35 Téléfilm : Credo, de J. Deray : les dangers de la foi en Union soviétique. 22 h 10 Document : Culture en Rte., regards, de F. Reichembach.	20 h 35 Magazine : Résistances : les droits de l'homme. 21 h 40 Magazine : les enfants du rock. Randy Newman ; Spécial boxe.	20 h 35 Feuilleton : Capitaine X. 21 h 35 Apostrophes , de B. Pivot. Variation sur le pouvoir. 23 h 05 Club-club : La fiancée de Frankenstein, de James Whale.	20 h 35 Variétés : Champs-Élysées, de M. Drucker. 21 h 50 Série : Théodore Chabrier. L'histoire à travers la vie d'une famille moyenne allemande. 22 h 50 Histoires courtes . 45 jours de « mitard ».	20 h 35 Variétés : Chansons sans frontières. 21 h 55 Série documentaire : Roule... roulier. 22 h 40 Concert magazine .
FR 3	20 h 35 Film : la Dolce vita, de F. Fellini. 23 h 50 Magazine de la mer : Thalassa. 0 h 35 Prélude à la nuit : Tolmann.	20 h 35 Film : le Soleil en face, de P. Kast. 22 h 45 Bien entre-moi : la condition féminine en Guadeloupe. 23 h 40 Prélude à la nuit : Mozart.	20 h 35 Agora : la liberté d'aimer. Trois pays (France, Suisse, Canada) autour de ce thème. 0 h 05 Prélude à la nuit : Ravel.	20 h 35 Cinéma sans visa : le sourire de l'homme tourmenté, de Yang Yanjiu Deng Yimin (Chine). 22 h 10 Débat . 22 h 45 Prélude à la nuit : Chopin.	20 h 35 Le nouveau vendredi : Suivez l'azanas, de A. Gaillard. 21 h 35 Téléfilm : Fragments d'exils. 23 h Prélude à la nuit : Brahms.	20 h 35 Opéra : Rusalka, de Dvorak. 23 h 25 Musichh . Concerto pour violon en ré mineur de R. Schumann.	20 h 35 Le choc des énergies ... 21 h 35 Court métrage : le Retour de Pierre et l'Arbre vient. 22 h 30 Film : les Forbans de la nuit, de J. Dassin. 0 h Prélude à la nuit .

TELEVISION

Téléfilm

La foi : une maladie qui s'attrape

On a trouvé un missel et un chapelet dans le bureau d'un professeur de sociologie à l'université de Moscou. Il est convoqué au K.G.B. par un commissaire et une « psy ». Croirait-il en Dieu par hasard ? Oui ? Embêtant, très embêtant. Surtout dans son cas. Il risque de contaminer ses élèves. La foi en la Sainte-Trinité, ça relève de la maladie, la maladie mentale. Et ça s'attrape.

Pendant quatre-vingt-dix minutes, Jean-Louis Trintignant va tenir tête à Bernard Heller et à Nicole Courcel. Ils sont remarquables tous les trois. Il s'agit-là d'un fait vrai. Jean-Claude Carrière l'a découvert dans les colonnes de ce journal il y a quelques années. Il est tombé entre-temps sur un traité du siècle dernier : la démonstration, par un révérend père jésuite, que tous les athées sont des fous. Les juifs et les protestants aussi d'ailleurs. D'où l'idée de cette dramatique tournée dans sa continuité, du premier au dernier plan, par Jacques Deray.

Belle affiche. La télé nous en offre rarement de semblables. Une chose à voir. Nous y reviendrons.

CLAUDE SARRAUTE.

* CREDO, le mercredi 26 janvier, A 2, 20 h 35 (95 minutes environ).

Série

Voyages sans griserie

On désespérerait de sortir de nos frontières. La France, c'est bien beau, mais on l'a sous les yeux grandeur nature sans besoin de la voir au feuilleton au petit écran. « Madama S.O.S. » est morte et, espérons-le, bien enterrée. « L'épingle noire » au placard, il ne reste plus qu'à se débarrasser de « Merl Sylvestre ». Mais aussi, un autre est là, « Capitaine X », en six épisodes réalisés par Bruno Gantillon et écrits par San Bartolome et Cecil Saint-Laurent, alias Jacques Laurent, l'auteur de « Caroline chérie », un écrivain qui sait raconter des histoires pour tous les publics. C'est plutôt bon signe.

Ce nouveau-né, truffé d'images-clichés du style « Club Méditerranée », s'il n'a rien d'exceptionnel, aura au moins le mérite de nous promener à Vienne, Constantinople, Paris ou dans le désert de Syrie. Ces lieux magiques, hautement stratégiques, appellent des hommes forts, musclés, des héros ou des traîtres. D'abord, le capitaine X, beau et séduisant comme Pierre Malet qui l'interprète, jouera un officier des services français aux prises avec des espions allemands ou anglais. Ensuite, une multitude d'autres personnages — militaires ou fripouilles extravagantes, comme l'un d'eux eux, de père hongrois, de mère hindoue, ayant perdu un bras en Roumanie... — groupés autour des grandes causes nationales et idéologiques de ce siècle.

Si l'action stationne dans le premier épisode, victime de la torpeur climatique du désert, le deuxième prend l'air, sur un bateau, où les coups s'échangent, où le dessin du monde se joue à la roulette.

« Capitaine X » commence directement après la première guerre mondiale : il se feuillette distraitement comme un roman-photo : aucune émotion forte, aucun risque de méningite. Bref, un voyage à peine grisant.

MARC GIANNÉSINI.

* CAPITAINE X, à partir du vendredi 28 janvier, à 20 h 35, sur A 2 (55 minutes environ).

Fascination de l'or noir

FR3, ces derniers temps, est attiré par les grandes étendues sablonneuses. Non que sa grille de programmes soit désertique, mais la chaîne de M. André Holleaux cherche l'or noir. Dans les semaines à venir, elle nous offrira une vie de Conrad Killian, un géologue incompétent, qui eut le malheur de découvrir le pétrole au Sahara. Il est trop tôt pour en parler.

Parlons plutôt du choc des énergies, une série documentaire en trois épisodes, signée Colette Bourdache et Claude Givray. Une ligne directrice élastique, historique : du Temps des pionniers diffusé le 23 janvier (qui évoquait le passage du charbon au pétrole au début du siècle) au Temps des consommateurs, sur la crise de 1929 aux États-Unis, en passant par le Temps des producteurs consacré aux nationalisations des compagnies pétrolières, tout est dit, simplement.

On glisse d'un épisode à un autre sans s'en rendre compte. Le didactisme, inhérent au documentaire est ici illustré par des images d'archives bien choisies, ponctuées de commentaires pertinents : une leçon de gai savoir.

M. G.

* LE CHOC DES ÉNERGIES, le dimanche 30 janvier, FR 3, 20 h 35 (55 minutes environ).

TF 1

A 2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 24 JANVIER

11 h 15 TF 1 Vision plus.
12 h 15 Météorologie (et à 19 h 5).
13 h 30 Atout cœur.
13 h 45 Journal.
14 h 50 Les après-midi de TF1 d'hier et d'aujourd'hui (et à 15 h 50).
14 h 30 Film : Poil de Carotte, de Henri Groussin.
15 h C'est à vous.
16 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rive.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 8'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : le Crime de Pierre Lacaze.
D'après le roman de J. Laborde. Adapt. S. Ganel, réal. J. Delannoy avec R. Hanin, M.-F. Pisier, M. Creton... (2^e épisode). Pierre Lacaze, présumé coupable du meurtre d'une jeune fille, sera innocenté grâce à la perspicacité du juge d'instruction, une femme dont il tombera amoureux.
22 h 5 L'enjeu.
Magazine économique et social de F. de Closets, R. de La Taille et A. Weillier.
23 h 5 Journal.

12 h Journal.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 45 Série : La vie des autres.
14 h 50 Aujourd'hui la vie.
15 h 50 Série : Héros police d'État. (Diffusé le 21 janvier à 21 h 40).
17 h La télévision des télé-spectateurs.
17 h 40 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : La Souffrance, de R. Lamoureux, réal. P. Planchon. Avec R. Lamoureux, D. Coccardi, D. Lebrun.
L'Oncle Alphonse vit de beaux jours en compagnie d'une belle soubrette, quand son neveu en veut à son argent... Une comédie légère qui froie la catastrophe.
22 h 10 Documentaire : Soleil voilé, réal. D. Lecomte.
(Lire notre sélection.)
23 h Journal.

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
S.O.S. environnement.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 35 Film : La Dolce Vita (le Docteur de verre) de Federico Fellini.
23 h 20 Journal.
23 h 50 Magazine de la mer : Thalassa.
0 h 35 Prélude à la nuit.
Concert en ré majeur de G.-P. Telemann, par le quatuor de flûte « Accademia ».

* R.T.L. 18 h 45, Benny Hill Show ; 20 h, Le grand jeu, émission musicale de A. Tournier ; 21 h, la Jeunesse verte, film franco-italien de C. Autant-Lara.
* T.M.C. 20 h 35, le Grand Prix, film de G. Jorja ; 22 h 10, Club 06, émission de variétés.
* E.T.R. 19 h 55, T86-film : Psycho-week-end tous frais compris. Réal. J.-M. Desplantes.
* T.E.L. 2, 19 h 55, Histoire du plaisir d'été ; 20 h 30, Soirée wallonne : show Émile Stoen.
* T.S.R. 20 h 10, Spécial cinéma, magazine de cinéma.

MARDI 25 JANVIER

11 h 15 TF 1 Vision plus.
12 h 15 Météorologie (et à 13 h 5).
13 h 30 Atout cœur.
13 h 45 Journal.
14 h 50 Les après-midi de TF1 : Féminin présent.
15 h C'est à vous.
16 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rive.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 8'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 35 Théâtre : Un roi qu'a des millions.
De René Forlani ; enregistré au Théâtre La Bruyère à Paris, mise en scène M. Risch avec D. Patruel, M. Luciani, J. Staup... réal. J.-P. Sassy.
Entré dans une clinique où l'on traite les patients par les plantes, Bergson rencontre un banquier éthylotique, une librairie nymphomane, un abbé défrayé et enfin un écrivain déprimé : une satire de la médecine « bio ».
22 h 35 Variétés : Mégahertz.
D'Alain Mabané.
De Mink De Ville à Fillardi en passant par The Gogo's, les meilleurs reportages de rock de l'année 1982.
23 h 20 Journal.

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 45 Émissions régionales.
14 h 50 Série : La vie des autres.
15 h 50 Aujourd'hui la vie.
16 h 50 Reprise : La nouvelle affiche.
(Diffusé le 23 janvier à 20 h 35).
16 h 45 Entre vous.
De L. Bériot. (Diplômés sans exil). Témoignage sur une association d'écrits aux étrangers.
17 h 40 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
20 h 40 Film : Vient chez moi, l'habite chez une copine, De Patrice Leconte.
22 h 10, Mardi cinéma.
Avec Jean-Claude et Pierre Richard.
23 h 20 Journal.

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Union démocratique bretonne.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 35 Film : le Soleil en face.
De Pierre Kass.
22 h 15 Journal.
22 h 45 Bleu Outre-mer : Gaudeloupe, Michèle Gervais, Aurélie et les autres...
De M. Colati.
Quatre jeunes femmes, quatre Antillaises, ont choisi de rompre le silence de leur pays. Un témoignage sur la condition féminine aux Antilles, qui remet en cause le comportement de l'homme antillais. Une réflexion aussi sur le cadre socio-économique qui favorise certains comportements.
23 h 40 Prélude à la nuit.
« Fantaisie en ré mineur », de W. A. Mozart par l'Orchestre du piano.

* R.T.L. 21 h, le Carrousel de la nuit de R. Kennedy ; 22 h 55, Vainc glorieux : le magazine des sites, installations, de R. Griss. « Aujourd'hui » : les championnes.
* T.M.C. 20 h 35, Aventures astrales : le requin ; 21 h 40 T86-cinéma-Vidéo, magazine de cinéma et de la vidéo.
* E.T.R. 20 h 50, Documentaire : Il y a cinquante ans l'Allemagne. La prise du pouvoir par Hitler ; 22 h, Grâce à la musique : L'ist.
* T.E.L. 2, 20 h 55, Cybèle Toranadé ; 21 h 30, film de A. Esquivel.
* T.S.R. 21 h 50, Le choc du futur : les métamorphoses du siècle ; 22 h 5, Les écrivains romains ; E. Berlioz.

MERCREDI 26 JANVIER

10 h 15 Vision plus.
Émission du C.N.D.P.
12 h 15 Météorologie (et à 13 h 5).
13 h 30 Atout cœur.
13 h 45 Journal.
14 h 50 Un métier pour demain : réceptionnaire d'hôtel.
15 h 50 Mer-cra-dis-moi-tout.
16 h 45 Jouer le jeu de la santé.
18 h 50 Les pieds au mur.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rive.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 8'il vous plaît.
19 h 53 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Les mercredis de l'information : la menace vient de la mer.
Reportage de Ch. Brinecourt, M. Breane et R. Pescadère.
De quels moyens dispose la marine nationale française ? L'équipe des « Interocéans de l'information » a passé huit jours à bord du Foudroyant, un sous-marin nucléaire lanceur de missiles.
21 h 35 Série : Wallenstein.
De L. Ahlsen. Réal. F.-P. Wirth, avec Boyesen, R. Pehny, W. Freindl...
L'occupation de Munich par le roi de Suède amène Ferdinand II à convoquer Wallenstein de reprendre le commandement armé. Une fresque classique.
23 h 5 Journal.

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 45 Émissions régionales.
14 h 50 Série : La vie des autres.
15 h 50 Les carnets de l'aventure.
16 h 50 Dessins animés.
17 h 40 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
20 h 35 Téléfilm : CREDO.
De J. Deray, avec J.-L. Trintignant, N. Courcel, B. Haller, C. Anger... (Lire notre sélection.)
22 h 10 Document : Culture en fête, regards.
De la fête de la musique à l'affiche publicitaire en passant par la bande dessinée, les images « culturelles » de Reichenbach. Avec la participation de nombreux artistes et de M.M. Jack Lang, ministre de la culture, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'industrie et de la recherche, et Jack Ralite, ministre de la santé.
23 h 10 Journal.

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Union du peuple corse.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 35 Agnès : la liberté d'aimer.
Émission de la Communauté des télévisions francophones, en duplex Paris-Montréal-Geneve.
Trois fictions de vingt minutes chacune : « Tous les âges », de Jean Carrière, on les réunit de parents face aux aventures de leur fille : « Moi, c'est pas pareil », de Valérie Blerens de Haan, les retrouvailles d'une épouse avec son chef de service ; « Elle pourrait être ta mère », de Lise Lemay-Rousselle, la différence d'âge dans le couple. Chacune de ces fictions qui sont diffusées dans chacun des pays sera suivie d'un grand débat avec les différents publics.
23 h 35 Journal.
0 h 5 Prélude à la nuit.
« Fantaisie en ré mineur », de W. A. Mozart par l'Orchestre du piano.

* R.T.L. 18 h 45, Foulleux ; 21 h, le Fleuret et la Violence, film français de P. Labro ; 22 h 30, Portrait d'artiste ; Zaka et ses collages de papiers peints.
* T.M.C. 20 h 35, Paris au bord des lèbres : Les championnes du voyage parisien entre 1900 et 1963, accompagnées par des champions ; 22 h 10, Gogo rythmes, émission de variétés.
* E.T.R. 20 h 55, variétés : vidéogram ; 21 h 45, Planète des hommes, films ethnographiques.
* T.E.L. 2, 19 h 55, Sports 2 : spécial Rallye Paris-Alger-Dakar...
* T.S.R. 20 h 5, Atari, film américain de H. Hawks.

JEUDI 27 JANVIER

11 h 15 Vision plus.
12 h 15 Météorologie (et à 18 h 5).
13 h 30 Atout cœur.
13 h 45 Journal.
14 h 50 Objectif santé : vieillir et réagir.
15 h Les rendez-vous du jeudi.
Émission du C.N.D.P.
16 h C'est à vous.
16 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rive.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Libre expression.
C.F.D.T.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Julien Fontanes magistrat, de J. Cosmos, réal. Le Franc, avec J. Morel, S. Artur, L. Coste...
Trois prostituées entreprennent de dénoncer le réseau de proxénétisme auquel elles appartiennent. Non sans risque, Julien Fontanes se charge de l'affaire.
22 h 5 Histoire des inventions : Inventer pour tuer.
Émission de D. Costelle.
N° 5 : Arquebuses du temps passé, guillotine de 1789, Kalachnikov, M-16, etc. Inventer pour en finir. Avec le colonel Royer, Frédéric Potcher et le docteur Soubiran : un documentaire allégre qui se voit comme une bande dessinée.
22 h 55 Journal.

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Sport : ski.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h 50 Aujourd'hui la vie.
15 h Téléfilm : L'homme de papier.
De W. Graham.
Une carte de crédit bancaire tombe par erreur dans les mains d'un étudiant en informatique. Il va créer un personnage imaginaire...
16 h 20 : Un temps pour tout.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Résistances, de M. Thoulouze, présentation B. Langlais, réal. Desfons.
Nouveaux magazine mensuel consacré aux attitudes portées aux droits de l'homme en France et à l'étranger.
21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
Randy Newman, un samedi en décembre. L'impeccable : spécial boxe.
23 h 25 Journal.

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Union du peuple corse.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma sans visa.
De J. Lacouture et J.-C. Guilleband, avec un débat à 22 h 10.
22 h 40 Film : Le sourire de l'homme tourmenté.
De Yang Yuyin Deng Yimin.
22 h 35 Journal.
22 h 45 Prélude à la nuit.
Étude n° 1 - Lento - opus 25 de F. Chopin par J.-B. Pionnier au piano.

* R.T.L. 21 h, Aventures à New-York, 16-film américain de A. Heller, on En voyage Sincere, film britannique de R. Boulting ; 22 h 45, Essais, le magazine de l'automobile.
* T.M.C. 20 h 35, les Plantes de grande chimie, film de R. Gicquel ; 22 h 20, Débat : « La compétition automobile face à la voiture de monsieur tout le monde ».
* E.T.R. 20 h 20, la Vie devant soi, film de M. Miarhi ; 22 h 10, Le carrousel aux images, actualités cinématographiques.
* T.E.L. 2, 20 h 50, Opéra : Der Ring der Nibelungen, Tétralogie de R. Wagner ; 22 h 10, Carnet du court-métrage, belge, émission de J. Bégelot.
* T.S.R. 21 h 10, la Lumière d'A. Gédé, film de J.-P. Gaudier ; 22 h 5, la Mort d'un cycliste, film de J.-A. Bardem.



La vidéo en uniforme

« L'établissement cinématographique et photographique des armées a formé toute une génération de cinéastes, de Lelouch à Albicocco. Demain, ce sont les créateurs vidéo qui sortiront du fort d'Ivry. » A l'appui de son affirmation, le colonel Jeanmarie Thomas, directeur de l'E.C.P.A., ne manque pas d'arguments. En septembre 1979, le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) décide de produire un magazine mensuel, diffusé sur FR 3 le samedi à 13 h 30, et l'E.C.P.A. s'équipe avec un matériel professionnel de production.

Depuis, le magazine Horizon en est à son quarante-cinquième numéro et la vidéo porte allègrement l'uniforme : quinze heures de production en moyenne par an et une diffusion de dix mille cassettes en trois ans. Il ne s'agit plus seulement d'alimenter l'émission de FR 3 mais de produire des documents d'information et de formation pour les armées ou des produits de promotion pour le matériel de la défense. Dans tous ces domaines, l'introduction de la vidéo ne se réduit pas à un simple changement de support technique, elle entraîne souvent une modification du style et de l'exploitation du document.

Cette évolution est particulièrement sensible pour le film d'instruction, ce fameux pensum audiovisuel du service militaire. « Tel qu'il était conçu traditionnellement, le film d'instruction ne servait pas à grand-chose, reconnaît le colonel Jeanmarie Thomas. La souplesse d'utilisation de la cassette vidéo nous a permis de le faire évoluer en plusieurs modules : le premier a une fonction de sensibilisation générale, les autres ont une portée plus didactique et utilisent toutes les ressources du ralenti, du banc-titre ou de l'animation. »

L'informatisation des archives

Deux cents personnes travaillent actuellement au fort d'Ivry. Des officiers et des sous-officiers, bien sûr, des personnels civils de la défense nationale, des réalisateurs engagés à temps partiel, mais surtout les élèves des principales écoles d'audiovisuel appelées sous les drapeaux. Sélectionnés par l'E.C.P.A., ils s'engagent pour deux ans et peuvent travailler durant cette période sur une quarantaine de sujets vidéo, une dizaine de courts métrages, de films et autant de

montages diapositives. Une formation pratique qu'une école professionnelle n'aurait aujourd'hui en mesure d'offrir.

Mais l'E.C.P.A., c'est aussi un extraordinaire patrimoine audiovisuel : deux millions et demi de documents photographiques — dont les plus anciens remontent à 1876 — et soixante-dix mille bobines de films, soit plus de quinze mille titres.

Ce patrimoine est utilisé par les armées, mais aussi largement exploité par le cinéma et la télévision : Alain Decaux et Jean-François Kahn y ont recouru pour leurs séries historiques, Henri de Turenne pour ses films de montage. Mais cette banque d'images était doublement menacée. D'abord, parce que la plupart des documents anciens sont sur des supports très périssables. Ensuite, parce que, faute d'une analyse rationnelle du fonds, ce sont toujours les mêmes images qui sortent et que le potentiel des archives est ainsi sous-exploité.

Evitant la traditionnelle marginalisation de l'audiovisuel dans les institutions, l'E.C.P.A. a réussi à intégrer le sauvetage des archives dans les plans quinquennaux des armées. Et deux vagues successives, de 1984 à 1989 et de 1990 à 2000, dans leur ensemble, ces images seront transférées sur des supports plus sûrs. Parallèle-

ment, une équipe de documentalistes travaille à l'exploration systématique du fonds liée à son informatisation. En décembre 1985, les quinze mille titres cinématographiques seront entrés dans la base de données. Les trois années suivantes seront consacrées à la saisie des documents photographiques. Ces données seront stockées dans les mémoires du CEDOCAR, le centre informatique central des armées, connecté à tous les terminaux de consultation, ce qui autorisera à terme une utilisation très décentralisée.

« Nous avons choisi un système d'analyse et de mots-clés volontairement large, explique le colonel Jeanmarie Thomas. Les documents que nous avons sur la campagne d'Indochine, par exemple, sont tout aussi passionnants d'un point de vue strictement militaire que pour la compréhension de la culture coloniale, de la religion ou de la sexualité. En évitant un système de lecture trop ciblée, nous voulons inciter à une approche plus créative des archives. »

Pour atteindre pleinement cet objectif, l'informatisation des images doit s'accompagner d'une possibilité de visualisation immédiate. A titre de démonstration, l'E.C.P.A. a stocké cent films et un millier de photos sur vidéodisques Thomson couplés avec la base de données. Une expérience que les armées seraient prêtes à poursuivre si l'industrie française envisageait de reproduire la production du vidéodisque.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

VIDEOCASSETTES SELECTION

JACQUES BREL

1966 : dernière tournée de Jacques Brel à l'île Maurice, Madagascar et Djibouti. Sur ces petites scènes de fortune, il chante avec toute sa passion, son admirable métier, les grands classiques : Madouline, Ne me quitte pas, Quand je serai vieux.

Claude Vernick, avec l'accord de Jacques Brel, a tenté de marier les chansons et les images de lieux. Pari difficile : le Plat Pays, sur les sables de Madagascar, cela passe mal. Les Bergers sur les visages des paysans de Djibouti, c'est presque convaincant.

Pourquoi vouloir illustrer ce qui s'impose de soi-même : l'érotisme, la conviction de ce visage filmé en noir et blanc par une pellicule trop sensible qui accuse la fatigue et la tension ? Pourquoi ne pas laisser parler ces plans de scène et de coulisses où Jacques Brel rayonne de simplicité, de gentillesse et d'intelligence.

« Jacques Brel, sa dernière tournée. » Edité et distribué par Polygram-Vidéo, Collection Spectra.

INITIATION A LA GESTION

Vidéo gestion s'est lancée dans une aventure difficile : éditer une collection de films de formation professionnelle accessible au grand public. Per leur clarté, leur rigueur et leur équilibre, les premiers produits méritent qu'on soutienne cette initiative. Quatre cassettes de deux heures chacune sont consacrées à la présentation de la comptabilité générale des entreprises : initiation aux écritures comptables, opération d'inventaire. La vocation « grand public » de cette série explique son prix de vente particulièrement compétitif : 800 francs l'unité.

Une seconde perution en deux cassettes concerne le nouveau plan comptable présenté par trois spécialistes. Accompagné d'un livret d'exercices de 200 pages, cet ensemble

s'adresse à des comptables expérimentés. Son prix, 4 150 francs, le destine aux entreprises.

« La Gestion, édité par Vidéo-gestion, 30, rue Notre-Dame des Victoires, 75002 Paris (tél. : 260-08-52).

FILMS

Films récents

Labyrinth man, de David Lynch, avec John Nance et Charlotte Steward. Edité et distribué par VIF.

L'Homme de fer, d'Andrzej Wajda, avec Krystina Janda et Lech Walecki. Edité par U.G.C. vidéo et distribué par R.C.V.

Jeux d'espion, de Ronald Naame, avec Glenda Jackson et Walter Matthau. Edité et distribué par Thorn EMI vidéo.

Espion tève-toi, d'Yves Boisset, avec Lino Ventura, Michel Piccoli et Bruno Craver. Edité par U.G.C. vidéo et distribué par R.C.V.

New-York 42, de Paul Morrissey, avec Orson Bean et Mark Koyfuss. Edité et distribué par Prosopée Editions.

Films classiques

Orfeu Negro, de Marcel Camus, avec Marpessa Dawn et Bruno Mello. Edité par La Guéville vidéo et distribué par R.C.V.

La Colline des potences, de Delmer Daves, avec Gary Cooper et Marie Schell. Edité et distribué par Warner home vidéo.

Ye ye, mon général, de Jerry Lewis, avec Jerry Lewis. Edité et distribué par Warner home vidéo.

La Reptile, de Joseph Mankiewicz, avec Kirk Douglas et Henry Fonda. Edité et distribué par Warner home vidéo.

Violence et passion, de Luciano Visconti, avec Burt Lancaster, Helmut Berger et Sylviane Mengoni. Edité et distribué par G.C.R.

J.-F. L.

PRATIQUES

VIDÉO

Allo vidéo

Une erreur s'est glissée dans le numéro de téléphone de la société Allo vidéo (Le Monde Dimanche du 27 décembre), erreur d'autant plus regrettable que cette société, comme son nom l'indique, loue des vidéocassettes par téléphone. On peut donc la contacter au 738-10-20.

Index

Pour les passionnés de vidéo qui se perdent dans le dédale de leurs enregistrements, la société Agfa a conçu un index vidéo. Chaque fiche permet de noter le numéro de la cassette, le titre, la durée et la date de l'enregistrement. La position du compteur ainsi que des renseignements plus techniques. L'index comporte aussi des étiquettes autocollantes pour d'éventuelles réenregistrements. Présenté sous la même forme qu'une vidéocassette, l'index Agfa est offert pour l'achat de trois cassettes V.H.S. 180 de la même marque.

Matériels de transfert

La société Kides photo ciné a récemment introduit dans son catalogue la gamme des accessoires GOKO. Cette firme japonaise est notamment spécialisée dans les matériels de transfert film/vidéo et la post-production grand public. Ces instruments s'adressent donc à des passionnés de l'audiovisuel ayant une démarche résolument créative.

Le multicopieur VS 10 permet d'opérer le transfert de toutes images, film et cinéma, sur support vidéo ou film. Mais cet instrument permet encore bien d'autres manipulations. Des volets, situés au-dessus et en dessous du boîtier du VS 10, permettent de varier les effets de titre et pour les variations de lumière. Des leviers de commandes permettent la superposition de deux images ou de titre sur l'image par jeux de miroirs escamotables. En titreur, le VS 10 peut s'utiliser avec un dérouleur à vitesse variable. La commande de tous ces effets est effectuée à distance grâce à un boîtier relié par fil.

Sous la même marque, on trouve un télécinéma pour transfert du super-8 à la vidéo. D'un excellent rapport qualité/prix (moins de 4 000 francs), il permet aux amoureux de la surface sensible de perpétuer la compétition entre les différents supports. Le système de reproduc-

tion donne des images de bonne qualité, et un prisme multifaces permet d'éviter complètement l'effet de scintillement à toutes les vitesses (18 ou 24 images/seconde). Un système centralisé de contrôle facilite la prise de vues. La duplication de la bande son se fait par raccordement direct sur la magnéto. Un support réglable en hauteur autorise tous les formats de caméra disponibles sur le marché.

PHILIPPE PELAPRAT.

* Idées photo ciné : 26, rue Corat, 75020 Paris (tél. : 371-47-08).

HI-FI

NAD : une autre idée de la hi-fi

Si l'on en croit l'argumentaire de la maison, la marque NAD se définit plus comme un réseau affirmé d'amoureux de la haute fidélité que comme une entreprise commerciale. L'organisation de ventes, qui recouvre vingt-cinq pays, participe à l'élaboration de la stratégie et travaille en étroite collaboration avec les équipes de conception technique pour proposer des produits très performants aux prix les plus bas possibles.

Même si le vérité est moins féérique, la notoriété de la marque et les louanges de la presse technique spécialisée indiquent que nous avons affaire à un matériel peu ordinaire. Le modèle 3020 est un exemple remarquable de savoir-faire. Eric Edvardson, le concepteur de cet ampli-correcteur de deux fois 40 watts, a tout mis sur la musicalité. La « gâgétisation » à outrance est bannie au profit d'un coffret simple, pourvu du minimum de commandes indispensables : sélecteur de sources à quatre entrées, deux filtres physiologiques, une balance, un réglage grave et aigu, un bouton de volume agrémenté d'une rangée de diodes indicatrices de niveau. L'écoute semble faire l'unanimité des critiques. On parle d'une « transcription sonore extrêmement limpide ».

Le modèle 3140 est nettement plus « musclé ». Un indicateur de crêtes, quelques fonc-

tions complémentaires et une commutation offrant 170 watts en mono ou stéréo font l'essentiel de la différence.

Ces deux amplificateurs-correcteurs prennent place dans un catalogue où figurent deux autres modèles d'ampli-préampli, deux types de tuners et de lecteurs de cassettes, ainsi qu'une platine tourne-disques.

Ph. P.

PHOTO

Kits pour la « repique » des photos

Malgré tous les soins de préparation apportés aux opérations d'agrandissement, les épreuves photographiques présentent toujours quelques défauts ayant diverses causes : poussières retombées sur le film gâté dans le passage-rues de l'agrandisseur, tâches dans l'émulsion, déchirures microscopiques ou rayures accidentelles de la surface sensible, etc.

Ces défauts peuvent être éliminés par un travail de « repique » effectué avec un pinceau très fin et consistant soit à essuyer ou à colorer une tache blanche, soit à éclaircir ou à supprimer une tache ou une rayure sombre. Pour résoudre tous les cas de « repique » des épreuves ou des films, en noir et blanc comme en couleurs, la firme Péléo a mis dans le commerce trois nécessaires comportant les produits utiles et spécifiques à un groupe d'émulsions :

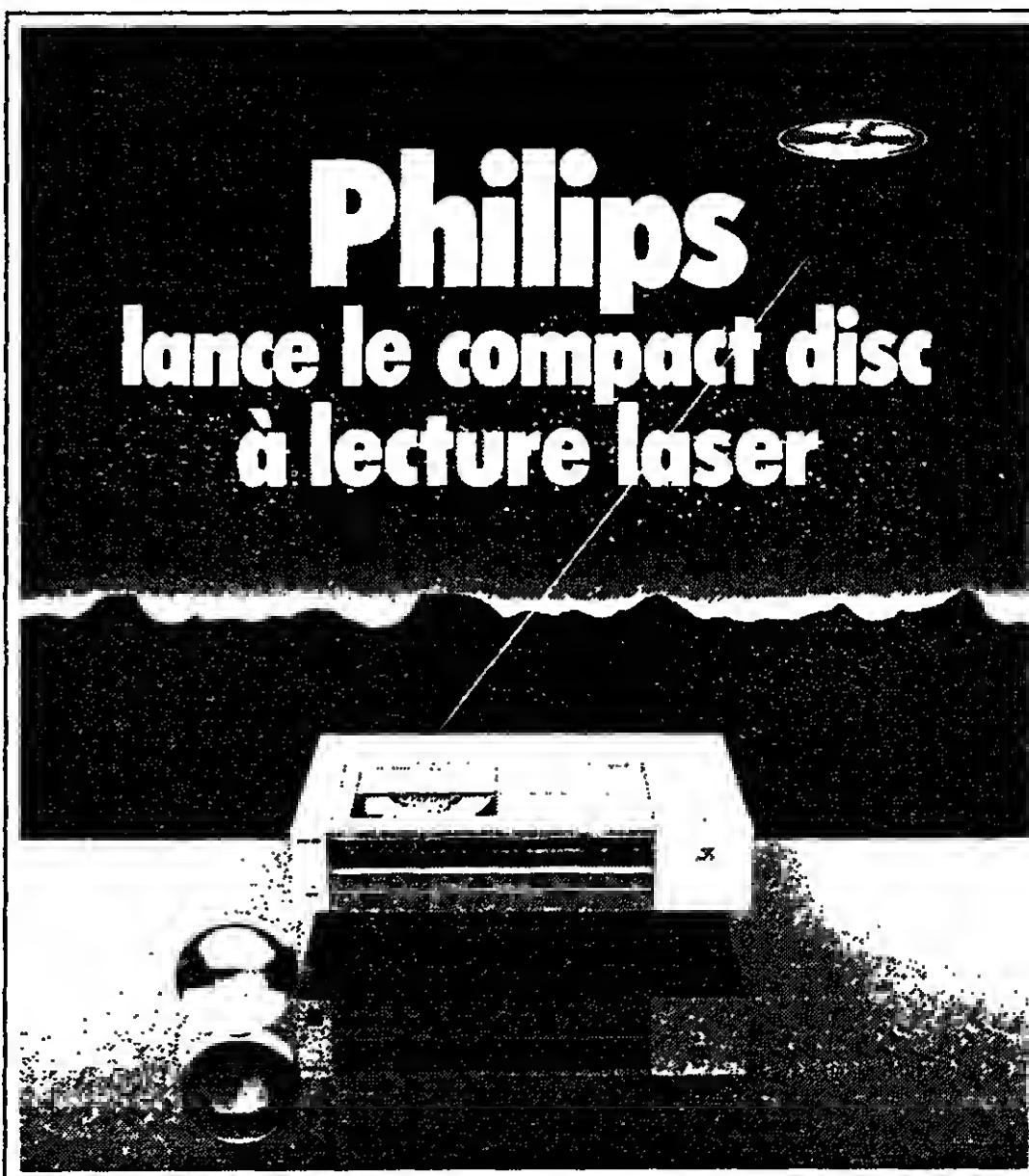
— Le kit noir et blanc, destiné à la « repique » des papiers et des films noir et blanc. Il comporte des flacons de produits effaçant ou renforçant les gris, des flacons de vernis de masquage et de solvants ;

— Le kit couleur O, réunissant les produits de « repique » des papiers polychromes. Ce sont essentiellement des produits qui renforcent les rouge, jaune, magenta, cyan, brun et blanc, ainsi que des tons chair ;

— Le kit couleur T, plus particulièrement destiné à la « repique » des diapositives et des papiers en couleurs de type positif. Quatre flacons renforcent les couleurs nécessaires aux diverses opérations.

Dans les trois boîtes de produits, se trouvent un mode d'emploi et un pinceau en marteau approprié au type de « repique » à effectuer.

ROGER BELLONE.



Plus de 50 centres de démonstration en région parisienne

Pour connaître le plus proche de votre domicile téléphonez au : 523.00.00

COMPACT
disc
DIGITAL AUDIO

Philips le son laser

DISQUES

Classique

« Le Temple de la Gloire » de Rameau

Cette fois-ci, le doute n'est plus permis : le retour de Rameau prend, en cette année du tricentenaire de la naissance, des allures de célébration nationale. En témoigne la récente enregistrement du Temple de la Gloire par Jean-Claude Malgoire, bien décidé à ne plus laisser le champ libre à ses rivaux anglo-saxons dans la programmation de la fête.

Écrit sur un livret de Voltaire en l'honneur de la victoire de Fontenoy (1745), cet opéra-ballet veut certes plus par la qualité de la musique en soi que par l'intérêt d'une intrigue élitigieuse pour laquelle pourtant l'écrivain s'était donné beaucoup de mal, introduisant des éléments de réflexion critique sur le maître de roi, qui, nous disant les ennemis, n'avaient guère été du goût de Louis XV.

De ce point de vue, la partition brille de mille feux, tant à l'orchestre, là qui sonne puissant et coloré avec trompettes, tambours, cors d'harmonie en mi, hautbois, bassons et cordes et donne à la superbe ouverture, traversée d'harmonies novatrices, un relief étonnant, que dans le traitement des voix, où l'intensité de la diction s'accorde à un sens du lyrisme digne d'être comparé à celui de l'école italienne du temps.

Disposant pour cette exhumation de sa Grande Écurie habituelle, de l'excellente chorale Jean Bridier et d'un plateau de chanteurs français (ou résidents en France), à l'exception de John Elwes, irréprochable dans les deux rôles de Bacchus et de Trajan, Malgoire nous propose une lecture frémisante de feu et de vie. Guidée par une juste intuition musicologique, elle rend compte de toutes les beautés de la musique, du modérisme de l'ouverture comme de la découpe fiévreuse des densités, s'appuyant sur cette dynamique du coup d'archet caractéristique de l'approche baroque.

Et puis, il y a l'édification exemplaire — style et voix — des chanteurs, pour qui la prosodie française est une prosodie naturelle. Nous avons suffisamment déploré en d'autres temps la discrétion coupable (pour ne pas dire plus) de nos compatriotes dans la réinvention d'un répertoire qui aurait dû, depuis longtemps, mobiliser toutes les énergies nationales, pour ne pas applaudir ici aux performances de Brigitte Ballemy ou Isabelle Poulenard, qui n'ont rien à envier aux étrangers quant à la pureté du timbre et de l'émission (exemple de tout vibrato fâcheux).

Déplorons, néanmoins, le fait que cette version soit amputée de la magnifique Ariette finale de Trajan, les Oiseaux dans la ramure, à l'acte III. Mais cela ne retire rien au plaisir éprouvé tout au long d'une félicitation qui prouve avec éclat que Jean Philippe est (enfin) redevenu prophète en son pays ! (Deux disques C.B.S., 02 37858.)

ROGER TELLART.

Schubert par Richter

Deux disques enregistrés en public, au Japon, par Sviatoslav Richter (sans qu'on nous dise à quelle date) nous apportent quatre sonates de Schubert qui n'encombrent pas les catalogues, surtout les deux premières : la 9^e en si majeur O. 675 (1817) et la 2^e en fa mineur O. 625 (1818), auxquelles s'ajoutent la 13^e en la majeur O. 664 (1818), écrite pour le « charmant » M^{re} Josephine von Koller, et la bouleversante 14^e Sonate en la mineur D. 784 (1823), toutes composées entre vingt et vingt-six ans.

L'interprétation de la plupart de ces pages paraît de prime abord trop lente, pesante et mélancolique, mais il est impossible de s'en détacher, tant on est pris par la densité de la pensée et le sentiment poignant de toucher au cœur de l'être, à travers ce piano aux sonorités angéliques, aux plans sonores translu-

cides, qui s'emplissent parfois d'une énergie farouche et désespérée.

Richter, dont on connaît le tempérament dépressif, n'est peut-être jamais allé aussi loin dans la détresse et la nostalgie. Même la Sonate en si majeur, pourtant enjouée, optimiste et rebondissante, est avec lui trop sérieuse, jamais vraiment gaie, toujours retenue et un peu scolaire. Et la Sonate en la majeur devient si pensif, avec un andante horriblement mélancolique, que seul le final vif et délicieux pour lui rendra sa jeunesse, même si le pianiste n'esquise qu'un demi-sourire.

Meis il ne majeure pas le climat de la Sonate en fa mineur, inachevée, l'une des moins connues, d'un lyrisme juvénile rongé par d'inévitables trilles et silences, et qui s'achève par une course à l'éblouissement sur le dernier mouvement de la Sonate funéraire de Chopin.

La Sonate en la mineur enfin est presque hallucinante, avec ces affrontements pathétiques dans la nudité absolue de l'expression, ce combat surhumain entre le courage et le découragement, le chant admirable de l'andante peu à peu dévoré par les frissons, et jusqu'à ce sursaut final qui part comme un vol de colombes, bête sur de terribles accords et des silences, mesure l'impossibilité du bonheur. Le musicien n'abandonne rien de sa grâce, de son innocence, de ses rêves, mais l'existence est trop rude, l'hiver trop froid, et le destin trop opiniâtre et brutal pour ne pas l'écraser à la fin. Une beauté à pleurer. (Deux disques Chant du Monde, LDX 78726/27).

JACQUES LONCHAMPT.

« Érosphère » de François Bayle

François Bayle appartient, comme Pierre Henry, à ces rares créateurs qui se sont enfoncés profondément dans le mystère des musiques électroniques ou concrètes et en ont dominé les matériaux par une interprétation poétique. Ses œuvres ouvrent des « voix » nouvelles à une contemplation qui n'est pas extase passive et banale, mais activité d'un esprit recherchant dans le son une « nourriture » substantielle.

La première audition d'Érosphère fut donnée le 21 janvier 1980. Le disque qui vient de paraître n'en présente que les deux volets extrêmes, la Fin du bruit et l'Érosphère dans le ciel, la partie centrale (Tremblement de terre très doux) ayant déjà été gravée (avec Espaces inhabituels et Trois rêves d'oiseaux, INA-GRM, 9101 bal).

L'Érosphère désigne chez Bayle « le tissu nerveux qui enveloppe notre monde habité d'un réseau d'ondes modulées à une infinité de fréquences », au-delà même de l'audible, mais dont nous n'avons pris conscience que depuis l'enregistrement des sons. « Les lois géométriques qui s'affrontent, comme les vagues d'une mer soulevée par les vents, dans le monde des vibrations existant fortement dans l'éther, bande passante des fréquences que notre oreille discerne. Faire sentir la généralité de ces lois, c'est la rêverie — ou le délire — qui m'a mobilisé ici. »

La Fin du bruit indique à la fois la passage et la destination des vibrations qui se transforment en sons significatifs, en « musique ». Bruits de trafic, de foule, d'orage, déjà éloignés de leur origine, messages du ciel et de la matière, tout un univers frémissant à la limite des deux mondes, tendre que l'Érosphère dans le ciel, navigation calme sur une sorte de longue pédale d'orgue à deux sons (en réalité, le chant d'une ancienne toupie ronflante), travaillée en variations infiniement complexes, traversée par les chœurs de mille gouttelettes de lumière, est une large vision d'une belle harmonie sonore. Des Éros « bleu et noir » encadrent ces pages de leurs longues flammes poétiques.

Laissons-nous porter par les mondes imaginaires innés que découvre cette nouvelle musique révélée autour de nous (INA-GRM, 9108 ba).

J. L.

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES

Nous publions ici, chaque semaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous avons demandé d'autre part à des disquaires d'attirer l'attention sur des disques anciens « à redécouvrir ». (Cette semaine, le choix de la FNAC-Montparnasse.)

	CLASSIQUE		JAZZ		VARIÉTÉS		POP-ROCK	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	VARIATIONS GOLDBERG de J.S. Bach, par Glenn Gould (C.B.S.)	TRISTAN ET ISOLDE de R. Wagner, Direct. : C. Kleiber (D.G.G.)	MUSIC SPOKEN HERE de I. McLaughlin (W.E.A.)	LES DOUBLES SIX RENOCONTRENT QUINCY JONES (Minica)	QUOI FAIRE ? Charles Chatter (Phonogram)	VERSION POUR DOUBLAGE de Tom Novembre (Phonogram)	FAMOUS LAST WORDS de Supertramp (C.B.S.)	THE NIGHTLY DODD Fagan (W.E.A.)
2	RÉCITAUX 1954-59 de Maria Callas (E.M.I.)	ROMANCE de R. Lemaire (Albion)	DUO de Petrucci/Kozlov (O.W.L.)	DUO de Petrucci/Kozlov (O.W.L.)	COULEUR TENDRESSE de Richard Claydon (A.Z.)	COMME UN GUERRIER de Grand Marnet (Polygram)	LOVE OVER GOLD de Dan Seals (Phonogram)	FOO RYE AY de Day's Midnight Rammer (Phonogram)
3	ORFÈVE de Gluck, Direct. : R. Leppard (Euro)	CONCERTOS BRANDEBOURGEOIS de J.S. Bach, Direct. : Trevor Pinnock (ARCHIV)	BEST IS TO COME de G. Washington (W.E.A.)	T. MONK IN ACTION (Camer)	CELLE QUI M'A de Francis Lalanne (Phonogram)	YVES LEVEQUE N°1 (Vague)	EYES IN THE SKY de Alan Parsons Project (Arista)	MIDNIGHT LOVE de Maria Goya (C.B.S.)
4	RAPPEL III de Torm Storch (Frac)	CONCERTOS BRANDEBOURGEOIS de J.S. Bach, Direct. : Ph. Herreweghe (Harmonia Mundi)	LES DOUBLES SIX RENOCONTRENT QUINCY JONES (Minica)	DUKE'S MELODY de Duke Ellington (W.E.A.)	RIEHLIN 82 de (Polygram)	LUDWIG de Les Fort (C.A.)	BELLO I MUST BE GOING de Phil Collins (W.E.A.)	THE DISTANCE de Bob Seger (Polygram)
5	REQUIEM de Mozart, Direct. : N. Rostropovitch (Decca)	RAPPEL III de Torm Storch (Frac)	LIVE PLUGGED-NICKEL de Miles Davis (C.B.S.)	THE DATE de Roney Spall (Sut)	LE CRAT BOTTE de Chantal Goya (C.A.)	L'ANE BLANC de Henri Dès (Médias)	DURE LIMITE de T. Lippens (Arista)	LOVE OVER GOLD de Dan Seals (Phonogram)
6	CONCERTO POUR VIOLON de Beethoven, Direct. : E.V. Knapik (D.G.G.)	REQUIEM de D. Dvorak, Direct. : E.V. Knapik (D.G.G.)	CONCERTS de Keith Jarrett (Phonogram)	DUKE ELLINGTON AT NEWPORT (C.B.S.)	IL ÉTAIT LA de Michel Sardou (C.A.)	FLORENCE de Jeanne Moreau (Phonogram)	FOO RYE AY de Day's Midnight Rammer (Phonogram)	GIPS FOR LOVE de Geri Halliwell (C.B.S.)
7	TRISTAN ET ISOLDE de R. Wagner, Direct. : Carlos Kleiber (D.G.G.)	SONATES POUR VIOLON ET PIANO de Mozart, avec L. Kruss et W. Rosowky (E.M.I.)	LIVE de Ahi Meles, M. L. Lucia (Phonogram)	CARLA BLEY de Live (Phonogram)	FRANCE GALL AU PALAIS DES SPORTS (W.E.A.)	PARIS FAIS-TOI FAIRE UN LITTING de Mario-Paula Bala (Camer)	GEIS-NEUMANN de R. Kohn (C.A.)	WILD THINGS de Kinky (C.B.S.)
RECOMMANDÉS	ARSALOM ET ETERI de Palaschvil, Didim Mirzabulava (DG 270904).	POUR découvrir la musique classique géorgienne. Des interprètes aux voix admirables.	MAIDEN VOYAGE de Bochie Hancock (Blue Note 8495 Polygram). Le disque référence en hard top.	EAST OF THE SUN de Paul Desmond Quartet (DS 840 Discow Records). Un enregistrement exceptionnel (sept. 59).	KALEIDOSCOPE de Gilbert La Felle (Musidisc ACV 130013). Marqué par la nouvelle chanson française. La vraie qualité.	BRUNE 20/25 de J.-C. Vannier (RCA RSL 1093). Un air de talent, un enregistrement inégalé.	THE GAMES UP de Salt'n'Peppas (Chicwick 065471). Deux arrangements à base de guitare. Pour les amateurs de Dire Straits et assimilé.	154 de Wire (Polygram SHSP 4105). Des prévisions de la new wave.

Rock Variétés

Mama Bea

Apparemment, Mama Bea Tekietki change de cap. Abandonnant la violence d'un rock dur, elle met une soudaine en son extraordinaire voix de blues, s'abstient de crier, de hurler, de briser ses chansons et ambitionne de suivre la voie de Nicolette.

La commercialisation de Mama Bea n'est pas une chose négative en soi. Encore faut-il qu'elle ne perde pas en cours de route son originalité, sa force et sa puissance. L'entreprise d'assimilation menée ici la contraint constamment à une sorte de retrait. Les textes des ballades enregistrées (Où sont les stars, Déception sentimentale, Je suis deux) sont quelques-uns très habiles. Mais on est navré par cette aventure en perdant (33 tours RCA PL 37710).

Gilberto Gil

Avec cet album, Gilberto Gil — l'un des créateurs les plus inventifs de l'actuelle chanson brésilienne — nous entraîne dans une nouvelle fête enivrante où se conjuguent harmonieusement tradition et modernité, où une ligne mélodique est sublimée, où une musique sensuelle s'épanouit avec de l'humour, de l'ironie, de la subtilité.

Tous les titres sont de Gil sauf Marina, une merveilleuse ballade égrenée par Dorival Caymmi et Neco Chaves. Mais, de B. Vincent. Et les sons et les mots coulent lumineusement grâce à la voix magique de Gilberto Gil.

Excepté dans le très américanisé Realce — qui donne son titre à l'album — il y a une utilisation parfaite des éléments d'un grand orchestre. La pulsion brésilienne est omniprésente. Avec son éclat. Avec son soleil (33 tours WEA 91022).

Elton John

Une compilation de Love Songs d'Elton John composée et enregistrée entre 1976 et 1982. Pour ceux qui n'ont pas

encore ces ballades dans leur discothèque. Car Elton John est l'un des grands fabricants de l'édifice de la musique populaire d'aujourd'hui. De mélodies sensibles, rigoureuses et subtiles, il sait faire surgir des choses fulgurantes. Dans cet album on retrouve Blue Eyes, All quiet on the western front et l'un des diamants les plus beaux, les plus purs de John : Sorry seems to be the hardest word (33 tours disques Phonogram 63 02 230).

Elvis Presley

Il y a aujourd'hui trois fois plus d'albums de compilation d'Elvis Presley (mort il y a déjà plus de cinq ans) que de disques originaux. Voici la dernière de ces albums d'extraits. On retrouve quelques grands classiques de rock'n'roll comme Jailhouse rock, Burning love, Hound dog et aussi Don't be cruel, où s'exerce parfaitement l'étonnante voix — parfois presque un gémissant, un son étranglé — de Presley. Il y a aussi dans ce disque un bien curieux medley, un pot-pourri de quelques titres fameux dont on se serait bien passé, étant donnée l'invraisemblable qualité technique (RCA PL 14530).

Neil Young

Certains titres de cet album sont ceux qui avaient un peu assombré le beau concert donné en septembre dernier au Parc des loisirs de la Saint-Germain par ce grand survivant des années lumineuses du rock. Entouré des mêmes musiciens (Ben Keith, Bruce Palmer, Nils Lofgren, Joe Lala, Ralph Molina), Neil Young n'en finit pas de discourir sur le thème de l'ordinateur (Computer age, We're in control, Transformer man, Computer cow-boy).

Bien qu'il fouette littéralement sa musique, on le préfère nettement ici dans une chanson rock'n'roll comme Little thing called love. (33 tours Geffen records, GEF 25018).

CLAUDE FLEOUTER.

Jazz

The story of the blues

Encore du blues. Nous n'y pouvons rien. Au demeurant, il serait absurde de passer sous silence le coffret de Paul Oliver au profit d'autres qui n'auraient que la bonne volonté pour source et qu'un souci de nouveauté — timide ou présomptueux — pour fin. Ces quatre disques, pressés en France, et groupés dans un boîtier discret, constituent la rédaction historique et critique la plus importante de ces dernières semaines, et, sans doute, des six derniers mois.

Le blues, de ses premiers temps à sa période récente, fait l'objet d'une présentation en livret qui contient le texte original d'Oliver et, bonne initiative, sa traduction perdue dans la langue de Descartes. Le commentaire, boursé d'informations, éclaire chacune des huit faces qui illustrent un moment ou un aspect d'un phénomène protéiforme. Soit : les origines, la période classique et la vaudouille, la musique rurale et urbaine des théâtres, celle de la « seconde guerre mondiale et de ses lendemains, celle des guitaristes, des pianistes, des chanteurs, et celle, enfin, des petits ensembles.

On peut imaginer la patience et l'application nécessaires pour l'accomplissement de ce travail publié une première fois en 1969 et 1970 et que l'on vient d'avoir l'heureuse idée de rééditer de nouveau facilement accessible. La plupart des personnages célèbres de cet art populaire, et ce siècle sans exception, sont en une compilation de bédécine quelques-uns oubliés, volontairement très de l'oubli, ne seraient-ce pour rendre sensible la diversité océanique, éblouissante du blues, monde de semi-folklore qui sentie autant porter ceux qui l'interprètent qu'il est soutenu à l'existence par son.

Les éminences, les vagues du Sud, les chanteurs de bastingue, les filles et les femmes de cabaret, qui furent quelquefois rapins, et jusqu'aux vedettes des scènes modernes, tous, ou quasiment tous, sont là : de Leadbelly (l'inventeur de l'éléphant) à Peg Leg Howell (l'âme de la Soul), en passant par Monkey Joe (les Singes) et Burnie Bee Slim (l'âme du Bourbon). Sonnet impressionnant, poétique, de documents, recueilli en tout point digne de son sujet. Intimisme. (C.B.S. 66 248)

LUCIEN MALSON.

TOURNOI DES 5 NATIONS
RUGBY
Match IRLANDE-FRANCE
A DUBLIN, le 19-2-1983
2 890 F
Comprend : Vol aller-retour ;
hôtel luxe ; entrée stade ;
assurance
AIRSOM (S.E.T.I.)
25, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 268.15.70

LE GRAND GUINOL
OU LA VIE QUOTIDIENNE D'UN APPEL EN ALGERIE
"A cloquer" parmi les grands ouvrages tels que : Les Croix de Bois, Le Feu, Les Godolots sont laids, A l'Ouest rien de nouveau.
Jean MENET
France : 80 F. - C.R.E.D.A.C.
33, rue de la République 33000 BORDEAUX
Cours Republicain et Boulevard Diderot
Tél. : 12241
Aires de distribution

L'AUDACE LA QUALITE
Σ
ERATO
BOULEZ Pi selon Pi NAB 76505
OHANA Meses - Mochigaux 50 7482
DUTILLEUX Métaboles - Timbres - Espace 50 7156
XENAKIS Joncholes - Centrées 50 7155
LOUVIER Conto de escola 50 7154
DUHAMEL Les Travaux d'Hercule 50 7153
CHARPENTIER Symphonie n° 6 avec orgue 50 7152



Les Français vus des ÉTATS-UNIS

Où sont vos prix Nobel ?

L'idée que la France
puisse être
une puissance scientifique
et technologique paraît
encore bien surprenante.
Malgré le T.G.V.,
Concorde
ou le nucléaire...
ce qui compte,
c'est toujours
le vin et la mode.

Un distingué professeur d'ingénierie, revenant d'une visite au Japon, qu'il considérait comme la Mecque de la haute technologie, déclare que les États-Unis ne devaient pas hésiter à chercher à l'étranger les solutions d'un renouveau industriel. Mais comme on lui demandait ce qu'il pensait de la nouvelle politique française de la recherche et de l'industrie, il répondit qu'il ignorait l'existence du programme français et de son ministre.

Cette réaction est significative de l'attitude d'une grande partie de notre communauté scientifique : notre attention se réveille au moment où le danger paraît imminent (d'où l'intérêt actuel des Américains pour le Japon). Pendant des années qui ont suivi le lancement du premier Spoutnik, les États-Unis ont accordé beaucoup d'attention aux ac-

tivités des Soviétiques. Mais leurs craintes se sont évanouies avec l'arrivée des astronautes sur la Lune. Bien qu'ils se vantent de leur universalité, les scientifiques et les techniciens américains font preuve d'un remarquable ethnocentrisme.

Ce n'est pas surprenant, étant données notre longue hégémonie depuis la guerre et l'importance des dépenses consacrées par l'industrie et le gouvernement à la recherche et au développement, qui dépassent actuellement 85 milliards de dollars (plus que l'ensemble des budgets réservés à ce domaine dans tous les pays occidentaux et au Japon). Pour deux générations de savants et de techniciens américains, l'essentiel des recherches mondiales avait lieu à l'intérieur de nos frontières. Avec une satisfaction chauvine, nos professeurs observaient que, de jeunes chercheurs brillants venaient d'Europe parachever leurs études.

Bien que la collaboration avec leurs collègues étrangers s'intègre souvent aux travaux quotidiens des savants américains, un certain isolationnisme persiste. L'hebdomadaire *Science*, la principale revue scientifique des États-Unis, a envoyé en 1964 un correspondant à Londres pour suivre l'évolution de la recherche dans les principaux pays européens : en 1970, le projet a été abandonné. Depuis, à de rares exceptions près, la revue ne publie aucun article sur l'Europe. Elle vient seulement d'engager un journaliste à mi-temps pour couvrir ce secteur. La politique soviétique de recherche, à laquelle la revue britannique correspondante, *Nature*, accorde une grande attention, est pratiquement ignorée dans notre pays. Dans notre presse spécialisée, la France n'est mentionnée que très exceptionnellement.

Épicerie fine et T.G.V.

Ni le grand public ni la communauté scientifique ne considèrent la France comme une puissance technologique de premier plan. A part des ustensiles de cuisine et quelques automobiles, on ne voit guère de produits manufacturés français sur un marché américain inondé par la haute technologie japonaise et - à

une échelle moindre - par les biens de consommation allemands. Certes, la France est une puissance nucléaire et a participé à la construction de Concorde. Nous savons qu'elle est un pionnier en matière de trains à grande vitesse et nous avons appris récemment qu'elle est un important producteur de wagons de métro. Mais, dans l'esprit du public, la France est plus couramment associée avec l'épicerie fine, les vins et la mode.

Pourtant les savants qui ont visité les laboratoires français, ou y ont travaillé, en reviennent toujours avec une impression favorable. Quand je décris aux scientifiques américains ce que j'ai vu en France - de l'expérimentation de l'énergie solaire dans l'élevage des oies aux étonnantes applications de la recherche nucléaire - ils ont souvent une réaction de surprise. Mais les possibilités de contact direct ont en fait diminué ces dernières années. Il y a peu de crédits pour voyager et sur un marché du travail difficile, les demandeurs d'emploi et les gens en place hésitent à partir, même si l'argent est disponible.

D'autre part, les Français doivent admettre la déficience linguistique déplorable des Américains. Dans l'ensemble, nous ne sommes pas motivés par l'étude des langues étrangères, pour lesquelles nous ne manifestons donc aucune aptitude. Une excellente revue comme la *Recherche* reste obscure pour de nombreux lecteurs américains. Si l'on désire faire connaître les réalisations des Français dans les différents domaines de la recherche, il faut les rendre accessibles au public américain et même aux professionnels - et en anglais de grâce ! Il serait aussi utile de faire venir plus de chercheurs français aux États-Unis et de favoriser les séjours des scientifiques américains en France.

Tous les mandarins scientifiques du monde sont heureux lorsqu'un autre pays s'engage à augmenter ses dépenses pour la recherche et le développement ; ils peuvent alors invoquer le danger de la concurrence quand ils demandent des crédits à leur gouvernement. Il n'est donc pas étonnant que certains de nos scientifiques accueillent favorablement le projet du président Mitterrand et de M. Chevènement d'accorder à la recher-

che et au développement 2,5 % du produit national brut. Le fait que ce pourcentage soit légèrement plus élevé que le nôtre leur plaît. Toutefois, la situation économique actuelle en Amérique rend très incertaines les perspectives de développement d'industries de haute technologie compétitives dans le cadre d'un projet gouvernemental. Le fait que les Japonais aient agi de cette façon - et paraissent appliquer de nouveau cette méthode à la filière électronique - a bien inspiré une réflexion sur les vertus de l'orchestration centralisée, sinon de la planification.

Lamentable ethnocentrisme

Mais ce concept reste très éloigné de la pratique industrielle américaine. D'après notre expérience, le gouvernement n'a rien de mieux à faire qu'à accorder aux universités des sommes considérables pour la recherche fondamentale, puis à laisser les entreprises à la recherche d'idées et les capitalistes prêts à prendre de gros risques se charger du reste. Cette conception de l'application de la science à l'industrie est peut-être désuète et ne tient sûrement pas compte des bénéfices de notre marché national, ni de l'élan donné autrefois à l'électronique par les dépenses massives de la recherche militaire. Mais les vieilles idées persistent, particulièrement dans une administration qui vénére le marché comme ultime remède de l'économie. C'est pourquoi les observateurs américains considèrent avec circonspection les perspectives grandioses des Français et sont sceptiques devant leur projet de reproduire le succès industriel du Japon.

Les questions de la « démocratisation » et de la « moralisation » de la science, si chères à la communauté scientifique française, ne retiennent guère l'attention ici, surtout parce qu'elles ne signifient plus grand-chose pour nous. L'une des raisons est que nous avons partiellement répondu aux objections des années 60 et 70 : la recherche militaire secrète a pratiquement disparu du monde universitaire. Les expériences sur des humains sont soumises à des restrictions qui semblent rigoureusement

observées. Les femmes et les membres des minorités sont mieux acceptés dans les professions scientifiques et techniques, même s'ils sont insuffisamment représentés. Ces réformes, allées aux difficultés d'emploi de la génération actuelle, ont éliminé ces questions, et personne, semble-t-il, ne se préoccupe de savoir si elles existent encore ailleurs.

Les services gouvernementaux, chargés de la politique scientifique, ne manifestent qu'un intérêt intermittent pour le développement de la science et de la technologie à l'étranger. Si le conseiller présidentiel pour la science, George A. Keyworth II, encourage notre communauté scientifique à rechercher une collaboration étrangère pour des raisons d'économie (nous ne pouvons plus nous permettre d'être les premiers partout, a-t-il dit l'an dernier), l'administration Reagan a renoncé à un projet de collaboration avec l'Agence spatiale européenne. Le ministère de la défense a invoqué la réglementation en matière d'exportation d'armes pour interdire l'accès des visiteurs venant du bloc soviétique dans plusieurs de nos laboratoires universitaires. Des étudiants et des visiteurs japonais auraient également été écartés. Il est difficile de définir notre attitude réelle face à la collaboration internationale dans le domaine de la recherche. Paradoxalement, nous semblons nous en éloigner peu à peu, au moment où notre part dans la production scientifique mondiale commence à baisser.

Les États-Unis auraient tout avantage, dans ces circonstances, à prendre conscience qu'ils ne sont plus le centre de l'univers de la science. Comment les y aider ? En déversant sur eux une abondante littérature scientifique et promotionnelle. Notre lamentable ethnocentrisme aussi a besoin d'exemples plus concrets : une série de prix Nobel français et le lancement d'une voiture facile à vendre sur notre marché changeraient miraculeusement les idées des Américains sur la science et la technologie françaises.

DANIEL S. GREENBERG,
rédacteur en chef
de Science and Government Report.

Des vedettes venues d'ailleurs

Charles Boyer,
Maurice Chevalier,
Yves Montand,
Leslie Caron,
Yves Saint-Laurent,
Jean-Paul Sartre,
de Gaulle...
Pour la plupart
des Américains,
la France c'est
essentiellement
quelques noms
dans le firmament
des stars

DANS le tourbillon et la prospérité de l'après-guerre des millions d'Américains se sont brusquement aperçus que la France n'était pas seulement un champ de bataille à franchir sur la route de l'Allemagne, mais aussi un haut lieu du tourisme. Des voyageurs racontèrent que la tour Eiffel était grandiose, la rive gauche pleine de charme et le Mont-Saint-Michel une véritable merveille. Mais les Français étaient froids et distants. Ils ne faisaient aucun effort pour se faire comprendre des étrangers. Ils traitaient les centaines de milliers d'Américains qui séjournaient dans leur pays comme des pestiférés. Ne savaient-ils donc pas que nous avions gagné la guerre et aidé à la reconstruction de l'Europe ? Ils devaient s'estimer heureux d'avoir nos dollars ! Ces ingrats, boudaient parce qu'ils étaient une puissance déchue, ils se conduisaient très mal, même s'ils étaient de notre côté dans la guerre sainte contre le communisme.

L'image quintessentielle de l'amant

Cette image n'était qu'un aspect de la mythologie populaire. Il y avait aussi l'aura romantique des Français. Avant même la seconde guerre mondiale, Charles Boyer était devenu une vedette de première grandeur. Puis ce fut l'acteur le plus important de la France libre aux États-Unis, jouant notamment le rôle de psychiatre dans *Hanalei* et de l'aventurier dans l'adaptation américaine du film d'Erich Maria Remarque, *Arc de triomphe*. Il devint l'amant « quintessentiel », un étrange personnage qui fascinait les femmes.

Il fut bientôt rejoint par Louis Jourdan, qui ne parut jamais captiver autant les spectateurs de cinéma, malgré son remarquable physique. Maurice Chevalier, légendaire vedette de la danse et de la chanson, créa un rôle d'homme fait qui incarnait le père que nous n'avions jamais eu. Il devint le troisième personnage de l'éternel triangle, le play-boy vieillissant qui attirait toutes les femmes, jeunes et vieilles, mais n'en avait aucune.

A Boyer et à Chevalier correspondait Leslie Caron, avec la sincérité en moins. Elle s'empara en dansant de l'imagination des Américains, dans une série de comédies musicales qui connurent un énorme succès, où elle était l'objet de leur désir. Personnage asexué, Caron offrait une image qui contrastait avec la passion digne mais brûlante de Boyer ou l'éclat et la jeunesse de Jourdan. Tandis que le mâle français, de Boyer à Yves Montand, qui a connu au début de l'automne un succès sans précédent dans sa tournée américaine, alliait la virilité à la séduction, Caron était l'antithèse de Lolita. Son visage d'enfant manquait de caractère et exprimait la pureté de l'innocence. Alors que le cinéma français nous proposait la capiteuse Simone Signoret dont l'apparition se limitait aux salles d'art et d'essai fréquentées exclusivement par des intellectuels, l'*Alice au pays des merveilles* de Caron, un genre de Jody Garland sucrée, fut adorée par des millions de spectateurs. Elle devint la version française d'un archétype américain : la fille d'à côté.

Yves Saint-Laurent plus familier que Mitterrand

Tout cela prit fin en 1960. Pendant les vingt années suivantes, l'image des Français s'estompa peu à peu. Notre intérêt pour leur politique disparut après la guerre. Les Américains étaient perturbés par la démocratie parlementaire européenne. Les Français et les Italiens paraissaient incapables de garder un premier ministre plus de quelques mois, jusqu'au jour où de Gaulle redressa la situation, se rapprochant du système présidentiel américain, modèle de stabilité et de vertu sociale. Mais, en dehors de la reconnaissance universelle du général qui apparaissait comme une sorte de héros de guerre, aucun élément de la vie politique française ne retenait l'attention. Même les événements de mai 68 n'eurent guère d'écho aux États-Unis, malgré les mouvements étudiants, les Panthères noires et le traumatisme de la guerre du Vietnam, conflit hérité des Français, ce qu'ignorait la plupart des Américains.

Dans les années 70, Giscard fit une apparition de ce côté de l'océan. Son air majestueux plut aux Américains, dont beaucoup regrettaient encore que la France ait renoncé à la monarchie. De Gaulle et Giscard leur rappelaient que même une République peut maintenir une dynastie. A côté des vingt-cinq ans de règne du gaullisme, nos Kennedy ne font pas le poids. Comme tout en Amérique, les personnalités politiques françaises se plient au code de la culture de masse. La caricature fait l'homme. Mal-

gré les distances de moins en moins grandes entre les continents, les Américains deviennent encore plus nationalistes pendant la deuxième moitié du siècle. Leur isolement géographique crée un gouffre infranchissable entre eux et les autres. Comme ils ne sont pas un peuple très politisé, Yves Saint-Laurent leur est plus familier que Raymond Barre ou François Mitterrand.

Camus, idole des étudiants de l'après-guerre

Fait singulier, la France, dans l'après-guerre, a dominé une grande partie de la vie intellectuelle américaine, alors que son existence politique et économique passait entièrement inaperçue. Tout commençait avec Gide et Malraux pendant l'époque McCarthy. Ce furent sans aucun doute les premiers écrivains américains depuis la guerre, dont la formation non seulement à la croissance de la consommation, à la pauvreté de la vie urbaine et à la perte apparente de points de repère personnels, mais aussi à Camus. Écrivain moderne, Camus était un héros, une idole des étudiants des campus qui trouvaient dans *L'Étranger* et *La Peste* une confirmation de l'étouffement de leur individualité et l'expression de leur angoisse.

Mais ce fut Sartre qui fit accepter l'idée que la France est à l'avant-garde de la philosophie. Il créa une école de philosophie et de critique littéraire « américaine » au-delà de ses propres œuvres. Plusieurs éditeurs s'en inspirèrent pour populariser leur catalogue. A partir de la version sartrienne de la phénoménologie nous découvrimmes Heidegger, Husserl et Merleau-Ponty. La *Putain respectueuse* rendit Sartre plus célèbre qu'aucun de ses écrits littéraires ou philosophiques. Mais beaucoup de gens qui n'avaient jamais lu un seul mot de lui reconnaissaient immédiatement sa figure de chouette.

Derrière Sartre, le cinéma de la « nouvelle vague » balaya les films de tous les autres pays au début des années 60. L'influence de Jean-Luc Godard sur les cinéastes américains est aussi étendue que la popularité de François Truffaut. Ces metteurs en scène sont à la fois des figures mythiques pour le spectateur moyen du cinéma étranger et des artistes connus pour leur qualité. Il existe un mythe de « l'auteur » de films chez les amateurs.

Dans leur impatience de faire du cinéma un art authentique, et non plus un simple divertissement, les critiques américains suivirent André Bazin et donnèrent au metteur en scène un rôle comparable à celui d'un peintre ou d'un compositeur. Ainsi Godard, l'artiste à l'apogée de son art, distait mais passionnément, motivé politiquement et pourtant précieux pour les Américains. Bien qu'on ait souvent invoqué les noms d'Eisenstein et de D.W. Griffith pour marquer l'introduction de l'art au cinéma, il a fallu attendre l'époque du metteur en scène-auteur français pour confirmer ce point de vue.

A la fin des années 60 l'étoile de Sartre commença à pâlir car il commit le péché de prendre la parole et de devenir un militant, position parfaitement répugnante pour les intellectuels américains anti-communistes de l'époque. Certains Américains découvrirent, très progressivement, le mouvement structuraliste. Claude Lévi-Strauss fut le premier à arriver jusqu'à nous, et il devint un personnage controversé dans le milieu de l'anthropologie, mais resta obscur partout ailleurs.

Vers 1970 un éditeur américain publia plusieurs ouvrages de Michel Foucault, et le livre de Louis Althusser, *Pour Marx*, fut l'objet de discussions parmi les marxistes. En 1980 une importante maison d'édition surmonta la crise de la lecture en vendant les œuvres de Roland Barthes. Et le public toujours nombreux des lecteurs de psychologie entreprit de décoder les interprétations fantasmatiques de Freud par Jacques Lacan dont les écrits ornaient le salon de milliers de gens qui étaient incapables de les lire.

Les exigences du vedettariat

Il faut, en fin de compte, avoir pitié de l'intelligentsia américaine : pour elle, les écrivains et les metteurs en scène sont tributaires de la mode comme les vêtements, les parfums et les voitures. La culture intellectuelle française, telle qu'elle est reçue par les Américains, ne ressemble que de très loin à l'original. Les Américains ont créé leur propre culture française : le philosophe, critique, historien, chercheur en sciences sociales, doit se soumettre aux exigences du vedettariat.

L'écrivain devient l'objet de sa propre production, c'est simplement un prétexte pour se contempler et parfois se promouvoir. Ce n'est pas une critique de la personne de Foucault, Derrida, Barthes... Étant données les conditions de leur accueil, nous n'avons aucun moyen de savoir qui ils sont vraiment, ni ce qu'ils disent. En Amérique l'œuvre ne peut se dissocier de l'auteur. De même que nos présidents sont des personnalités avant de représenter des idées ou un programme, de même les intellectuels doivent se conformer au code de la performance publique.

Depuis Mitterrand, notre image de la France a changé. *The Wall Street Journal*, fidèle compagnon de l'entrepreneur américain, avise ses lecteurs que le gouvernement français paraît déterminé à réaliser des transformations économiques fondamentales. Alors que la France d'autrefois accordait tant d'importance aux idées qu'à la consommation des objets, la Gaule actuelle évolue entre la télématique, l'énergie nucléaire et l'anti-impérialisme. Le monde des affaires américain est impressionné, mais inquiet. Se peut-il, demandent le *Journal* et le *New York Times*, que la France ait l'intention de devenir une puissance technologique de premier plan, relâchant ses liens avec les États-Unis, ou du moins établissant de nouveaux rapports d'égalité ? Comme les médias américains sont obsédés par la théorie des dominos, la France va-t-elle réellement devenir socialiste ? Et dans ce cas, qui viendra ensuite ?

STANLEY ARONOWITZ,
professeur de sociologie à l'université
de la ville de New-York (CUNY).

Lanterne rouge...

Un sondage Gallup, réalisé aux États-Unis en juin 1982 (1), montre :

1. — Que les Américains sont plutôt favorables aux Européens, mais que leurs préférences vont d'abord aux Anglais (40 %), puis aux Allemands (33 %), enfin aux Français (22 %).

2. — Que la France est considérée comme un « leader mondial » dans les domaines de la mode (55 %), du vin (52 %) et de la culture (28 %), mais pas dans les secteurs scientifiques, technologiques ou industriels : recherches médicales (8 %), aéronautique (4 %), télécommunications et ordinateurs (4 %).

3. — Que l'image de la France est plus positive chez les femmes et les personnes âgées, plus négative chez les Américains qui ont fait des études supérieures, appartenant aux professions libérales et ont des salaires plus élevés.

4. — Que la perception des Français ne s'est pas sensiblement modifiée depuis 1976, date d'un premier sondage où les mêmes questions avaient été posées.

Un autre sondage (2), réalisé en novembre 1980, cette fois auprès de spécialistes de l'industrie de la télécommunication, montre que les Américains s'attendent que les Japonais et les Européens jouent un rôle accru aux États-Unis dans ce secteur (77 %) et considèrent que leurs concurrents sont capables de les égaler (82 %), mais aussi que les Français détiennent, à leurs yeux, la lanterne rouge — après le Japon, l'Allemagne, le Canada, la Grande-Bretagne... et la Suède — dans la plupart des domaines évalués : qualité du réseau téléphonique national, innovation technologique, excellence de la production, agilité commerciale, service après-vente, adaptabilité, techniques de marketing et de publicité.

On peut se rassurer en suggérant que la réalité ne correspond pas toujours à cette image : nos exportations vers les États-Unis étaient, en 1981, huit fois plus élevées dans le secteur de la construction aéronautique et navale que dans celui des parfums (3). Mais ces mêmes sources montrent que nos exportations en vins et alcools sont exactement équivalentes, en dollars, à celles de nos machines-outils. Quant au déficit global de nos échanges commerciaux avec les États-Unis, on le sait exorbitant.

Après l'invasion de la peinture française à New-York en février 1982, coordonnée par le ministère de la culture, après la présentation de la nouvelle politique scientifique et industrielle de la France, en septembre dernier, par le ministre de la recherche et de l'industrie, la presse américaine a réagi dans deux directions, en partie seulement contradictoires : le *Village Voice* a exposé les « mille et une raisons de détester les Français », se plaignant à souligner le racisme français dans les arts ; le *New York Times* et le *Wall Street Journal* (4), ont consacré, à plusieurs reprises, des articles en première page au projet industriel français, mais ce coup de chapeau s'accompagnait de scepticisme et d'inquiétude.

Modifier l'image de la France aux États-Unis est une tâche urgente — mais qui demandera beaucoup d'efforts et de patience. Cela dépend à la fois des hommes d'affaires, de sciences, de lettres et d'Etat.

P. D.

(1) *The French American Study*, enquête de l'Institut Gallup, réalisée pour la French American Foundation et la Fondation franco-américaine de Paris, New-York, 1982.

(2) *U.S. Attitudes Towards the Telecommunications Industry in France and in Five Competitive Countries*, enquête de l'Institut Ostby-Smith, réalisée pour France-Telecom, New-York, novembre 1980.

(3) *In Direction des données*, Direction des relations économiques extérieures, New-York, février 1982.

(4) *Village Voice* : « Why the French Art is Lousy », 6 avril 1982, et « 1001 Reasons to Hate the French », 22 juin 1982. *The New York Times*, « Seeking Technological Gains, The French Socialize Science », 15 août 1982. *The Wall Street Journal* : « France spends Billions on Goal of Becoming Leader in Technology », 4 septembre 1982.

Le plaisir d'être étranger

(Suite de la première page.)

— Pourquoi les Français, qui ont toujours su s'approprier le meilleur de chaque culture, se plaignent-ils éternellement de notre impérialisme culturel ? Les Américains ne font que les copier. Peu leur importe que Mme de Staël, quintessence de la littérature française, ait été de père suisse, qu'Alexandre Dumas ait été noir, Napoléon italien et

Picasso espagnol. Qui songe à parler de l'accent du Dr Kissinger ?

— Pourquoi les Français sont-ils « la seule race au monde qui haitte les riches et méprise les pauvres » ? Si la France n'est pas, comme l'Angletère, « une nation de boutiquiers », elle fait preuve du moins d'une rare suffisance.

— Les Français s'aiment énormément. Les Américains ne sont jamais sûrs de s'aimer, et jamais ils ne croient qu'il existe au monde un peuple qui ne les aime pas du tout. Seuls les Noirs américains savent ce que c'est que de vivre dans un pays où l'on n'est pas aimé.

— Pourquoi les Français n'ont-ils pas le sens du rythme ?

— Une jeune femme américaine qui vit à Paris depuis une dizaine d'années remarque : « Je ne sors plus avec des étrangers ». Qui est « étranger » à ses yeux, lui demande-t-on. « Mais voyons, tous ceux qui ne sont pas Français ! Les autres ne font que se plaindre de la France... »

« Est-il vrai que nous soyons la race élue... », se demandait Proudhon, le peuple héros et moniteur des révolutions. Défaçons-nous de ce nationalisme... dont nous partageons encore aujourd'hui le ridicule avec les Américains... » Mis à part ce nationalisme ridicule, l'Amérique deux siècles plus tard, moins riche, moins révolutionnaire, moins blanche, moins « nouvelle », et moins gâtée, considère le monde et les Français autrement qu'il y a quarante ans. S'il est vrai que les Américains veulent être « respectés ». Les Américains sont humiliés d'être imités « sans amour » par les Français. Quelle frustration, pour une race qui croit que l'influence et le respect vont ensemble comme le pouvoir et l'argent, de se trouver face à un peuple qui s'approprie tout et ne cesse de se plaindre.

Que veulent donc les Français, dirait Freud. Un monde libéré de l'hégémonie culturelle américaine ? Mais comment est-ce possible ? La culture mondiale est

américaine, car c'est la seule qui soit réellement populaire. Ni les Français ni les Américains n'ont encore saisi l'ampleur de cette contradiction. Les Français en parlent beaucoup, mais n'ont pas compris cette vérité première. Toute société moderne est en mutation. Le caractère grégaire des Français et le silence des Américains sont révélateurs.

Ce n'est pas l'Amérique qui vend des hamburgers, des films de gangsters, des feuilletons comiques et le *funk*, c'est la France qui achète. Les États-Unis y sont pour rien. Ils ont été dépassés par les événements. Accusés d'imposer, ce qui ne leur appartient déjà plus, ils sont pris entre deux feux : d'un côté, les Français affirment que toute nation a droit à sa propre culture, et de l'autre ils assistent à l'internationalisation de facto de ce que l'Amérique a produit de pire.

L'indépendance culturelle des États-Unis est peut-être fondée sur l'inculture, mais elle existe. Celle de la France et de

l'Europe occidentale est devenue un sujet de conflit — malgré les Américains, et non à cause d'eux. L'Amérique a déjà tourné la page. La culture populaire que revendiquent les Français est déjà de l'histoire ancienne pour nous. Comment s'étonner que la France soit fascinée et exaspérée par un pays et un peuple qui sont capables de changer en une nuit ?

Les assassinats, les révoltes raciales, les conflits de générations, le Vietnam où les Américains doivent leurs contradictions et dégent leurs erreurs comme des *Big Mac's*. Les Français se trompent s'ils imaginent que leurs attaques auront le moindre effet sur ce monstrueux processus de mutation. Ce n'est pas l'agression contre leur culture qui impressionne les Américains, mais le fait que les Français ont l'art de vivre malgré tous leurs défauts. Mieux vivre, n'est-ce pas, en fin de compte, la meilleure des vengeance ?

BARBARA CHASE-RIBOUD

سكزا من الاجل

Paris est dans notre tête

Avant la guerre, les intellectuels américains venaient à Paris pour fuir les États-Unis. Maintenant, ils lisent des auteurs français pour mieux réfléchir sur eux-mêmes.

Quand les intellectuels américains des années 20 et 30 parlaient de « culture » française moderne, ils se référaient aux arts, en particulier à l'écriture et à la peinture. Ils considéraient que Paris offrait ce qu'ils considéraient comme le domaine artistique. Pour l'analyse politique, la philosophie, la recherche historique et les sciences sociales, on regardait ailleurs.

Aujourd'hui, cette perception a totalement changé. Pour l'intelligentsia américaine, la France a pris la place de l'Allemagne : elle est perçue comme le premier centre des recherches en matière de critique, de philosophie et de sciences sociales. Des écrivains comme Michel Foucault, Jacques Derrida et Roland Barthes ont une immense influence dans les universités américaines. Mais cette nouvelle hégémonie intellectuelle de la France en Amérique a un caractère singulier : c'est une influence désincarnée. Les lecteurs de Foucault et de Derrida ne sont pas tentés de mieux connaître le pays où ils travaillent. Cela peut s'interpréter soit comme un signe de l'internationalisation de l'intelligentsia, soit, plutôt, comme l'indication que la « culture », dans sa dimension historique, est devenue une idée neutre, presque dépourvue de sens pour les jeunes Américains.

J'ai demandé à une classe de plusieurs centaines d'étudiants de lire Montaigne, de Le Roy Ladurie. Le livre leur a paru être moins l'histoire d'un lieu qu'une méthode d'élaboration historique, un guide dans le sujet concret était secondaire. Quand je montrais des vues des environs de Montaigne, une jeune femme qui avait fait un long exposé sur l'épistémologie de Le Roy Ladurie s'exclama stupéfaite : « Mais je suis passée par là ! ». L'histoire « ladurienne » aurait pu être écrite à propos de l'Amérique, du Pérou ancien ou de la Chine de Mao. Les lecteurs américains de Le Roy Ladurie ou de Foucault se soucient étrangement peu de leur culture, et le fait que ces deux écrivains parlent de la France et des Français leur paraît presque accidentel.

Une sensibilité de décadence

Cette rupture avec l'écrivain et la culture n'est pas spécifique aux États-Unis. C'est un trait de la vie intellectuelle d'aujourd'hui. Mais, en Amérique, il prend un relief particulier. L'absence d'intérêt pour la France, alors que les écrivains français jouent un rôle dominant dans notre pays, s'explique par une réaction tardive à la guerre du Vietnam, qui crée un climat d'isolement culturel.

Il est difficile pour un étranger d'évaluer le traumatisme que cette désastreuse expérience de l'impérialisme américain a provoqué dans notre société. La guerre du Vietnam a été le résultat le plus éclatant de l'idée d'une Amérique universelle conçue par notre establishment. Quand le pays fut vaincu militairement, il commença à se replier sur le plan culturel. Ce retrait toucha même les jeunes qui s'opposaient à la guerre. Le monde extérieur est méchant, trompeur. C'est dans notre tête que tout se passe. Il y a quelques années, les journaux ont cité cette phrase d'un jeune étudiant de Harvard à propos de Gertrude Stein : « Pourquoi est-elle allée à Paris ? N'importe qui peut inventer Paris s'il a la tête sur les épaules ».

Ce que Christopher Lasch appelle une culture du narcissisme (1), et que je définis comme une sensibilité de décadence, c'est-à-dire la perte du sens de la différence — de lieu, de temps et de circonstance — résulte de cette attitude. Ce comportement est logique dans un pays qui s'est trouvé déchiré par la confrontation avec un autre étranger qu'il n'a pas pu dominer. La conséquence est un repli dans le domaine individuel, qui paraît plus facile à contrôler. C'est la réponse américaine au monde extérieur, exprimée autant par Emerson et Thoreau que par l'étudiant de Harvard : tout est universel et individuel, le monde entier est dans notre tête.

Aujourd'hui, les jeunes Américains se bornent à rendre hommage à la vie intellectuelle française et s'en tiennent là. Plus grave, l'histoire a cessé d'être une réalité, elle est traitée comme une catégorie mentale abstraite.

Les Français qui fréquentent les bonnes librairies américaines en retirent une impression trompeuse. Nous avons maintenant beaucoup de livres traduits. Mais ce n'est pas une preuve d'intérêt pour la France. Nous ne nous soucions ni de vous, ni des sujets qui alimentent votre vie intellectuelle, ni des polémiques qui vous agitent. Les Américains sont devenus, en raison de leur histoire récente, de parfaits cartésiens. Ce qui nous intéresse, c'est votre méthode, pas vous.

Ce paradoxe de l'emprise de la pensée française sur un milieu intellectuel qui se moque de la culture qui l'a inspirée contraste avec l'attitude de la génération précédente, qui admirait les réalisations artistiques des Français. Gertrude Stein est allée à Paris pour échapper à l'Amérique. Soixante-dix ans plus tard, l'écriture française est devenue pour les Américains un instrument qui leur permet de réfléchir à la manière de se penser eux-mêmes.

RICHARD SENNETT,
professeur de philosophie
à l'université de New-York (UNY).

(1) Voir l'interview de Christopher Lasch dans le Monde Dimanche du 12 avril 1981.

CHRONIQUES

GENEALOGIE

Le désert de Retz

À l'ouest de la forêt de Marly, sur le territoire de la commune de Chambois, à quelques kilomètres de Saint-Germain-en-Laye, survient le désert de Retz. C'est dans ce merveilleux val du ru de Bazot que Barthélémy de Roye, chambrier de Philippe-Auguste, décida de fonder l'abbaye de Joyenval, proche de son château et de son village. Louis XIV détruisa Retz, mais laissa subsister le village.

Comment est né le désert de Retz ? Le réalisateur-concepteur, comme on dit aujourd'hui, de ce domaine fut François-Nicolas Racine de Monville, né à Paris en 1734, fils d'un receveur des finances d'Alençon. A dix-neuf ans, Racine de Monville est, selon Dufort de Cheverny, « un des plus beaux cavaliers de Paris ; il avait cinq pieds et huit pouces, fait comme un modèle. Il avait la taille et la jambe superbes. Il dansait superbement. Il réussissait à étonner dans tous les exercices, montant à cheval, jouant à la paume, touchant les instruments et tirant les flèches avec un arc mieux qu'un sauvage ». En 1759, il est nommé grand maître des eaux et forêts de Normandie. En 1760, trois ans après son mariage, son épouse meurt. Un an plus tard, son grand-père paternel disparaît à son tour et lui laisse une fortune considérable. Dans ses demeures de Neuilly et de la Chaussée-d'Antin, il reçoit de manière fastueuse. En 1781, il suggère à Mme du Barry, avec qui il est lié, de transformer ses jardins afin de les « mettre à l'anglaise ». Il demeure attaché au duc d'Orléans, il est donc inquiété pendant la Révolution, mais il meurt dans son lit, rongé par la gangrène et couvert de dettes.

Dessiné par de Monville lui-même, le désert de Retz est réalisé entre 1774 et

1784. En 1774, de Monville acquiert une maison bourgeoise et deux fermes, une faïencerie appartenant au duc de Noailles. La maison bourgeoise était propriété de la famille Mirault, alliée aux Antoine (porte-archevêque du roi) ; et aux Bazille (garçon de chambre du roi), quant aux fermes, elles appartenaient à l'abbaye de Joyenval.

Dans ces fermes de Joyenval vivait une famille Legrand qui assurait l'entretien des propriétés du seigneur des Alluets, prévôt de la capitainerie et maître de Saint-Germain, bailli de Versailles.

Un hameau d'une dizaine de maisons

Le Fonds-de-Retz était un hameau d'une dizaine de maisons groupées autour d'une ferme et d'une église. Il était situé à proximité de la forêt de la Montjoie. Comme cette puissante demeure, le hameau fut détruit en 1431, lors de l'occupation anglaise. Monville ne retrouva que les ruines de l'église gothique, qu'il inséra dans les huit « fabriques » du désert, petites constructions installées pour l'agrément des promeneurs. Deux ans après l'achat du Fonds-de-Retz, en 1776, et jusqu'en 1783, il acquit différentes parcelles de terrains et compléta le territoire du désert.

C'est lui qui donna ce nom au Fonds-de-Retz inspiré par le *Misanthrope* de Molière. C'est le lieu où l'on se retire, où la nostalgie des idées préromantiques imprègne le séjour.

Les archives des Yvelines sont riches de documents concernant le désert de Retz. Saisies, inventaires, estimations et vente des biens séquestrés donnent l'idée exacte des dimensions du domaine vendu à l'Anglais Disney Flûche en 1792. Il ne restait plus que quatre fermes : celles de Joyenval et celle de la faïencerie, qui regroupaient six fermes, soit environ vingt à vingt-cinq personnes employées sur les terres du domaine.

Avant la Révolution, fervent amateur de jardins, amoureux de botanique, d'horticulture et d'arboriculture, de Monville collectionna les ouvrages spécialisés. Les révolutionnaires emmenèrent deux cents pots de fleurs qui étaient accrochés aux flancs de la tour. Des acacias de Farnèse, nos mimosa d'aujourd'hui, des figuiers de Barbarie, des espèces rares d'aloès, des myrthes et de cinéraires, des roseaux d'Amérique, partirent pour être soit intégrés dans les collections du Muséum d'histoire naturelle, soit pour être vendus à Saint-

Germain le 6 prairial de l'an II (26 mai 1794), comme ces orangers, ces lauriers, ces grenadiers, ces cassis de Buenos-Aires et ces jasmins des Açores.

Aujourd'hui la notation est grande de rechercher les descendants des divers propriétaires de cette « folie », une des plus curieuses par la diversité et la bizarrerie de ses fabriques qui ont pour nom le Petit Autel presque ruiné, la Chaumière, l'Orangerie chinoise, le Temple au Dieu Pan, la Maison chinoise...

Les recherches concernant les habitants de la paroisse Saint-Jacques-Saint-Christophe de Retz permettent de rappeler, que, si les registres paroissiaux sont conservés aux archives départementales des Yvelines, ils le sont également en la mairie de Chambois, commune à laquelle l'éphémère paroisse de Retz, aujourd'hui disparue (1790-1792), fut rattachée en juillet 1792. Les généalogistes connaissent bien cette situation : une commune supprimée entraîne automatiquement des recherches dans les registres des communes avoisinantes, dont l'une est la commune de rattachement.

Pendant la Révolution et l'Empire, malgré les saisies et les ventes, le désert fut sauvé grâce à la consciencieuse action de Vincent Simon, qui, non content de présenter des comptes qui donnaient satisfaction à toutes les parties, osa encore réclamer auprès du district de Saint-Germain-en-Laye les réparations indispensables à la conservation des fabriques. En 1839, le domaine est acheté par Jean-François Bayard (1796-1853), auteur dramatique, écrivain et collaborateur d'Eugène Scribe (1791-1861). Les descendants de ce littérateur doivent certainement conserver divers poèmes sur le désert de Retz, écrits dans le livre d'or du domaine.

Après la mort de Jean-François Bayard, en 1853, Eugène Scribe propose probablement la propriété à Antoine Passy, dont il fréquentait la demeure de Gisors. A cette époque, le cousin d'Antoine, Frédéric Passy (1822-1912), cherchait une propriété de campagne plus proche de Paris — il demeura alors à Ezy dans l'Eure. En juillet 1856, l'affaire est conclue. Pendant quatre-vingts ans, la propriété reste dans la famille de ce personnage peu connu, bien qu'il ait été le premier prix Nobel de la paix (partagé avec le Suisse Henri Dunant, fondateur de la Croix-Rouge).

Une recherche généalogique peut très bien avoir pour but autre chose qu'une recherche de filiation personnelle. C'est ici qu'elle rejoint la recherche historique, en ce sens que la généalogie permet souvent de retrouver la trace de documents égarés chez des descendants, ou encore de démêler toute une époque en établissant les rapports entre les individus et les fonctions qu'ils exercent.

LÉO JOURNAUX.

Lire :
« Avant qu'il ne disparaisse à jamais, le désert de Retz », L'Éclat, septembre 1967.
« Le désert de Retz », Bulletin de la Société de l'histoire de l'art français, avril 1970.
« Monsieur de Monville et le désert de Retz », Bulletin de la Société de l'histoire de l'art français, avril 1977.

POÉSIE

JEAN LAUDE

Jean Laude est né en 1922 à Dunkerque. Il a notamment publié les *Plages de Thulé* (Seuil), *Discours inaugural, En attendant un jour de fête* (Fata Morgana), *Rituel* (Orange Export), *le Dict de Cassandre* (Fata Morgana) et *Orbes* (Daniel Crégut). Cette poésie inscrite des traverses rocheuses dans ce qui n'a pas encore de nom. La langue, qui veut montrer, ne cesse de déplacer mais aussi de masquer.

CHRISTIAN DESCAMPS.

SITE 3

(à Pierre et Colette Soulages)

En quête du chemin perdu
où erre, étincelant, la foudre,
pour un second éveil
à cet autre chemin qui se fraye, masqué,
dans la stupeur de la lumière,
me voici tel : dans le champ d'écriture.

Égaré en ce centre, en ce lieu-ci
de la rencontre
où jadis s'est tissée l'aire de l'aigle,
où la très rude écorce dit
le long, le douloureux travail du sol qui se démembre.

Émerge ici, s'expose ici, et s'oxyde le sang
qui, du plus loin, remonte
hors l'abîme du temps,
rougeoyant du dedans de la pierre première
comme pour affirmer, de présence certaine,
ce qui n'a pas de nom
et qui dispose de tout nom.

Écrit ici, s'expose ici qui se tient à l'écoute.

Les puissances du nom frayent dans la lumière
une ombre à peine, mais terrible.
Ce que mémoire dit est, de la nuit, l'imprononçable.
Or elle oscille un peu
comme si, dans l'incandescence
du jour, tremblait, pour se nier, la mort.

Ce qui appelle qui l'attend dans un pli sombre du silence,
rien ne l'annonce, ne le cache,
sinon, de loin, une lueur
trop froide et blanche, et dépourvue.
Ce feu, à peine, à l'horizon,
en mer de l'errance, il fait signe
mais déjà se dérobe à qui le veut nommer.

(Mycènes).

CONTE FROID

L'outie

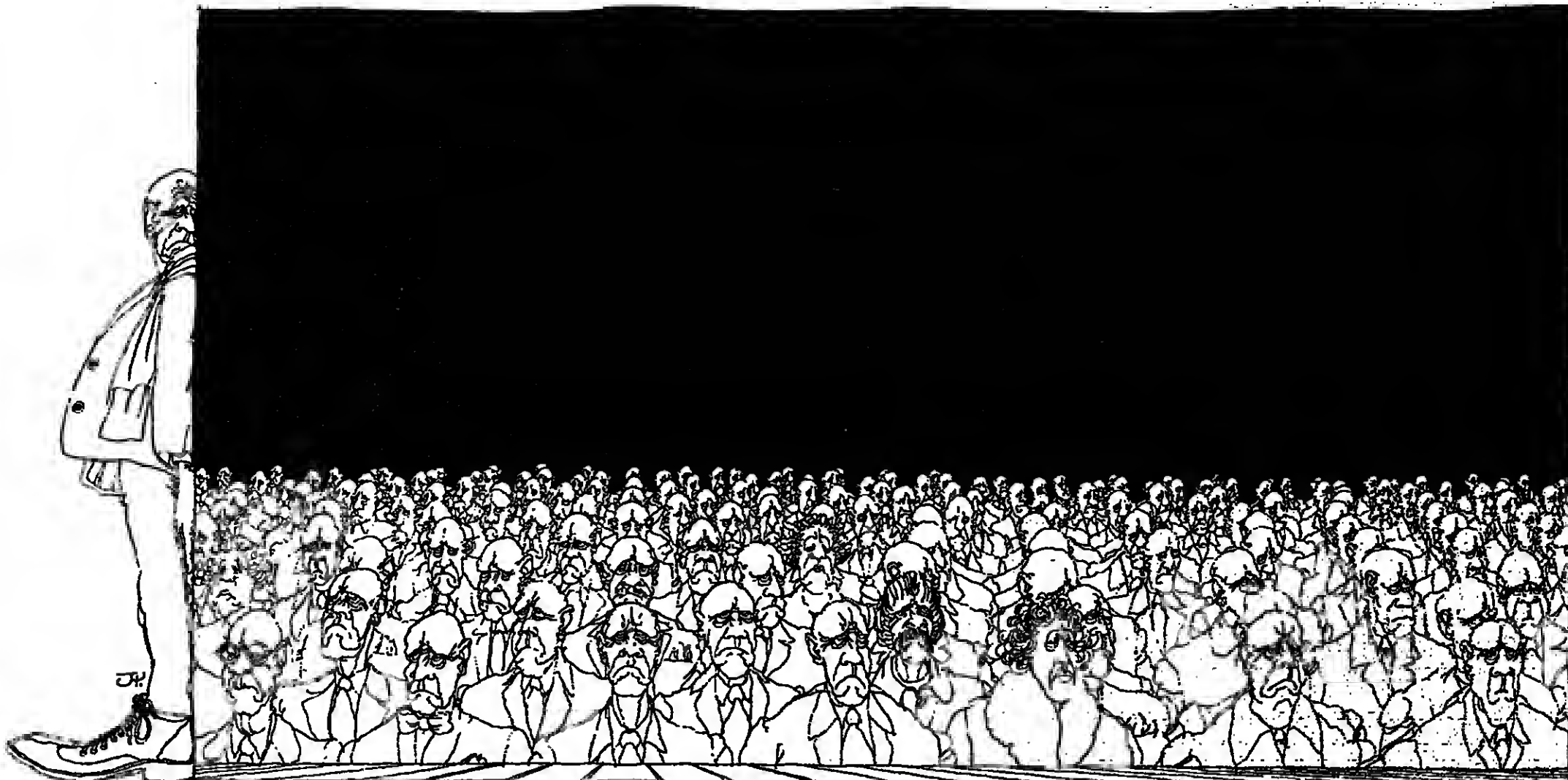
Il paraît d'une voix à peine perceptible. Mais comme il avait les oreilles particulièrement décollées, cela lui permettait au moins d'entendre ce qu'il disait.

JACQUES STERNBERG.

NOS ANCÊTRES ET NOUS

Extrait, conseils, échanges de questions-réponses, accès direct au monde des généalogistes. Pour tout renseignement joindre un timbre pour la réponse. Abonnement : an 4 numéros et participation au cercle 30 F à l'ordre du C.G.S.L., 38, cours de la Liberté, 69003 LYON.

NOUVELLE



A PRÈS une vie malheureuse, passée de ville en ville à chercher la fortune, Pierre Waldeck fit un soir la connaissance d'une jeune femme bizarre. Bien qu'elle vécût parmi les prostituées, qu'elle eût le visage tiré, fané, les traits nuyés au fond des joues molles, il ne se passait point de jours qu'elle ne sauvât quelque misérable par ses conseils. Elle s'appelait Olga. Elle portait une chemise d'homme, un col, une cravate, des lunettes d'écaille. Ses cheveux coupés court étaient rejetés en arrière. L'ensemble avait quelque chose de masculin et de parfaitement antipathique. Mais, dès qu'elle parlait, dès que, surtout, elle cessait de donner des conseils, il se dégageait tout de suite d'elle une telle déresse que l'on se sentait attiré vers cet être étrange.

Pierre Waldeck avait un passé assez lourd. Fils d'un architecte, il avait commencé l'existence comme tous les jeunes gens aisés. Mais un beau jour, alors qu'il venait d'atteindre sa dix-huitième année, il s'amouracha d'une femme mariée, vola ses parents pour étonner cette dernière, pour lui montrer qu'il était « prêt » à tout pour elle ! En apprenant cela, elle le quitta brusquement, afin de ne pas se compromettre.

Violent, autoritaire, orgueilleux, Pierre Waldeck ne rentra pas chez lui. Il se passa alors une scène curieuse. Comme il n'avait pas les moyens de gagner l'étranger, ainsi qu'il avait projeté de le faire, Pierre s'en fut trouver sa maîtresse. « Rends-moi l'argent que je t'ai donné », lui dit-il. « On ne peut pas m'arrêter parce que voler un père n'est pas un délit, mais toi, puisque tu sais maintenant d'où vient cet argent, tu peux être poursuivie comme complice. »

Affolée à l'idée que son mari allait tout apprendre, elle courut à son secrétaire et rendit à Pierre les quelques milliers de francs dont il lui avait fait cadeau.

Au lieu de rentrer chez lui, le jeune homme, avec cet argent, prit le train. Jamais il ne revint au domicile paternel. A ce vol s'ajouta, peu après, l'insoumission. Après avoir vécu plusieurs années traqué, recherché par l'autorité militaire, il finit par se présenter à un bureau de recrutement. Condamné par un conseil de guerre, il fut, deux ans plus tard, amnistié.

A présent il approchait de la trentaine. Usé, désillusionné, aigri, il ne rêvait plus que d'une situation assise, que de considération, que de richesse. Il

n'avait pas de profession. Il errait à l'aventure à travers la France, attendant que la chance voulût bien le favoriser.

Elle le fit le soir où il rencontra Olga. Dès le début de leur liaison, il ne fut point question d'amour. Par la suite, il n'en fut point également question. Des soirées entières, ils restaient l'un près de l'autre, à libérer leur cœur. Les conversations n'en finissaient pas. Alors qu'ils semblaient avoir épuisé les sujets, ils repartaient soudain sur celui de leur abandon et de leur pauvreté.

Un jour, dans la petite chambre qu'ils occupaient tous deux à Lyon, Olga pénétra, le visage transfiguré par la joie.

« C'est fait ! cria-t-elle tout de suite. Qu'est-ce qui est fait ? demanda Pierre qui, encore couché, relisait pour la troisième fois un journal du matin.

« J'ai vu Modesti. C'est fait, je te dis. Il nous essaiera du 14 avril au 21. Si nous avons du succès nous tiendrons l'affiche jusqu'au 28. »

Pierre se dressa sur le lit. Il demeura un instant stupéfait, sans articuler un mot. Puis il rougit jusqu'aux oreilles.

« Alors, c'est fait ? répéta-t-il machinalement.

« Je te dis que Modesti a accepté. Il joue sur nous. Il risque.

« Et si cela rate ?

« Tu recommences ! Si tu as cet esprit au début, cela ratera évidemment. »

Olga jeta son chapeau sur une table, son sac à main au pied du lit. Puis elle se regarda dans la glace qui se trouvait au-dessus de la table de toilette.

« Je suis encore jalie. Nous réussirons. Tu verras, il faut que nous réussissions. Nous réussirons. Nous voyagerons. Nous serons libres comme l'air et riches, tu m'entends, et riches, riches. »

« Mais comment allons-nous nous présenter sur la scène ?

« Nous chanterons. »

« Quelles chansons ?

« C'est l'affaire de huit jours. Nous allons apprendre trois chansons. »

« Et les costumes ?

« Nous les louerons. Il y a longtemps que j'ai pensé à tous ces détails. Si tu consens à te réveiller un peu, tout ira bien. Mais réveille-toi, lève-toi, tout de même. Il est trois heures de l'après-midi. Nous n'avons plus une minute à perdre. Alors, c'est entendu, nous faisons ce numéro. Toi tu t'habilleras en misèreux, en quelque chose approchant Charlot, et moi en gommeuse. De cette façon, si tu as le trac, on croira que c'est voulu. Comprends-tu ? Chaque fois que je voudrais commencer à chanter tu m'interrompras. Quand tu veux tu es très drôle. Tu n'auras qu'à t'imaginer que nous sommes ici, par exemple que personne ne te regarde. »

Pierre s'était levé. Il allait et venait nerveusement à travers la chambre. L'avenir lui semblait lumineux. Une vie facile allait commencer. Chaque

Modesti, le directeur de l'Alcazar, était heureux de manifester de l'activité. Il allait des couloirs au contrôle en saluant de la main les figures de connaissance, en s'arrêtant parfois pour donner un ordre, pour causer avec quelque acteur ou quelque ouvreuse.

Les Olgae devaient entrer en scène au milieu de la première partie du spectacle. Dès 8 heures, ils avaient pris possession de la petite loge qui avait été mise à leur disposition et que menblaient juste une glace, une table et deux chaises pliantes.

Pierre n'avait pas dîné. Une sueur fine couvrait son front, ses mains, sa poitrine. Il était pâle. Par moments, sa gorge se contractait au point qu'il lui semblait qu'il allait étouffer. Quant à Olga, elle masquait son trouble sous une fausse désinvolture, sous des airs étouffés.

« Avec un peu d'aplomb, nous sommes sauvés », dit-elle en commençant son maquillage.

« Jamais je ne pourrai entrer en scène, fit Pierre doucement, comme s'il eût parlé à quelque être invisible.

« Il le faut pourtant.

« Jamais je ne pourrai, répéta-t-il.

« On ne peut plus reculer maintenant. Tu veux donc que nous restions toute notre vie dans la médiocrité. Pense à l'avenir, pense à notre indépendance future.

« Je ne pourrai pas. »

Le rideau s'était déjà levé sur deux « numéros ». La salle de l'Alcazar était houleuse. Des galeries, partaient des quolibets à l'adresse des premiers acteurs que le public devinait de second ordre.

Bientôt le tour des Olgae arriva. Modesti pénétra dans leur loge.

« Vous êtes prêts ? demanda-t-il.

« Oui », répondit Olga.

Pierre avait revêtu une sorte de jaquette noire trop grande pour lui et un gilet blanc qui pendait jusqu'à ses genoux. Par moments, comme s'il eût la fièvre, des frissons le secouaient des pieds à la tête. Ses joues s'étaient creusées et ses yeux agrandis étaient plus brillants que d'habitude. Il était assis, les mains inertes, entre les jambes, le dos voûté, cependant qu'Olga, les nerfs tendus, parlait, sans s'interrompre un instant, à Modesti.

« Et lui, demanda ce dernier en désignant Pierre, est-il prêt ?

« Naturellement qu'il est prêt », répondit Olga.

Une habilleuse entra dans la loge.

« On lève le rideau », dit-elle tout de suite.

PIERRE ne broncha pas. Il avait entendu l'habilleuse, mais son émotion était si grande que cette parole ne l'accrût même pas.

Une sonnerie retentit au-dessus de la porte.

« Allez-y », fit l'ouvreuse.

Olga s'approcha de Pierre, lui prit la main. Il se leva, la suivit sans penser. Tout à coup, il aperçut entre deux décors la salle sombre, au-dessus de laquelle flottait une fumée blanche. Des ampoules de secours désignaient un arc rouge devant lui. Tous les visages des spectateurs étaient immobiles. Un projecteur inonda la scène d'une lumière crue. Soudain, il lui apparut que ce faisceau de clarté le guettait, allait l'envelopper dès qu'il aurait quitté les coulisses. Il fit encore un pas. L'orchestre attaqua une marche militaire. Il lui sembla, durant une seconde, que les instruments jonaient, chacun, un air différent. Il fit un autre pas. La lumière éblouissante du projecteur l'atteignit aux jambes. Olga était déjà sur la scène et sa robe à paillettes étincelait. Il voulait s'approcher d'elle, mais ses muscles ne lui obéissaient plus. Il restait sur place. La distance entre Olga et lui, il la vit s'accroître. Il ne bougeait toujours pas, puis, tout à coup, obéissant à ce qu'il ne savait quel instinct, il recula.

Derrière un décor, Modesti l'observait. Pierre l'implora du regard. Il vit les lèvres du directeur se séparer et se rejoindre avec rapidité, mais il n'entendit rien. Il vit Olga, devant la rampe, se tourner vers lui. Il revit la salle sombre et enfumée. Des bruits multiples parvenaient à présent à ses oreilles. C'était comme le bruissement riche de la campagne au printemps. Une chaise était près de lui. Ses jambes tremblaient. Il eut l'impression que, s'il restait debout, il allait tomber. Il s'assit. De tous les points des coulisses, du monde accourait, l'entourait. Alors, il se cacha le visage dans ses mains et se mit à sangloter.

* Considéré comme un précurseur du roman moderne, Emmanuel Bove (1898-1945) est l'auteur d'une trentaine de romans et recueils de nouvelles. Ses deux premiers romans, *Les amis et l'ennemi*, ont été réédités chez Flammarion en 1971. Deux nouveaux titres paraîtront en mars prochain chez le même éditeur : *Henri Duchesne et ses ombres* et *Journal écrit en l'air*. *Le Trac* fait partie d'un ouvrage intitulé *Petit Coq*, publié par les Éditions des cahiers noirs en 1929.

Le trac

PAR
EMMANUEL BOVE

soir, Olga et lui seraient applaudis. Chaque soir, leur « numéro » serait plus complet, plus réussi. Ils voyageraient. Des impresariis les solliciteraient. Ils iraient à l'étranger.

Le 14 avril était un vendredi. La rue où se trouvait l'Alcazar était noire de monde. A chaque instant, des automobiles s'arrêtaient devant les portes illuminées du music-hall. D'immenses affiches multicolores attiraient l'attention des passants. Il en était une sur laquelle on pouvait reconnaître, difficilement, est vrai, Olga et Pierre, et lire, en gros caractères :

LES OLGAË